

N° 47
DÉCEMBRE 1987

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**Documents de 1953
sur la scission dans la IV^e Internationale**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires internationaux*

PRESENTATION

Dans ce numéro des "Cahiers du C.E.R.M.T.R.I.", nous publions un certain nombre de documents de 1953 sur la scission perpétrée dans l'Internationale par PABLO, secrétaire à cette époque de la IVème Internationale. Nous avons fait connaître, dans les "Cahiers" NO. 44 et 45, les documents sur la lutte de la majorité du P.C.I. français contre le révisionnisme pabliste.

PABLO, par ses manoeuvres bureaucratiques, voulait éviter dans l'Internationale la discussion sur sa politique, notamment en empêchant la diffusion des positions de la majorité française dans les sections de la 4ème Internationale.

PABLO avait réussi à provoquer la scission de la section française, la première à s'être opposée à son cours liquidateur du Trotskysme. Les moyens employés pour imposer la scission dans le P.C.I. : ultimatum, calomnies, remplacement autoritaire de la direction élue du PCI par la minorité, vols du matériel technique; tous ces moyens scandaleux, sans exemple dans la vie de la 4ème Internationale depuis 1938 et au mépris de toute démocratie étaient à la hauteur des brillantes perspectives politiques de PABLO de capitulation devant le stalinisme et du cours liquidateur du Trotskysme.

Un des documents publiés dans ce "Cahier" intitulé "La lutte des trotskystes français contre le pablisme liquidateur" condense la bataille politique menée par la majorité du PCI français, document éclairé par ceux publiés intégralement dans les "Cahiers du C.E.R.M.T.R.I" NO. 44 et 45.

L'application du cours révisionniste de PABLO dans les autres sections de l'Internationale, la lutte politique et la résistance de la majorité du PCI devaient ouvrir les yeux des militants de plusieurs sections de l'Internationale.

Le 16 Novembre 1953, le Comité national du S.W.P. des U.S.A. , face à l'offensive de PABLO dans le S.W.P. , publiait sa "lettre ouverte aux trotskystes du monde entier".

Le 23 Novembre 1953, le Comité International était constitué avec le P.C.I. français, la section anglaise, la section suisse et l'appui du S.W.P. Des contacts étaient pris avec d'autres sections. Face au pablisme liquidateur, le Comité International incarnait la rigueur des principes, la tradition, la défense du programme de transition, en un mot la continuité de la 4ème Internationale.

LETTRE DU BUREAU POLITIQUE DU PCI
AU COMITE NATIONAL DU SOCIALIST WORKERS PARTY

Chers camarades,

C'est avec tristesse que le Comité central du Parti communiste internationaliste (section française de la IV^e Internationale) a pris connaissance de l'article que vous avez consacré dans The Militant du 18 août à "la scission dans le PCI français". Vous avez sans doute le droit de croire que le Secrétariat international pabliste représente le trotskysme et de le soutenir dans la lutte acharnée qu'il mène depuis deux ans pour détruire la majorité prolétarienne trotskyste en France. Vous avez ce droit, même si, fort heureusement pour le trotskysme américain, vous suivez dans votre presse et toute votre activité une ligne très différente de la ligne pabliste ainsi que de celle - confuse et éclectique - du 3^eème congrès mondial. Mais vous ne devriez pas pour autant publier des contre-vérités manifestes. Cette lettre ne vise qu'à rétablir la vérité sur certains faits dont la vérification est à la portée de chacun.

1°/ - "La scission - écrit The Militant - se produisit lorsque ce groupe refusa de reconnaître le congrès régulièrement réuni du mouvement trotskyste français et organisa son propre congrès de rupture".

En fait, le 8^eème congrès du PCI se réunit dans les conditions statutaires, c'est-à-dire sur convocation du Comité central élu par le 7^eème congrès. La volonté scissionniste - celle de la minorité dirigée par le SI - apparaît suffisamment dans le fait que, deux jours avant la réunion du Comité central préparatoire au congrès, elle cambriola les locaux du parti et s'empara de l'appareil technique (ronéos et machines à écrire) puis convoqua son propre congrès, après avoir précisé que ce "congrès" n'aurait pouvoir ni pour fixer sa politique ni pour élire sa direction, et que n'y pourraient participer que ceux qui s'inclinaient à l'avance devant ces dispositions.

2°/ - Vous écrivez : "Le groupe scissionniste se hâta de dénoncer dans la presse la Quatrième Internationale comme capitulant devant le stalinisme et de répandre d'autres calomnies éculées du même genre."

Cette contre-vérité apparaît comme particulièrement révoltante pour quiconque a suivi de près la crise du parti français.

Les divulgations dans la presse bourgeoise de documents et de discussions de la IV^e Internationale ont une histoire qu'il faudra bien écrire un jour. Nous regrettons, quant à nous, que le SI ait rejeté notre demande, faite en février 1952, de constituer une commission d'enquête sur cette affaire .

Même sans commission d'enquête, on peut toutefois déceler facilement qui, avant et après la scission, désirait la publicité sur les projets entristés, sur les divergences et les luttes des trotskystes français. Car Pierre Frank nous le dit lui-même, dans une lettre de polémique contre nous adressée au journal petit-bourgeois stalinisant L'Observateur (numéro du 24 juillet 1952) | Les passages soulignés le sont par nous |.

"Monsieur le Directeur,

Votre périodique s'était fait récemment l'écho d'une nouvelle orientation de travail de l'organisation trotskyste en France, le PCI, et de discussions qui avaient lieu à ce propos dans ses rangs. Pour des raisons relatives à la vie intérieure de l'organisation, les partisans de la nouvelle orientation vers un travail au sein du mouvement influencé par le PCF n'ont pas cru opportun jusqu'au récent congrès de notre parti de confirmer ou d'infirmer vos informations. Nous avons regretté cependant que les adversaires de cette orientation qui se trouvaient dans notre propre organisation aient jugé nécessaire de démentir malencontreusement les discussions très réelles qui avaient lieu sur cette question, au lieu d'expliquer objectivement ce dont il s'agissait exactement."

Maintenant que s'est tenu le 8^eème congrès de notre parti, et que la presse a été informée par les partisans et les adversaires de la nouvelle orientation de leurs divergences et même de leur séparation, il nous semble utile et nécessaire de préciser que : ... "

(suit un exposé des conceptions "entristes sui generis").

Tout commentaire sur ces aveux serait superflu. Précisons simplement :

a) - que Pierre Frank dans la suite de sa lettre confirme ses intentions en conseillant à tous la lecture de la résolution du 10ème plenum (dont nous avons critiqué la publication par la revue Quatrième Internationale).

b) - que nous nous sommes abstenus d'envoyer une réponse à cette lettre de P. Frank et de faire de L'Observateur la tribune de nos discussions.

c) - que le groupe Frank après son "congrès" avait déjà fait paraître un communiqué de presse qui avait suscité de notre part le contre-communiqué suivant, exempt de toute attaque contre l'Internationale, comme vous pourrez le constater :

"Le 8ème congrès national du Parti communiste internationaliste (trotskyste) s'est tenu à Paris, les 14, 15 et 16 juillet. Il a dû enregistrer la dissidence d'une minorité qui, à l'instigation de P. Frank, préconisait la disparition du parti trotskyste par l'intégration de ses militants dans le parti communiste français. Face aux dissidents, la majorité prolétarienne du parti a réaffirmé son attachement au programme de base de la IV^e Internationale. Le congrès a défini l'orientation de renforcement du parti trotskyste. Il a adopté un programme d'action dont le thème central est le front unique des organisations ouvrières (parti communiste français et parti socialiste), et lutte pour un gouvernement de ces partis."

d) - que le groupe Frank avait ensuite publié en toute hâte et diffusé largement le n°1 de son journal La Vérité des travailleurs dont le ton était donné par le long article de P. Frank "D'anciens dirigeants qui désertent".

e) - que les explications politiques de La Vérité sur la scission, rendues nécessaires par les efforts du groupe Frank en direction de nos sympathisants, resteront toujours dans les limites de la discussion des idées et éviteront la polémique directe avec le groupe Frank.

f) - que les premières en date de ces explications, hormis le communiqué ci-dessus, ont été fournies par nous dans le n°299 de La Vérité paru le 18 septembre ... c'est-à-dire un mois après les accusations du Militant.

3/ - Vous écrivez : "La fraction scissionniste refusa de se plier aux décisions du 3ème congrès mondial et résista à leur application en France."

En fait nous avons toujours été disciplinés aux décisions du 3ème congrès mondial, en dépit de nos désaccords. Il n'en a pas toujours été de même pour le Secrétariat International. Le 3ème congrès mondial avait affirmé le "caractère nécessairement indépendant" de la section française. Néanmoins, quand le SI, prétendant appliquer la ligne du 3ème congrès mondial, exigea l'entrée des trotskystes français dans le parti stalinien, nous avons accepté d'appliquer cette décision, demandant seulement la possibilité de discuter la nature et la politique du parti dans lequel il s'agissait d'entrer et les perspectives de cet entrisme. Résolus à tout tenter pour faire échec à la volonté d'exclusion du Secrétariat international, nous avons même accepté au 10ème plenum du Comité exécutif international de céder la direction de notre parti à la minorité. La rupture se produisit lorsque notre droit d'expression politique dans le parti - comme majorité du parti et minorité du Bureau politique - fut supprimé par le SI. Celui-ci prétendit en effet nous interdire de soumettre une résolution au 8ème congrès du parti et exigea de nous le vote pur et simple de la résolution minoritaire, sans aucune modification. Cela, nous ne pouvions l'accepter. Nous considérions que l'application de la ligne pabliste signifiait la destruction des forces vives de notre parti. Mais nous étions prêts à accepter même cette éventualité, de manière disciplinée, si nous avions seulement pu, à ce prix, continuer la lutte à l'intérieur de l'Internationale pour le redressement de sa direction. Or les exigences du SI signifiaient simultanément la perte du parti et l'impossibilité de toute lutte politique pour nous à l'intérieur de l'Internationale. Cela, aucun trotskyste ne pouvait l'accepter.

4/ - Vous écrivez : "Ils refusèrent de voir les grandes différences entre la guerre actuellement menaçante et la précédente. Entre celle qui commença par les victoires de la réaction sur les travailleurs et celle qui précipitera la guerre civile dès le début à l'échelle mondiale."

C'est là une erreur d'information particulièrement pernicieuse. Nous n'avons jamais eu la moindre hésitation quant à la nature de la 3ème guerre mondiale, guerre contre-révolutionnaire de l'impérialisme mondial contre l'URSS, les Etats ouvriers d'Europe orientale, l'Etat ouvrier chinois, les peuples coloniaux en révolte et la classe ouvrière internationale. Nous avons analysé cette guerre comme étant par sa nature une guerre civile, dans le même sens sociologique

que l'URSS est un Etat ouvrier et non de manière mécanique comme "devant se transformer dès le début en guerre civile", suivant la formule confusionniste du congrès mondial. En même temps, nous avons rejeté la conception pabliste suivant laquelle la bureaucratie stalinienne changera ou a changé de nature, et n'est plus "passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois" comme le disait le Programme transitoire.

5°/ - Vous écrivez : "Les récents événements en France ont confirmé l'analyse du 3ème congrès mondial suivant laquelle le conflit entre les travailleurs révolutionnaires français et leur direction inspirée par le Kremlin se développera dans les rangs du PC et non par des ruptures organisationnelles avec lui."

Un mois ne s'était pas écoulé depuis la parution du Militant que l'on vit éclater dans le parti communiste français la plus grave crise de toute son histoire.

En frappant Marty et Tillon, la bureaucratie frappe les dirigeants qui incarnaient l'espoir des militants communistes en une nouvelle orientation révolutionnaire. Cette épuration marque la volonté de la bureaucratie soviétique d'opérer un tournant général à droite à l'échelle internationale, volonté apparente également dans le 19ème congrès du PC de l'URSS. La crise politique et organisationnelle qui en résulte ouvre d'ailleurs des possibilités indiscutables à un travail de fraction clandestin d'éléments trotskystes dans les rangs du PCF tel que nous l'avons défini et préconisé depuis longtemps, par opposition à la minorité qui s'y opposait vigoureusement jusqu'en janvier 1952, arguant qu'il n'y aurait plus de crise désormais au PCF.

Puisque vous vous aventurez sur ce terrain de la "confirmation" par les faits, nous nous permettrons d'attirer votre attention sur une autre proclamation de ce genre, le satisfecit que se décernait P. Frank dans le n°1 de La Vérité des travailleurs (du mois d'août dernier !)

"Une des conséquences de cette situation, conséquence prévue par la direction de la IV^e Internationale dès la fin de 1950, c'est un gauchissement de la politique des PC ayant une base de masse, l'absence de grandes ruptures dans ces partis et une politisation intense en leur sein."

Qui a prévu quoi ? Au lieu de bomber le torse, il serait plus sage de reprendre la discussion en France sur les perspectives du stalinisme, non plus sur la base des schémas mais sur celle de l'expérience éclairée par l'analyse trotskyste. C'est exactement ce que nous proposons au groupe Frank, persuadés que cette discussion ouvrirait des perspectives de réunification. Mais il s'agit aussi de la discussion internationale.

Cette discussion que le SI (avant, pendant et après le congrès mondial) déclara toujours "close", "pas entamée" ou superflue, s'avère aujourd'hui le besoin vital immédiat du mouvement trotskyste international.

6°/ - L'assimilation d'une politique entriste envers le PCF à l'entrée des trotskystes anglais dans le Labour Party est viciée à la base. S'il nous était possible, comme aux trotskystes anglais, d'entrer dans le PCF sans déraciner ou faire capituler ceux de nos militants qui ont conquis des positions dans la classe ouvrière, c'est à dire l'acquis essentiel du trotskysme en France depuis 25 ans, nous y serions entrés depuis longtemps. De plus, il importe de rappeler que notre opposition fondamentale au pablisme ne consiste pas en un désaccord tactique sur l'entrisme dans le PCF mais en une hostilité irréductible de notre part aux thèses révisionnistes de Pablo - qu'il inaugura dans Où allons-nous ? puis développa dans le parti français - sur la nature de la bureaucratie de l'URSS, le rôle historique du stalinisme, l'affirmation du dépassement du Programme de transition sur le terrain duquel nous continuons à nous tenir, ... etc.

Une remarque finale : au moment où la rédaction du Militant publiait sur notre compte cet article hautement fantaisiste, pourquoi a-t-il fallu que son administration arrête complètement l'envoi traditionnel du journal à notre parti ? Libre au Militant d'employer à notre égard ce procédé puéril, et inusité, même envers les tendances adverses dans le mouvement ouvrier. Nous ne savons si quelques camarades américains sont intéressés à la lecture de La Vérité, lecture interdite il est vrai par le Secrétariat international ainsi que celle de tous nos documents. Mais nous sommes quant à nous intéressés à la lecture du Militant. En tentant - bien vainement - de nous priver de sa lecture, voudrait-on nous préserver d'une mauvaise influence ?

Nous ne pensons pas à vrai dire que cette mise au point ait été nécessaire pour l'édification des camarades dirigeants de votre parti. Elle était nécessaire toutefois pour attirer l'attention de tout votre Comité national sur les dangers inhérents à une fausse information touchant

la crise du parti français et sur les dangers pesant sur l'ensemble du mouvement trotskyste international.

Nous ne savons quel usage sera fait dans l'immédiat de cette lettre. Mais nous sommes profondément convaincus qu'elle paraîtra un jour, avec beaucoup d'autres documents consacrant le rejet du pablisme par notre mouvement international, dans la presse trotskyste américaine. Car la IV^e Internationale est saine. Il n'existe aucune base objective pour que le révisionnisme y prospère. La victoire du trotskysme, la défaite du révisionnisme pabliste dans ses rangs sont inéluctables. Il dépend de vous d'en hâter l'échéance et par là de réduire l'étendue du mal qu'a fait et veut faire le pablisme à l'Internationale.

Recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations trotskystes.

le Comité central du PCI (SFQI)

Octobre 1952

Puisque vous vous exprimez sur ce terrain de la "confusion" par les lettres, nous nous permettons d'attirer votre attention sur une autre proclamation de ce genre, la satisfaction que nous exprimons dans le n° 1 de la Vérité des travailleurs (du mois d'août dernier).

"Une des conséquences de cette situation, conséquence prévue par la direction de la IV^e Internationale dès la fin de 1950, c'est un gauchissement de la politique des PC ayant une base de masse, l'absence de grandes ruptures dans ces partis et une politisation intense en leur sein."

Qu'est-ce que ça veut dire ? Au lieu de pointer le force, il serait plus sage de reprendre la discussion en France sur les perspectives du stalinisme, non plus sur la base des "résultats" mais sur celle de l'expérience éclairée par l'analyse trotskyste. C'est exactement ce que nous proposons au groupe Frank, persuadés que cette discussion ouvrirait des perspectives de réunification. Mais il s'agit aussi de la discussion internationale.

Cette discussion que la SI a initiée, pendant et après le congrès mondial, devient toujours "close", "pas ouverte", ou superficielle, s'évapore aujourd'hui au sein même du mouvement trotskyste international.

6) - L'assimilation d'une politique stalinienne envers la PC à l'entrée des trotskystes en France dans le Labour Party est viciée à la base. Si nous étions capables, comme aux trotskystes anglais, d'entrer dans la PC sans détacher de fait les calculs ceux de nos alliés, nous aurions compris des positions dans la classe ouvrière, c'est à dire l'aspect essentiel du trotskysme en France depuis 35 ans, nous y serions entrés depuis longtemps. Or nous, il importe de rappeler que notre opposition fondamentale au stalinisme ne consiste pas en un désaccord technique sur l'entrée dans la PC mais en une hostilité irréductible de notre part aux thèses révisionnistes de Paris - qu'il importe dans ce présent-nous y puis développer dans le parti français - sur la nature de la bureaucratie de l'URSS, la rôle historique de stalinisme, l'attitude du désespoir du programme de transition sur la tactique duquel nous continuons à nous tenir.

Une remarque finale : au moment où la rédaction de Millard circulait sur notre compte par articles hebdomadaires, nous nous sommes aperçus que son administration était complètement l'aveugle révolutionnaire du journal à nous parler ? Inutile de répondre à notre regard ce qu'elle nous a fait. Nous savons que nous sommes entrés dans le mouvement ouvrier. Nous ne savons et espérons que certains caractères essentiels sont intéressés à la lecture de la Vérité, surtout l'intérêt qu'il est venu par le Secrétariat international ainsi que celle de nos documents. Mais nous sommes prêts à nous intéresser à la lecture de Millard. En attendant - bien évidemment de nous parler de sa facture, voudriez-vous nous présenter à une nouvelle rencontre ?

Nous ne pouvons pas à vrai dire que cette lettre ait été nécessaire pour l'édition des documents de votre parti. Elle était nécessaire surtout pour attirer l'attention de votre Comité central sur les dangers inhérents à une telle situation tout en

RESOLUTION D'ORIENTATION INTERNATIONALE ADOPTEE PAR LE BP

29 MAI 1953

I) Comme nous l'avions prévu dans la résolution internationale adoptée par le CC du 28 septembre, la plupart des sections de l'Internationale traversent actuellement une crise dont la source réside dans le caractère éclectique, confus, et contradictoire des thèses du 3ème congrès mondial et dans l'action liquidatrice du Secrétariat international pabliste.

En Bolivie, l'ampleur du mouvement révolutionnaire a aidé le P.O.R. à rejeter l'orientation menchevick d'adaptation au parti petit-bourgeois au pouvoir, le MNR, puis à son aile gauche, préconisée par le SI, et à adopter une stratégie trotskyste.

En Europe, l'application de l'entrisme sui generis a conduit à la désagrégation d'une section (Hollande) et en a plongé plusieurs dans le marasme (Allemagne, Autriche, Italie). La section anglaise a abandonné son orientation pro-stalinienne pour une ligne correcte dans son essence de soutien à la tendance Bevan, mais sans clarification politique suffisante. La section de Ceylan est en voie de désagrégation. Une fraction ouvertement pr-stalinienne, d'abord soutenue en sous-main par Pablo, puis critiquée modérément par lui, entraîne derrière elle les meilleurs cadres ouvriers du LSSP. la résistance de la direction, blâmée par le SI pour son "sectarisme" est faible et non principielle.

Enfin dans le SWP se développe une lutte de tendances d'une extrême violence. Partie d'un problème tactique - le travail dans les milieux staliniens de New-York - la discussion s'est rapidement développée jusqu'à englober l'ensemble des problèmes du stalinisme, de sa nature, de son rôle historique, du rôle de la IV^e Internationale, etc. la majorité défend l'héritage programmatique du trotskysme, mais n'a pas jusqu'à présent entrepris de remonter à la source du révisionnisme et proclame au contraire son accord avec le 3^e congrès mondial et le SI avec autant d'ardeur que le fait - à meilleur droit - la minorité.

2) L'expérience confirme ce que nous disions dans la résolution du 28 septembre : aucune section ne surmontera de façon définitive sa crise propre sans faire une critique complète et principielle du pablisme et du 3ème congrès mondial. C'est ce que le SI, dont le rôle de centre liquidateur de l'Internationale s'affirme toujours davantage, s'efforcera d'empêcher. Sa tactique consiste à s'effacer comme direction révolutionnaire (il n'y a eu aucune prise de position publique du SI sur les événements russes après la mort de Staline), à minimiser les divergences internes aux sections en en proclamant de caractère "tactique", à utiliser les luttes de tendances pour jouer en apparence le rôle d'arbitre, tout en soutenant en sous-main les tendances liquidatrices pro-staliniennes. Son plan primitif, qui consistait à repousser sine die le Quatrième congrès mondial, n'ayant pu être maintenu devant le développement de la crise et la résistance croissante au pablisme dans l'Internationale, il en hâte la convocation, et s'efforcera de le préparer dans la confusion générale, entretenue par des documents à caractère éclectique. Pablo s'efforcera également, comme l'expérience récente l'a déjà démontré, d'abandonner, au moins momentanément et en apparence, certaines de ses thèses essentielles dont la faillite est particulièrement manifeste (avenir historique de la bureaucratie, siècles de transition, etc.) pour mieux maintenir son orientation liquidatrice fondamentale. Il cherchera ainsi à s'assurer au Quatrième congrès mondial une majorité formelle, fut-elle composée de représentants de sections en désagrégation ou inexistantes, ce qui lui permettrait d'achever son oeuvre liquidatrice de l'Internationale.

3) Dans cette situation, notre intervention s'exerce sur plusieurs plans :

a) Pour la clarification des problèmes fondamentaux en discussion : le stalinisme et les récents développements en URSS, la construction de l'Internationale révolutionnaire et le bilan de l'entrisme "sui generis" ; elle prend dans ce domaine une importance encore plus grande que par le passé.

L'effort du SI tend à isoler les crises des différentes sections les unes des autres, en les rattachant à des causes particulières à chacune d'elles. Notre tâche consistera à en montrer les caractères fondamentaux communs, à convaincre les militants trotskystes des divers pays qu'il n'y a pas de crise du SWP, du LSSP, etc. ; mais que la crise de l'Internationale, qui prend des formes et qui possède des rythmes divers suivant les sections, a pour source unique la dégénérescence pro-stalinienne du SI, qui l'a transformé en centre liquidateur de l'Internationale. Nous nous adresserons dans ce but aux directions de ces partis.

Une lettre au CP du SWP devra notamment être adoptée le plus tôt possible par le BP.

b) Pour unifier la lutte qui se mène actuellement contre le pablisme, pour la défense du trotskysme dans les différentes sections de l'Internationale - lutte engendrée par les tentatives d'application du pablisme dans les différentes sections - nous devons passer à un stade supérieur de regroupement dans l'Internationale, continuer à resserrer nos liens avec les organisations, sections de l'Internationale ou groupes exclus, comme avec les militants ou les fractions à l'intérieur des sections ; dans un cas comme dans l'autre, la base politique consiste en un accord sur les principes fondamentaux du trotskysme, y compris l'appréciation de la IV^e Internationale.

4) Notre objectif de base dans la lutte pour le IV^e Congrès mondial est la constitution d'une tendance internationale de défense du programme et de l'organisation de la IV^e Internationale, rassemblant tous les groupes de militants qui sont d'accord sur les bases politiques définies plus haut, notre intervention est le facteur décisif de la construction de cette tendance ; les rythmes et les modalités de construction de la tendance doivent être déterminés en conformité avec la maturation politique des sections. Nous faisons des propositions dans ce sens aux sections ou groupes les plus avancés (Bolivie, Inde, certains éléments de la majorité de Ceylan, Suisse, minorité italienne, minorité vietnamienne) en leur montrant la nécessité de réaliser l'unité politique des différentes crises des différentes sections, de surmonter l'atomisation entretenue par le SI, de gagner l'appui d'autres sections ou groupes qui commencent à se poser des questions, majorité du SWP, anglais, LSSP. Nous devons mettre au point avec eux un manifeste de défense du trotskysme. L'intégration publique du POR argentin à la tendance interviendra à une étape assez élevée du développement de la tendance, où la tendance sera assez représentative de l'Internationale. (Dans l'état actuel de nos informations, le BP ne voit pas d'obstacle politique au travail en tendance avec le POR argentin. Il charge la commission internationale :

- 1°) De communiquer au POR argentin son accord de principe
- 2°) De subordonner toute manifestation extérieure commune à une information plus détaillée sur les positions prises récemment par le POR : a) sur les questions en litige dans l'Internationale (URSS et stalinisme, construction du parti révolutionnaire) ; b) sur les problèmes de la révolution en Amérique latine, et sur son attitude vis-à-vis de la question bolivienne, toutes informations qui devront être communiquées au BP .

Dans sa correspondance, la commission internationale devra critiquer amicalement la tentative d'auto-justification faite par le POR concernant l'attitude de son représentant au 3^{ème} congrès mondial.

Notre stratégie vise au redressement des sections en tant que telles ; c'est pourquoi nous nous adressons aux directions du SWP ou du LSSP, dont la majorité se tient sur la base du trotskysme. Mais cette stratégie n'exclut nullement, elle nous impose au contraire de rechercher chaque fois que cela sera possible, à prendre des liaisons clandestines à l'intérieur de ces sections avec des camarades dès maintenant parvenus à un accord d'ensemble avec nous. Nous coordonnerons ainsi notre action avec la leur, en vue de l'objectif commun de redressement de leurs sections et de l'Internationale tout entière. La tendance internationale se donne pour objectif la conquête de la direction de l'Internationale par le renversement de la direction pabliste du IV^e congrès mondial. Son organisation découlera de cet objectif.

5) L'obstacle créé par l'appui donné par l'ensemble de l'Internationale aux mesures contre le parti français subsiste en partie. Cet obstacle, il faudra le surmonter pour obtenir le ralliement des sections essentielles à une tendance à laquelle nous participons ouvertement. Nous avons donc, sans ultimatum, à montrer les faiblesses de leur position aux camarades qui, aux USA, à Ceylan ... etc., veulent sauver le trotskysme et en même temps bénissent notre exclusion et crachent sur notre parti pour éviter des "histoires". Nous leur montrerons la nécessité de réanalyser la crise française en même temps que tout le rôle du SI ; nous leur montrerons la nécessité de renverser le SI pabliste ; nous les appellerons à se joindre sans tarder à nous et à nos camarades de tendance.

6° L'édition d'une revue théorique qui devra devenir l'organe de la tendance internationale, déjà décidée au CC du 28 septembre 1952, coïncide maintenant avec la tâche absolument indispensable de donner une expression à la tendance internationale. La revue aura une double tâche :

- a) Eclaircir les divergences existant au sein de l'Internationale.
- b) Faire apparaître à l'extérieur les positions du trotskysme face aux problèmes qui se trouvent posés au mouvement ouvrier. La publication de cette revue tombera inévitablement, au moins pour une première étape, principalement sur nos épaules ; nous devons nous efforcer d'y associer le plus possible, pour une élaboration politique commune, nos camarades de la tendance internationale. Le BP et la commission internationale examineront les propositions de collaboration faites dans ce sens par le POR d'Argentine.

MONTÉE ET DECLIN DU STALINISME

N.D.L.R. — Le document que nous publions ci-dessous est soumis par le Secrétariat international de la IV^e Internationale à la discussion préparatoire pour le IV^e Congrès mondial de la IV^e Internationale.

L'évolution de l'U.R.S.S. et du mouvement ouvrier international depuis 1917 est fondamentalement déterminée par la dynamique des rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale. Elle a passé par trois grandes phases : la montée révolutionnaire de 1917-1923, le reflux de la révolution mondiale 1923-1943, la nouvelle montée révolutionnaire depuis 1943.

La Révolution d'Octobre a été le point de départ d'une nouvelle étape de l'histoire dans plusieurs domaines :

- Elle a donné naissance au premier Etat ouvrier sur un sixième du globe.
- Elle a projeté en avant une partie du mouvement ouvrier sur le plan théorique et a favorisé son organisation indépendante par la création de l'Internationale Communiste et de Partis communistes.
- Elle a donné une impulsion puissante aux peuples coloniaux dans leurs luttes commençautes contre l'impérialisme.

La période qui s'étend de 1917 à 1923 est avant tout une période de lutte pour l'existence du nouvel Etat et pour la formation et la consolidation de l'avant-garde communiste dans le monde.

L'échec de la révolution mondiale à la suite de la première guerre mondiale a abouti en U.R.S.S. à l'écrasement de la démocratie soviétique par une bureaucratie qui a établi un pouvoir politique dictatorial sous lequel s'est poursuivi pendant trente ans le développement économique et culturel de l'Union soviétique. Par l'action et le poids de cet Etat, la bureaucratie soviétique a exercé une influence considérable sur le mouvement des masses dans le monde, en premier lieu sur les organisations et mouvements créés sous l'impulsion de la Révolution russe.

L'Internationale Communiste et les Partis communistes auraient dû adapter leur activité à la nouvelle étape, c'est-à-dire se consolider théoriquement et politiquement, renforcer leurs liens avec les masses et préparer ainsi une future montée révolutionnaire. Mais le poids du premier Etat ouvrier et sa dégénérescence exerçant sur des organisations à peine issues de la social-démocratie, sans cadres solides, entraînerent également une dégénérescence de ces organisations. L'Internationale Communiste devint l'instrument principal par lequel le Krenlin transmettait ses directives aux Partis communistes. Ceux-ci, dont le développement théorique et politique fut dévoyé et où la sélection des cadres et directions se fit d'une manière bureaucratique, utilisèrent les masses et leurs mouvements non en direction de la révolution mondiale mais au profit des intérêts de la bureaucratie.

Cette utilisation des Partis communistes au service de la diplomatie du Krenlin contribua à provoquer une série de lourdes défaites du mouvement ouvrier qui

culminèrent dans le triomphe du nazisme en Allemagne et dans le déclenchement de la deuxième guerre mondiale.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, dans les principaux pays capitalistes les Partis communistes étaient minoritaires dans la classe ouvrière. Le stalinisme, c'est-à-dire l'emprise du Krenlin — exprimant les intérêts de la bureaucratie soviétique — s'exerçait sur un système relativement simple :

- un Etat ouvrier, au moyen d'une dictature policière ;
- de faibles organisations ouvrières dirigées par l'Internationale Communiste, elle-même étroitement contrôlée.

A la suite de la deuxième guerre mondiale et des années qui ont suivi, des événements d'une importance capitale ont fait qu'actuellement dans l'orbite du stalinisme gravite l'ensemble complexe suivant :

- a) L'U.R.S.S. qui, après avoir montré une résistance extraordinaire dans la guerre grâce à la puissance des rapports de production établis par Octobre et à l'attachement des masses soviétiques à ces rapports, a poursuivi son développement économique qui en fait actuellement la deuxième puissance du monde ;
- b) de nouveaux Etats ouvriers en Europe orientale qui ont été instaurés essentiellement par une action bureaucratique, sans plan préalable du Krenlin ;
- c) la Chine, où le P.C. chinois est parvenu au pouvoir sur la base d'un formidable soulèvement paysan ;
- d) une série de mouvements coloniaux à direction stalinienne ou pro-stalinienne ;
- e) les Partis communistes dans le monde capitaliste. Ceux d'Europe occidentale ont connu à la fin de la deuxième guerre mondiale d'importants progrès à la suite de la « Résistance ». Au cours des années suivantes, dans toute une série de pays, les Partis communistes ont perdu le terrain qu'ils avaient conquis. Mais, dans des cas importants (France, Italie), ces partis ont acquis une influence sur la majorité de la classe ouvrière et, malgré certaines vicissitudes, l'ont conservée depuis lors ;
- f) jus-qu'en juin 1948, il y avait lieu d'ajouter le Yougoslavie où le P.C.Y. avait conquis le pouvoir sous l'impulsion d'une héroïque lutte des masses qu'il avait dirigée.

Les conditions fondamentales dans lesquelles s'étaient développées la bureaucratie soviétique et son emprise sur les Partis communistes, à savoir : le reflux de la révolution, l'isolement de l'U.R.S.S. et l'état arriéré de son économie, ont disparu. L'équilibre qui assurait cette emprise avant la deuxième guerre mondiale — et qui à sa façon reflétait l'équilibre international relatif de cette période — s'est trouvé rompu.

L'« expansion » du stalinisme loin de constituer un facteur de consolidation de celui-ci contenait en soi des tendances à la désintégration qui se manifestèrent par la rupture du P.C.Y., les nombreuses épurations des directions des P.C. des « démocrates populaires », l'acceptation d'une sorte de co-direction avec le P.C. chinois en ce qui concerne les mouvements communistes asiatiques, l'affaiblissement voisin de la liquidation pour certains Partis communistes asiatiques, l'affaiblissement voisin en U.R.S.S. et le début de la montée révolutionnaire dans le glacis.

Une des manifestations les plus éclatantes de cette situation nouvelle est l'impacé du Krenlin à rétablir, à la place de l'Internationale communiste dissoute en 1943, un centre international quelque peu viable.

Enfin, malgré l'expansion des Partis communistes de masse et l'attraction de l'U.R.S.S. en tant que puissance, il s'est formé au cours de cette période d'après-guerre des courants de masse évoluant vers la gauche en dehors de l'influence stalinienne (bevanisme, P.S. asiatiques...).

Divers facteurs agissent cependant pour prolonger l'influence du Krenlin sur le mouvement ouvrier international et les pays non capitalistes : la menace de la guerre impérialiste ; la puissance de l'Etat soviétique s'exerçant sur des partenaires matériellement plus faibles ; le fait que les masses, se servant des organisations qui sont à leur disposition pour résoudre les problèmes posés par les situations révolutionnaires, s'agglomèrent d'abord autour des directions existantes. Il y a enfin le fait que des conceptions et des méthodes acquises dans la période de montée du stalinisme continuent à s'exercer par inertie et tradition, d'autant plus que subsiste la structure bureaucratique de ces partis et pays et de leurs rapports avec l'U.R.S.S.

Là où les P.C. ont une base de masse, il ne s'est produit nulle part sauf en Yougoslavie de ruptures massives avec le Kremlin, et il ne s'est produit également aucune rupture de masse dans ces pays. La désintégration du stalinisme a commencé par prendre la forme de la pénétration dans ces organisations d'idées opposées aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin et d'un processus de modification des rapports bureaucratiques hiérarchisés établis antérieurement. C'est avant tout et surtout de cette manière que se développera pendant toute une période, la désintégration du stalinisme : les organisations communistes à base de masse se maintiennent, mais dans ces formes d'organisation se développeront des tendances vers un contenu nouveau, à la fois en ce qui concerne les idées qui s'y exprimeront et les rapports d'organisation existants dans lesquels s'affirmerait l'emprise de la bureaucratie de l'U.R.S.S.

Chacun de ces partis se développera de plus en plus en fonction de ses propres forces sociales spécifiques, et le poids du Kremlin qui fut déterminant déclinerait relativement.

Dans les pays où les Partis communistes constituent une petite minorité du mouvement ouvrier, la montée révolutionnaire en se canalisant dans d'autres organisations accentue l'isolement de ceux-ci et y provoque de ce fait des crises profondes.

Les événements qui sont survenus en U.R.S.S. au lendemain de la mort de Staline ne constituent pas seulement la première étape d'un processus qui doit aboutir à la régénération socialiste de l'U.R.S.S. Ces changements constituent aussi le desserrement du frein qui agissait de la façon la plus conservatrice et même réactionnaire sur les organisations qui rassemblent encore aujourd'hui le plus grand nombre de militants révolutionnaires même dans de nombreux pays où les Partis communistes sont extrêmement faibles. Il en résulte que s'ouvre ainsi une étape nouvelle non seulement en U.R.S.S., mais aussi dans le développement des Partis communistes et des pays non capitalistes, accélérant la désintégration du stalinisme dans le sens indiqué plus haut.

La IV^e Internationale qui s'est créée pour assurer la continuité du programme et de l'organisation marxistes-révolutionnaires a pour rôle d'intervenir dans cette désintégration pour rassembler autour de son drapeau les forces communistes saines influencées jusqu'à présent par le stalinisme.

MONTEE ET DECLIN DU STALINISME EN U.R.S.S.

1. -- La montée révolutionnaire déclenchée par la première guerre mondiale ébranla seulement les puissances impérialistes les plus faibles. Elle laissa intacts les Empires coloniaux et permit ainsi aux impérialismes possesseurs de colonies de briser dans leur essor le mouvement révolutionnaire en accordant d'importantes concessions aux masses (journée de 8 heures, suffrage universel, etc.). Au moment où elle éclata, les Etats-Unis ayant passé par un demi-siècle d'essor économique févrex n'avaient pas encore connu de crise sociale suffisamment grave pour amener la masse du prolétariat industriel, constamment renouvelée par les vagues d'immigration, à la conscience de classe syndicale ou politique. Le champ d'action de la montée révolutionnaire se trouva donc restreint à l'Europe centrale et orientale, essentiellement à la Russie, l'Allemagne et l'Italie parmi les grands pays du monde. Mais la Russie était un pays économiquement et culturellement arriéré, avec un prolétariat industriel peu nombreux, de qualification et de culture relativement basses, écrasé par le poids de dizaines de millions de paysans analphabètes. Seule la fusion de la révolution russe avec les révolutions allemande et italienne aurait pourvu la dictature du prolétariat d'une base matérielle et sociale suffisamment large pour pouvoir garantir la démocratie soviétique. La défaite des révolutions italienne (1922) et allemande (1923) signalant la fin de la montée révolutionnaire laissa la révolution isolée dans un pays arriéré. Cet isolement imposa au prolétariat russe d'énormes sacrifices matériels, un épuisement progressif de son potentiel de combat et d'enthousiasme, un abandon croissant d'activité et d'intérêt politique. Ainsi furent créées les conditions objectives de son expropriation politique par la bureaucratie soviétique.

2. -- Cependant, la fin de la montée révolutionnaire 1917-1923 ne signifiait pas une défaite profonde et prolongée du mouvement ouvrier international. Les secteurs du prolétariat international qui étaient restés relativement calmes de 1918 à 1923 commencèrent à agir successivement dans les décades suivantes : Grande-Bretagne 1925-26 ; Chine 1925-27 ; Espagne 1931-38 ; France 1936-38 ; Etats-Unis 1934-37. En Allemagne même, la crise économique mondiale de 1929 créa des conditions propices à une nouvelle montée. Si, en définitive, malgré ces conditions multiples, le reflux de la révolution s'est de plus en plus accentué, cela n'est pas dû à la dynamique propre du mouvement des masses mais au rôle néfaste joué par les directions ouvrières. Dans de nombreux cas, c'est avant tout la direction stalinienne qui provoqua la défaite de ces mouvements. Si l'apparition et l'essor du stalinisme furent déterminés en dernière analyse par l'accroissement du reflux de la révolution mondiale, ce développement n'était ni fatal ni inévitable. Les efforts des forces révolutionnaires en U.R.S.S. et dans le monde (Opposition de gauche, bocheviki-léninistes) pour renverser la vapeur et renforcer le poids du prolétariat en U.R.S.S. grâce à l'industrialisation et à des victoires, même partielles, à l'échelle internationale, s'avèrent avec le recul des événements, parfaitement réalistes. La jonction entre la révolution russe et la révolution internationale resta possible pendant toute cette période. Si elle ne s'est pas produite, cela est dû avant tout au rôle de la direction de l'U.R.S.S. et de l'Internationale Communiste. Le stalinisme est donc autant le produit que la cause du reflux révolutionnaire de toute l'époque 1923-1943.

3. -- L'isolement dans un pays arriéré, le poids spécifique écrasant de la paysannerie, la faiblesse numérique et culturelle du prolétariat, son manque de tradi-tion démocratiques -- tous ces facteurs provoquèrent en U.R.S.S. l'essoufflement de la démocratie prolétarienne, la passivité croissante des masses, l'exercice de plus en plus excessif du pouvoir politique par les fonctionnaires du Parti et de l'Etat. L'existence d'un tel corps de fonctionnaires est inévitable à l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme. Mais il devrait décroître en nombre et en importance au fur et à mesure que les forces productives se développent, que se consolident la société et l'économie issue de la révolution socialiste, que les classes, l'inégalité sociale et les contradictions sociales disparaissent. Leur dépérissement s'identifie largement avec le dépérissement de l'Etat. Jusqu'à ce dépérissement, un contrôle strict exercé sur les fonctionnaires par la classe ouvrière au pouvoir démocratiquement organisé, devrait limiter au maximum les abus. Il en fut tout autrement en U.R.S.S. Dans les conditions de pénurie et de pauvreté générale, le pouvoir politique gérant ou distribuant toutes les richesses du pays devint vite le maître de la distribution, surrogant les privilèges essentiels de consommation. Les éléments bureaucratiques se constituèrent en couche bureaucratique distincte et conservatrice, défendant en alliance avec des éléments exploitateurs ou petits bourgeois (koulaks, neprmans, etc.) des intérêts matériels opposés à ceux du prolétariat, puis en caste bureaucratique consciente d'avoir des intérêts sociaux particuliers et décidée à les défendre contre toute autre couche de la société. La formation et la consolidation de cette caste bureaucratique trouva son principal reflet dans le domaine politique, dans la lutte de fraction qui déchira le Parti bolchevik, seul forum de la lutte politique dans le pays. La fraction stalinienne triompha dans cette lutte parce qu'elle reçut l'appui de la bureaucratie. Ce triomphe aboutit à la destruction de la démocratie intérieure du parti, dernier bastion de la démocratie prolétarienne en U.R.S.S., à un bouleversement complet de toute la superstructure sociale du pays (à l'exception des rapports de propriété) et à l'établissement de la dictature bonapartiste stalinienne, s'appuyant essentiellement sur les intérêts de la bureaucratie soviétique et les défendant fondamentalement.

4. -- La montée révolutionnaire avait obtenu son expression la plus nette dans la victoire de la Révolution d'Octobre. Le reflux de la révolution obfit son expression essentielle dans la victoire de la bureaucratie soviétique en U.R.S.S. Mais ce recul se manifesta dans le cadre d'un capitalisme mondial profondément marqué par le déclin du système. Ce déclin était déjà trop avancé, les antagonismes impérialistes trop aigus sur la base de ce déclin, le mouvement ouvrier encore trop puissant à l'échelle internationale, les misérables restes des anciennes classes possédantes ou le noyau d'une nouvelle bourgeoisie trop faibles en U.R.S.S. même, pour que le reflux du prolétariat y ramène le capitalisme au pouvoir. La contre-révolution se limita, en gros, au domaine de la superstructure. Le mode de production caracté-

risé par la nationalisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur et la planification générale de l'économie, cette infrastructure produite par la Révolution d'Octobre et qui détache l'économie soviétique du système mondial du capital et l'y oppose, fut maintenue, renforcée et consolidée au cours de l'histoire de l'U.R.S.S. La lutte entre le capitalisme et le socialisme qui, selon la formule de Lénine, caractérise l'époque de transition, passa en U.R.S.S. même du domaine de la production — où pratiquement toutes les formes capitalistes furent éliminées — à celui de la distribution. La dictature bonapartiste de la bureaucratie soviétique est donc le produit d'une contre-révolution politique ; il faudra la révolution politique pour la renverser. Mais l'Etat soviétique est le produit de la révolution sociale d'Octobre dont il continue à défendre, fit-ce de façon particulière et souvent inadéquate, les conquêtes économiques et sociales. Une poursuite être renversé que par une contre-révolution sociale, rétablissant, fit-ce par étapes, le régime du Capital et la propriété privée des moyens de production. Notre définition de l'U.R.S.S. en tant qu'Etat ouvrier dérivé englobe les deux éléments fondamentaux de la réalité sociale soviétique contemporaine : la survie et l'essor des bases économiques et sociales issues de la Révolution d'Octobre d'une part, la victoire d'une contre-révolution politique sur ces mêmes bases, de l'autre. C'est à la même réalité soviétique contradictoire que correspond notre politique de défense inconditionnelle de l'U.R.S.S. : assurer les progrès de l'U.R.S.S. par le renversement de la dictature bureaucratique et l'établissement de la démocratie socialiste ; empêcher le recul de l'U.R.S.S. qu'entraînerait le renversement de ses bases économiques et sociales et le rétablissement du capitalisme.

5. — Dans le cadre de la même réalité soviétique apparaît le caractère contradictoire, la nature double de la bureaucratie soviétique :

a) D'une part, c'est une caste parasitaire dont les privilèges découlent de la structure sociale particulière de l'U.R.S.S. Elle est obligée, pour survivre, de défendre à sa manière cette structure contre les forces bourgeoises et petites-bourgeoises intérieures et internationales qui cherchent à la détruire et à rétablir, sous quelque forme que ce soit, l'économie capitaliste.

b) D'autre part, c'est une caste parasitaire dont les privilèges n'ont pu s'étendre et se stabiliser temporairement que grâce à l'expropriation et à la passivité politique du prolétariat, à son manque de perspectives révolutionnaires. Elle est donc obligée d'essayer de maintenir contre le prolétariat des conditions intérieures et internationales qui empêchent un nouvel essor et une nouvelle activité révolutionnaire du prolétariat soviétique.

La nature contradictoire de la bureaucratie se reflète également dans le fait que, dans la mesure où elle défend l'U.R.S.S. et sa base sociale contre l'impérialisme et les forces restauracionnistes de toute nature, elle facilite en définitive la renaissance de la démocratie soviétique dans le pays, de même que dans la mesure où elle réussit à refouler temporairement le prolétariat soviétique ou la montée du prolétariat international, elle sape et désorganise en définitive la base économique et sociale sur laquelle se développent ses propres privilèges.

6. — Cette nature double et contradictoire de la bureaucratie soviétique se reflète dans l'ensemble de sa politique intérieure et internationale depuis 1923. Mais hors du contrôle de la bureaucratie soviétique : les rapports de force entre les classes à l'échelle mondiale et en U.R.S.S. même. A ce point de vue deux grandes phrases se distinguent :

a) De 1923 à 1943 : Le recul international de la révolution et du mouvement ouvrier, lié à l'aggravation tendancielle de la crise du système capitaliste et des contradictions internes de l'impérialisme, permet à la bureaucratie de consolider son pouvoir par suite d'un jeu d'équilibre entre le mouvement révolutionnaire international et l'impérialisme, entre les différentes puissances impérialistes, entre les classes en U.R.S.S. même. La dictature bonapartiste est le produit de ces équilibres. Le but de la politique de la bureaucratie soviétique, c'est le maintien du *status quo*, le maintien de l'équilibre. Dans ce sens le bilan global de la politique internationale de la bureaucratie soviétique est un bilan réformiste dans le monde, car elle tend non au renversement de la bureaucratie mondiale, mais au seul maintien de l'U.R.S.S. dans le cadre du *status quo*.

b) A partir de 1943 : La nouvelle montée révolutionnaire, liée à l'aggravation de la crise du système capitaliste et à l'établissement de la suprématie écrasante de l'impérialisme américain dans le monde capitaliste, brise aussi bien l'équilibre entre prolétariat international et impérialisme, que l'équilibre entre les différentes puissances impérialistes. Elles obligent ces puissances à accepter, qu'elles le veulent ou non, un front unique impérialiste mondial contre la révolution et les forces anticapitalistes, et rendent de plus en plus illusoire toute politique de bases anti-maintien du *status quo*. La destruction des équilibres de base du bonapartisme même temps, l'essor des forces productives en U.R.S.S., le renforcement numérique et culturel du prolétariat, et les répercussions de la montée révolutionnaire internationale dans le pays y brisent l'équilibre des forces sociales (basé sur leur prostration politique) et préparent la réapparition de la lutte prolétarienne pour la démocratie soviétique.

7. — Pendant la phase 1923-1943, la nature double et contradictoire de la bureaucratie soviétique s'est manifestée dans le domaine intérieur comme dans le domaine international par une série de tournants brusques :

a) 1924-1927 : Alliance de la bureaucratie en U.R.S.S. avec des éléments koulaks sans principe avec Tchang-Kai-Chek, la bureaucratie syndicale britannique, les partis paysans balkaniques, etc.

b) 1928-1934 : Destruction des koulaks et des nepmans ; collectivisation forcée de l'agriculture et industrialisation précipitée. En même temps, destruction des derniers droits politiques ouvriers issus de la Révolution d'Octobre, établissement de la toute-puissance du directeur à l'entreprise, développement accéléré de l'impérialisme ultra-gauche est affaibli et paralysé par la crise économique.

c) 1935-1939 : Cours droitier en U.R.S.S. ; rétablissement de la propriété paysanne privée sur une partie de cheptel et de petits lopins de terre ; abolition de l'arbitraire constitution soviétique ; extermination de toute la génération des vieux bolcheviks ; triomphe de la réaction dans le domaine des mœurs, de la culture, et en général encouragement aux tendances néo-bourgeoises. En même temps, cours droitier international ; alliance avec les « démocrates » impérialistes ; acceptation de la défense nationale dans ces pays et dans leurs colonies ; politique de Front populaire ; étrangement des révolutions espagnole et française.

d) 1939-1941 : Préparation à la guerre comportant l'arrêt de l'épuration massive en U.R.S.S., la consolidation des positions individuelles de la bureaucratie. A l'échelle internationale, le renversement des alliances diplomatiques amène une politique ultra-gauche des P.C. stalinien.

e) 1941-1943 : Cours droitier pendant la guerre. A l'intérieur : « grande guerre patriotique », enrichissement des paysans, appropriation privée massive des terres kolchoziennes, dissolution de l'Internationale Communiste, rétablissement de l'Eglise comme instrument politique de l'Etat, propagande panslaviste, etc. A l'étranger : alliance étroite avec l'impérialisme, politique de Front national, lutte contre les soulèvements de libération dans les colonies, contre la défense des intérêts économiques des ouvriers dans les pays alliés, etc.

8. — La période 1943-1947, pendant laquelle la bureaucratie soviétique semble au faite de sa puissance, apparaît comme une période transitoire entre la phase du reflux et celle de la montée de la révolution internationale. Elle est, pour la même raison, transitoire entre la phase de montée et la phase de déclin du stalinisme. La montée révolutionnaire internationale n'est pas encore suffisamment large pour permettre le débordement du stalinisme ; elle reste en général circonscrite aux plus ou moins traditionnelles (France, Italie, Indochine, Malaisie, en partie Indonésie et Chine), la seule exception étant représentée par la Yougoslavie. Mais cette même montée est déjà suffisamment menaçante pour amener l'impérialisme à rechercher un *modus vivendi* avec la bureaucratie soviétique. Celle-ci s'engage à arrêter ou à refouler la révolution en échange de concessions territoriales et économiques. Tel fut le sens des accords de Téhéran, de Yalta et de Potsdam, du partage de

1927, il est devenu la couche sociale la plus nombreuse. L'analphabétisme à disparu dans ses rangs. La mécanisation énorme de l'économie soviétique au cours des sept dernières années a impliqué un accroissement considérable du nombre et de la valeur des ouvriers qualifiés. Le manœuvre n'est plus le type de l'ouvrier soviétique ; il tend à devenir l'exception. De ce fait, la différenciation de rétribution au sein du prolétariat, si elle est plus large que jamais, n'écrase plus la grande majorité du prolétariat à un niveau de famine.

b) *Les paysannerie* a été la plus fortement ébranlée. C'est dans son sein que se recruta chaque année la main-d'œuvre industrielle supplémentaire. C'est la couche sociale dont le nombre et le poids ont tendance à diminuer régulièrement. Ses couches supérieures sont constamment détachées d'elle et transformées en bureaux cratie et aristocratie kolchozennes (directeurs, comptables, agronomes, conducteurs de tracteur). Elle n'a pu établir la situation relativement avantageuse qu'elle avait obtenue pendant la guerre et dans l'immédiat après-guerre. L'introduction du système de brigades de travail et la concentration des kolchoz ont été des étapes importantes dans le sens d'une industrialisation progressive de l'agriculture.

c) *La bureaucratie* a augmenté en nombre et en poids, mais à un rythme moins rapide que le prolétariat. Deux importantes modifications se sont opérées dans la composition des sphères supérieures de la bureaucratie. D'abord dans l'origine sociale : le nombre d'anciens capitalistes ou techniciens bourgeois et neveux d'une part, le nombre d'anciens militants révolutionnaires d'avant 1917 (Thermidoriens) d'autre part, se réduit de plus en plus ; la grande masse de la bureaucratie se recrute de privilégiés qui ont atteint l'âge d'hommes depuis la Révolution. Ensuite dans la mentalité : les sommets de la bureaucratie ne sont plus en majorité une couche sociale jeune et tapage tendant à conquérir des privilèges de consommation au milieu de la pénurie générale ; ils sont en majorité des couches d'hommes d'âge mûr ou vieillissant, tendant à conserver un optimum de niveau de vie.

12. — Bien que l'essor et la consolidation de la dictature bonapartiste en U.R.S.S. soient le produit d'une contre-révolution politique, c'est dans toutes les sphères de la vie sociale que la bureaucratie a marqué la société soviétique de son sceau particulier :

a) *Economie* : Toute économie de l'époque de transition est caractérisée par la contradiction entre le mode de production non capitaliste et la survivance des normes bourgeoises de distribution. Mais la bureaucratie soviétique a exacerbé cette contradiction par le développement énorme de ses privilèges et de l'inégalité sociale. La centralisation bureaucratique de la planification, l'abolition de tout contrôle ouvrier sur la production, la toute-puissance, l'arbitraire et la soif de privilèges des bureaucrates à l'usine provoquent de nouvelles contradictions et de nouveaux déséquilibres dans le domaine même de la production, qui s'accroissent de plus en plus avec les importants progrès réalisés par l'économie.

b) *Etat* : L'abolition, des derniers vestiges de la démocratie soviétique avec la disparition de la démocratie intérieure dans le parti a abouti en fait à un régime autocratique, dans lequel la majeure partie de la bureaucratie, y compris ses couches supérieures, est elle-même exclue de l'exercice de droits politiques. La dictature bonapartiste s'appuie essentiellement sur l'appareil de répression, la terreur des épurations périodiques et mainte en outre le système des « élections » plébiscitaires. Le nationalisme grand-russe se développe, et il accuse de « nationalisme bourgeois » l'affirmation par les nationalités minoritaires de leur histoire et de leurs droits propres.

c) *Armée* : L'ancienne Armée rouge qui jurait fidélité à la constitution soviétique et à l'Internationale Communiste est remplacée par une armée soviétique « patriotique » étroitement contrôlée par la dictature, et au sein de laquelle sont introduits les mêmes phénomènes d'inégalité monstrueuse, d'arbitraire et de toute-puissance de l'appareil qui existent dans toute la société.

d) *Idéologie* : La théorie marxiste est transformée en une idéologie pragmatiste, tendant à justifier les besoins pratiques de la politique de la bureaucratie. L'histoire du parti, de l'Internationale et du pays est systématiquement et périodiquement révisée, refaite, falsifiée. La recherche scientifique et les discussions théoriques libres sont supprimées dans tous les domaines des sciences sociales, et commencent même à être « orientées » dans le domaine de certaines sciences naturelles. De cette suppression résulte la nécessité d'un Pape infallible : omniscient, qui formule à chaque tournant les dogmes convenant aux intérêts momentanés de la bureaucratie.

l'Allemagne et de l'Europe en deux sphères d'influence, de la politique contrôlée-révolutionnaire des P.C. d'Europe occidentale et des pays coloniaux d'Extrême-Orient pendant cette période, du maintien des restes de la bourgeoisie en Europe occidentale, des efforts Marshall-Staline pour arriver à un gouvernement de coalition en Chine. La situation intérieure en U.R.S.S., les destructions terribles de la guerre, la pénurie extrême de biens de consommation, la crise économique de reconversion 1946-1947, le pillage du glacié pris comme moyen bureaucratique pour améliorer quelque peu cette situation, favorisèrent cette même tendance.

9. — Mais la montée révolutionnaire internationale, avant tout la victoire de la révolution chinoise, eurent raison de cette dernière tentative d'ensemble pour maintenir une politique d'équilibre de la part de la bureaucratie soviétique. Débordé par la révolution, étouffant dans un espace vital trop restreint et menacé par une terrible secousse économique, l'impérialisme chercha à passer à l'offensive, en rétablissant l'économie capitaliste en Europe occidentale dans le but de désagréger l'emprise de l'U.R.S.S. sur le glacié (plan Marshall), en s'opposant par les armes à la révolution coloniale (guerre d'Indonésie, de Malaisie, de Corée) enfin en préparant le règlement de comptes final avec toutes les forces anticapitalistes (O.T.A.N., M.S.A., pacte balkanique, pacte du Moyen-Orient, pacte du Pacifique, remilitarisation japonaise et allemande, etc.). Placée entre la menace impérialiste et la révolution coloniale, la bureaucratie soviétique se vit obligée de s'allier à la seconde contre la première. Ceci implique la reconnaissance : de facto de l'autonomie et de l'indépendance du P.C. chinois et de la République populaire de Chine, de la co-direction sino-soviétique sur tout le mouvement communiste en Asie. Toute tentative d'ensemble pour utiliser la révolution coloniale comme monnaie d'échange dans les tractations avec l'impérialisme devait être abandonnée. Ceci marque l'ouverture d'une phase nouvelle de la situation mondiale dans laquelle se trouve placée la bureaucratie soviétique. Cette phase est caractérisée par l'exacerbation des contradictions de classe internationales et par l'évolution des rapports de forces entre les classes de façon de plus en plus favorable à la révolution. Cette nouvelle situation limite de plus en plus la capacité de manœuvres contre-révolutionnaires de la bureaucratie. Les tentatives d'utilisation des contradictions inter-impérialistes subsistent, de même que subsistent les tentatives de gagner l'appui de certains bourgeois de pays coloniaux et semi-coloniaux (Indes, Argentine, Indonésie) en mettant en sourdine la lutte anticapitaliste des masses de ces pays, en s'efforçant de mobiliser toutes les classes de ces pays, y compris la « bourgeoisie nationale » contre l'impérialisme, de même que subsiste la tentative d'arriver à un accord temporaire et partiel avec l'impérialisme. Mais les effets pratiques de ces tentatives deviennent de plus en plus limités et éphémères dans la mesure où s'accroissent d'une part la montée des masses malgré les tentatives de freinage, et d'autre part la pression et la marche de l'impérialisme yankee vers la guerre.

10. — Un évolution parallèle s'est produite entre temps à l'intérieur même de l'U.R.S.S.

Les importants succès de l'économie soviétique obtenus depuis la crise de reconversion 1945-1947 (confirmée par le rapport Malenkov au 19^e Congrès) ont profondément modifié la situation du pays et de sa population. Si la production par habitant reste, pour les principaux produits, derrière celle des pays capitalistes les plus avancés, elle a déjà dépassé le niveau des pays capitalistes arriérés et se rapproche du niveau des pays capitalistes en stagnation (France, Italie). Par contre la production en chiffres absolus a de loin dépassé le niveau de tous les pays capitalistes sauf les U.S.A. et, pour de nombreux produits de base, elle a même dépassé la somme de la production des deux ou trois plus importants pays capitalistes (Grande-Bretagne, Allemagne, Japon). L'U.R.S.S. est devenue la deuxième puissance industrielle du monde, ayant le deuxième parc de machines du monde, accroissant sa productivité à un rythme supérieur à celui de tous les pays sauf les U.S.A. Si l'agriculture n'a pu progresser à un rythme équivalent, et de loin, ses progrès ont néanmoins permis d'éliminer tout phénomène de famine ou de sous-alimentation chronique. Dans les grands centres industriels l'approvisionnement de la population en biens de consommation industriels, encore très insuffisant, s'est régulière et dépasse tout ce qu'on a vu dans le passé en U.R.S.S.

11. — Déterminée par ces progrès économiques, une importante transformation s'est opérée qui s'exprime dans une modification de la composition et de la dynamique des principales couches sociales du pays :

a) *Le prolétariat* s'est énormément accru en nombre et qualification, le nombre d'ouvriers industriels continuant à croître au rythme de plusieurs millions par plan quinquennal. De petite minorité qu'il était dans la société soviétique en 1917 et en

e) *Mœurs* : La libération de la femme et des jeunes que la Révolution d'Octobre avait réalisés durant les années dessor est renversée. L'égale de la femme devient son égalité dans l'effort physique surhumain exigé des travailleurs, non le droit de disposer librement de sa propre vie. La législation sur le divorce devient de plus en plus rigide ; le droit de l'avortement est aboli. Les statuts de l'organisation de jeunesse consacrent en fait l'interdiction pour les jeunes de faire de la politique.

13. — Mais les masses soviétiques ont acquis une grande expérience au cours de la guerre (où se manifestèrent à la fois les limites de la capacité répressive de l'appareil et la réalité du niveau de vie des travailleurs d'Occident). Les masses soviétiques, avant tout la jeunesse ouvrière avancée, commencent à prendre conscience des contradictions que renferme la société soviétique et la dictature bonapartiste. C'est avant tout aux contradictions économiques qu'elles sont sensibles, tout comme elles ont transféré tout leur dynamisme et leur effort créateur à ce domaine. Les débats préparatoires au 19^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., ceux qui ont eu lieu durant et après ce congrès, ont démontré que :

a) Dans la conscience de la vaste majorité du peuple soviétique, il apparaît de plus en plus que la puissance acquise par l'économie soviétique est en contradiction croissante avec le niveau encore très bas de la consommation des masses. Avant tout la crise des logements est ressentie par les masses comme inexplicable, et elle a été universellement critiquée au 19^e congrès du P.C.

b) Dans la conscience des couches avancées du prolétariat, des couches inférieures des cadres du parti et des syndicats, la bureaucratie soviétique apparaît de plus en plus comme un frein au développement des forces productives. Les couches supérieures de la bureaucratie ayant atteint un haut niveau de privilèges de consommation, n'ont plus un intérêt majeur à l'accroissement maximum de la production. L'esprit de lucre des directeurs considéré comme force motrice principale de l'accumulation devient un facteur qui en réalité limite et entrave cette accumulation. Dans la mesure où la réalisation des objectifs du plan continue à dépendre principalement de l'intérêt de ces couches de la bureaucratie, celui-ci introduit en outre une force désorganisateur dans la planification (formaliste donnée à la réalisation du plan financier aux dépens du plan de production). L'élaboraton bureaucratique du plan entre en conflit avec la complexité croissante de l'économie.

14. — Dans le domaine idéologique, les contradictions de la dictature bureaucratique ont abouti à une sérieuse crise théorique qui a trouvé son relief non seulement dans la discussion sur l'économie politique, mais encore dans les discussions sur la transition vers le communisme, et sur de nombreux autres problèmes idéologiques.

a) Les couches dominantes du Kromlin ont été obligées d'affirmer à la fois la disparition des classes en U.R.S.S. et la survivance, voire l'accentuation de la lutte de classe.

b) Elles sont obligées d'insister sur l'accentuation et non le dépérissement des conflits sociaux au fur et à mesure qu'on s'avance vers le communisme.

c) Elles sont obligées à la fois d'insister sur le fait que, loin de dépeirir, l'Etat « se renforcera » avec la transition vers le communisme, et de rappeler que l'Etat finira par dépérir avec « le triomphe du socialisme dans les principaux pays du monde ».

d) Elles sont obligées d'affirmer à la fois que la société socialiste a pour « loi fondamentale » la satisfaction des besoins de la population, et que l'économie de cette société reste régie par « le primat de la production des moyens de production sur la production des moyens de consommation ».

e) Elles sont obligées à la fois de présenter la tendance à l'enrichissement personnel comme le principal « résidu de mentalité bourgeoise » dans la société soviétique, et de conserver cette même tendance comme levier principal de la planification.

15. — Ainsi, le caractère historiquement instable de la dictature bonapartiste en U.R.S.S. apparaît clairement. Avec la modification des rapports de forces entre les classes à l'échelle internationale, avec la modification conjointe de ces rapports de forces à l'intérieur même de l'U.R.S.S., les bases objectives de la dictature sont en train de disparaître rapidement. Traditionnellement, le caractère historiquement passager, transitoire de la dictature bonapartiste en U.R.S.S. était correctement

analysé dans ce sens que cette dictature pouvait aboutir à deux voies de développement social opposées : Ou bien le renforcement des tendances restauracionnistes au sein de la paysannerie et de la bureaucratie qui, avec l'aide de l'impérialisme, rétabliraient le capitalisme en U.R.S.S. à travers une guerre civile ; ou bien le renversement de la dictature bonapartiste et le rétablissement de la démocratie soviétique à la suite de l'extension internationale de la révolution et de l'aide apportée par le prolétariat mondial au prolétariat soviétique et à la tendance de gauche de la bureaucratie, qui se ralliera au prolétariat pour la défense des bases sociales de l'U.R.S.S. Mais il est évident que ces deux termes de l'alternative impliquent une dynamique particulière de la lutte de classe à l'échelle mondiale. Le premier comme le produit des victoires internationales de la révolution internationale, le deuxième de la lutte de classe à l'échelle mondiale indique très nettement la plus probable de ces deux variantes. Dans le même sens parle également toute l'évolution intérieure de l'U.R.S.S., où, devant l'essor des forces productives, les lois de poétique production de marchandises qui existaient et rennaissent encore constamment ne possèdent plus qu'un poids spécifique très réduit dans l'ensemble de la vie économique. L'exercice du réveil prolétarien peuvent provoquer dans des couches très limitées de la bureaucratie des réflexes de capitulation et de passage au camp bourgeois, mais ce ne sera là qu'un sous-produit de la révolution et non sa caractéristique dominante. Il s'ensuit que, comme en U.R.S.S. même les rapports de forces ont tendance à se modifier en faveur du prolétariat parallèlement à la modification analogue à l'échelle mondiale, la bataille décisive a venir ne se mènera pas entre des forces restauracionnistes de la propriété privée et des forces défendant les conquêtes d'Octobre. Elle se mènera au contraire entre les forces défendant les privilèges et la gestion bureaucratique et les forces révolutionnaires du prolétariat luttant pour la restauration de la démocratie soviétique à un niveau plus élevé.

16. — La mort de Staline a accentué toutes les tendances décrites plus haut et leur a donné une manifestation directe, spectaculaire. Ceci s'explique par le rôle spécial que Staline jouait en U.R.S.S. Arbitre entre les classes, entre les classes et la bureaucratie, entre les différentes couches de la bureaucratie, Staline représentait en sa personne le lien entre la base socialiste de l'U.R.S.S. et la superstructure bureaucratique. Il représentait une garantie majeure pour la bureaucratie économique et l'intelligentsia qu'elle continuerait à jouer de leurs privilèges, et en même temps une garantie majeure pour les couches inférieures de la bureaucratie (peu fonctionnaires du parti et des syndicats, stakhanovistes, cadres montants de la jeunesse) que la propriété socialisée des moyens de production serait laissée intacte. Sa brusque disparition a enlevé un des principaux éléments stabilisateurs du régime, d'autant plus que l'équilibre des forces sociales avait déjà été progressivement ébranlé. Il faut y ajouter l'élément d'incertitude et d'anxiété parmi les sommets bonapartistes de la dictature, habitués à suivre la ligne fixée par le « Chef », dépourvus de prestige personnel devant les masses et incapables de prédire les effets de la mort de Staline sur l'attitude des différentes couches de la société soviétique. Cette incertitude et cette panique même dans les sommets ont sans doute accentué les tendances rennantes en question l'absolutisme de la dictature.

17. — La bureaucratie n'est pas une couche sociale homogène. Composée de millions d'individus, elle plonge ses racines dans la classe ouvrière (stakhanovistes) et la paysannerie (fonctionnaires kolkhoziens) et s'étève par les nombreux fonctionnaires moyens de l'Etat et de l'économie (comptables) vers les couches supérieures de techniciens et d'ingénieurs, d'artistes et decrivains célèbres, d'officiers supérieurs de l'armée et de la police, ju-qu'aux sommets de l'économie (directeurs de grandes usines et de trusts), de l'armée (généraux et maréchaux), de l'Etat et du parti des membres des C.C. des partis des Républiques soviétiques et de l'U.R.S.S., ministres et du parti). La partie la plus conservatrice et en même temps la plus privilégiée est sans aucun doute la couche des directeurs d'usines et des administrations centrales de l'économie, à laquelle on peut ajouter les ingénieurs en chef, les principaux techniciens de la planification et les généraux et maréchaux de l'armée. Cette couche, qui a atteint un haut niveau de privilèges de consommation, se sentait menacée par la nouvelle vague dépurative annoncée dès avant le 19^e congrès, et certains de ses représentants avaient déjà été attaqués et critiqués ces derniers mois. C'est ce qui la également fait pencher en faveur de certaines mesures de « libéralisation » du régime, malgré la peur qu'elle ressent des masses.

18. — Face aux sommets les plus privilégiés de la bureaucratie, se trouvent les *sommets bonapartistes de la bureaucratie*, ceux qui ont exercé le pouvoir politique depuis plus de deux décades, qui incarnent la dictature bonapartiste et représentent l'union personnelle des sommets du parti et de l'Etat. C'est cette couche qui a été la plus touchée par la mort de Staline, qui a été saisie de panique devant l'ampleur du mécontentement de toute la population, et qui a pris l'initiative des mesures spectaculaires de « libéralisation » du régime. (L'amnistie, l'annonce de modifications au Code pénal, la libération des médecins, l'attaque contre l'arbitraire policier et les discriminations nationales et raciales, l'épuration du Guépéou, les attaques dont il est l'objet, la tendance à mettre en veilleuse le culte du chef, le ton nouveau introduit dans la presse soviétique, la modification du plan quinquennal augmentant le poids de l'industrie des moyens de consommation).

Le sens de ces mesures est le suivant :

a) Associer la dictature sur une base plus large, associer plus directement des couches plus larges de la bureaucratie à l'exercice du pouvoir en les garantissant contre des épurations arbitraires.

b) Associer la dictature sur une base plus populaire, en prenant des mesures favorablement accueillies par toute la population, en promettant le retour de conditions plus paisibles, moins tourmentées, en désavouant tacitement les phases les plus sanglantes de la terreur de l'ère stalinienne, en paraissant céder sur les trois principaux sujets de mécontentement populaire : le bas niveau de consommation, le régime policier et l'oppression nationale.

Historiquement « l'ère Malenkov » signale aussi le début du déclin de la dictature bonapartiste. Celle-ci ne peut se maintenir qu'en supprimant — temporairement ou définitivement — les aspects les plus hideux, c'est-à-dire les plus caractéristiques du régime. Il n'est pas exclu qu'avant de tomber, la dictature bonapartiste aura soudainement encore une fois recours à la terreur la plus sanglante. La bureaucratie, qui fait son pouvoir et ses privilèges menacés, s'efforcera en tout cas d'utiliser toutes les ressources à sa disposition pour se défendre contre la montée des masses soviétiques. Mais l'histoire a démontré que des autocraties condamnées à disparaître ne se sauvent ni en se « libéralisant », ni en se durcissant, ni en alternant les deux méthodes.

19. — Il n'y a jusqu'à maintenant aucun signe que le prolétariat soit passé à une action organisée dans les conditions nouvelles créées par la mort de Staline. Ceci n'est pas étonnant. Pendant un quart de siècle, le prolétariat soviétique a été atomisé politiquement et écrasé dans ses cadres avancés par la terreur policière. Si les progrès de la révolution internationale depuis la fin de la deuxième guerre mondiale ont dû réveiller d'anciens espoirs en son sein, la rigidité de la dictature jusqu'à la mort de Staline ne lui a pas permis de faire entendre directement sa voix. Tout au plus l'expression indirecte de ses préoccupations, de ses revendications et de ses espoirs a-t-elle pu être trouvée dans les couches inférieures des fonctionnaires du parti, des syndicats et des Jeunesses. La « libéralisation » du régime proclamée par Malenkov ne peut pas non plus avoir des effets immédiats en faveur d'une action politique du prolétariat. Mais des forces motrices entrent dorénavant en action au sein du prolétariat soviétique. Des épreuves de forces se préparent dans les entreprises et les syndicats, débutant sans doute par des questions techniques où la classe ouvrière renforce sa conscience et sa confiance en ses propres forces sans se heurter directement à la dictature bonapartiste. Pour faire face à cette menace, le nouveau régime, ayant affaibli le Guépéou, doit s'appuyer davantage sur l'armée qui a probablement aidé à liquider Beria. En même temps, au sein du parti et surtout de ses Jeunesses, l'esprit critique avance, remettant en question « l'acquis » théorique de l'ère stalinienne, se hasardant dans le domaine de l'élaboration politique, gagnant ses premiers galons dans une lutte idéologique contre les représentants les plus ossifiés de l'ère stalinienne. Ainsi, l'ère de la dictature « libérale » s'annonce comme l'ère du regroupement des forces objectives et subjectives du prolétariat soviétique.

20. — Sous la panique du moment, le premier réflexe de défense du noyau dirigeant des sommets bonapartistes, n'a pas été seulement la libéralisation du régime. Son premier réflexe a été également sa propre réorganisation, sa propre centralisation extrême. Momentanément, les sommets bonapartistes de la bureaucratie se sont efforcés de se regrouper sans lutte ni division majeures autour des

nouveaux chefs Malenkov-Beria-Molotov-Krouchtchev, s'étant tous sentis menacés dans leur ensemble. Mais c'est la phase d'unité et de regroupement n'a pu être que passagère. Les forces centrifuges apparues dans la dictature, que le régime « libéral » a accentuées, commencent à avoir raison du monolithisme du groupe dirigeant lui-même. C'est là le sens de la chute de Beria, de la mise à l'écart de l'appareil du Guépéou par celui de l'Etat et de l'armée. Le « libéralisme » était censé satisfaire toutes les couches de la population : les masses, parce qu'elles souffraient le plus de la dictature policière ; les sommets de la bureaucratie, parce qu'ils se sentent libérés de la hantise d'une nouvelle vague d'épurations arbitraires ; les couches inférieures de la bureaucratie, parce qu'elles espèrent être associées plus étroitement à l'exercice du pouvoir. Mais, si pour la bureaucratie ces mesures devraient pouvoir consolider sa base pour défendre ses privilèges, le prolétariat cherche à les utiliser pour mettre ces privilèges en question. Après une première phase d'attente, d'espoir et d'euphorie, les deux tendances divergentes ont déjà commencé à se heurter. Les couches supérieures de la bureaucratie ont été portées à exiger de plus en plus de garanties juridiques au fur et à mesure que la pression populaire s'accroît, et ces revendications et inquiétudes trouvent leur expression au sein même du noyau dirigeant par l'élimination de Beria et le coup important porté au Guépéou. En même temps, la pression croissante des masses, que la « libéralisation » du régime a déjà augmentée, trouve également une expression, fut-elle indirecte ou déformée, au sommet du régime. Ce processus de différenciation révolutionnaire dans le glacis. Il le sera plus profondément encore par l'évolution de la situation internationale. Un déclenchement accéléré de la guerre pourrait retarder pendant une première étape cette différenciation. De nouvelles victoires de la révolution internationale, une différenciation accentuée d'avec les Partis communistes étrangers, l'accélèreront.

D'autre part, si la nouvelle équipe dirigeante cherche à gagner du temps à l'échelle internationale en faisant des concessions de forme et de ton à l'impérialisme, elle peut moins que jamais faire des concessions substantielles qui pourraient aboutir à un compromis réel avec Wall Street (liquidation de la révolution coloniale, ouverture des « démocraties populaires » aux marchandises et capitaux américains, etc.). Dans ces conditions, la course aux armements et les préparatifs de guerre impérialistes continueront fondamentalement tels qu'ils ont été décrits par le rapport du 12^e Plénum du C.E.I.

21. — Les événements survenus en U.R.S.S. depuis la mort de Staline modifient considérablement la situation mondiale. Ils signalent la fin de la stabilité relative de la dictature bonapartiste en U.R.S.S. Ainsi, une des principales forces de conservation sociale dans le monde se trouve remise en question. Le développement de la révolution internationale, et la lutte pour sa direction consciente par la IV^e Internationale, se trouvent largement favorisés. Il découle une série de conditions favorables au développement de nos idées et de nos organisations dont il faudra tirer profit grâce à une tactique appropriée.

Les tâches les plus urgentes se posent pour notre mouvement en U.R.S.S. même. Le premier ébranlement de la dictature bonapartiste pose à l'ordre du jour la lutte pour la régénération socialiste de l'U.R.S.S. Le programme d'action qu'avance à ce sujet le programme de transition et que le II^e Congrès mondial reprend et précise, acquiert une brûlante actualité (1). Mais la signification de cette régénération s'est modifiée. Aujourd'hui l'U.R.S.S. est par son industrie et par son prolétariat la deuxième base d'appui pour le socialisme dans le monde. La régénération socialiste de l'U.R.S.S., prescrite autant que la révolution socialiste aux U.S.A., déciderait de la victoire mondiale du socialisme. Le fait que les hésitations, incertitudes et reculs de la nouvelle équipe dirigeant la dictature favorisent la lutte pour cette régénération, place notre mouvement international dans des conditions historiques nouvelles, dont il doit prendre conscience profondément. Les conditions se préparent pour la reconstitution et l'essor du parti bolchevik-léniniste en U.R.S.S. Ce n'est pas par hasard que Malenkov, après quinze années de silence, a mentionné au 19^e congrès l'activité de groupes « déviationnistes, anti-léninistes » dans le P.C. de l'U.R.S.S. ! Ce n'est pas par hasard que l'amnistie Malenkov exclut expressément les délinquants politiques ! L'Internationale devra chercher et trouver les moyens d'aider nos frères soviétiques à profiter des conditions favorables à leur regroupement : ce sera une étape décisive dans l'essor mondial de notre mouvement.

En même temps, nos sections doivent combattre résolument toute tendance d'aplogisme ou de justification du régime politique actuel en U.R.S.S., tendance qui se fera jour dans les milieux petits-bourgeois enclins à faire leur paix avec le pouvoir de Malenkov. La dictature bonapartiste, en se libéralisant, n'en reste pas moins la dictature. Le prolétariat reste politiquement exproprié en U.R.S.S. Le nouveau code pénal, un véritable *habeas corpus*, défendrait avant tout les privilégiés bureaucratiques, de même que l'arbitraire policier les défendait jusqu'aujourd'hui. La tâche de briser la dictature et les privilèges de la bureaucratie, la tâche d'une nouvelle révolution politique en U.R.S.S., reste plus brillante que jamais. Le sens de toute révolution récente, c'est que mûrissent les conditions qui préparent et facilitent cette révolution.

22. — La guerre qui vient coïncidera non avec un reflux, mais avec un nouveau bond en avant de la révolution internationale. Elle ne pourra donc fondamentalement qu'accentuer davantage les phénomènes de désagrégation de la dictature bonapartiste en U.R.S.S., et les phénomènes de reprise et de montée révolutionnaires du prolétariat soviétique. L'extension de la révolution aux pays d'Europe occidentale avec leur prolétariat au niveau élevé de culture, de qualification technique et de tradition démocratique ; le contact entre l'armée soviétique et des populations accoutumées à un niveau de vie élevé comparativement à celui des travailleurs soviétiques ; les vicloires sur l'impérialisme ; les difficultés de tous ordres ainsi que le comportement général de la bureaucratie au cours de la guerre hont tous dans le même sens. Ils accentueront la confiance des masses soviétiques dans leurs propres forces, sapureront davantage encore le prestige de tout appareil de répression, renforceront la volonté des masses d'acquiescer dans des conditions de vie économiques et politiques plus proches de l'idéal socialiste, feront plier et désorganiseront la capacité de résistance et de riposte de la bureaucratie en face des masses, accentueront les dissensions et les tendances centrifuges au sein même de la bureaucratie. De la rapidité avec laquelle s'étendra la révolution ;

(1) « La nouvelle montée de la révolution en U.R.S.S. commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INEGALITE SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. A bas les privilèges de la bureaucratie ! A bas le stakhanovisme ! A bas l'arbitraire soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans le salaire de toutes les formes de travail ! »

« La lutte pour la liberté des syndicats et des comités, pour la liberté de réunion et de presse, se développera en lutte pour la reconnaissance et l'épanouissement de la DEMOCRATIE SOVIETIQUE. »

« La bureaucratie soviétique a rempli les soviets, en tant qu'organe de classe, par la fiction du suffrage universel dans le style de Hitler-Groddels. Il faut rendre aux soviets non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'aujourd'hui la bourgeoisie et les koulaks détiennent pas dominés dans les soviets, de même demain LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ETRE CHASSES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolchozians du rang, des paysans, des soldats rouges. »

« La démocratisation des soviets est incompatible sans la LEGALISATION DES PARTIS SOVIETIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages, doivent avoir leurs papiers soviétiques. »

« REVISION DE L'ECONOMIE PLANIFIEE de haut en bas, en avant en vue des intérêts des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre le droit de contrôle sur la production, la coopération de consommation, démocratiquement organisée, doit contrôler la qualité des produits et leur prix. »

« REORGANISATION DES KOLCHOZES en accord avec la volonté des kolchozians et selon leur intérêt ! »

« La politique internationale conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance du Kremlin doit être publiée, A BAS LA DIPLOMATIE SECRETE ! »

« Tous les procès politiques montés par la bureaucratie bureaucratique doivent être revus, dans les conditions d'une publicité complète et d'un libre examen. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtiement mérité. »

(Extraits du PROGRAMME DE TRANSITION).

de la capacité du prolétariat de pays avancés à réaliser celle-ci sous sa propre direction ; de la maturité des conditions politiques en U.R.S.S. même ; de la présence d'une nouvelle direction révolutionnaire, il dépendra que les manifestations publiques, extérieures de la montée s'accroissent et se précipitent même dès la première étape de la guerre, ou qu'elles commencent d'abord par reculer devant la menace de l'impérialisme pour réapparaître plus forte que jamais à une étape ultérieure de la guerre, quand cette menace semblera disparue. De toute façon, au cours du règlement de compte final avec l'impérialisme, le prolétariat soviétique avec l'aide du prolétariat international, saura régler également ses comptes avec la bureaucratie soviétique et renverser sa dictature. Pour l'ensemble de la période allant de 1943 à la fin de la troisième guerre mondiale, période qui n'est qu'une chaîne de guerres partielles et d'armistices temporaires, s'il vérifie la prédiction de Trotsky que la bureaucratie ne résistera pas à l'épreuve d'une bataille décisive avec l'impérialisme et la révolution internationale.

23. — Comprendre que la bureaucratie soviétique est dorénavant placée dans des conditions nouvelles qui diffèrent fondamentalement de celles de l'époque de sa montée et de son essor, et sont celles de son déclin et de son écroulement futur, ne signifie en rien modifier l'estimation trotskyte traditionnelle sur le rôle objectif et subjectif joué par cette bureaucratie en U.R.S.S. même et dans le monde. L'essor des forces productives en U.R.S.S. ne résulte pas de la gestion bureaucratique, mais s'est produit malgré elle. La bureaucratie a commencé par retarder l'industrialisation pendant cinq années ; elle l'a ensuite précipitée dans des conditions désorganisant toute l'économie nationale, en causant une terrible crise de l'agriculture, et de la consommation populaire, et il a fallu vingt ans pour la surmonter. Elle empêche aujourd'hui l'utilisation complète et rationnelle de l'énorme appareil de production dont la dynamique de la planification a doté le pays. De même l'essor de la révolution internationale ne s'est en aucune façon produit grâce à sa direction par la bureaucratie soviétique, mais malgré les interventions de celle-ci dans le mouvement ouvrier international. Elle a commencé par causer des défaites his-oriques terribles du prolétariat de 1923 à 1943. Elle a ensuite retardé et partiellement arrêté la montée révolutionnaire entre 1943 et 1947. Elle empêche aujourd'hui encore l'utilisation complète et rationnelle de l'immense potentiel revêtu jomment des masses ; sur les cinq continents. Il est aujourd'hui plus que jamais exact de dire que si la domination de l'impérialisme subsiste sur la moitié du globe, cela est dû au rôle joué par la bureaucratie et ses agences. Dans le principal pays où cette domination a été abolie — en Chine — cela est dû au fait de l'émanation du P.C. chinois des ordres du Kremlin. Ce qui est nouveau dans la situation, c'est que nous avons atteint l'étape annoncée par le Programme de Transition, où « les lois de l'histoire » s'avèrent « plus puissantes que les appareils bureaucratiques ». Des deux facteurs déterminant l'orientation des masses, l'économie du capitalisme libérant des forces révolutionnaires immenses à l'échelle mondiale, et la politique de frein jouée par les appareils bureaucratiques réformistes et stalinien, c'est le premier qui prend de plus en plus le dessus. La montée révolutionnaire que la bureaucratie soviétique n'est plus capable de briser et d'arrêter se nourrit même des mesures d'autodéfense de cette bureaucratie et prépare le renversement de la bureaucratie par le prolétariat soviétique.

II

MONTEE ET DECLIN DU STALINISME DANS LES AUTRES PAYS NON CAPITALISTES

24. — Depuis l'éclatement de la montée révolutionnaire de 1943, de nouveaux Etats non capitalistes ont fait leur apparition en Europe et en Asie. Ces Etats peuvent être classés dans deux catégories :

a) Les Etats produits par la victoire de la révolution dans ces pays ; c'est le cas de la R.P. de Yougoslavie et de la R.P. de Chine.

b) Les Etats produits par l'expansionnisme de la bureaucratie soviétique, l'occupation de ces pays et leur assimilation structurelle à l'U.R.S.S., par des moyens militaires-bureaucratiques, appuyés dans certains cas par une mobilisation limitée des masses : c'est le cas du glacis européen et de la R.P. de Corée du Nord (ou cependant la mobilisation des masses fut plus large).

A ce pays il faut ajouter : a) L'Etat démocratique du Vietnam, produit de la montée révolutionnaire au Vietnam similaire à celle de la Chine, mais qui poursuit encore la guerre anti-impérialiste et la guerre civile pour gagner le contrôle de tout le territoire national ; b) l'Albanie, où il y a également eu un fort mouvement révolutionnaire des masses.

L'apparition de ces Etats représente une modification fondamentale de la situation mondiale, étendant la zone du globe soustraite à la domination du Capital, de un sixième à un tiers au point de vue surface terrestre, de un douzième à un tiers au point de vue population mondiale.

25. — La victoire de la révolution en Yougoslavie et en Chine — les premières victoires révolutionnaires depuis 1917 — portèrent un coup mortel à l'emprise directe de la bureaucratie soviétique sur les P.C. de ces deux pays et inaugurèrent la crise mondiale du stalinisme. Ainsi se confirme la prédiction de Léon Trotsky suivant laquelle « la désintégration du Komintern (c'est-à-dire de l'appareil de subordination des P.C. au Kremlin) qui n'a pas d'appui direct dans le Guépéou, précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général ». Le coup porté au stalinisme par la victoire de la révolution en Yougoslavie et en Chine, bien que ces révolutions aient été dirigées par des partis issus du Komintern, exprime le fait que cette victoire résulte de leur « rupture de discipline » par rapport au Kremlin. Risquant d'être débordée par la montée révolutionnaire des masses et n'ayant comme autre issue que leur écrasement politique et physique par la réaction, le P.C. yougoslave et plus tard le P.C. chinois passèrent outre aux directives du Kremlin et marchèrent à la conquête du pouvoir. Ils obtinrent de ce fait une indépendance matérielle réelle par rapport à la bureaucratie soviétique, ce qui créa la base objective pour une différenciation politique et idéologique. Le système de subordination strict des P.C. aux directives politiques du Kremlin et de répétition servile et automatique de chaque nouvelle manifestation de révisionnisme stalinien de la théorie marxiste-léniniste, est ainsi battu en brèche.

26. — Cependant, ni dans le cas de la Yougoslavie ni dans celui de la Chine, le P.C. victorieux ne s'est de son propre gré résolu à un rupture politique publique avec la politique stalinienne. Ceci s'explique :

a) du fait des origines et de la tradition stalinienne de ces directions et de la plupart de leurs cadres, qui cherchaient plutôt à excuser dans les cercles restreints les « erreurs » de Moscou et à les cacher aux membres de leurs partis et aux masses ;

b) du fait de l'appui objectif qu'ils reçurent, après la victoire révolutionnaire, de par leur alliance diplomatique, politique, militaire et économique avec l'U.R.S.S., devant le menace impérialiste, s'exerçant sur eux et devant le blocus impérialiste de fait. Même quand cet appui était considéré comme insuffisant ou très onéreux, il valait mieux à leurs yeux que l'abandon de toute aide ;

c) du fait du caractère opportuniste de ces directions qui ne voient d'autres pôles d'attraction que le Kremlin ou l'impérialisme, sous-estimant ou ignorant la montée internationale de la révolution et le mouvement ouvrier international.

27. — Dans le cas de la Yougoslavie, ce fut le Kremlin lui-même qui prit l'initiative de la rupture avec le P.C.Y., conscients du danger mortel que représentait pour lui l'introduction dans son système de partis d'un P.C. à base indépendante, capable de réactions indépendantes non seulement dans le domaine des relations entre Etats (politique yougoslave en matière de sociétés mixtes de Fédération balkanique, de relations avec l'Italie, etc.), mais encore dans celui de la politique d'autres P.C. (attitude du P.C.Y. envers le mouvement des partisans grecs, envers la politique poursuivie par les P.C. français et italiens à la « libération », etc.). Il préféra repousser la Yougoslavie dans les bras de l'impérialisme : ouvrir ainsi un brèche dangereuse dans son dispositif de défense dans les Balkans plutôt que de risquer que l'exemple yougoslave désagrège toute l'emprise du Kremlin sur le glacis et le Kominform. Il utilisa à cette fin tous les moyens à sa disposition : rupture des relations diplomatiques ; brusque blocus économique désorganisant l'économie yougoslave ; provocation d'incidents de frontières ; tentative de préparation du mouvement terroriste en Yougoslavie même ; campagne permanente d'intimidation par la presse, la radio, etc. Mais il put se permettre une telle attitude contre-révolutionnaire d'abord parce que les préparatifs de guerre impérialistes n'étaient encore qu'à leur stade initial, ensuite et surtout parce que la Yougoslavie est un petit pays qui ne peut pas modifier fondamentalement les rapports de forces économiques et militaires dans le monde. Il en fut autrement dans le cas de la révolution chinoise. Le Kremlin ne pouvait plus se permettre de rompre une coalition qui représentait la pièce maîtresse de son système de défense militaire et en fait brisa l'encerclement impérialiste autour de l'U.R.S.S. C'est pourquoi le Kremlin fut obligé dans le cas du P.C. chinois, bien qu'il eut à son égard des appréhensions analogues à celles nourries envers le P.C. yougoslave, d'accepter une collaboration avec lui sur une base d'égalité et même une co-direction avec le P.C. chinois sur tout le mouvement communiste en Asie.

28. — L'Etat yougoslave comme l'Etat chinois, nés d'une révolution victorieuse, issus de la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie et de son Etat, se sont acheminés à un rythme rapide vers l'expropriation économique complète de cette même bourgeoisie. Dans la mesure où, après des hésitations et des compromis initiaux, cette tendance s'est affirmée de plus en plus, la structure de ces Etats s'est également adaptée à sa nouvelle base sociale et le caractère non capitaliste, ouvré de ces Etats s'est clairement manifesté. Mais, bien que nés d'une révolution victorieuse, l'Etat yougoslave et l'Etat chinois portent les stigmates d'une direction ouvrière opportuniste et bureaucratique. Dans le cas de la Yougoslavie, ces traits se sont révélés notamment entre 1945 et 1948 dans l'imitation servile des procédés, des méthodes et des organismes de l'U.R.S.S., de la suppression de toute démocratie ouvrière dans l'Etat et dans le parti. Après une tentative de réelle démocratisation du régime entre 1948 et 1950, le caractère opportuniste du P.C.Y. a de nouveau trouvé une expression dans la forme de l'Etat à la suite de la dernière modification de la Constitution et des statuts du parti qui, loin de garantir la démocratie ouvrière, représentent une tentative d'éliminer l'influence des couches avancées du prolétariat sur la conduite des affaires publiques. C'est là la signification de la dissolution du P.C.Y. et de l'utilisation du Front populaire comme unique instrument politique du pouvoir. Dans le cas de la Chine, le caractère opportuniste et bureaucratique du P.C. chinois a également marqué de son sceau la constitution et l'évolution de l'Etat et de la R.P. de Chine. Sa volonté de collaborer avec des fractions importantes de la « bourgeoisie nationale » l'a amené d'abord à saboter et à empêcher une mobilisation révolutionnaire du prolétariat des villes conjointe au soulèvement révolutionnaire des paysans en Chine septentrionale. La même volonté l'a ensuite conduit à reprendre des parties entières de l'ancien appareil d'Etat du Kuomintang et à les incorporer dans l'appareil d'Etat nouvellement construit. Lorsque, après l'intervention chinoise en Corée, l'offensive fut ouverte contre la bourgeoisie et qu'une certaine mobilisation des masses pauvres eut lieu (mobilisation des masses paysannes dans le sud pour le parachèvement de la réforme agraire ; mobilisation des ouvriers dans les campagnes des « cinq contre » et des « trois contre » (1) le P.C. chinois fit l'impos-

(1) Campagnes contre le gaspillage, la corruption, le bureaucratisme, etc.

sible pour limiter cette mobilisation et empêcher qu'elle ne donne naissance à des organes d'auto-administration des masses ouvrières dans les villes, et il utilise même cette occasion pour exercer la terreur contre des éléments révolutionnaires de l'avant-garde. Aussi bien dans le cas de la Yougoslavie qu'dans celui de la Chine, les nouveaux Etats ouvriers ne sont donc pas basés sur de tels organes d'auto-administration (soviets, comités), et là où ces organes existent formellement, ils sont vidés de leur contenu révolutionnaire par l'absence de liberté politique et d'expression pour les divers courants ouvriers. C'est pourquoi il s'agit dans ces deux cas d'*Etats ouvriers bureaucratiquement déformés*.

28. — Il n'y a aucune contradiction entre le fait que, d'une part le P.C. yougoslave et le P.C. chinois aient pu diriger victorieusement et indépendamment du Kremlin la révolution ; et dans ce cas aient cessé d'être des partis stalinien au sens propre du terme, et que, d'autre part, ces partis aient suivi et suivent encore une orientation opportuniste qui limite, désorganise ou met en danger l'accomplir la révolution — ligne opportuniste essentiellement due au passé stalinien des directions de ces partis. La théorie marxiste des révolutions n'implique nullement qu'aucune révolution ne pourra jamais triompher dans aucune circonstance sans une direction 100 % marxiste. Les P.C. yougoslave et chinois s'affranchissent de la tutelle du Kremlin, mais le font pragmatiquement, sous la pression des événements, du mouvement révolutionnaire des masses qui risque de les déborder. La résidie leur mérite, mais la résidie également leur faiblesse. Ce que notre époque exige, ce n'est pas une direction opportuniste qui se laisse entraîner à accomplir la révolution, en quelque sorte malgré elle et sans une vue claire de l'ensemble des tâches et des moyens pour accomplir celle-ci. Notre époque exige une direction révolutionnaire consciente de sa mission dans toute son ampleur, consciente des possibilités énormes inhérentes à l'immense montée de la révolution en Chine, capable de coordonner les forces révolutionnaires internationales et de conduire celles-ci aussi rapidement que possible à la victoire. En ce sens, on peut dire que plus la révolution progresse en et touche de pays industriels avancés, et plus l'existence d'une telle direction deviendra nécessaire à sa victoire. Dans le même sens, les expériences yougoslave et chinoise n'infirment pas mais confirment la nécessité de la IV^e Internationale, non seulement à l'échelle mondiale mais encore pour ces deux pays même.

30. — Par l'ampleur des transformations que la révolution chinoise a opérées en Chine même et dans le monde, la R.P. de Chine occupe une place spéciale parmi les nouveaux Etats non capitalistes apparus depuis la deuxième guerre mondiale. La révolution chinoise et la R.P. de Chine ont aujourd'hui le moteur principal de la révolution coloniale, élément essentiel de la montée révolutionnaire internationale. Cela impose à la R.P. de Chine des rapports particuliers avec l'impérialisme américain ; c'est sur elle que celui-ci concentre à l'étape actuelle son feu principal. C'est le sens même de la guerre de Corée, de la place de premier plan qu'occupent dorénavant les affaires d'Asie dans la diplomatie, la politique et la stratégie militaire de l'impérialisme américain. Voilà pourquoi ces, une question vitale pour la R.P. de Chine de s'assurer l'aide et l'alliance soviétiques aussi longtemps que la révolution n'aura pas triomphé dans d'autres pays industriels-ment avancés. A l'étape actuelle et pour toute l'étape à venir, ce n'est pas le Kremlin qui « impose » une alliance à la Chine, c'est la R.P. de Chine qui exige des Russes pour que cette alliance se maintienne. Plus la révolution coloniale s'étendra à d'autres pays asiatiques et plus forte sera la pression que la R.P. de Chine pourra exercer dans ce sens sur le Kremlin. Mais le maintien et la consolidation de l'alliance militaire sino-soviétique sont en soi indépendants du degré d'influence du Kremlin sur le P.C. chinois, c'est-à-dire de l'ampleur du déclin du stalinisme en Chine. Celui-ci est fonction des rapports de forces entre le P.C. chinois et la révolution, fondamentalement fonction des progrès de la révolution coloniale, de la reconstruction économique de la Chine et des progrès du prolétariat dans le reste du monde, y compris en U.R.S.S. même.

31. — De là découlent les étapes précises qu'ont traversées jusqu'à maintenant les relations entre le P.C. chinois et le Kremlin :

a) De la victoire de Mao jusqu'à l'offensive américaine vers le Yalu ; le P.C. chinois a affirmé son indépendance de fait, y compris dans le domaine idéologique. L'accent est mis sur l'égalité entre les deux alliés, sur le rôle de Mao comme guide de la révolution dans tous les pays coloniaux.

b) De l'offensive américaine vers le Yalu jusqu'à la mort de Staline ; le P.C. chinois affirme le caractère vital que possède son alliance avec le Kremlin, l'aide décisive qu'il obtient et qu'il doit obtenir de celui-ci dans le domaine militaire, économique, technique, culturel, etc. L'accent est mis sur le grand exemple et enseignement soviétique, sur le rôle de Staline comme guide du prolétariat mondial, y compris du prolétariat chinois.

c) Depuis la mort de Staline ; le prestige de Mao a considérablement augmenté dans tout le monde non capitaliste et dans tous les P.C. Les difficultés économiques intérieures de la Chine la poussent vers l'établissement d'un armistice en Corée. L'accent est de nouveau mis sur l'égalité entre les deux alliés. C'est l'aide économique de l'U.R.S.S. qui prend la première place dans la propagande.

Dans toute cette évolution, il y a une part inévitable, inhérente à la situation objective mondiale, et une part due à la politique opportuniste du P.C. chinois, au manque d'aide économique de sa direction et à son manque de confiance dans la dynamique des forces révolutionnaires en Asie.

32. — La victoire de Mao n'a signifié que le début de la troisième révolution chinoise. Les tâches de cette révolution ne sont qu'en voie de résolution. Après que l'unification du pays, la création d'un marché national unifié pour les produits alimentaires et les biens de consommation industrielle, et la conquête de l'indépendance nationale aient été en gros achevés, la réforme agraire a été étendue et achevée sur tout le territoire de la Chine. Ce sont des rapports sociaux séculaires qui se trouvent bouleversés dans la campagne chinoise (entre les paysans et les propriétaires et commerçants-usuriers, entre les hommes et les femmes, entre les parents et les enfants), ce qui représente un énorme progrès. Dans ce processus, le P.C. chinois, après avoir été d'abord poussé à l'action par les masses paysannes qui le débordèrent dans le Nord, a ensuite été obligé de mobiliser lui-même les masses paysannes dans le Sud pour achever la réforme agraire. Cela l'a amené à attaquer pour la première fois de façon massive des positions et la propriété de la bourgeoisie. Mais l'expropriation complète de la bourgeoisie qui conserve aujourd'hui encore 20 % de l'industrie lourde, 60 % de l'industrie légère et la majeure partie du commerce de détail, sera une tâche longue et ardue, surtout dans le secteur commercial, nourri par des dizaines de millions de petites entreprises paysannes privées. Mais ayant en main les secteurs-clés de l'économie, la majeure partie de l'industrie lourde et des transports, les banques, le commerce extérieur et le commerce de gros, la R.P. de Chine peut et doit commencer le développement planifié de l'industrie étatique avant même que l'expropriation de la bourgeoisie ait été achevée. Dans la mesure où ce processus a commencé et indiqué nettement la dynamique future de la révolution, la nature ouverte de l'Etat se précise. En U.R.S.S. également, l'opposition de gauche avait demandé le commencement d'une large industrialisation sans suppression de toutes les mesures de N.E.P. Mais aussi longtemps qu'il en sera ainsi, le P.C. chinois pourra limiter l'appel aux masses et leur mobilisation, tel que cela a été le cas depuis deux ans. Ces appels aux masses ouvrières, s'ils n'ont pas entraîné un essor énorme du mouvement ouvrier dans les villes, ont cependant obligé le gouvernement à modifier sa politique ouvrière, à améliorer la situation ouvrière par le régime nouveau d'assurances sociales, des formes de participation ouvrière à la gestion des entreprises, l'amélioration du niveau de vie, et créent ainsi un climat plus favorable à une nouvelle montée du mouvement ouvrier. C'est en liaison avec l'éclatement de la guerre, avec l'exacerbation des contradictions de classe, avec la nécessité qui se présentera au P.C. chinois d'expropriation la bourgeoisie, que se produira vraisemblablement une telle montée pour parachèver les conquêtes de la révolution chinoise.

33. — Les tâches de la IV^e Internationale en Yougoslavie et en Chine sont déterminées par la nature particulière de ces Etats et des P.C. yougoslave et chinois. Comme il s'agit d'Etats ouvriers, nous sommes évidemment pour leur défense contre toute tentative de les renverser et de modifier les bases sociales créées par les révolutions yougoslave et chinoise. Comme le P.C. chinois et dans une certaine mesure encore le P.C. yougoslave sont en réalité des partis centrés bureaucratiques mais se trouvant encore sous la pression de la révolution dans leur pays, nous n'appelons pas le prolétariat de ces pays à constituer de nouveaux partis révolutionnaires ou à préparer une révolution politique dans ces pays. Nous travaillons à la constitution d'une tendance de gauche dans le P.C.Y. et dans le P.C. chinois, tendance qui sera capable, en liaison avec le développement de la montée révolutionnaire internationale, d'assurer et de diriger une nouvelle étape en avant de

36. — L'évolution du mouvement ouvrier et de l'état d'esprit des masses dans le glacis diffère de pays à pays. Les critères essentiels pour en juger sont d'une part la mesure dans laquelle l'industrialisation introduite depuis 1948 a effectivement bouleversé les conditions économiques, culturelles et techniques arriérées qui existaient préalablement, d'autre part la mesure dans laquelle le P.C. du pays a pu acquiescer ou conserver la confiance d'importantes couches du prolétariat.

En ce qui concerne l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et partiellement la Hongrie, l'industrialisation se poursuit à un rythme relativement même supérieur à celui de l'U.R.S.S. et y a donc tendanciellement des effets analogues à ceux qui se produisent en U.R.S.S. quant à la modification sociale qu'elle y provoque. Même si des difficultés avec des couches restauracionnistes de la paysannerie, des éléments d'oppression nationale introduits dans la vie de ces pays, et la terreur et le niveau de vie encore très bas des masses y retardent un nouvelle montée ouvrière, celle-ci finira par se produire dans ces pays aussi comm. produit des mêmes causes. Le P.C. yougoslave aurait pu jouer un rôle prédominant dans le développement de cette montée; aujourd'hui, son cours capitalard joue plutôt un rôle de frein.

En ce qui concerne par contre l'Allemagne orientale, la Pologne, la partie occidentale de la Tchécoslovaquie et partiellement la Hongrie, l'industrialisation — tout en développant rapidement les forces productives — ne modifie pas fondamentalement le poids, la qualification technique et la culture du prolétariat qui y avait déjà préalablement atteint un niveau relativement élevé. Dans ces pays, dans la première étape, la résistance ouvrière contre l'abaissement relatif ou absolu du niveau de vie, contre la dictature et l'arbitraire de la bureaucratie stalinienne en formation, n'a cessé de s'accroître et devient un obstacle de plus en plus grand à la réalisation des projets de la bureaucratie soviétique. En Hongrie et partiellement en Pologne, cette résistance a pu être limitée par suite de la stabilité relative de la direction du P.C. En Tchécoslovaquie et en Allemagne orientale, où cette résistance est combinée à de violentes secousses dans l'appareil dirigeant, il en résulte une très grave crise prolongée, marquant le début de la montée révolutionnaire (grèves et manifestations ouvrières de mai-juin 1953). Dans ces pays, mûrit comme en U.R.S.S. ou même à un rythme encore plus rapide, la révolution politique pour la conquête de la démocratie socialiste.

37. — Il est trop tôt pour prédire la forme organisationnelle précise qu'empruntera la montée révolutionnaire dans chacun des pays du glacis. Deux variantes sont possibles :

- a) Le développement d'actions autonomes des masses se transmettant dans le P.C. au octones où se développent des courants de gauche capables de diriger la montée. Cette variante est la plus probable dans les P.C. ayant conservé une base ouvrière assez large et disposant d'une vieille tradition : Hongrie, Bulgarie, partiellement Tchécoslovaquie et Allemagne orientale.
- b) Le développement de mouvements autonomes de masses trouvant leur coordination en dehors des organisations légalement existantes, par l'apparition de nouveaux courants politiques ou la réapparition d'organisations social-démocrates. Cette variante est plus probable dans les pays où les P.C. ne possèdent qu'une faible tradition ou une étroite base de masse : Albanie, Roumanie, Pologne, partiellement Allemagne orientale et Tchécoslovaquie.

Une combinaison entre ces deux formes organisationnelles ne peut pas non plus être exclue. Nous devons être prêts pour ces deux formes d'organisation possibles de la montée, afin de nous trouver toujours au sein du mouvement réel des masses lorsqu'il éclatera. Il faudra naturellement distinguer soigneusement entre de véritables mouvements de résistance ouvrière qu'elles que soient les formes confuses qu'ils puissent revêtir initialement, et des mouvements restauracionnistes nés à l'instigation de débris des anciennes classes possédantes et de l'impérialisme dirigés par eux — mouvements qu'il s'agit de combattre. D'autre part, plus l'éclatement de la montée révolutionnaire retardera, plus s'éveillera à la vie politique la jeune génération qui n'a connu d'autre forme d'organisation politique que celle du P.C., et plus celui-ci deviendra le forum naturel dans lequel se développera la direction pour la nouvelle montée révolutionnaire. C'est pourquoi nos forces chercheront à réaliser leurs tâches, qui sont en général similaires à celles que nous

la révolution dans ces deux pays. En Chine, nos forces s'orienteront particulièrement vers l'élevation du niveau de conscience et d'organisation du prolétariat et utiliseront toutes les possibilités offertes par la politique gouvernementale officielle pour préparer et accélérer l'entrée du prolétariat industriel dans la révolution. En Yougoslavie, elles s'efforceront de constituer une opposition qui cherchera, sur la base d'une défense sans réserve des conquêtes de la révolution contre l'impérialisme et contre le Kremlin, y compris des conquêtes de la période 1948-1950, de ramplifier la direction actuelle du parti, de briser l'alliance militaire et diplomatique de la Yougoslavie avec le bloc impérialiste qui conduit la révolution à sa perte, de reconstruire officiellement le P.C.Y., d'établir une véritable démocratie socialiste avec liberté d'expression pour tous les courants d'opinion politique ouvrière, de la réorienter politiquement et théoriquement vers le marxisme révolutionnaire et le mouvement révolutionnaire international. Nul doute que l'évolution de la situation en U.R.S.S. depuis la mort de Staline, et l'approche de la montée révolutionnaire dans ce pays et le début de son éclatement dans le glacis, favoriseront largement une telle orientation.

34. — Contrairement aux Etats nouveaux de la Chine, de la Yougoslavie et du Vietnam, les Etats non capitalistes du glacis en Europe orientale ne sont pas le produit d'une montée révolutionnaire des masses dans ces pays débordant la politique et le contrôle organisationnel du Kremlin et obligeant des Partis communistes de ces pays à aller de l'avant sur la voie de la révolution, indépendamment des directives de Moscou et contrairement à celles-ci. Ils sont, au contraire le produit de l'expansionnisme soviétique, du contrôle que le Kremlin a réussi à exercer sur les P.C. de ces pays et sur les masses, du fait du caractère inexistant ou trop limité de la montée révolutionnaire qui y eut lieu à la fin de la deuxième guerre mondiale. L'affaiblissement de la bourgeoisie de ces pays par suite de la guerre permit à la bureaucratie soviétique d'assimiler structurellement ces pays sans être obligé de mobiliser largement encore trop solide pour être éliminée ainsi de leur part. Là où la bourgeoisie était encore d'assimilation structurelle échouèrent, à froid (Finlande, Autriche), les tentatives d'assimilation structurelle fondamentale et ces pays rentrèrent dans l'orbite capitaliste. De cette différence fondamentale dans l'origine des Etats non capitalistes du glacis avec celle des R.F.P. de Chine et de Yougoslavie, découlent d'importantes différences quant aux rapports réciproques entre les P.C. et le Kremlin, entre les P.C. et les masses.

35. — L'attitude observée et les buts poursuivis par la bureaucratie soviétique dans les pays du glacis ont passé par trois phases :

- a) De 1944 à 1947 : le but essentiel, c'est le pillage économique immédiat du glacis. A cette fin, on utilise les rapports de production capitalistes existants, en introduisant les traits de réparation, la saisie de l'ancienne propriété allemande, la constitution de sociétés soviétiques par actions, des sociétés mixtes, etc. Les réformes économiques restent limitées à la réforme agraire et à la nationalisation des industries de base. En général sont maintenus des gouvernements de coalition avec la bourgeoisie et les partis bourgeois, gouvernements dans lesquels les P.C. s'assurent cependant les leviers de commande (armée, police, justice, etc.).
- b) 1948-1950 : devant le lancement du plan Marshall et la tentative de désagrégation économique du glacis par l'impérialisme, la bureaucratie riposte en éliminant les partis bourgeois du pouvoir, en généralisant les nationalisations, en jetant, par des plans de reconstruction bienaux et triennaux, les bases d'une planification générale de l'économie, en commençant à développer des coopératives paysannes et en transformant la structure de l'Etat.

c) A partir de 1951 : des plans quinquennaux et sexennaux développent l'industrie du glacis, de plus en plus étroitement intégrée et ralliée à celle de l'U.R.S.S.; la collectivisation agricole est poursuivie à des rythmes différents de pays à pays. Le réarmement impose des sacrifices considérables à l'économie et aux travailleurs. La mainmise directe de l'U.R.S.S. sur ces pays, la « russification » de leurs P.C. s'accroît, indiquant que les contradictions sociales et économiques ont tendance à se refléter à l'intérieur de ces partis. Consolider son emprise sur ces P.C. devient la tâche numéro 1 et la plus difficile de la bureaucratie soviétique dans le glacis.

avons en U.R.S.S., par une tactique entrainée dans les P.C., tout en restant prêts à s'unir rapidement à toute autre organisation de masse qui pourrait apparaître au début de la montée. Assurer une direction bolchevik à celle-ci, et empêcher qu'elle ne tombe sous la coupe de forces réformistes semi-restaurationalistes, voilà notre tâche fondamentale dans le glacis.

38. — La dynamique générale du déclin du stalinisme dans les pays du glacis peut être nettement dessinée :

a) Dans tous ces pays, l'assimilation structurelle n'a pu s'opérer autrement que par la remise du pouvoir politique et économique en large partie aux P.C. autochtones. Ceux-ci acquièrent ainsi une base relativement indépendante même là où, par manque d'appui des masses, ce pouvoir reste précaire et dépend de l'appui du Kremlin.

b) Dans tous ces pays, la direction nationale des P.C. a cherché, d'abord contre le Kremlin, depuis la mort de Staline, peut-être partiellement avec l'encouragement du Kremlin, à éviter les exemples les plus désastreux de la politique stalinienne en U.R.S.S., avant tout la collectivisation forcée.

c) Dans tous ces pays après une période transitoire de recul, de passivité et de confusion, la classe ouvrière apparaît plus forte et plus active qu'auparavant pour combattre en faveur de la démocratie socialiste.

d) Dans tous ces pays, les facteurs objectifs (destruction, bas niveau de développement des forces productives, etc.) et subjectifs (absence d'organisation ouvrière, lourd passé de dictature fasciste ou militaire, manque de perspectives révolutionnaires, exacerbation des sentiments nationaux, etc.) qui freinaient la montée en 1944, et favorisaient son strict contrôle par le Kremlin, sont en voie de disparition et ne sont composés que partiellement par les éléments de démolition produits par la dictature, l'oppression nationale par le Kremlin, l'abaissement relatif du niveau de vie dans toute la dernière période, etc.

39. — Dans tous ces pays, les changements survenus en U.R.S.S. après la mort de Staline ont eu des répercussions considérables. Elles ont porté à la fois sur le régime intérieur de ces partis, leurs liens avec le Kremlin et leurs liens avec les masses.

Des conditions économiques particulières — réforme monétaire en Tchécoslovaquie, augmentation des normes en Allemagne orientale — ont amené la résistance des masses à la dictature bureaucratique et abouti à l'éclatement d'une révolte ouverte du prolétariat dans ces pays. Cette révolte a sans doute accentué le « cours nouveau » proclamé dans la plupart des pays du glacis. Mais même avant cette révolte ce « cours nouveau » avait été décidé, et la façon particulière-ment bureaucratique dont il a été réalisé en Allemagne y a d'ailleurs accéléré l'éclatement de la révolte ouvrière.

Ce « cours nouveau » dont l'exemple le plus complet a été représenté par la réorientation du gouvernement hongrois, comporte notamment :

a) Une amélioration des conditions économiques pour toutes les couches de la population ; ralentissement dans le développement de l'industrie lourde ; ralentissement de la collectivisation agricole ; amélioration de l'approvisionnement de la population en produits industriels ; adoucissement de la législation répressive sur les « violations de la discipline du travail », etc.

b) Un adoucissement du climat d'extrême tension dans les organisations de masse ; langage moins rigide, discussions moins « préfabriquées », possibilités plus larges pour les cadres inférieurs de faire entendre leurs soucis, etc.

Ce cours nouveau, vraisemblablement ordonné par le Kremlin, est conçu comme un moyen de renforcer l'emprise des partis stalinien sur les pays du glacis en la rendant plus souple, moins rigide. Mais par les forces sociales et politiques qu'il libérera, par la différenciation qu'il favorisera dans les P.C. et les organisations de jeunesse, il facilitera, plus encore qu'en U.R.S.S., la montée du prolétariat vers la révolution politique.

Il va de soi que l'accentuation de la montée révolutionnaire et son extension en Europe occidentale et en U.R.S.S., avant ou pendant la guerre, joueront un rôle décisif pour l'émancipation du prolétariat du glacis du corset bureaucratique qui l'emprisonne.

40. — Le programme de la révolution politique à l'ordre du jour dans tous les pays du glacis comporte notamment les points suivants :

1. — Démocratisation des partis et des organisations ouvrières.
2. — Légalisation de tous les partis et organisations ouvrières.
3. — Election et fonctionnement démocratiques de comités de masse.
4. — Indépendance des syndicats par rapport à l'Etat.
5. — Elaboration démocratique du plan économique par les masses, pour les masses.
6. — Abolition de la législation répressive anti-ouvrière.
7. — Libération des prisonniers ouvriers.

III

DANS LES PARTIS COMMUNISTES DU MONDE CAPITALISTE

MONTEE ET DECLIN DU STALINISME

41. — Les Partis communistes ont été formés avant tout sous l'impulsion donnée par la Révolution d'Octobre dans les partis sociaux-démocrates et accessoirement dans d'autres formations du mouvement ouvrier d'avant 1914. La victoire de la bureaucratie soviétique en U.R.S.S. a permis à celle-ci d'exploiter le prestige de la Révolution d'Octobre dans l'avant-garde du prolétariat mondial. C'est la cause première de la victoire du stalinisme dans les P.C. Des faiblesses inhérentes à ces partis ont favorisé ce processus. L'absence d'une gauche organisée au programme clair dans la social-démocratie d'avant 1914 a eu pour conséquence la faiblesse politique et théorique des directions de la plupart des P.C. dans les premières années de l'Internationale communiste. Il en résulte d'une part le poids politique écrasant du parti bolchevik dans l'Internationale, et d'autre part le manque de préparation des directions des autres partis pour affronter sérieusement les questions litigieuses à partir de 1923. Lorsque s'est effectuée la bureaucratification du parti bolchevik, la fraction stalinienne rencontra peu de résistance organisée sérieuse à la transmission du centralisme bureaucratique dans l'Internationale communiste. Le processus de stalinisation des P.C. fut accentué par le recul du mouvement ouvrier dans la période qui sépara de 1923 à 1943, année où Staline allait procéder à la dissolution de l'Internationale communiste.

42. — L'Internationale communiste et les P.C. furent transformés en instruments de la diplomatie du Kremlin pour une défense bureaucratique de l'U.R.S.S. Ils abandonnèrent la lutte pour la révolution mondiale et cherchèrent à faire pression sur les diverses bourgeoisies nationales pour obtenir de celles-ci une orientation diplomatique conforme aux vues du Kremlin. Cette transformation des objectifs des P.C. provoqua des oscillations allant de l'aventurisme à l'opportunisme, amenant quelques P.C. à avoir une action directement contre-révolutionnaire à certaines périodes (notamment pendant le Front populaire en Espagne). La politique stalinienne entraîna de nombreuses défaites de la classe ouvrière, dont la victoire du nazisme en Allemagne, fruit de la conjonction des politiques du P.C.A. et du P.S.D. Chacune de ces défaites accentua le recul de la révolution mondiale et renforça l'emprise de la bureaucratie soviétique sur l'U.R.S.S. et aussi sur l'avant-garde qui restait attachée à la révolution russe.

Le régime bureaucratique qui sévit dans l'Internationale communiste et les P.C. entraîna un déclin théorique. L'Internationale communiste fut de moins en moins un centre élaborant politiquement une orientation internationale. Les directions des P.C. furent choisies et modifiées d'en haut, en fonction de leur aptitude à suivre les ordres venus du Kremlin à travers de multiples courants et zigzags, falsification historique. Ainsi fut provoquée une sélection à rebours des directions, éliminant les éléments les plus indépendants et les plus capables politiquement. Ce régime supprima en fait toute possibilité d'élaboration politique collective des directions nationales, les transformant en simples courroies de transmission des ordres du Kremlin.

C'est également après la fin de la guerre que le P.C. chinois placé devant un soulèvement puissant qui le mit dans l'alternative d'en prendre la tête ou de disparaître de la scène politique, engagea une lutte à mort contre Tchchang-Kaï-Chek et conquit le pouvoir par une lutte des armées rouges chinoises s'appuyant sur un gigantesque soulèvement paysan.

Au cours de la guerre, les relations du Kremlin avec les P.C. furent relâchées. La direction de l'Internationale communiste fut isolée de nombreux partis. C'est le moment que Staline choisit pour dissoudre l'Internationale communiste. Dans cette même période commencèrent à se manifester des divergences au sein des directions des P.C. de masse, sous la pression du début de la montée révolutionnaire (France, Grèce...). D'autres directions dépassèrent les limites requises de l'opportunisme et furent rappelées à l'ordre par Moscou (Etats-Unis, Hollande...). Le développement de la situation d'après-guerre n'a plus permis au Kremlin de rétablir sur tous les P.C. le strict contrôle qui existait avant la guerre. La constitution du Kominform avait d'ailleurs moins ce but que de reprendre fermement en main la Yougoslavie et le glacis.

45. --- Avec la victoire de la révolution chinoise sur le régime du Kuomintang, la période de montée révolutionnaire commencée en 1943 à la chute du fascisme en Italie est entrée dans une nouvelle étape marquée fondamentalement par un rapport de forces international de plus en plus favorable à la révolution et évoluant globalement de plus en plus favorablement. La montée révolutionnaire s'étend de pays en pays, continent après continent. Elle a atteint récemment l'Union soviétique même et le glacis.

Les Partis communistes des pays capitalistes se trouvent par suite placés dans des conditions absolument différentes de celles de l'avant-guerre.

Dans les pays où les Partis communistes sont minoritaires dans la classe ouvrière, la montée révolutionnaire s'est généralement manifestée sous la forme d'un afflux des masses vers les partis majoritaires, isolant davantage les Partis communistes, en même temps que commençait à se manifester des courants de gauche dans ces partis majoritaires (bevanisme).

Dans les pays où la classe ouvrière n'a pas encore formé ses propres partis de masse, comme c'est en ce cas pour les pays de l'Amérique latine, les Partis communistes représentaient en général la tendance la plus forte dans le mouvement politique existant de la classe. Leur dégénérescence stalinienne, surtout leur trahison pendant et immédiatement après la guerre, a causé une crise permanente dans ces partis, qui est en train de s'accroître avec la montée du mouvement de masse en Amérique latine et leur incapacité à lui offrir une issue révolutionnaire. La crise de ces partis peut rapprocher de la IV^e Internationale et même amener dans ses rangs la majeure partie des cadres communistes. Ceci à condition que les organisations trotskystes s'acquittent de leur tâche de direction révolutionnaire des masses et adoptent une attitude dynamique et souple envers les militants communistes, en cherchant une base commune dans l'action qui facilite leur transition au trotskysme.

Quant aux partis communistes de masse, leurs rapports avec Moscou se trouvent soumis à des conditions extrêmement différentes du passé : la puissance propre du mouvement des masses de leur pays se développant en direction des luttes révolutionnaires s'exerce davantage. Les rapports avec Moscou se relâchent pendant la guerre il y eut même de longues coupures dans certains cas). Enfin il y a lieu d'ajouter, depuis les derniers événements en U.R.S.S., une incertitude de la part des directions des partis communistes au sujet de la politique du Kremlin, et — de la part de la base — des possibilités de vues critiques sur le régime en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires ».

Cette situation internationale et ses répercussions sur les partis communistes des pays capitalistes ouvrent ainsi deux voies pour le déclin du stalinisme dans le mouvement ouvrier qui se trouve sous son contrôle.

Dans les pays où les P.C. sont une minorité dans le mouvement ouvrier, les tendances vers lesquelles se polarisent les masses (que ce soit le parti révolutionnaire comme en Bolivie, ou des tendances centristes comme en Angleterre ou au Japon), ont des chances accrues d'éliminer définitivement l'influence stalinienne sur le mouvement ouvrier, à condition qu'elles acquièrent une direction et une orientation révolutionnaires correctes. Ces tendances servent en effet de pôles d'attraction à toutes les forces ouvrières saines, produisent l'effritement de l'influence stalinienne, puis des crises et des ruptures internes même sous le poids de l'isolement. Mais une politique erronée ou des actes de trahison de la part des directions centristes pourraient à une étape ultérieure redonner une chance aux partis communistes même dans ces pays.

43. --- Constitués pour devenir les sections nationales d'un parti révolutionnaire mondial, les P.C. devinrent, sous la direction stalinienne, des partis ouvriers dégénérés. Leurs directions bureaucratiques dépendaient du Kremlin, avant tout parce qu'elles vivaient politiquement de l'exploitation du prestige de la Révolution d'Octobre et de l'U.R.S.S. dans les masses. Cependant la direction des partis staliens n'exprime pas, contrairement à celle du P.C. de l'U.R.S.S., les intérêts d'une couche sociale distincte disposant de ressources matérielles énormes. De ce fait, la nature double de ces partis n'est pas identique à la nature double de la bureaucratie soviétique. Par leur base qui, à la différence des partis sociaux-démocrates, était généralement constituée par les parties les plus exploitées et les plus combattives de la classe ouvrière, ils devaient refléter dans une certaine mesure les intérêts du prolétariat, fut-ce de façon inadéquate. Par leur direction, ils étaient soumis au contrôle strict du Kremlin qui cherchait à maintenir le *statu quo* de la révolution « dans un seul pays », aux dépens même de la révolution dans les autres pays.

Par leur lien à la diplomatie de l'U.R.S.S., les P.C. furent amenés à diverses périodes à pratiquer une politique opportuniste très voisine dans ses effets de celle de la social-démocratie. Même dans ces périodes les P.C. n'ont jamais pu aller jusqu'à la fusion avec les partis socialistes, parce qu'ils n'étaient pas les instruments de leur bourgeoisie nationale mais ceux du Kremlin. Tout doucement à ce sujet a été dissipé à l'occasion du test essentiel qu'a été la deuxième guerre mondiale : dans leur écrasante majorité les P.C. (direction et base) restèrent fidèles à la politique de la bureaucratie du Kremlin, notamment dans la période du pacte germano-soviétique.

44. --- Dans la période d'avant-guerre les P.C. des pays capitalistes ont connu des développements divers, les uns, comme le P.C. français ont vu leur influence sur les masses s'accroître, d'autres comme le P.C. britannique n'ont jamais connu d'essor réel. Mais pendant cette période, toutes les nombreuses crises qui ont ébranlé les P.C. ont été surmontées par le stalinisme d'une façon qui renforçait son emprise sur ceux-ci.

La raison essentielle en est que, dans cette période de recul de la révolution, chaque grande lutte des masses s'est terminée par la défaite, ce qui détachait des partis communistes soit une toute petite avant-garde révolutionnaire sur le programme du trotskysme, soit des courants renonçant à la lutte révolutionnaire, tandis que les partis communistes conservaient des cadres ouvriers combattifs attachés à l'U.R.S.S. d'une façon globale sans distinguer l'Etat d'une part et la direction d'autre part. Tous les tournants étaient considérés par ces militants comme de simples manœuvres tactiques dictées par la nécessité de conserver à tout prix le premier Etat ouvrier. Il y a toutefois lieu de noter que le rôle joué par le stalinisme dans la guerre d'Espagne, rôle ouvertement contre-révolutionnaire, s'il n'a pas dressé contre lui les militants communistes venus se battre dans les brigades internationales, a cependant pour la première fois semé des doutes parmi eux, comme cela s'est avéré beaucoup plus tard — après la rupture yougoslave.

Il en est résulté que les partis staliens sont un peu partout restés en face des partis sociaux-démocrates comme les organisations d'apparence révolutionnaire les plus puissantes numériquement et que c'est vers eux que se tournent à chaque nouvelle montée ouvrière les éléments combattifs nouvellement politisés. Cet état de fait a joué notamment dans la période de la deuxième guerre mondiale, pendant laquelle en Europe les Partis communistes se sont renforcés grâce à leur action dans la résistance et au prestige des victoires soviétiques.

Mais c'est dans cette période même de la guerre que, pour la première fois, un Parti communiste, le P.C. yougoslave, a cessé d'agir suivant les strictes nécessités de la politique du Kremlin. Pendant la guerre, à la fois en raison de l'acuité de la lutte contre les armées d'occupation et de la tension de la société yougoslave qui empêcha le P.C.Y. sous le nom de Front national de pratiquer la collaboration de classe, le P.C.Y. fut amené à construire une nouvelle armée, des organismes de pouvoir des masses et à s'emparer du pouvoir à la tête des masses insurgées. Pendant plusieurs années, la direction yougoslave essaya d'accommoder cette situation avec les exigences du Kremlin, mais finalement le conflit éclata en 1948, montrant l'incompatibilité profonde entre la bureaucratie soviétique, produit du recul de la révolution, et un puissant mouvement révolutionnaire.

Dans les pays où les P.C. sont majoritaires dans la classe ouvrière, ils peuvent être amenés sous la pression des masses à esquiver une orientation révolutionnaire contraire aux directives du Kremlin, sans abandonner pour cela le bagage théorique et politique hérité du stalinisme. Ils le feront d'autant plus que les masses qui cherchent encore et chercheront pendant toute une étape à se servir de ces partis pour satisfaire leurs aspirations, ont acquis une attitude plus critique envers les directions que par le passé et ne sont plus prêtes à suivre n'importe quel tournant de celles-ci. Dans ces conditions la désintégration du stalinisme dans ces partis ne doit pas être comprise dans l'étape immédiate comme une désintégration organisationnelle de ces partis ou comme une rupture publique avec le Kremlin, mais comme une transformation progressive interne, accompagnée d'une différenciation politique dans leur sein. Il est même possible qu'un tel processus de désintégration du stalinisme s'accompagne pour certains partis communistes de masse d'une certaine coiffication ou d'un renforcement organisationnel, dans la mesure où sous la pression des circonstances ils modifieront leur politique dans un sens plus conforme aux intérêts des masses. Cette perspective, à savoir non une désintégration organisationnelle des partis communistes de masse, mais une désintégration — moléculaire pendant toute une période — des idées staliniennes dans ces partis ainsi que des rapports bureaucratiques qui vont du Kremlin à la base de ces partis, est essentielle pour déterminer les formes d'intervention de notre mouvement dans ce processus afin de valider à évoluer dans un sens favorable au marxisme révolutionnaire.

48. — L'évolution des rapports futurs Kremlin-direction des partis communistes de masse-partis-masses, dépend de plusieurs facteurs :

— En premier lieu de l'ampleur et du rythme de la montée révolutionnaire dans le monde, notamment dans les pays industrialisés de l'Europe occidentale ;

— du réveil des masses prolétariennes en U.R.S.S. même et de ses conséquences sur le régime de la société soviétique ;

— du déroulement de la guerre entre l'impérialisme et le camp anti-impérialiste ;

— de la capacité d'intervention d'une direction révolutionnaire pour prendre la tête de courants de masse, notamment de ceux apparaissant soit dans les P.C. de masse, soit dans les P.S. de masse.

1) est impossible de prévoir exactement l'action et l'intervention de ces facteurs essentiels. On peut de toute façon indiquer que plus la montée révolutionnaire aura d'ampleur, plus elle touchera des pays industriellement avancés, et plus l'initiative politique échappera au Kremlin, tandis que les tendances centristes s'accroîtront dans les P.C. de masse touchés par cette montée. De même, plus la montée révolutionnaire passera sous une direction révolutionnaire conséquente, plus elle aura tendance à avoir des répercussions directes en U.R.S.S. même, et plus elle pourra porter un coup mortel au stalinisme en son cœur, avant même que tous les P.C. se soient émancipés du contrôle et de l'influence du Kremlin.

Toute cette dynamique n'est ni rectiligne ni uniforme. Elle doit être comprise comme un processus complexe dialectique, avec de nombreuses contradictions et retours partiels en arrière. Elle n'exclut pas mais implique : a) la possibilité pour des P.C. de masse d'opérer des tournants temporaires à droite dans des conditions précises, au-delà longtemps que la pression des masses n'aura pas atteint son point culminant ; b) la possibilité d'élimination ou de départ de groupes numériquement restreints de militants et de cadres ; c) la possibilité d'actions contre-révolutionnaires ouvertes du Kremlin pendant la guerre contre des mouvements de masse, surtout lorsque ceux-ci seront encore isolés.

Mais il est important de comprendre le sens général de l'évolution dans laquelle ces variantes occuperont une place de moins en moins importante, dans laquelle les mouvements révolutionnaires de masse réuseront de plus en plus à se libérer du contrôle du Kremlin, quelle que soit leur forme ou leur direction initiale.

Ce processus de désintégration du stalinisme pour les P.C. de masse ne signifie nullement que s'opère une transformation graduelle de ces organisations en partis marxistes-révolutionnaires. Des crises et de grandes transformations seront nécessaires et inévitables pour que s'en dégage les partis marxistes-révolutionnaires sous la bannière de la IV^e Internationale. Mais ces transformations qui marqueront la fin complète du stalinisme seront les points culminants d'un processus qui, à présent, commence par des étapes où les P.C. amenés à chercher à renforcer leurs liens avec les masses, commencent à secourir de manière souvent peu perceptible les stricts liens d'obédience stalinienne.

IV

ROLE ET AVENIR DE LA IV^e INTERNATIONALE

47. — La IV^e Internationale est issue de l'opposition de gauche dans le P.C. de l'U.R.S.S. et de la fraction bolchevik-léniniste de la III^e Internationale. A son origine se trouve la défense du programme léniniste, de la stratégie et de la tactique léninistes, des principales leçons d'Octobre et des défaites révolutionnaires en Europe et en Asie contre le révisionnisme stalinien. La IV^e Internationale et l'Opposition de gauche soviétique et internationale qui la précède sont nées dans une large mesure dans la lutte contre la théorie du « socialisme dans un seul pays », contre la théorie du « bloc des quatre classes », contre les conceptions de construction du socialisme « à pas de tortue » et « à pas de géant » contre la tactique opportuniste d'alliance sans principe avec la bureaucratie réformiste, les partis paysans, la bourgeoisie nationale dans les colonies, contre la tactique ultra-gauchiste du « social-fascisme ». Cette origine principale du mouvement trotskyste représente sa grande force. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, une organisation internationale s'est constituée sur la seule base de l'accord de cadres avec un programme, une stratégie et une tactique précises. Mais dans cette force résidait en même temps un danger certain de grande faiblesse en raison de la coupure d'avec le mouvement ouvrier : celui de la transformation de l'organisation trotskyste en un club de discussion et une secte académique de critique marxiste de la politique stalinienne. Les fondateurs de la IV^e Internationale, avant tout Léon Trotski, ont été à tel point conscients de ce danger qu'à partir de 1933 ils ont consacré tous leurs efforts sur l'enracinement des noyaux trotskystes dans le mouvement des masses, sur le rétablissement de leurs liens avec ce mouvement à qui ils en étaient coupés, sur la sélection d'une génération nouvelle de cadres ouvriers trotskystes. Dans quelques pays comme aux Etats-Unis, cette tâche avait déjà fait de grands progrès avant la deuxième guerre mondiale. En Europe, en Asie, dans la plupart des pays de l'Amérique latine, les coups portés à notre mouvement par la terreur stalinienne et les persécutions impérialistes et fascistes, le manque de continuité de nos directions et cadres principaux, mais avant tout les effets du reflux mondial du mouvement ouvrier ont empêché la résolution de cette tâche avant et durant la deuxième guerre mondiale. C'est seulement au cours de la nouvelle montée révolutionnaire, à partir de 1943, que le mouvement international a pris pleinement conscience de cette étape nouvelle dans laquelle devaient entrer les organisations trotskystes, l'étape de l'application pratique du Programme de Transition. C'est à partir du 3^e Congrès mondial et du 10^e Plenum du C.E.I. que la plupart des organisations trotskystes possédèrent une conception cohérente de la façon dont elles doivent s'enraciner dans le mouvement des masses de leur pays et y conquérir la direction.

48. — L'origine de la IV^e Internationale dans une lutte de fraction au sein de la III^e Internationale a donné lieu à des déviations du mouvement trotskyste qui consistaient à lutter contre les déviations et crimes stalinistes comme étant sa fonction essentielle. En réalité le rôle de la IV^e Internationale fut et reste tout autre. Ce n'est pas par hasard qu'au seuil du mouvement trotskyste se trouve la lutte pour la théorie de la révolution permanente qui est l'expression la plus consciente de la dynamique sociale de notre époque. La IV^e Internationale se dresse contre toutes les directions ouvrières qui ne représentent que des intérêts particuliers, égoïstes, bureaucratiquement ou nationalement étroits, qu'elles soient réformatrices, centristes ou autres. Elle se dresse contre toute tentative de limiter l'action du prolétariat à la défense de positions déjà acquises, que ce soit la démocratie bourgeoise, l'Etat soviétique ou l'Etat yougoslave. Elle représente les intérêts d'ensemble du prolétariat international et ses buts historiques, la réalisation mondiale de la révolution socialiste, la construction mondiale de la société communiste. C'est parce que la révolution socialiste se distingue de toute autre révolution par le haut degré de conscience qu'elle exige de l'avant-garde de la classe qui la réalise qu'en définitive ce but ne pourra être atteint sans la construction d'une direction ouvrière ayant assimilé le programme de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale ne conçoit pas la conquête de l'avant-garde ouvrière et des masses

à son programme et à son organisation en s'opposant au réel mouvement de masse, mais en s'intégrant dans celui-ci, en fusionnant avec lui et en favorisant par son intervention politique et pratique la progression de celui-ci et la sélection de nouveaux cadres dirigeants dans son sein.

49. — Les conditions particulières dans lesquelles est née la IV^e Internationale — contrairement à la I^{re}, à la II^e et à la III^e Internationales, elle est née non dans une période de montée, mais dans une période de recul ouvrier — déterminent en dernière analyse le rythme lent de la progression de ses organisations et la grande faiblesse de celles-ci au début de la montée de 1933. De ce fait, autant que du caractère encore limité de cette montée, surtout dans les pays d'Europe occidentale, a découlé l'impossibilité pour la IV^e Internationale de devenir une force dirigeante de cette montée dans la plupart des pays du monde. Cela à son tour a facilité les manœuvres de la bureaucratie soviétique pour contrôler, freiner et arrêter cette montée. Mais c'est précisément pendant la même étape que, dans de nombreux pays importants, des directions et des cadres trotskystes plus solides ont été sélectionnés. De ce fait la IV^e Internationale entré dans la phase suivante de la montée : entrera notamment dans la troisième guerre mondiale avec une solidité infiniment supérieure à celle de 1933 et des chances plus sérieuses et plus tangibles de saisir et de rassembler autour de son programme une réelle direction révolutionnaire des masses dans de nombreux pays.

50. — La montée du stalinisme a été inaugurée par une lutte féroce contre l'Opposition de gauche en U.R.S.S. et l'Opposition de gauche internationale, parce que celles-ci incarnaient, face aux intérêts conservateurs de la bureaucratie soviétique, les véritables intérêts du prolétariat international et de l'U.R.S.S. Malgré les tentatives de l'appareil d'Etat le plus puissant du monde pour l'écraser, la poignée de révolutionnaires conscients qui constituait à cette époque le mouvement trotskyste non seulement a survécu, mais encore, a transmis intact tout l'héritage programmatique léniniste contre les falsifications du Kremlin à des générations plus jeunes, dans la plupart des pays du monde. Le déclin du stalinisme ouvre, à des degrés divers, des conditions favorables à un essor du mouvement trotskyste dans le monde entier. Dans tous les pays où le déclin du stalinisme est le produit direct de la puissance de la montée révolutionnaire, le trotskysme, les idées trotskystes et le programme trotskyste connaissent une vérification éclatante, et il dépend au fond de la soupresse organisationnelle tactique de nos organisations qu'elles profitent à fond de cette affirmation. En U.R.S.S. même et dans les pays du glacis, l'étape actuelle, prodromique ou début de la montée révolutionnaire, caractérisée par un processus de différenciation, d'incertitude, de revirements brusqués et même de panique parmi les dirigeants staliens, est très favorable à une réapparition de nos idées et de notre courant au sein du mouvement ouvrier. De la capacité de l'Internationale à utiliser les moindres fissures dans l'appareil pour introduire nos idées, il dépendra que cette réapparition s'effectue sous une forme consciente et organisée ou qu'elle emprunte d'abord des formes plus confuses, plus complexes. Quant aux pays qui seront entraînés dans la montée révolutionnaire à la prochaine étape, à la veille imminente ou au cours de la guerre, l'Internationale a été particulièrement armée pour utiliser au maximum les occasions offertes pour accroître l'influence de nos organisations et assurer leur percée. Le désarroi et la confusion qui règnent dans les milieux dirigeants staliens, à la fois par suite des problèmes politiques qu'ils ne réussissent pas à résoudre et des derniers événements en U.R.S.S., nous aideront largement dans cette tâche. Le sens de notre intervention dans la crise mondiale qui secoue le stalinisme se précise ainsi : Récupérer le maximum de cadres et militants révolutionnaires honnêtes travaillant pour la cause communiste dans les rangs des P.C., que la crise du stalinisme ébranle et ébranlera de plus en plus ; assurer la nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat ; assurer la victoire prolétarienne avec le moins de frais possible, en ce qui concerne la défense des conquêtes déjà existantes de la révolution, ainsi que la longueur et les convulsions de l'époque révolutionnaire. Si nous apprenons à combiner une fermeté principielle intransigeante avec une souplesse tactique extrême quant à l'intégration de nos forces dans le réel mouvement des masses, nous ferons coïncider le déclin et l'effondrement du stalinisme avec le triomphe de la IV^e Internationale et de la révolution mondiale. ⁴⁴

LES PHASES SUCCESSIVES DU REVISIONNISME PABLISTE

- 1) Avec le 3^e congrès mondial, la 4^e Internationale est entrée dans une crise qui n'a cessé de s'aggraver depuis, et menace aujourd'hui son existence même. A la racine de cette crise se trouve l'implantation à la direction de l'Internationale d'une idéologie étrangère au trotskysme, le pablisme révisionniste et liquidateur.
- 2) Les principales conceptions théoriques du pablisme furent formulées par Pablo à titre personnel dans le cours de la discussion sur le glacis (1949-50). Ebloui par la transformation des rapports de production dans les Etats du glacis, attribuant en outre aux ressources propres du stalinisme la victoire de la révolution sous la direction de partis centristes d'origine stalinienne en Yougoslavie et en Chine, Pablo prit prétexte des erreurs sectaires des trotskystes chinois pour entreprendre une révision fondamentale de nos perspectives historiques. Il substitua à la conception de la révolution prolétarienne celle des siècles de transition entre le capitalisme et le socialisme dominés par la bureaucratie ; il introduisit l'action militaro-bureaucratique de la bureaucratie stalinienne comme force historique autonome capable de se substituer à l'action des masses exploitées pour accomplir leur tâche historique, il affirma que le stalinisme luttait objectivement dans les pays capitalistes pour la révolution prolétarienne et qu'en URSS et dans les pays du glacis, on pouvait seulement lui reprocher d'être la cause de souffrances historiquement non nécessaires pour les masses ; alors que la nécessité historique de la 4^e Internationale consiste en ce que le stalinisme est "définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois" dans les pays capitalistes (c'est à dire que la bureaucratie stalinienne ne lutte ni consciemment ni "inconsciemment" pour la révolution prolétarienne, mais cherche avant tout à maintenir le statu quo dans tous les domaines) et conduira l'Etat ouvrier à sa perte, en URSS et dans le glacis, s'il n'est pas abattu par les masses.
- 3) C'est dans "Où allons-nous ?" que Pablo développera jusqu'à leurs conséquences ultimes ces prémisses historiques, et commença à en tirer les conséquences politiques et tactiques. L'action révolutionnaire des masses exploitées n'est dès lors plus pour lui qu'une force supplémentaire s'ajoutant aux forces militaires et techniques de la bureaucratie stalinienne dont la nature et la fonction historique sont radicalement modifiées ; l'histoire n'est plus pour lui celle de la lutte des classes, mais de la lutte des blocs entre régime capitaliste et monde stalinien. Il nie le caractère de la période qui nous sépare de la guerre (d'ailleurs considérée par lui comme imminente) comme une période historique distincte comportant ses tâches spécifiques pour les trotskystes, et proclame sous le vocable de "guerre-révolution" l'identité entre la guerre dirigée par la bureaucratie du Kremlin et la révolution prolétarienne ; il substitue à la perspective trotskyste du renversement révolutionnaire de la bureaucratie celle d'une direction "objective" de la révolution mondiale par la bureaucratie, et d'un dépérissement ultérieur et graduel de la bureaucratie avec le développement des forces productives. Dans cette perspective, la 4^e Internationale perd toute nécessité historique, et même toute signification.
- 4) Grâce à sa tactique de manipulations bureaucratiques, accompagnée d'un savant camouflage, Pablo parvient à introduire sous une forme à peine voilée ses idées essentielles dans les thèses du 9^eème plenum du Comité exécutif International (adoptées ensuite par le 3^eème congrès mondial) dont il fit ainsi un magma éclectique et contradictoire. Fort de la majorité ainsi obtenue, il put, au 10^eème Plenum du CEI, développer les conséquences tactiques de son orientation liquidatrice. Il prédit que la politique de la bureaucratie du Kremlin et celle des partis staliniens évoluerait de plus en plus vers la gauche, tandis que les masses se rassembleraient autour d'eux ; il en déduisit une tactique d'entrisme avec capitulation politique des trotskystes dans les partis staliniens, l'entrisme "sui generis" : ces conceptions et cette tactique liquidatrice furent ensuite étendues aux partis réformistes et à toute organisation de masse à direction petite-bourgeoise (le MNR bolivien, le mouvement péroniste en Argentine, ibaniste au Chili ... etc.)

Cependant, les faits vinrent apporter démenti sur démenti aux prévisions pablistes. A l'issue du 19^e congrès du PC de l'URSS, les partis staliniens infléchiront généralement dans le monde entier leur politique non pas vers la gauche comme Pablo l'avait prévu, mais vers la droite. Avec la politique du Front national uni, la position actuelle des partis staliniens comme le PC français ou le PC italien est beaucoup plus droitrière qu'à aucun moment dans le passé. La montée révolutionnaire des masses, dont la manifestation la plus éclatante jusqu'à présent est la grève générale

d'août 1953 en France, a porté dans ces conditions la crise du stalinisme à un niveau supérieur, mettant en conflit direct les militants communistes avec leur direction, cependant que la radicalisation des masses en France, pour la première fois dans l'histoire, ne passe pas par les organisations stalinienne qui continuent à perdre leurs adhérents. Le rôle décisif du parti révolutionnaire indépendant comme pôle d'attraction et d'organisation des militants communistes en conflit avec la direction stalinienne apparaît ainsi de façon éclatante .

De façon aussi éclatante apparaît le fait que la montée révolutionnaire dans les pays capitalistes, bien loin de provoquer le déclenchement d'une "guerre-suicide" par l'impérialisme, retarde le déclenchement effectif de la guerre .

Enfin, la bureaucratie du Kremlin, prise dans un étau entre l'impérialisme marchant à la guerre contre-révolutionnaire et la pression des masses prolétariennes stimulées par les progrès de l'économie soviétique et la montée révolutionnaire mondiale, voyant se rompre l'équilibre entre les classes à l'échelle mondiale dont elle était née et sur lequel se fondait son pouvoir en URSS est entrée dans une phase d'agonie convulsive, qui la déchire en tendances opposées ; car, contrairement aux affirmations de Pablo, elle est incapable dans sa totalité de s'appuyer sur les masses contre l'impérialisme et les tendances potentiellement restaurationnistes en URSS (cours Beria) ; elle ne l'est pas moins dans sa totalité, de s'appuyer sur les tendances potentiellement restaurationnistes contre les masses (cours Malnekov-Khroutchev). Elle est enfin plus prête que jamais à sacrifier les intérêts des masses dans des pays comme la France et l'Italie par exemple au prix de concessions même limitées de la bourgeoisie en politique extérieure.

Devant une faillite aussi complète de ses perspectives, Pablo a entrepris une opération de camouflage et d'escroquerie politique de très grande envergure, abandonnant certaines de ses positions essentielles pour en prendre délibérément le contre-pied, pour mieux maintenir l'essentiel : la liquidation de l'indépendance politique du trotskysme à l'égard de la bureaucratie du Kremlin et des appareils bureaucratiques en général .

Les "conditions objectives" imposaient hier des Etats ouvriers déformés, pendant des siècles. Aujourd'hui Pablo déclare que rien ne doit s'opposer dans l'immédiat à la démocratie prolétarienne la plus large. La guerre était imminente au 3ème congrès mondial et la montée révolutionnaire ne pouvait que précipiter l'impérialisme dans une "guerre-suicide". Aujourd'hui Pablo a l'audace d'écrire que la guerre devient "dès maintenant possible" (elle ne l'était donc pas hier ?), pour tout de suite ou pour dans "quelques années" que la montée révolutionnaire retarde la guerre et pourrait même l'empêcher ! Et il en conclut froidement que "notre tactique" (définie au 3ème congrès mondial et au 10ème Plenum du CEI "reste (!!!) valable".

Alors qu'il refusait, comme le demandait notamment la majorité française, d'inscrire parmi les mots d'ordre du 3ème congrès mondial le mot d'ordre trotskyste traditionnel du renversement de Staline, aujourd'hui il affirme à juste titre que la lutte pour le prochain renversement de la bureaucratie est une des tâches essentielles de l'Internationale et parle avec des larmes dans la voix de "nos frères soviétiques" dont le nom ne devait même pas être prononcé deux ans plus tôt. Hier, la victoire de Mao-Tse-Toung "n'était pas exactement une victoire du stalinisme", aujourd'hui, Pablo montre correctement que, comme la majorité du PCI l'avait souligné depuis trois ans, c'est seulement la rupture du Parti communiste chinois avec le Kremlin qui a permis la victoire de la révolution chinoise.

7) Dans le même temps, Pablo réaffirme et développe son orientation liquidatrice : l'affirmation d'un processus révolutionnaire objectif, automatique et irrésistible qui se subordonne les appareils bureaucratiques réformistes et staliniens; en modifie sous nos yeux la nature et la fonction et les transforme toujours davantage en instruments de la volonté révolutionnaire des masses . L'analyse de Pablo aboutit à considérer le problème de la direction révolutionnaire comme "objectivement résolu", et à ignorer le développement inégal de la révolution dans les pays arriérés et dans les pays avancés, alors que précisément, le retard de la révolution prolétarienne dans les pays avancés souligne l'importance historiquement plus que jamais décisive aujourd'hui, du facteur conscient pour la victoire de la révolution mondiale.

Il ignore la pression exercée par l'impérialisme sur la bureaucratie du Kremlin et ignore par-dessus tout que la pression exercée par les masses soviétiques, loin de transformer le rôle de la bureaucratie et de la contraindre à s'engager dans un cours irréversible de concessions toujours croissantes aux masses, renforce au contraire sa vigilance contre-révolutionnaire de self-défense. Il prévoit, contre l'évidence des faits et contre les principes une co-direction du mouvement révolutionnaire mondial par le Kremlin et les masses pour toute l'époque de transition. Il

ne comprend pas que la politique du Kremlin continuera jusqu'au bout à osciller, jusqu'à sa disparition et colle la même étiquette sur le cours Beria, pendant lequel l'oligarchie dirigeante avait entrepris de rechercher un appui dans les masses contre les forces restaurationnistes et l'impérialisme et le cours Khrouchtchev-Malenkov, pendant lequel l'oligarchie dirigeante recherche un appui dans les forces restaurationnistes contre les masses.

Pour Pablo, la mission historique de la IV° Internationale a perdu toute signification. Le "processus révolutionnaire objectif", sous l'égide du Kremlin, allié aux masses, le remplace avantageusement. Aussi s'acharne-t-il à liquider les forces trotskystes, sous le prétexte de les intégrer au "mouvement des masses tel qu'il est".

8) Le salut de la IV° Internationale exige impérieusement et immédiatement l'éviction de la direction liquidatrice. Une discussion démocratique devra ensuite s'engager au sein du mouvement trotskyste mondial sur tous les problèmes laissés en suspens, embrouillés, ou falsifiés par la direction pabliste depuis trois ans. Dans ce cadre, il sera indispensable pour la santé de l'Internationale que l'auto-critique la plus totale soit faite de toutes les phases et des causes du développement de la gangrène pabliste.

OCTOBRE 1953

Le Comité central du PCI a été convoqué au moment même où se levait le plan de l'OCI. Le raisonnement de l'OCI y est exposé immédiatement. Les membres du CC trotskiste invités à la lecture du projet de thèse ont leur rôle communiqué. Ils ont été invités à discuter et à voter sur les réserves et l'exception de l'exception. Le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans le projet et refuse d'adopter le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

A la fin de l'année, des amendements à la résolution politique préparée pour le 20^e congrès du PCI ont été soumis. Ces amendements ont été discutés et adoptés par le 20^e congrès du PCI. Les amendements ont été discutés et adoptés par le 20^e congrès du PCI. Les amendements ont été discutés et adoptés par le 20^e congrès du PCI.

Le 19^e congrès de l'OCI se tient en mars 1953. Les résolutions votées par le 19^e congrès de l'OCI ont été discutées et adoptées par le 20^e congrès du PCI. Les amendements ont été discutés et adoptés par le 20^e congrès du PCI. Les amendements ont été discutés et adoptés par le 20^e congrès du PCI.

Le 20^e congrès du PCI a été convoqué au moment même où se levait le plan de l'OCI. Le raisonnement de l'OCI y est exposé immédiatement. Les membres du CC trotskiste invités à la lecture du projet de thèse ont leur rôle communiqué. Ils ont été invités à discuter et à voter sur les réserves et l'exception de l'exception. Le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans le projet et refuse d'adopter le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

Le 20^e congrès du PCI a été convoqué au moment même où se levait le plan de l'OCI. Le raisonnement de l'OCI y est exposé immédiatement. Les membres du CC trotskiste invités à la lecture du projet de thèse ont leur rôle communiqué. Ils ont été invités à discuter et à voter sur les réserves et l'exception de l'exception. Le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans le projet et refuse d'adopter le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

Le 20^e congrès du PCI a été convoqué au moment même où se levait le plan de l'OCI. Le raisonnement de l'OCI y est exposé immédiatement. Les membres du CC trotskiste invités à la lecture du projet de thèse ont leur rôle communiqué. Ils ont été invités à discuter et à voter sur les réserves et l'exception de l'exception. Le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans le projet et refuse d'adopter le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

Le 20^e congrès du PCI a été convoqué au moment même où se levait le plan de l'OCI. Le raisonnement de l'OCI y est exposé immédiatement. Les membres du CC trotskiste invités à la lecture du projet de thèse ont leur rôle communiqué. Ils ont été invités à discuter et à voter sur les réserves et l'exception de l'exception. Le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans le projet et refuse d'adopter le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

Le 20^e congrès du PCI a été convoqué au moment même où se levait le plan de l'OCI. Le raisonnement de l'OCI y est exposé immédiatement. Les membres du CC trotskiste invités à la lecture du projet de thèse ont leur rôle communiqué. Ils ont été invités à discuter et à voter sur les réserves et l'exception de l'exception. Le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans le projet et refuse d'adopter le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

LA LUTTE DES TROTSKYSTES FRANCAIS CONTRE LE PABLISME LIQUIDATEUR

Nous nous limiterons dans ce texte à l'historique des développements de l'action du pablisme en France ainsi qu'à la lutte menée par lui contre la section française. Il n'est pas question d'examiner ici le problème des origines du pablisme, sujet de toute première importance, que l'Internationale devra soumettre à une étude et à une discussion mais qui exigerait un travail d'exposition au moins aussi ample que le présent texte.

Par sa nature même et contrairement aux affirmations de Pablo et des ses partisans du SI, c'est bien entendu au SI et au CEI que la révision pabliste se développa d'abord. Sa première manifestation nette, bien qu'incomplète, dans un document officiel de l'Internationale, se trouve dans le projet de thèse sur la situation internationale écrit par Pablo et soumis par le SI au 9ème Plenum du CEI (novembre 1950) comme document préparatoire au troisième congrès mondial. Ces thèses, qui partent de la proximité de la troisième guerre mondiale proposent une modification (non encore spécifiée) des tâches de l'Internationale, allant dans le sens d'un abandon de la construction de partis révolutionnaires indépendants comme direction des masses dans la période antérieure à la guerre. Dans ce texte figurent également les premières attaques contre les "normes pures" et il y est question de l'improbabilité d'un "développement libre vers le socialisme";

Le CEI s'est ému de cette orientation et, selon une tactique qui lui sera constante à partir de là, Pablo accepte d'intégrer à ses thèses des amendements Bleibtreu présentés par Théo (Hollande) qui coexistent dans les thèses connues sous le nom de thèses du IX° plenum avec les affirmations contradictoires de la première rédaction.

Le Comité central du PCI a été convoqué au moment même où se lève le plenum du CEI. Le malaise du CEI y est importé immédiatement. Les membres du CC français inquiets à la lecture du projet de thèses qui leur a été communiqué, voient s'affronter violemment les membres du CEI présents à leur réunion. Pablo est absent, c'est Livingston qui le remplace et qui attaque avec une violence choquante Privas et Frank qui ont manifesté au SI des réserves sur les thèses. A l'exception de deux membres du CC (Michèle Mestre et Corvin) dont Pablo a fait depuis deux mois ses porte-parole directs dans le PCI, le CC fait la critique des éléments révisionnistes introduits dans les thèses et refuse d'approuver le projet. Il est convenu qu'il se réunira un mois plus tard.

A ce CC de janvier, des annexes Bleibtreu-Frank-Privas à la résolution politique préparée pour le 7ème congrès du PCI et concernant ses tâches dans la lutte contre la guerre sont adoptées en dépit d'une intervention hystérique de Livingstone, représentant de Pablo, Privas propose au CC d'être désigné à la direction de "La Vérité", en remplacement de Michèle Mestre. Cette proposition est adoptée.

Du IX° plenum du CEI au mois de mars 1951, où la crise va s'ouvrir, les tendances vont se définir et prendre dans la direction du PCI le contenu qu'elles auront définitivement. Les adversaires de Pablo au sein du SI (Germain-Frank-Privas) réunissent les membres parisiens du CC du PCI, à l'exception de M. Mestre et de Corvin pour les informer des menaces d'exclusion du SI proférées contre eux par Pablo : déjà, par un artifice bureaucratique, Privas a été expulsé du bureau du SI ce qui a donné à Pablo sa majorité de trois voix contre deux. Immédiatement après, il met en demeure Germain et Frank de défendre au CEI et dans les sections la ligne ainsi majoritaire, sous menace d'être expulsés du SI.

Dès le début une divergence de vues se manifeste sur les méthodes de lutte :

- 1) Germain-Frank-Privas, effrayés par les menaces organisationnelles de Pablo, sont partisans de mener une campagne sur la défense de la démocratie, pour la modification des statuts du CEI, pour la reconnaissance des droits de la minorité dans la discussion préparatoire au congrès mondial ... etc.
- 2) Bleibtreu désapprouve cette orientation, estimant qu'une bataille contre le révisionnisme doit se mener avec des armes politiques, que les revendications démocratiques abstraites d'une "minorité" qui ne s'exprime pas politiquement n'intéresseront personne. Il propose une contre-attaque politique par la publication d'une contre-thèse de la minorité du SI ou de la majorité du PCI. Germain met en garde le PCI, affirmant que "Pablo attend depuis longtemps l'occasion de détruire la section française".

Pour détourner la majorité du PCI de son orientation, Germain porte à la connaissance de Bleibtreu

(janvier 1951) son projet de 10 thèses sur le stalinisme en promettant formellement de le soumettre au vote des sections et du congrès mondial. Devant cette promesse formelle, la majorité du PCI, informée, accepte de ne pas mener une bataille séparée et d'attendre la publication des Dix Thèses, considérant que ces thèses constituent une réfutation très claire des éléments de révision pro-stalinienne de la thèse du IX^e Plenum et une contribution remarquable à l'analyse trotskyste du stalinisme. La plupart des membres parisiens du CC se rangent à ces raisons, d'autant plus que le SI demande une discussion avec le BP élargi aux membres parisiens du CC sur les "annexes" adoptées en janvier.

A la veille de cette réunion commune SI-BP élargi, les membres de la direction française reçoivent une lettre du SI qui les met en demeure d'annuler leur vote adoptant les "annexes", de rejeter les "annexes" et de les récrire dans le sens des thèses du IX^e Plenum. Cette lettre paraît peu après "Où allons-nous ?" où Pablo développe ses idées les plus révisionnistes et donne à certaines d'entre elles le ton le plus provocant ("Nous devons nous aligner sans équivoque sur les forces anti-impérialistes", etc.). A la réunion commune du SI et du BP élargi, Pablo est toujours absent. C'est Germain qui représente le SI (Livingstone a, à un tel point indigné le CC français par son style d'intervention - qui l'a fait surnommer "le cow-boy" - que Pablo ne peut plus l'utiliser) Une surprise attend les assistants de cette réunion : c'est Privas qui rapporte au nom du SI et qui, dans un long discours embarrassé, tente de justifier les positions de "Où allons-nous ?" dont il faisait une critique virulente la veille. Il conclut qu'il est nécessaire de se plier aux demandes du SI. Frank et Germain parlent dans le même sens. C'est l'aveu de leur capitulation, à laquelle les a conduit leur conception de la "lutte" en souplesse par des pressions et des mesures d'organisation. Désormais, il seront contraints de renchérir chaque jour davantage et de se montrer plus pablistes que Pablo. Sur le CC, ce retournement a l'effet inverse de celui escompté par le SI. Sans qu'ils se soient consultés depuis la réception de la lettre du SI, les membres du CC réagissent tous de la même manière. Ils retournent au SI sa demande de s'expliquer clairement, de s'expliquer sur les "mauvaises formulations", de préciser s'il s'agit de vues nouvelles qu'ils considèrent comme révisionnistes. La réunion décide la convocation urgente d'un CC extraordinaire et la rédaction d'une résolution de politique internationale. Il est remarquable que la séparation au CC entre majorité et minorité laisse du côté de la majorité les camarades qui font un travail de masse (dans les usines et les syndicats, les organisations de jeunesse, etc.) et de l'autre côté les déracinés incapables de se lier à un milieu de travail extérieur au parti. Ce texte est élaboré collectivement.

Le CC se réunit en avril 1951. Pour la première fois, Pablo y vient personnellement non pour défendre ses positions, mais pour attaquer la majorité française qu'il accuse de conservatisme et qui, d'après lui, subit la pression de Schachtman, du PCUM, des yougoslaves et des neutralistes (groupés autour de l'hebdomadaire "L'Observateur" : il faut relever que ces neutralistes sont pro-staliniens ; ils apporteront leur appui aux pablistes au moment de la scission, feront de la publicité à leurs publications et à leurs réunions ; Germain est un des rédacteurs attitrés et assidus de ce journal.

Le CC adopte les thèses préparées par le BP et les membres parisiens du CC, décide de reculer la date du 7^e congrès du parti, contre la volonté des pablistes qui craignent la clarté et jouent de l'argument d'autorité. Frank rédige une critique des thèses de la majorité qui porte tous les stigmates de la capitulation politique : Frank couvre la révision dont il ne partage pas les vues et attaque les positions qui sont les siennes en s'efforçant d'y découvrir ce qui n'y est pas. La majorité, après avoir défini sa position en politique internationale, développe tous les aspects et toutes les conséquences pratiques de sa politique dans le travail quotidien d'enracinement dans les masses de la section française. Une série de rapports (syndical, jeunes, d'organisation) sont élaborés. La fraction pabliste oppose à chacun d'eux un contre-texte : syndicalement, elle se prononce pour l'abandon de l'orientation de regroupement d'une tendance lutte de classe (qui d'après elle nous coupe des ouvriers staliniens qui se regroupent de plus en plus autour de leur direction en prévision de la guerre imminente), et proclame qu'il faut entrer dans la CGT (90 % des membres salariés du parti sont effectivement dans la CGT) pour y faire un travail conçu comme un travail de fraction au sein d'une organisation stalinienne et pour "se rapprocher des ouvriers communistes", tâche qu'ils croient pouvoir remplir en se rapprochant de la politique de leur direction. Le texte pabliste sur le travail jeune préconise également en fait l'abandon de la construction du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse, auquel il oppose le travail dans l'organisation stalinienne des jeunes, l'Union de la jeunesse républicaine de France ; la majorité prend le texte sur la construction du parti qui avait été préparé par Privas en septembre. La minorité à laquelle appartient Privas s'y oppose et préconise l'intégration du parti dans les "combattants de la paix".

Mais les conclusions de la minorité sur ces problèmes n'ont encore rien de la netteté dans l'orientation

qu'elles prendront après le 3ème Congrès mondial. Cependant les développements qu'y donne la minorité nous ramènent aux positions développées par la tendance droitière de notre parti en 1945-46 d'après lesquels, pour se rapprocher des ouvriers staliniens, il faut se rapprocher de leur politique.

Rappelons qu'en été 1951, après avoir atteint le Yalu et provoqué l'intervention chinoise en Corée, Mac Arthur est limogé. Les pablistes publient alors un tract, par-dessus la tête de la direction française, expliquant que "nous avons failli avoir la guerre", trahissant ainsi l'impresionnisme du SI, qui ne modifie d'ailleurs pas pour autant sa perspective de "guerre-révolution" dans un an ou deux au plus, de radicalisation toujours croissante de la politique stalinienne et de prise du pouvoir par les différents PC comme cela s'est produit en Chine. Ces perspectives "optimistes" pour demain - leur optimisme concerne d'ailleurs l'avenir de la bureaucratie du Kremlin et non celui de la IV^e Internationale - servent en réalité à cacher le plus profond scepticisme en ce qui concerne les ressources propres de la classe ouvrière à laquelle est déniée la possibilité de s'engager dans aucun combat d'envergure et d'élever son niveau de conscience avant la guerre.

Pourtant, des manifestations extrêmes de pro-stalinisme qui devraient retentir comme un signal d'alarme se sont produites dans des secteurs faibles du parti. Un jeune militant de province, Maurice Burguière, est passé aux staliniens, et n'a été reconquis qu'avec l'argumentation des "annexes" de janvier ; à Lyon d'autre part, un autre jeune militant, Lefort, a rédigé des thèses qu'il considère non sans raison comme les conclusions logiques des thèses du X^e Plenum et qui affirment que la bureaucratie stalinienne cessera, à partir du déclenchement de la guerre, de jouer un rôle contre-révolutionnaire. Lefort et Burguière s'alignent sur la minorité. Burguière passera complètement au stalinisme après la scission, dénonçant le trotskysme comme une officine impérialiste.

Les thèses de Germain ("Dix thèses sur le stalinisme") que Frank avait annoncées comme le document qui devait redresser Pablo, sont publiées au mois de mai, mais comme document de discussion et avec une préface qui les place sous l'égide des thèses du IX^e Plenum. Ceci n'empêche évidemment pas Pablo de déclarer ce document "inopportun". Le Bureau politique de la section française les adopte comme résolution pour le 3ème congrès mondial (sans la préface). Le 7ème congrès du parti les adoptera également, à l'indignation originale et comique de leur auteur.

Comme complément des thèses de la majorité du CC, Bleibtreu publie "Où va le camarade Pablo ?" article d'analyse critique de "Où allons-nous ?". Ce texte, publié par "La Vérité" après la scission sous le titre "Défense du trotskysme", mais soumis dès cette époque au SI comme document pour la discussion préparatoire au 3ème congrès mondial, n'est pas diffusé par le SI dans l'Internationale ; les autres documents français, notamment les thèses d'orientation internationale n'ont pas été diffusés non plus.

Du caractère encore confus et timide de la révision, certains camarades de la majorité croient pouvoir conclure qu'il ne s'agit pas d'un cours révisionniste - le pablisme - mais d'erreurs révisionnistes qui exigent à coup sûr une lutte énergique mais peuvent être redressées sans grandes pertes au cours du 3ème congrès mondial. Ceci est la cause d'une certaine faiblesse dans la lutte de la majorité au 7ème congrès du parti qui a lieu en juillet 1951 et au 3ème congrès mondial. Malgré cela, le 7ème congrès du parti confirme l'importance décisive de la majorité qui compte les 2/3 des forces militantes du parti (elle en fera plus des 3/4 lors de la scission). La lutte y a été violente. La minorité a tenté de faire jouer l'argument d'autorité, anticipant des décisions du congrès mondial. Bien entendu, les révisionnistes liquidateurs font courir en coulisse le bruit que la majorité veut la scission. Le congrès réaffirme le principe de discipline aux décisions du congrès mondial. Le SI déclare impossible le recul de la date du congrès mondial, demandé par le PCI, afin que la discussion sur les positions nouvelles du SI puisse avoir lieu. Bien que les principaux textes français aient été publiés dans les délais de la discussion, ils ne seront pas diffusés dans l'Internationale. Ceci prépare les manoeuvres du congrès mondial.

Le 3ème congrès mondial se tient en France. Les délégués des pays lointains sont convoqués un mois avant sa tenue et "chambrés" par le SI. Ils sont préparés par une campagne de calomnies contre la majorité française qu'on leur présente comme scissionniste (on insinue même que "certains dépendent des yougoslaves"). Les trois jours de discussion générale du congrès se réduisent à une série d'attaques violentes contre la section française, attaques contradictoires, les délégués pablistes lui reprochant tour à tour des positions imaginaires. Les pablistes ne craignent pas d'atteindre, au travers de la critique des positions du PCI, les thèses de Germain sur le stalinisme, caractérisées par un dirigeant hollandais comme reflet de la pression impérialiste !

Le PCI a présenté trois documents au congrès : ses thèses de politique internationale adoptées

par son 7ème congrès, les "Dix thèses sur le stalinisme", puis au cours du congrès de nombreux amendements aux thèses du IX^e Plenum qui en corrigent toutes les affirmations révisionnistes. Le vote du congrès, sans précédent dans notre mouvement, motive le refus de se prononcer sur les thèses françaises (après une nuit de réflexion) par le fait qu'elles ne seraient pas connues des délégués (qui ont pu polémiquer contre elles pendant deux jours sur trois) ; et le refus de se prononcer sur les "Dix thèses" par le fait que Germain, leur auteur, "ne les a pas écrites pour être soumises au vote".

Pablo veut en finir avec la majorité dans une commission française dressée en tribunal. Des délégués s'opposent à cette procédure. Le rapport que fait Frank à cette commission est une attaque calomnieuse de la majorité sans contre-partie de programme et de conception de construction du parti. Son seul but est de faire attribuer par le congrès la direction de fait du PCI à sa minorité pabliste. La majorité s'y refuse et Pablo ne peut réussir son opération, échouant dans une tentative de scinder la majorité par l'offre d'un compromis équivoque ... La dernière séance de la commission française et du congrès a vu se détendre l'atmosphère d'hostilité organisée par Pablo autour des délégués français. Pablo doit s'incliner et accepter qu'il ne soit pas donné de précédent à la violation du centralisme démocratique dans la désignation de direction de sections nationale, le PCI garde la direction que lui a donnée son congrès.

Pour le SI, la discussion internationale est bien close avec le congrès. Y compris la discussion sur la révolution chinoise ("l'événement le plus important survenu depuis octobre 1917") qui n'a pas eu lieu au congrès mondial et que le SI n'engagera que lorsqu'il aura mis la majorité française hors d'état d'y participer. En faisant un domaine interdit de tout problème qui pose la question du stalinisme, Pablo laisse le champ libre au développement de son révisionnisme pro-stalinien.

Une commission SI-PCI a été formée pour élaborer un texte d'application à la France de la ligne du 3ème congrès mondial. Germain y représente le SI. Le congrès mondial a confirmé pour la France la ligne de construction d'un parti indépendant. La résolution qui est élaborée par la commission ne dépasse guère cette décision et proclame le maintien de l'acquis. Pablo, au cours d'une visite au BP du PCI, déclare : "Ce n'est pas le pabliste qui est passé au 3ème congrès mondial". Pourtant les délégués ont à peine quitté la France que l'offensive pabliste recommence à l'occasion de la définition pour chaque sphère d'activité du parti du tournant sur la ligne du 3ème congrès mondial. Le point privilégié de cette offensive sera d'abord le travail syndical. La minorité pabliste est associée à tous les secteurs de travail du parti. A ce titre, le projet de texte d'orientation du travail syndical présenté au BP a été élaboré avec la participation et l'accord de Pierre Frank. Pourtant on voit ce dernier se rallier au BP à un amendement Privas qui, tendant à notre alignement total sur le stalinisme, remet par cela même en cause (par la bande) la nécessité du parti indépendant en France. Le BP demande au SI de se prononcer sur l'amendement Privas. Le "SI élargi" où cette question vient à l'ordre du jour est un guet-apens au cours duquel Frank fait un rapport frauduleux, sur l'activité du parti dans le groupe syndical "l'unité" qui permet à Pablo de se faire donner pleins pouvoirs pour régler cette question. Il rattape ainsi tout le temps qu'il a dû perdre au congrès mondial. Le texte d'orientation syndicale qu'il rédige concrétise "Où allons-nous ?" dans la voie de la révision pro-stalinienne et du liquidationnisme. Il écrit : "la politique stalinienne devient de fait pratiquement une politique de mobilisation militante des masses ouvrières contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme ... Elle constitue ... un tournant non pas épisodique et éphémère mais plutôt l'expression de la marche forcée que l'évolution de l'impérialisme vers la guerre contre-révolutionnaire impose aux dirigeants staliniens."

L'offensive pabliste est alors menée sur le plan de la politique jeune et du journal. La direction dénonce en différents textes sur ces questions le passage des positions du 3ème congrès mondial (et de la résolution de la commission française désignée par le congrès) aux positions pablistes liquidatrices. Toute cette bataille, toutefois, se livre dans le BP. Elle est fermée au parti que le BP n'a pas le droit d'informer. Un congrès extraordinaire est donc la seule issue. Pablo ne peut accepter une nouvelle fois de risquer ses succès bureaucratiques devant une assemblée représentative. C'est pourquoi, à la veille du Comité central convoqué pour le 20 janvier 1952, un texte-ultimatum dévoile ses batteries (en date du 15 janvier). C'est le tournant "entrisme sui generis". Le texte sera minutieusement analysé par la majorité française. C'est le programme de la liquidation. Le BP doit l'accepter ou se démettre. Le CC le dénonce, accule Pablo aux aveux décisifs. "Nous ne pouvons pas discuter aujourd'hui ce que font les staliniens ... ni avec ceux qui s'attachent aux formules du programme de transition ... Nous discuterons avec ceux qui sont d'accord ... etc." Par discipline, la direction s'engage à commencer l'application de l'entrisme dans le PC mais exige un congrès extraordinaire pour que la clarté soit faite dans le parti sur ce "tournant sans précédent". Pour éviter la destruction du parti, la direction du parti refuse le noeud

de l'ultimatum pabliste : l'abandon de la direction aux mains des minoritaires .

Pablo prononce alors la suspension de la majorité du CC, sans que le SI se soit réuni au cours de la tenue du CC.

Les pablistes ont préparé un coup de force contre le parti, consistant à s'emparer des locaux, fichiers, etc. Mais ils échouent. La majorité refuse de s'incliner devant la mesure de suspension illégale, de direction confiée au seul Pierre Frank nommé gauleiter du SI.

Des mesures d'urgence assurent la sécurité du parti. La majorité publie tous les documents de la discussion et prépare le 8ème congrès.

Le parti montre, dans ces difficiles circonstances, sa maturité politique et son attachement lucide aux principes du trotskysme. Tout ce qu'il a de vivant condamne le coup de force pabliste. Les réunions convoquées par Pierre Frank ne regroupent que quelques pablistes.

Le congrès extraordinaire se prépare. Les pablistes doivent se résigner à venir aux réunions convoquées par la majorité. La discussion générale les confond et les discrédite. Leur seule force est de jouer de la menace de l'exclusion et de l'attachement à l'organisation internationale de militants nourris dans le plus profond internationalisme. La période de suspension (20 janvier, début mars) connaît une intense vie politique. De nombreux textes dévoilent le vrai visage liquidateur pro-stalinien du pablisme.

Pourtant au 10ème plenum du CEI, la majorité du PCI accepte les accords boiteux proposés par Pablo (le congrès extraordinaire aura lieu, mais la direction est modifiée : elle sera dominée par Germain muni d'une voix prépondérante). La majorité accepte cette formule parce qu'elle espère, à la faveur des nouveaux développements du pablisme, que l'isolement français va cesser, que des sections vont se joindre à elle pour mettre un frein au révisionnisme. Elle consent un lourd sacrifice aux intérêts du trotskysme international auquel elle lance un appel.

La période qui va du 10ème au 11ème plenum sous la direction de ce nouveau Bureau politique bicéphale (Germain tranche toujours dans le sens du pablisme mais la majorité garde en mains les leviers de commande) est une période noire (I)

Sauf la conférence de "L'Unité" qui se tient en même temps que le 10ème plenum, c'est le marasme et le déclin du parti.

A la conférence de "L'Unité", la majorité a remporté un éclatant succès, infligeant une défaite écrasante isolant et rejetant sans faux-frais les agents yougoslaves, alors que la tactique pabliste visait à nous isoler pour, en fin de compte, détruire tout l'acquis de deux années au profit des agents yougoslaves.

Mais, voyant la direction de la IV^e Internationale abandonner le trotskysme, de nombreux militants abandonnent le militantisme. Le parti se paralyse. Le SI refuse à la majorité élue par le 7ème congrès le droit de présenter son rapport politique au 8ème congrès qui se prépare. A la veille du XIème plenum du CEI, Germain présente un nouvel ultimatum pabliste : capituler complètement (ne pas défendre nos positions au congrès, celui-ci se transformant en conférence d'application de l'entrisme sui generis) ou se voir définitivement exclus de la direction . Il n'y a plus de choix. Pablo demande, par la bouche de Germain, notre auto-destruction. Le XIème plenum lui donne carte blanche. La majorité décide alors la convocation du CC. Les pablistes savent que le CC repoussera l'ultimatum appuyé par tout le parti. Aussi, quelques jours avant la réunion du CC, ils font main basse sur l'appareil technique du parti, et publient un tract distribué au congrès du groupe BL indochinois (groupe qui sera criminellement scissionné par la même occasion, sans cause, à la veille du retour au Viet-Nam) accusant la majorité de préparer la scission. Secrètement, deux mois plus tôt, ils ont déposé à la préfecture de police la déclaration d'un PCI avec une direction entièrement pabliste. Par ces actes de scission, ils pensent en avoir fini avec le parti. Au CC ils refusent de revenir sur leurs actes scissionnistes. Le Comité central les suspend. Ils organisent un congrès minoritaire.

Le 8ème congrès du parti constate que, sur le plan des forces numériques, la scission est de peu d'importance. La totalité des forces ouvrières du parti reste attachée au programme et comprend parfaitement le caractère liquidateur pro-stalinien du pablisme, mais la scission nous isole matériellement de l'Internationale pour une période du fait de la tactique d'isolement que Pablo a pratiquée à notre égard, pour renverser d'abord ce principal obstacle que constituait la section française. Cet isolement décourage provisoirement certains militants. Pourtant, la plupart ne doutent pas de la force qui est dans l'attachement aux principes.

La dialectique de l'histoire sert les marxistes et les événements viennent à notre secours. Le bref cours d'aventurisme stalinien en France a mené les pablistes à la frénésie, qui proclament après la désastreuse manifestation du 28 mai 1952 : "la révolution française est commencée sous la direction des hommes du Kremlin" et demandent au XIème Plenum l'exclusion de la majorité qui "déserte la révolution" (2)

Pendant que la scission s'opère, le derniers cours Staline de Front national uni vient contre-dire brutalement toutes les prophéties du pablisme.

Le premier CC après le congrès (3), en réaffirmant son attachement indéfectible à la IV° Internationale, met au point la lutte pour la réintégration liée à la lutte contre la liquidation dans toute l'Internationale.

De même que, libéré de la lutte fractionnelle accablante, le parti s'élançait vers l'extérieur, et va remporter au cours de l'année 1952-53 une série de succès importante (grâce auxquels nous regagnerons de nombreux militants perdus au travers de la lutte contre le pablisme et avant), sur le plan internationale, notre nouvelle situation nous permet de lier des contacts directs avec de nombreux trotskystes de l'Internationale, point de départ du redressement de l'Internationale.

Trompé dans son espoir d'avoir détruit le trotskysme en France par la scission, le pablisme a recours aux moyens les plus odieux pour compléter son oeuvre de destruction : procès policiers, calomnies, collaboration avec les stalinien. Ces opérations ont été des coups sérieux contre notre cause, mais se retournent finalement contre leurs auteurs qui sont désormais déshonorés.

Avec la lutte contre le pablisme, la section française de l'Internationale a connu sa plus longue et plus pénible crise de construction. Prolatérivée fortement au cours des dernières années, trempée dans le bain de la lutte des classes, elle a magnifiquement surmonté cette épreuve et témoigné à la fois de sa maturité politique et sa capacité d'action. Dans cette lutte de trois années se vérifie enfin une fois de plus la valeur incomparable de notre programme.

OCTOBRE 1953

(1) Période marquée notamment par la publication "Quatrième Internationale" du rapport de Pablo sur "l'entrisme sui generis". Pablo offre ainsi publiquement sa collaboration au Kremlin.

(2) Ces mêmes gens diront du mouvement de grève d'août 1953 que ce n'était pas la révolution et pas même la grève générale !

(3) Septembre 1952

LETTRE DE DANIEL RENARD A CANNON - LE 21 OCTOBRE 1953

Cher camarade Cannon,

Il y a près d'un an et demi j'essayai, tant bien que mal, de t'expliquer dans une lettre la situation de notre section française. Le danger était grand pour nous tous. Sous le couvert d'une politique confuse et contradictoire (celle du 3ème congrès mondial), Pablo tentait, précipitamment, de liquider la section française et, pensions-nous, toute l'Internationale.

Comme tu le disais si bien dans la réponse que tu m'adressais à l'époque : "A split is implicit in the situation as it has been developing in the recent period". Nous craignons beaucoup cette scission. Pablo était décidé à la provoquer par tous les moyens. Or, fermement attachés à notre Internationale, nous savions que nous n'étions que les premières victimes d'une politique qui ne manquerait plus de se poursuivre contre d'autres partis trotskystes.

La gravité de la situation m'autorisait à t'écrire pour tenter de briser l'isolement dans lequel Pablo nous mettait au moyen de méthodes contraires au centralisme démocratique et à la tradition bolchevique. De fait, nous étions à un tournant de la vie de notre section, tournant décisif pour l'histoire du trotskysme français.

Les mois ont passé, démontrant de façon péremptoire combien nos craintes étaient justifiées. Le "pablisme" a accru monstrueusement son pouvoir dévastateur. Il y a dix-huit mois, il s'agissait de la vie ou de la mort de la section française. Aujourd'hui, il s'agit de la vie ou de la mort de toute la IV^e Internationale. C'est la raison de cette deuxième lettre.

Au cours du 3ème congrès mondial, nous avons qualifié les textes qui y furent adoptés de "confus et contradictoires" marquant par là que, d'une part nous condamnions les éléments révisionnistes qu'ils contenaient, et d'autre part que le "pablisme" n'avait pas encore réussi totalement à faire triompher ses positions. Mais nous insistions sur le fait qu'une si grande confusion introduite dans les résolutions du congrès facilitait grandement la tâche de Pablo et de ses lieutenants. Nous ne nous sommes pas trompés. Peu de temps fut nécessaire à Pablo pour qu'il mette à profit les contradictions et les confusions, par lui introduites consciemment, pour porter ses premiers coups à la section française.

Nous n'étions pas d'accord avec la "ligne générale" du 3ème congrès mondial, quoiqu'en dise Hansen (IB. Vol 15 n°7 avril 1953, P.35). C'est pourquoi nous avons voté, au congrès mondial, contre les thèses du Secrétariat international et présenté deux contre-thèses, adoptées par notre 7ème congrès national. Sur intervention de Livingstone, selon lequel "nos documents n'étaient pas assez connus pour être votés" (!), le congrès n'eut pas le droit de se prononcer sur nos thèses. Nous ne menions pas non plus "a fractional struggle based on suspicion of future intentions which cannot be demonstrated, or even deduced, from present proposals and positions formulated in documents", contrairement à la crainte que tu formulais dans la réponse que tu m'as faite. Le seul reproche qu'on serait en droit de nous faire est de ne pas avoir réussi à ouvrir les yeux de l'Internationale sur ce que nous avons été les premiers à appeler le "pablisme".

Pablo est un liquidateur conscient du mouvement trotskyste. En tant que tel, son idéologie est complètement étrangère à notre mouvement et au marxisme. Pour atteindre ses objectifs, Pablo ne procède pas en droite ligne. Comme tous ses prédécesseurs révisionnistes dans le mouvement ouvrier, il a besoin de masquer ses véritables positions. Mais ce qui est indispensable, le bouillon de culture nécessaire au développement de ses intrigues, c'est la confusion et la contradiction politiques. Puis, par les méthodes empruntées au stalinisme, il brise l'unité de l'Internationale et frappe avec discernement la victime choisie. Il a d'abord frappé la section française parce que c'était elle le principal obstacle à son action liquidatrice en Europe. Par voie de conséquence, il a jeté la section italienne dans l'impuissance et la stérilité. Après quoi, il s'est décidé à commencer la démolition des sections dont le dynamisme et le rôle propre était un défi permanent à sa ligne liquidatrice. Le dynamisme de la révolution bolivienne permit au POR de balayer d'un geste les conceptions menchevistes que Pablo tentait de lui imposer. Mais la section de Ceylan paya durement les conséquences des manœuvres scissionnistes du Secrétariat international.

Pablo devait aller plus loin pour achever son oeuvre au 4ème congrès mondial. Comme nous l'avions prévu, l'écueil redoutable qui restait à abattre était la section néo-zélandaise. Pablo ne pouvait plus attendre pour se lancer à l'assaut de ce puissant rempart du trotskysme qui risquer de contrecarrer ses plans de destruction. Tu connais comme nous le développement des manœuvres

commencées dès le lendemain du congrès mondial et je n'épiloguerai pas.

Pablo a besoin, à tout prix, d'un congrès mondial préfabriqué. Il se hâte fébrilement. On pourrait, à juste titre, se poser la question : "pourquoi Pablo veut-il un IVème congrès mondial ?" Cette question n'est pas seulement formelle et la nécessité de respecter les statuts si souvent violés n'explique rien. Par sa préparation - voir les documents édités par le Secrétariat international - comme par son organisation, le IVème congrès mondial convoqué par Pablo achève et épuise son rôle liquidateur. Jusqu'au bout, en utilisant le titre et le drapeau de notre organisation, Pablo veut vider le trotskysme de tout contenu, de toute raison d'être et de toute réalité humaine, sociale et politique.

Les derniers événements révolutionnaires du mois d'août en France nous ont montré à quelle fin toute cette politique était destinée. Alors que, comme vous l'avez justement montré dans "The militant", la question décisive qui se posait aux 6 millions de travailleurs en lutte était celle du pouvoir, nous avons vu les pablistes français proposer un Pacte d'unité d'action mencheviste comportant en particulier :

- la lutte en commun au Parlement, contre le gouvernement Laniel (le Parlement était en vacances !)
- La convocation de la Commission supérieure des conventions collectives (organisme étatique sans aucun pouvoir).

Ce "programme" appellerait de nombreuses remarques. Il comprend toutefois ces deux points proprement scandaleux. Le premier, la proposition faite au PC et au PS de lutter en commun au Parlement contre le gouvernement Laniel ne fait nullement mention des tâches politiques des millions de prolétaires qui ne sont pas députés, mais qui étaient entrés en lutte ouverte contre ce gouvernement. Il n'est même pas question des moyens de lutte à employer, y compris pour imposer la convocation du Parlement. Cette position n'est pas simplement une déviation parlementaire, elle est prostalinienne dans sa formulation et dans son essence.

Par ailleurs la revendication de la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives était celle des chrétiens-démocrates (MRP) ... de droite, à la recherche d'une diversion pour faire reprendre le travail.

Mais ce n'est pas tout. Alors que les staliniens ont tout fait, durant ce mouvement, pour se faire décerner un brevet de civisme par la bourgeoisie, c'est à dire qu'ils ont agi pour empêcher les masses de traduire en actes leur volonté révolutionnaire, les pablistes français osent écrire dans leur journal (n°14, p.2) : "Nous avons déjà dit qu'en août, si la CGT a eu une position correcte à l'échelle des corporations en lutte en n'introduisant pas d'autres mots d'ordre que ceux de tous les grévistes, elle a commis une faute importante en ne faisant pas de propositions de réunion interconfédérale pour l'extension et l'approfondissement du mouvement". Ainsi le refus opiniâtre du front unique, refus ressenti comme une trahison sans précédent par la grande masse des ouvriers avancés, les pablistes qualifient cela de "faute importante". Et cette "faute" consisterait en ceci : "Une réunion interconfédérale" ayant pour but "l'extension et l'approfondissement", comme si le mouvement n'avait pas eu la force numérique suffisante pour chasser le gouvernement, comme si le problème était numérique et non politique. Si on se rappelle qu'en août plus de quatre millions de travailleurs ont fait grève simultanément alors qu'en juin 36 le nombre total des grévistes ne dépassa pas, à aucun moment, un million et demi, on comprend à quel point nos pablistes se sont assimilés la pensée des bureaucrates réformistes et staliniens qui se refusent toujours à voir une situation révolutionnaire quand elle existe réellement. S'il est vrai qu'une réunion interconfédérale était nécessaire, elle ne pouvait en aucune façon avoir pour objectif "l'approfondissement et l'extension" mais la définition d'un programme d'action uni et l'impulsion d'organismes de masse capables d'exprimer en actes la volonté impétueuse de ceraz-de-marée gigantesque qui balayait la France;

Les pablistes ne s'arrêtent pas là. Ils accordent un "satisfecit" à la trahison des staliniens qui, selon eux, auraient eu raison de ne pas prendre d'autres mots d'ordre que "ceux des grévistes". Ceci est un mensonge flagrant car l'ensemble des travailleurs en lutte criaient : "Laniel ! Démission !" et réclamaient des directives pour rendre leur grève active. La réponse des staliniens fut le silence à la menace de répression gouvernementale, mais quand bien même nos pablistes, enfermés dans leur bureau, ignoraient cette réalité, ils auraient dû deviner qu'un mouvement de cette ampleur ne peut se ramener simplement à des revendications de caractère purement économique. Il s'agit du pouvoir et c'est à cette question qu'il faut, par dessus tout, répondre. pas à une autre.

En agissant comme ils l'ont fait, les pablistes français n'ont été que l'appendice droitier du stalinisme, se mettant de l'autre côté de la barrière de classe.

Nous l'avions prédit à Pablo lors de notre exclusion, lorsque nous lui disions : "Pablo, nous nous retrouverons chez Renault, place Nationale !". Toute cette politique de trahison était clairement inscrite dans la résolution syndicale du Secrétariat international que je te citais dans ma lettre précédente. "Il est nécessaire de ne pas chercher à s'opposer en tant que tendance distincte (à l'intérieur de la CGT) qui ne se justifie pas objectivement à l'étape présente." (C'est Pablo qui souligne).

Il était évident pour nous, à l'époque, et il est regrettable que ce ne fût pas le cas pour tous les trotskystes, qu'une telle orientation ne pouvait amener les trotskystes à être autre chose qu'une "tendance" pro-stalinienne dans le mouvement ouvrier et ce, dans le plus mauvais sens du terme. Mais cette position "syndicale" n'était-elle pas elle-même contenue dans le texte de Pablo "Où allons-nous ?" Oui, elle était contenue. Et il suffit maintenant de relire ce document après deux ans de recul pour s'en convaincre aisément.

La naissance du pablisme, puis sa prolifération et enfin ses agissements, montrent combien est grand le vide laissé par la disparition de notre maître à tous et de notre camarade Leon Trotsky.

Dès sa mort, le problème était posé de sa relève. L'héritage théorique et politique grandiose qu'il laissait derrière lui ne pouvait pas dispenser ceux qui avaient été ses compagnons et ses disciples de faire fructifier son oeuvre dans la vie et dans la classe ouvrière mondiale. La tâche était lourde. Mais l'expérience de l'après-guerre a montré qu'on ne pouvait la régler en laissant s'instaurer le centralisme bureaucratique d'une équipe dirigeante trop faible, trop dénuée d'expérience, trop entichée de son prestige, trop pénétrée d'auto-satisfaction petite-bourgeoise.

La trahison du pablisme, les méfaits qu'il a causés dans notre organisation, reposent à nouveau cette question brûlante de la direction internationale. Le pénible travail de régénération en Europe et à l'échelle mondiale risque d'être remis en cause si nous ne comprenons pas l'acuité des problèmes posés et la nécessité impérieuse de les résoudre.

La promptitude et l'esprit de décision sont aujourd'hui la clef de notre situation intérieure et commandent les perspectives futures. Quoiqu'ait pu en laisser sous-entendre Pablo par des demi-phrases, mais surtout par ses actes, plus que jamais aujourd'hui le rôle de la IV^e Internationale est inscrit dans la situation objective immédiate à l'échelle mondiale. A l'échelle mondiale aujourd'hui le rôle du trotskysme et des militants trotskystes devient le facteur décisif de toute l'évolution de la situation politique. De notre capacité à nous inscrire dans la lutte des classes et persévérer dans la voie de la construction de partis ouvriers révolutionnaires de masse dépend en définitive le sort de l'humanité. Ceci ne peut s'accomplir avec succès dans chaque pays qu'à l'aide d'une stratégie et d'une tactique mondiale. Nous le savons, nous qui depuis plus de deux ans luttons pied à pied avec l'entêtement de ceux qui ont la certitude d'avoir raison, nous qui combattons pour briser notre isolement dans la presqu'île française, nous qui avons vécu les yeux ouverts le drame de notre Internationale entraînée à la dérive par une direction faillie.

Le IV^e congrès mondial marquera un tournant considérable dans la vie de notre parti mondial, à la condition que ceux qui restent aujourd'hui les dépositaires du trotskysme n'hésitent pas une seule minute devant leurs responsabilités historiques.

Tirant le bilan, puisant dans un passé récent des riches leçons pour l'avenir, tant politiques qu'organisationnelles, le IV^e congrès mondial réaffirmera la maturité et l'expérience des cadres ouvriers de notre mouvement, chassera ceux qui ont déserté la théorie et la pratique révolutionnaire, élira une direction représentative des forces réelles du mouvement.

De tout coeur et avec espoir, je souhaite que nous nous retrouvions coude à coude dans cette bataille avec nos camarades néo-zélandais, anglais, boliviens, suisses, cinghalais, allemands, italiens, dont nous savons que les meilleurs et le plus grand nombre ont compris la tâche à accomplir.

A l'occasion du 25^e et glorieux anniversaire de fondation du trotskysme américain, je tenais à vous faire partager mon espoir concernant l'avenir de la IV^e Internationale.

Reçois mon cher camarade, mon fraternel salut bolchevik-léniniste.

Daniel Renard

MEMORANDUM SUR "MONTEE ET DECLIN DU STALINISME"

adopté par le plenum du Comité national
du Socialist Workers Party, novembre 1953

Le projet de résolution du SI sur "Montée et déclin du stalinisme" prétend actualiser l'appréciation trotskyste de l'Union soviétique, de la bureaucratie du Kremlin et du mouvement stalinien mondial, particulièrement à la lumière des événements qui ont suivi la mort de Staline. Mais la méthode d'analyse de ses auteurs donne une représentation fautive de l'état réel des choses et conduit à des conclusions politiques qui divergent de nos vues traditionnelles.

I - TROIS PERIODES DE LA REVOLUTION MONDIALE

On peut le constater, en premier lieu, dans l'emploi d'une méthode arbitraire pour diviser le développement historique depuis 1917 en trois périodes principales : une période de montée révolutionnaire de 1917 à 1923 ; une phase de déclin de la révolution de 1923 à 1943 et une phase de nouveau flux révolutionnaire à un niveau plus élevé depuis 1943. Cette division fournit le cadre fondamental de la résolution et constitue le point de départ de la révision de nos conceptions sur la nature et rôle de la bureaucratie stalinienne.

D'après la résolution, la troisième période a engendré un rapport de forces entre les classes, à l'échelle mondiale et en URSS, qui exige une nouvelle appréciation du stalinisme. Cette période a déjà traversé deux stades. Les années de 1943 à 1947 représentent une transition de la deuxième à la troisième, unissant des traits qui proviennent de chacune de ces deux périodes.

Ce furent les années où la bureaucratie soviétique semble être au faite de sa puissance. La montée révolutionnaire mondiale n'était pas encore assez puissante pour rendre possible le dépassement et la submersion du stalinisme. Le Kremlin et ses agences furent capables de limiter et de contrôler la révolution, sauf en Yougoslavie. Les accords avec l'impérialisme, les tournants à droite, les trahisons de la révolution continuaient la période précédente, la révolution yougoslave préfigurait la nouvelle période.

Mais depuis 1947, les anciens équilibres ont été définitivement brisés et ne peuvent plus être restaurés. La nouvelle montée révolutionnaire mondiale a détruit l'équilibre entre le prolétariat mondial et l'impérialisme. L'aggravation de la crise du système capitaliste et la suprématie écrasante de l'impérialisme américain ont bouleversé l'équilibre entre les diverses puissances impérialistes. Ces changements dans la situation internationale, combinés avec les modifications intérieures, ont brisé l'équilibre des forces sociales en URSS, et miné les bases objectives sur lesquelles repose la caste dirigeante.

La victoire de la révolution chinoise a marqué un point tournant dans cette transformation de la situation mondiale et le début d'un stade nouveau et plus élevé "marqué fondamentalement par un rapport de forces international de plus en plus favorable à la révolution et évoluant globalement de plus en plus favorablement. La montée révolutionnaire s'étend de pays en pays, continent après continent. Elle a atteint récemment l'Union soviétique même et le glacis." (point 45, page 72) (1)

Cette vague révolutionnaire d'ampleur mondiale et de durée illimitée continuera à s'élever de plus en plus, en dépit de reculs mineurs, jusqu'à la guerre. La guerre elle-même coïncidera, non avec un reflux mais avec un nouveau bond en avant de la révolution internationale." (point 22, page 63). Cela continuera jusqu'à la fin de la troisième guerre mondiale. Rien ne peut plus contenir longtemps ce torrent révolutionnaire qui submerge tout. Il emportera toutes les forces établies : l'impérialisme et le stalinisme seront brisés et périront au cours de ce processus. La victoire de la révolution mondiale est dès lors assurée. Telle est la ligne de développement prévue par la résolution.

S'il en est ainsi réellement, il faut reconnaître que nous sommes entrés dans une époque qualitativement différente, dans laquelle toutes les valeurs politiques préexistantes devraient être réévaluées. Les idées politiques, la stratégie révolutionnaire, et les perspectives organisationnelles de l'avant-garde devraient être révisées, pour les aligner sur la transformation qualitative de la réalité mondiale et ses tendances fondamentales de développement.

II - LES MODIFICATIONS DU STALINISME

C'est ce que la résolution entreprend de faire en ce qui concerne le stalinisme, et elle tire à cet égard certaines conclusions qui vont extrêmement loin. Nous allons les résumer.

Les conditions historiques fondamentales, mondiales et nationales, de l'existence du stalinisme, ont disparu. Il est irrévocablement entré dans la période de déclin.

- 1) La dynamique du rapport de forces mondial, évoluant en faveur de la révolution, a maintenant atteint l'Union soviétique, miné les positions de la bureaucratie, détruit sa stabilité et déjà provoqué la désagrégation du stalinisme de maintes façons imprévues.
- 2) "Les bases objectives de la dictature sont en train de disparaître rapidement (point 15, page 60). Le rapport de forces entre la bureaucratie et les masses évolue en faveur de ces dernières. Les pressions exercées par ces conditions changeantes et par les revendications des masses déterminent de plus en plus l'orientation et la politique du Kremlin.
- 3) Le régime post-stalinien n'est plus capable de gouverner comme auparavant : au contraire, il est obligé de se libéraliser et de faire de plus en plus de concessions, pour sauver son existence. Ce qui tend à la liquidation de l'héritage du stalinisme.
- 4) Ces développements libèrent des forces centrifuges qui différencient et scindent la caste dirigeante.
- 5) Les changements dont l'URSS est le théâtre depuis la mort de Staline entraînent le relâchement du joug du Kremlin sur les partis communistes. Son contrôle s'affaiblit sur les pays du glacis et sur les partis communistes des pays capitalistes. De nouveaux rapports se constituent entre ceux-ci et le Kremlin, dans le sens d'une plus grande indépendance à son égard, cependant que des idées oppositionnelles et des tendances anti-staliniennes s'y manifestent de plus en plus.
- 6) "Placée entre la menace impérialiste et la révolution coloniale, la bureaucratie soviétique se vit obligée de s'allier à la seconde contre la première". (point 9, page 58). Cette alliance forcée avec la révolution coloniale se réalise par l'intermédiaire du régime de Mao avec lequel la bureaucratie doit partager la direction du communisme asiatique.
- 7) Le Kremlin est de moins en moins capable de conclure des accords avec l'impérialisme aux dépens de la révolution. "Cette nouvelle situation limite de plus en plus la capacité de manœuvre contre-révolutionnaire de la bureaucratie". (point 9 page 58). Non seulement son aptitude à vendre les mouvements révolutionnaires diminue, en dépit de ses intentions, mais les effets pratiques de ces manœuvres diplomatiques et de ses expériences de Front populaire avec certaines sections de la bourgeoisie coloniale sont de plus en plus restreintes et éphémères. En outre, "la montée révolutionnaire que la bureaucratie soviétique n'est plus capable de briser et d'arrêter se nourrit même des mesures d'auto-défense de cette bureaucratie et prépare le renversement de la bureaucratie par le prolétariat soviétique." (point 23, page 64)
- 8) L'aptitude du Kremlin à prendre des mesures répressives devient aussi plus limitée. Il est moins capable de prendre des mesures répressives et d'exécuter des épurations à l'intérieur, ou d'enrayer l'opposition dans les pays du glacis, du fait de la modification radicale du rapport de forces.
- 9) De même que la bureaucratie est obligée de libéraliser sa dictature, de même les partis communistes, en dépit d'oscillations à droite, ici ou là, et de temps à autre, tendent à radicaliser leur politique. C'est cette tendance qui domine. Dans les pays où les PC ont la majorité de la classe ouvrière ils peuvent être amenés, sous la pression des masses, à esquisser une orientation révolutionnaire contraire aux directives du Kremlin.
- 10) La résolution révisé la conception fondamentale qu'avait Trotsky du Thermidor soviétique, suivant laquelle la bureaucratie soviétique représente le premier stade de la restauration bourgeoise. La caste privilégiée, considérée qualitativement dans la structure de la société soviétique, est une formation d'esprit bourgeois encore confinée dans les limites de formes de propriété qui sont socialistes dans leur principe. Cette conception trotskyste orthodoxe a été mise au rencart par les auteurs de "Montée et déclin du stalinisme". La notion du stade contre-révolutionnaire du Thermidor soviétique a été liquidée ; elle ne survit dans le document que par une seule phrase - un nombre "réduit" de Thermidoriens, "anciens militants révolutionnaires d'avant 1917" (Point 11, page 59) A la place de la notion sociologique fondamentale de Trotsky, on nous fait une description impressionniste de la psychologie des "sommets de la bureaucratie" qui, nous assure-t-on, "ne sont plus en majorité une couche sociale jeune et rapace tendant à conquérir des privilèges de consommation au milieu de la pénurie générale ; ils sont en majorité une couche d'hommes d'âge mûr ou vieillissants, tendant à conserver un optimum de niveau de vie (Point II, page 59). En accord avec ces vues superficielles, le document estime " que les réflexes de capitulation et de passage

au camp bourgeois" (provoqués par "les signes de réveil prolétarien") n'apparaissent que "dans des couches très limitées de la bureaucratie" (point 15 page 60). En mettant au rencart la conception trotskyste de la caste en tant que représentative, dans son essence, de la tendance à la restauration du capitalisme, dont le développement peut être retrouvé à travers un grand nombre d'aspects de la vie soviétique, les pablistes ouvrent la voie à l'idée complètement révisionniste que la bureaucratie est capable de se redresser d'elle-même. Cela n'est pas dit explicitement, mais certaines des conclusions auxquelles la résolution aboutit découlent de ces prémisses révisionnistes. Ainsi la conclusion qu'au lieu du "renforcement des tendances restaurationnistes au sein de la paysannerie et de la bureaucratie", c'est le développement opposé qui est "le plus probable" (point 15 page 60). Le document souligne la nouvelle position révisionniste (et aussi sa confusion) :

"La bataille décisive à venir (en URSS) ne se mènera pas entre des forces restaurationnistes de la propriété privée et des forces défendant les conquêtes d'octobre. Elle se mènera au contraire entre les forces défendant les privilèges et la gestion bureaucratique et les forces révolutionnaires du prolétariat luttant pour la restauration de la démocratie soviétique à un niveau plus élevé." (point 15, page 61)

En contrepartie de cette conception, qui ouvre la voie à la capitulation devant la bureaucratie, nous soulignons la position trotskyste orthodoxe :

"La bataille décisive à venir en URSS se livrera entre la tendance restaurationniste représentée par la bureaucratie soviétique en tant que telle, et la tendance à la régénération représentée par les forces ouvrières révolutionnaires. D'un côté se trouvera la masse de la bureaucratie, défendant ses privilèges et son régime policier et, par là même, la tendance à restaurer la propriété privée ; de l'autre, l'avant-garde prolétarienne dirigeant une révolution politique qui balayera la bureaucratie usurpatrice, restaurera la démocratie soviétique à un niveau plus élevé et par là-même, alignera de nouveau le régime soviétique avec la révolution mondiale."

III - Dans quelle mesure les conditions fondamentales de l'existence du stalinisme ont-elles disparu ?

Pour en arriver à ces conclusions, à longue portée sur le stalinisme, la résolution doit présenter un tableau de la situation mondiale qui ne correspond pas à la réalité et prendre des changements partiels et limités pour des changements décisifs et fondamentaux. C'est ainsi que la résolution affirme (page 54) : "Les conditions fondamentales dans lesquelles étaient développées la bureaucratie soviétique et son emprise sur les partis communistes, à savoir : le reflux de la révolution, l'isolement de l'URSS et l'état arriéré de son économie, ont disparu."

Examinons le monde d'après-guerre et voyons dans quelle mesure ces assertions ambitieuses sont conformes à l'état réel des choses. Il s'agit ici de questions de faits. Analysons chacune de ces conditions fondamentales, pour voir jusqu'à quel point elles se sont évanouies.

1) Le développement de la révolution mondiale

La révolution mondiale a indubitablement connu une nouvelle montée considérable depuis 1943. La deuxième guerre mondiale a engendré une vague révolutionnaire plus ample, plus intense et plus durable que la première. La victoire de l'URSS sur le nazisme, les victoires révolutionnaires en Yougoslavie et en Chine, l'extension de la propriété nationalisée aux Etats du glacis par des moyens militaro-bureaucratiques, le développement de la révolution coloniale, ont porté des coups sévères au capitalisme mondial et ont énormément renforcé le camp anti-impérialiste.

Cependant, cette tendance de la situation mondiale s'est combinée et est entrée en conflit avec une autre. L'immense mouvement révolutionnaire qui a produit de telles transformations en Europe et en Asie, a abouti à un échec pendant la même période en Europe occidentale. La bureaucratie soviétique est la principale responsable de ces revers de la révolution européenne qu'elle a trahie.

Ces circonstances ont eu une série d'effets opposés sur le développement de la révolution mondiale. L'offensive prolétarienne fut repoussée, la classe ouvrière s'affaiblit, le capitalisme fut sauvé en Europe Occidentale et se stabilisa relativement pour une période d'années. Ceci a permis à la contre-révolution impérialiste dirigée par les Etats-Unis de s'emparer de ces pays, et de les utiliser comme tremplins pour ses préparatifs de guerre et ses projets d'agression contre les pays anti-capitalistes et les forces révolutionnaires.

Ainsi le processus révolutionnaire depuis la deuxième guerre mondiale a connu un développement inégal et contradictoire. Tandis que la révolution allait de l'avant dans un certain nombre de pays arriérés, et triomphait en Yougoslavie et en Chine, elle subissait des échecs dans

un certain nombre de pays plus avancés. Les victoires de la révolution signifient des gains pour la classe ouvrière et les peuples opprimés, mais elles doivent être considérées en relation avec le recul de la révolution en Europe occidentale et ses conséquences, si l'on veut aboutir à une appréciation plus équilibrée et plus adéquate des progrès de la révolution.

Si la révolution avait vaincu dans un ou plusieurs pays industriels, hautement développés, de l'Allemagne à l'Italie, en même temps qu'elle vainquait dans certains pays arriérés, cela aurait scellé le sort du capitalisme en Europe et en Asie et acculé au mur la bureaucratie soviétique.

Le Kremlin est parfaitement conscient de la menace que représente la révolution européenne pour sa domination. C'est ce qui explique ses efforts pour bloquer et anéantir son développement, qui se poursuivent jusqu'à ce jour (grève générale en France).

Une condition indispensable au maintien du régime de la bureaucratie soviétique est d'empêcher la constitution d'un pouvoir ouvrier socialiste indépendant en Europe occidentale. Le Kremlin peut, jusqu'à un certain point tolérer et manœuvrer des révolutions aux colonies et dans les pays arriérés. Mais il redoute l'extension de la révolution prolétarienne en Europe occidentale, qui signifierait pour lui une sentence de mort.

Un examen complet et réaliste du bilan de la marche de la révolution internationale de 1943 à 1953 conduit à la conclusion suivante : avec tous ses grands accomplissements et ses grandes possibilités, la révolution, en ne remportant la victoire dans aucun des grands pays industriels, n'a jusqu'à présent pas permis aux forces révolutionnaires de la classe ouvrière de devenir assez fortes pour renverser l'oligarchie du Kremlin et pour donner un élan irrésistible à la désintégration du stalinisme. Il n'y a pas encore eu un tel changement qualitatif dans le rapport mondial de forces.

Jusqu'à présent, l'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie elle-même dans la politique mondiale a empêché la réalisation de telles conditions objectives. Elle a fait reculer la révolution en Europe occidentale, a affaibli la classe ouvrière devant la classe ennemie et a facilité la mobilisation de la contre-révolution mondiale. La lutte entre les forces de la révolution et celles de la contre-révolution n'a pas encore trouvé sa conclusion et l'issue est loin d'en être réglée. Cette absence même de conclusion, que le Kremlin cherche à maintenir, travaille à l'heure actuelle à son avantage.

2) L'isolement de l'Union soviétique

Ce premier fait est directement relié au second : l'encerclement de l'Union soviétique par l'impérialisme mondial. Les développements de l'après-guerre ont certainement réussi à relâcher et à ébranler jusqu'à un certain point l'encerclement impérialiste et à briser l'isolement total de l'Union soviétique. Les pays de l'Elbe au Pacifique, si bureaucratiquement qu'ils soient gouvernés et opprimés, constituent un puissant rempart pour l'Union soviétique. Les états anti-capitalistes embrassent maintenant un tiers de l'humanité, mais ils doivent faire face à une combinaison de puissances impérialistes, centralisées sous l'hégémonie des Etats-Unis et ouvertement mobilisées contre eux.

Grâce à l'absence d'une victoire de la révolution en Europe Occidentale, qui aurait modifié radicalement l'équilibre des forces de classe en Europe et en Asie, l'impérialisme a pu reconstituer son encerclement et accentuer la pression qu'il exerce sur l'Union soviétique sur tous les plans.

Cet isolement se fait sentir à des degrés divers sur le terrain économique, politique et militaire.

En dépit de tous leurs accomplissements, la capacité industrielle de tous les états du bloc soviétique est de loin inférieure à celle des états capitalistes. Cet équilibre défavorable ne peut être modifié que par l'inclusion du complexe industriel de l'Europe occidentale. Mais celui-ci est actuellement coupé, dans une large mesure, de l'URSS, par le blocus économique qui est un élément de l'isolement de celle-ci.

Les tentatives du Kremlin pour gagner la faveur des gouvernements bourgeois de France et d'Italie et ses manœuvres sur la question allemande témoignent de ses efforts pour surmonter cet isolement.

Au lieu d'attirer les travailleurs des pays avancés, la politique du Kremlin contribue à les repousser et aggrave ainsi l'isolement social de l'URSS des forces de classe qui peuvent, seules, garantir sa défense.

Enfin, les Etats-Unis ont entrepris de forger une ceinture militaire autour des territoires dominés par le Kremlin et exercent de toutes parts sur lui une pression incessante.

La bureaucratie soviétique doit constamment tenir compte de cette situation, dans sa politique intérieure, comme dans sa politique internationale. La menace d'une attaque par bombes A et H détermine son plan de production. Ceci tient la première place dans les plans stratégiques de l'état-major soviétique. La menace de l'encerclement et de l'agression impérialistes détermine la politique des partis communistes qui sont tous sous le contrôle du Kremlin.

Avant la dernière guerre mondiale, la bureaucratie soviétique pouvait manœuvrer entre deux blocs opposés de puissances impérialistes, et elle le faisait. Aujourd'hui ses possibilités d'exploiter les contradictions inter-impérialistes sont entrêmement restreintes. L'Union soviétique a remporté la victoire dans la deuxième guerre mondiale au moyen d'une alliance avec le secteur le plus fort de l'impérialisme mondial. Dans une nouvelle guerre, l'Union soviétique, ses satellites et la Chine auraient à combattre une coalition de tous les états impérialistes.

Comment donc peut-on affirmer dans la résolution, d'une façon aussi peu justifiée, que l'isolement de l'URSS a cessé ? L'isolement a été modifié et adouci, mais pas du tout supprimé. La pression de l'entourage impérialiste se fait sentir dans la vie toute entière des peuples soviétiques. Les travailleurs soviétiques dont les souvenirs de la dernière guerre sont encore frais, redoutent l'explosion d'une nouvelle guerre. C'est, là encore, un puissant facteur pour les retenir dans la voie d'un conflit ouvert avec la bureaucratie, par la crainte d'aider l'impérialisme. Ainsi, l'encerclement de l'URSS que la politique du Kremlin contribue à maintenir et même à accroître, reste l'un des facteurs de son maintien au pouvoir.

3) Le développement de l'économie soviétique

Des progrès marqués ont été faits par l'économie soviétique, particulièrement depuis 1947. Néanmoins, ces progrès ont été extrêmement inégaux. L'agriculture, comme Khrouchtchev vient juste de le reconnaître est très en retard sur les besoins des masses soviétiques.

Les progrès de l'économie de l'URSS ont permis une amélioration dans les conditions d'existence de ses concitoyens, particulièrement dans les centres urbains. Ils espèrent et attendent de nouvelles améliorations de leurs conditions matérielles d'existence et le régime post-stalinien a dû en tenir compte. Les nouveaux maîtres ont fait certaines concessions dans le domaine de la consommation et en ont promis d'autres.

Mais la question en litige est la suivante : y a-t-il eu dans l'économie soviétique un changement assez radical pour éliminer les bases matérielles objectives de la bureaucratie ? Cela supposerait la production de biens de consommation et de nourriture en abondance suffisante pour garantir le nécessaire à tous, et éliminer ainsi tout besoin d'arbitres bureaucratiques pour la répartition des produits disponibles.

L'économie soviétique, compte tenu de ses succès indiscutables, a-t-elle atteint ce point ou s'en est-elle même rapproché ? L'énumération des chiffres de la production et leur comparaison globale avec ceux d'autres pays ne servent à rien ici. Le point décisif n'est pas de savoir combien plus on produit qu'auparavant, mais si l'on produit suffisamment, eu égard aux besoins fondamentaux du peuple.

En fait, les progrès de l'économie ont permis de fournir un minimum à la plupart des travailleurs, d'éliminer les conditions de famine et de relâcher certaines tensions économiques dans la sphère de la consommation. Mais, à côté de l'amélioration générale, il y a eu un accroissement considérable dans la consommation des couches les plus favorisées. De l'aristocratie ouvrière jusqu'aux sommets de la bureaucratie règne la tendance à accroître son revenu.

Malenkov est contraint de donner un peu plus de pain et d'articles de consommation courante aux masses. Mais, dans le même temps, le Kremlin doit garantir plus d'autos, de frigidaires, de postes de télévision ... etc. qui sont exclusivement destinés aux couches supérieures de la société soviétique.

Tout ceci accentue les contradictions entre gouvernants et gouvernés, accroît les inégalités sociales et rend la situation plus intolérable aux travailleurs. Le conflit s'aiguise entre la classe ouvrière, qui croît en nombre et en capacité techniques, et les gardiens bureaucratiques des privilèges.

L'arriération économique et culturelle est en voie d'être surmontée. Mais affirmer que cela a déjà eu lieu, c'est falsifier l'état réel de l'économie soviétique d'aujourd'hui .

Ceci ne signifie absolument pas que la bureaucratie peut se maintenir ou se maintiendra au pouvoir indéfiniment. Cela dépend du développement ultérieur de la révolution mondiale, qui peut supprimer définitivement la pression hostile de l'impérialisme mondial, et non seulement la relâcher temporairement, et faire disparaître la pénurie de biens de consommation en mettant les ressources industrielles des pays les plus avancés à la disposition de l'économie soviétique. Cela dépend encore plus du développement du conflit qui s'approfondit entre la bureaucratie et les masses. Les peuples soviétiques n'attendent pas l'élimination des racines économiques de la bureaucratie totalitaire pour s'engager dans une lutte mortelle contre elle. Comme Trotsky l'a noté, le conflit social peut aboutir à l'explosion de la révolution politique, par l'intensification des antagonismes jusqu'au point critique. "Les contradictions à leur tour développent leur logique propre, sans attendre une nouvelle croissance des forces productives." (La Révolution Trahie).

Une analyse sérieuse de la situation mondiale et de son développement pendant la dernière décennie démontre donc que les trois principaux facteurs objectifs de l'ascension de la bureaucratie soviétique n'ont pas changé de manière fondamentale, mais seulement jusqu'à un certain point. La bureaucratie du Kremlin doit opérer aujourd'hui dans des conditions nouvelles mais non pas des conditions différentes de façon décisive. Le temps qui lui reste à vivre dépendra de la lutte des forces vives à l'échelle mondiale et en URSS pendant la prochaine période et de la formation au cours de cette lutte d'un parti trotskyste capable de diriger l'insurrection des masses soviétiques contre la caste dirigeante .

IV - LES RAPPORTS ET LE ROLE NOUVEAU DE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE

A partir de son estimation fautive et unilatérale des conditions dans lesquelles la bureaucratie se trouve placée, la résolution affirme que la bureaucratie a établi avec l'impérialisme, le prolétariat mondial, la révolution coloniale, les pays du glacis et son propre peuple, de nouveaux rapports d'une telle nature qu'ils modifient substantiellement sa politique, ses activités et leurs résultats. La bureaucratie soviétique joue objectivement un rôle différent de celui qu'elle jouait dans le passé.

a) - Le Kremlin, l'impérialisme et la révolution mondiale

C'est ce que l'on devait prétendument voir dans ses rapports avec l'impérialisme. La résolution affirme correctement que "le bilan global de la politique internationale de la bureaucratie soviétique est un bilan réformiste dans le monde, car elle tend non au renversement du capitalisme mondial, mais du seul maintien de l'URSS dans le cadre du statu quo" (point 6 page 57). Elle a joué son rôle d'agence de l'impérialisme non seulement de 1923 à 1933, mais de 1943 jusqu'à présent. "Il est aujourd'hui plus que jamais exact de dire que si la domination de l'impérialisme subsiste sur la moitié du globe, cela est dû au rôle joué par la bureaucratie et ses agences." (point 23, page 64).

Cependant, d'après la résolution, la victoire de la révolution chinoise "marque l'ouverture d'une phase nouvelle de la situation mondiale dans laquelle se trouve placée la bureaucratie soviétique" (point 9 page 58) . Cette nouvelle situation a les traits suivants . Elle "limite de plus en plus la capacité de manœuvres contre-révolutionnaires de la bureaucratie" (idem). Et les effets pratiques de ces tentatives (d'utiliser les contradictions inter-impérialistes, de gagner l'appui de certaines bourgeoisies de pays coloniaux et semi-coloniaux, d'arriver à un accord temporaire et partiel avec l'impérialisme) deviennent de plus en plus limités et éphémères ..." (idem).

Les rapports réels entre la bureaucratie et l'impérialisme sont hautement contradictoires. D'une part, le Kremlin doit prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder ses propres positions et son propre domaine de la pénétration et des agressions impérialistes.

Mais la politique et les méthodes qu'il emploie pour y parvenir contribuent à aider l'impérialisme et à affaiblir et à décourager les masses travailleuses et par là à miner la défense des pays anti-capitalistes et de l'Union soviétique.

Ni les impérialismes contre-révolutionnaires, ni les forces révolutionnaires n'ont pour objectif fondamental de préserver l'état de choses existant. Ces deux antagonismes irréconciliables, pour des raisons opposées, tendent à une épreuve de force qui les met en conflit toujours plus aigu.

Le Kremlin intervient dans cette lutte des forces de classe en tant que principal défenseur du statu quo international, et par suite comme un facteur conservateur essentiel dans la situation mondiale. Il ne cherche pas à aider la révolution ou à renverser l'impérialisme. Il s'efforce de maintenir le partage actuel du monde entre son propre pouvoir et celui de l'impérialisme et d'aboutir à un nouvel accord sur cette base.

C'est ce qui est consciemment esquissé dans la formule de "coexistence pacifique entre capitalisme et socialisme" répétée par les nouveaux dirigeants du Kremlin et par les partis stali-niens. C'est là plus qu'une théorie : c'est la ligne directrice d'une politique qui domine la diplomatie du Kremlin et la conduite de ses agences.

Le Kremlin use de toute son influence pour préserver même le statu quo de la guerre froide, comme un moindre mal. Il s'efforce d'y aboutir en agissant simultanément sur deux fronts: contre de nouvelles agressions de l'impérialisme d'une part, et contre toute rupture de l'équilibre actuel par des explosions ou l'expansion du mouvement révolutionnaire. De peur de provoquer des représailles de l'impérialisme et d'être impliquée directement dans la guerre, la bureaucratie coupera le jarret des révolutions et les laissera saigner à mort. Les exemples de la Corée du Nord, de l'Iran et de la Malaisie sont instructifs à cet égard.

Moscou a donné aux nord-coréens une aide suffisante pour continuer la guerre, mais non pour la gagner, même au moment où leurs armées balayaient leurs envahisseurs vers la mer. Tandis que Washington n'hésitait pas à intervenir avec toutes ses forces et ouvertement en Corée, Moscou s'en tenait discrètement à sa propre préservation. Puis, lorsque Mac Arthur s'approcha du Yalu, les chinois furent forcés d'entrer dans la guerre, bien qu'ils sortissent tout juste d'une guerre civile prolongée. L'étroitesse des intérêts de caste des dirigeants soviétiques et leurs craintes contraignirent les révolutionnaires asiatiques à porter tout le poids de la lutte anti-impérialiste.

Lorsque la pression de l'impérialisme s'accroît, le Kremlin est disposé à gagner du temps pour lui-même, aux dépens du prolétariat mondial, et des luttes des peuples coloniaux. C'est ce qui explique, en Iran, la conduite du parti Toudeh, qui s'abstint de lancer une lutte pour le pouvoir au moment où son influence dans les masses atteignait son point culminant, et permit ainsi le succès du coup d'Etat militaire qui renversa Mossadegh et restaura le Shah. Le Kremlin, par son souci d'empêcher la rupture de l'équilibre en ce lieu sensible du globe, et de ne pas courir le risque de précipiter la guerre est responsable de cette victoire de la contre-révolution en Iran.

L'hypothèse d'après laquelle la guerre froide entre l'impérialisme occidental et l'URSS, et la pression croissante du mouvement des masses restreignent l'aptitude de la bureaucratie à commettre des trahisons mortelles, ou l'en empêchent, n'est pas confirmée par les récents événements. Bien au contraire. La conduite du PC français dans la grève générale d'août 1953 montre comment les agents du Kremlin laissèrent passer une occasion révolutionnaire et la ruinèrent. Le Kremlin peut frapper les travailleurs dans le dos, non seulement lorsqu'il est en alliance ouverte avec les impérialistes, mais aussi lorsqu'il recherche leur alliance. La trahison peut être plus oblique, mais ses effets sont aussi réels et désastreux.

Le résultat inévitable de toutes ces manœuvres avec l'impérialisme et contre la révolution sera le même qu'avant la deuxième guerre mondiale. Les manœuvres n'éviteront pas la guerre. Mais elles aideront les impérialistes à renforcer leur position, et à marquer des points, tandis que la révolution sera affaiblie et les travailleurs rejetés en arrière et désorientés. A moins que les travailleurs des pays capitalistes avancés s'engagent dans une offensive révolutionnaire de grande envergure, les impérialistes seront en état de déclencher la guerre au moment et dans les conditions les plus avantageux pour eux.

La bureaucratie déteste et redoute la révolution mondiale, et s'efforce de la décapiter de la restreindre, de la contrôler, de la détourner et de l'étrangler. Mais elle n'est pas toute puissante. Elle ne peut pas faire ce qu'elle veut, comme elle veut et quand elle veut. Mais ceci ne signifie pas que l'hostilité du Kremlin à la révolution mondiale a diminué, ou que son attitude traîtresse à son égard a changé. On peut le voir même dans le cas des victoires de la révolution en Yougoslavie et en Chine. Elles se sont produites en dépit des conseils du Kremlin. Le Kremlin fut obligé de s'accommoder du fait accompli.

Jusqu'à quel point il peut s'en accommoder, cela dépend du degré auquel le développement des révolutions porte atteinte à ses intérêts les plus vitaux. Le Kremlin fit route commune avec la révolution yougoslave jusqu'au moment où l'influence yougoslave sur les pays des Balkans menaça de créer un pôle d'attraction concurrent. Alors le Kremlin se retourna impitoyablement contre elle.

Jusqu'à quel point peut-on soutenir, comme le fait la résolution, que le Kremlin est actuellement obligé de s'allier avec les révolutions coloniales contre l'impérialisme ? Il a dû soutenir, jusqu'à un certain point, la Chine et la Corée du Nord. Les victoires de la révolution en Asie n'ont pas constitué jusqu'à présent une menace directe pour la domination du Kremlin, même s'il a dû accepter la co-direction, avec Mao, du mouvement communiste asiatique. Tout compte fait, elles ont travaillé pour l'avantage immédiat du Kremlin. La Chine a rompu

l'encerclement impérialiste en Extrême-Orient, et a fixé les forces américaines dans la Guerre de Corée. Cette guerre drainait les forces chinoises et fixait les forces des Etats-Unis, avec une dépense minimum pour Moscou.

Aussi longtemps que le Kremlin peut utiliser tel ou tel secteur du mouvement colonial pour ses propres fins, il le fera. Mais il demeure, dans le meilleur des cas, un allié très perfide. Nous avons déjà souligné qu'il a délibérément retenu les fournitures militaires qui auraient permis aux nord-coréens de vaincre. La guerre civile qui dure depuis 7 ans en Indochine est le fruit de la politique stalinienne de coalition de 1945-46 qui livra à l'impérialisme français les positions de combat du mouvement d'indépendance nationale. Plus récemment, le Kremlin sabota la révolution en Iran.

Il est vrai que les conditions mondiales militent contre la conclusion par le Kremlin d'accords durables avec l'impérialisme ou contre ses marchandages avec les bourgeoisies nationales. Mais les conséquences objectives de ses tentatives pour maintenir le statu quo ou arriver à de tels accords ont beaucoup plus que des effets pratiques "limités et éphémères". Elles contribuent à bloquer les progrès du mouvement révolutionnaire, et affectent le rapport des forces mondial dans un sens défavorable.

La bureaucratie et ses agences ne sont pas un simple reflet, passif, du rapport des forces mondial, la bureaucratie agit et réagit sur l'arène internationale comme un facteur agissant de la constitution du rapport de forces. Par exemple, toute la politique d'après-guerre du Kremlin vis-à-vis de l'Allemagne, le pays-clé de l'Europe (sa participation à la division de l'Allemagne, le régime qu'il a instauré en Europe Orientale, ses manœuvres diplomatiques vis-à-vis de l'Allemagne occidentale), aide la réaction capitaliste et facilite à l'impérialisme la réalisation de ses objectifs. Les effets de son attitude vis-à-vis de ce pays peuvent-ils être considérés comme "limités" et "éphémères" que l'on se place du point de vue de la révolution européenne, des travailleurs allemands, de la marche à la guerre ou de la défense des états anti-capitalistes ?

En minimisant de la sorte les effets pernicioeux de la politique du Kremlin, on ne donne pas seulement à l'avant-garde une éducation fautive, on la désarme aussi dans la lutte pour dissiper les illusions des travailleurs sur le stalinisme, afin de les soustraire à l'influence stalinienne.

La résolution dit (point 23 page 64) : "La montée révolutionnaire que la bureaucratie soviétique n'est plus capable de briser et d'arrêter se nourrit même des mesures d'auto-défense de cette bureaucratie ..." Les deux parties de cette déclaration sont unilatérales et induisent en erreur. Le fait que la bureaucratie soviétique n'a pas pu briser et arrêter les révolutions yougoslave et chinoise là où la masse révolutionnaire a franchi ses digues ne doit pas faire oublier le fait qu'ailleurs, ici ou là, la bureaucratie a réussi à faire reculer la marée révolutionnaire et cela a influencé le rapport de forces pour toute une période.

Il n'est pas vrai non plus que ses "méthodes d'auto-défense" "nourrissent" nécessairement "la montée révolutionnaire", même là où la révolution est parvenue au pouvoir. Les "méthodes d'auto-défense" du Kremlin ont poussé la Yougoslavie dans les bras de l'impérialisme et ont accru la dépendance économique de la Chine à son égard. Ce qu'il faut entendre exactement par "méthodes d'auto-défense" qui peuvent nourrir la montée révolutionnaire n'est pas clair. Est-ce qu'il s'agit de la fourniture d'armes à la Chine et à la Corée du Nord ? Mais, même dans ce cas, les "méthodes d'auto-défense" ne coïncident pas à tous les points de vue avec l'auto-défense du mouvement ouvrier et peuvent même aller à l'encontre de ses intérêts.

Nous avons toujours reconnu le fait que la bureaucratie, en défendant l'Union soviétique contre une attaque impérialiste, peut dans certaines conditions donner une impulsion aux luttes révolutionnaires dans les pays capitalistes. Elle sera obligée de le faire encore davantage dans le cas de la troisième guerre mondiale. Mais actuellement, alors qu'elle recherche un modus vivendi avec l'impérialisme, ou essaye de semer la discorde entre les nations capitalistes, ses "méthodes d'auto-défense" font bien plus pour canaliser la vague révolutionnaire que pour la stimuler.

Dans plusieurs passages de la résolution est impliquée l'idée que la bureaucratie, confrontée par le danger de guerre, devra devenir plus tolérante vis-à-vis des développements révolutionnaires indépendants, et se retenir d'entreprendre des actions hostiles à leur égard. Par exemple, la résolution dit que les préparatifs du Kremlin pour la deuxième guerre mondiale "comportèrent l'arrêt de l'épuration massive en URSS" (point 7, page 57). En fait, les épurations faisaient partie des préparatifs de Staline pour la guerre. Son but était d'éliminer tous les centres potentiels d'opposition du régime. La décapitation de l'état-major général soviétique, qui provoqua le fiasco militaire en Finlande, démontra jusqu'où peut aller la bureaucratie dans le sens de mesures préventives contre des forces qui ne sont que potentiellement indépendantes, précisément au moment où la guerre est imminente.

Plus loin, la résolution cherche à expliquer la campagne contre la Yougoslavie par le motif que "le Kremlin put se permettre une telle attitude contre-révolutionnaire d'abord parce que les préparatifs de guerre impérialiste n'étaient encore qu'à leur stade initial ..." etc. (point 27, page 65). Cela ne tient pas debout. La rupture se produisit à un moment de tension élevée entre l'URSS et le monde capitaliste. Mais les intérêts de caste du Kremlin eurent le pas sur les besoins pratiques de la défense de l'URSS, bien que cela ait pour résultat la perte de l'appui du seul pays dont le moral et les forces armées fussent dignes de confiance, et qui fût assez fort pour fournir une aide véritable à cette défense.

V - LA SIGNIFICATION DES EVENEMENTS D'URSS DEPUIS LA MORT DE STALINE

Le régime du Kremlin a été caractérisé par notre mouvement comme un régime de crise. Le parasitisme de la caste bureaucratique entre continuellement en conflit avec les rapports de production établis par la révolution d'octobre. Produit d'une contre-révolution politique, fruit du retard de la révolution mondiale et de l'arriération de l'économie et de la culture russes, la bureaucratie totalitaire ne peut maintenir sa domination que par des mesures répressives dirigées contre les masses soviétiques. L'extension de la domination du Kremlin aux pays du glacis, les révolutions yougoslave et chinoise, et le développement de l'économie et de la culture soviétiques ont confronté la bureaucratie avec maints nouveaux problèmes ardues. Il en résulte que les facteurs objectifs d'un soulèvement des masses contre le pouvoir de la bureaucratie mûrissent en URSS. La classe ouvrière surtout, dont le nombre, la culture, la capacité technique et le poids social se sont accrus, subit avec impatience les exactions et les sacrifices que lui impose la bureaucratie, et qui paraissent à ses yeux toujours plus monstrueuses, injustifiées et intolérables.

La bureaucratie est extrêmement sensible à l'approche de ce danger. Les nouveaux dirigeants doivent faire face à un niveau supérieur et dans des circonstances différentes et plus difficiles, à la résistance et au ressentiment des masses, soulevés par les pressions inexorables qu'on leur fait subir, auxquels Staline se heurait périodiquement. Il avait alors recours, pour un certain temps, à un relâchement et à des campagnes de propagande centrées autour de promesses et de concessions, de conditions de vie améliorées, et d'une vie plus heureuse. Comme Trotsky l'avait noté: "Staline est obligé de temps à autre de se placer du côté du peuple contre la bureaucratie - avec le consentement de celle-ci, bien entendu" ("La révolution trahie")

La mort de Staline a sans doute suscité dans le peuple un flot d'espoir en de nouvelles conditions de vie après la mort du dictateur. La bureaucratie avait un double problème à résoudre: rétablir la hiérarchie au sommet, tout en empêchant les masses d'intervenir dans la situation avec leurs propres revendications et actions indépendantes. Les héritiers du pouvoir se hâtèrent de créer l'impression que les masses obtiendraient des conditions de vie vraiment nouvelles, comme présent octroyé d'en haut. Ils promirent une série de concessions politiques et économiques: une large amnistie, la révision du code pénal dans les 30 jours, plus d'épuration, davantage de biens de consommation, ... etc.

Il semblerait que les concessions politiques soient les plus faciles à faire, car, contrairement à l'amélioration des conditions de vie, elles n'exigent pas une réorganisation de grande envergure de l'économie. Pourtant, elles ont encore à se matérialiser. Il y a eu une nouvelle baisse des prix, la cinquième depuis la guerre. Mais une amélioration réelle du niveau de vie nécessite d'abord un réajustement radical de l'économie, et par-dessus tout, un énorme accroissement de la production agricole, qui est restée stagnante depuis bien des années.

La bureaucratie s'efforce d'obtenir ce résultat en élevant le revenu du paysan individuel et des membres aisés des fermes collectives.

En même temps, la bureaucratie avait à décider rapidement qui assurerait le rôle d'arbitre principal et d'épurateur en chef, afin d'écarter toute ambiguïté dans ce domaine et de prévenir toute tentative de la part des masses de mettre à profit les fissures de l'appareil bureaucratique. Ce fut la signification de la chute de Béria, suivie d'une épuration de ses partisans dans les diverses républiques.

Ces développements ont prouvé que la bureaucratie ne peut pas inventer de nouvelles méthodes de domination. Elle peut faire des concessions, mais elle doit d'abord maintenir intact en toutes circonstances le mécanisme répressif qui est la garantie de son régime. Un nouveau pouvoir et de nouvelles méthodes de domination ne peuvent être instaurés que par des forces extérieures à la bureaucratie et s'y opposant, par le renversement du régime banapartiste par les masses.

Les trotskystes fondent leurs perspectives révolutionnaires sur le mûrissement des contradictions entre l'édifice bureaucratique et les masses travailleuses, qui conduit ces dernières dans la voie d'un affrontement direct avec la dictature totalitaire. Les événements d'Allemagne orientale

sont, à cet égard, l'image anticipée des développements dont l'URSS même sera le théâtre. Nous devons examiner ces concessions à la lumière de la nature et la position de la bureaucratie stalinienne et du développement des contradictions au sein de l'économie soviétique.

Cependant la résolution exagère les modifications de la situation objective, les douant d'une impulsion automatique qui oblige la bureaucratie à se libéraliser elle-même, à introduire de nouvelles méthodes de domination, à liquider l'héritage du stalinisme, à supprimer ses traits les plus hideux et les plus caractéristiques, et à faire de plus en plus de concessions.

La résolution affirme : "Celle-ci (la dictature bonapartiste) ne peut se maintenir qu'en supprimant temporairement ou définitivement les aspects hideux, c'est à dire les plus caractéristiques du régime." (point 18, page 61). Elle ne spécifie pas lequel de ces "aspects hideux" a été éliminé ou est sur le point de l'être. Les privilèges ? Le régime policier ? La contrainte impitoyable exercée sur les travailleurs dans la production ? L'oppression nationale ? Les camps de concentration ? Les épurations ? Cette affirmation implique que "la terreur de l'ère stalinienne" (idem) est en voie de disparition. Mais il y a eu des fluctuations dans l'exercice de cette terreur, même du temps de Staline. La différence semble être maintenant que le déclin de la terreur est une tendance croissante de l'ère Malenkov, et que c'est là le trait le plus caractéristique du "déclin de la dictature bonapartiste" (idem).

Le libéralisme essentiel du nouveau régime est seulement souligné par cette prévision : "Il n'est pas exclu qu'avant de tomber la dictature bonapartiste aura soudainement encore une fois recours à la terreur la plus sanglante". ce qui signifie que la terreur n'est plus un trait essentiel mais fortuit et épisodique de l'état bureaucratique.

Pour renforcer sa thèse, suivant laquelle le régime post-stalinien est contraint non seulement d'en finir avec les traits les plus terribles du stalinisme, mais encore d'apaiser toujours davantage les masses, la résolution exagère l'ampleur des concessions. Elle se réfère à une large amnistie - qui semble être mort-née, puisqu'elle n'a pas été mentionnée parmi les décrets soumis pour approbation à la dernière session du soviet suprême. Elle parle de la révision du code pénal dont la réalisation avait été promise dans les 30 jours et qui attend encore d'être promulguée sept mois après.

La libération des médecins fut d'abord interprétée comme un coup irréparable du système des procès et des épurations, mais depuis l'épuration et le jugement de Beria ont été annoncés. La résolution considère la critique de l'arbitraire policier comme étant de bon aloi, oubliant qu'une critique verbale des excès de la police n'était pas inconnue sous Staline. En fait, le Guépéou fut épuré plusieurs fois durant le régime de Staline.

Elle regarde l'accent mis sur les décisions collectives comme un abandon définitif du culte du chef. Mais il s'agit là seulement d'un stade transitoire entre le décès de l'ancien chef et l'élévation d'un remplaçant en perspective. Pendant son ascension au pouvoir, Staline, de la même manière, opposa la collectivité du Comité central aux "aristocrates", c'est à dire aux dirigeants bolcheviks les plus populaires dans les masses.

Comme nous l'avons déjà noté, cela ne signifie pas que des concessions n'ont pas été faites ou que leur bilan se réduit à rien. Elles sont surtout de caractère économique. Ce que Malenkov a fait, c'est de mettre en scène avec solennité l'amélioration graduelle du niveau de vie depuis 1947, et même de l'accélérer. Mais, même dans la sphère de la consommation, le Kremlin sera incapable de satisfaire les besoins des masses. Il donnera à un secteur de la population aux dépens d'un autre. Tandis qu'il donne de nouvelles primes aux paysans, il n'élève pas le niveau général des salaires des ouvriers, et il prend soin d'étendre les privilèges de la bureaucratie elle-même.

Comment doivent être jugées ces concessions ? Des concessions ont une valeur véritable si elles fournissent aux masses des occasions d'action autonome qui peuvent être utilisées pour se rapprocher de leurs objectifs propres. Le nouveau régime n'a pas encore fait la plus mince démarche dans cette voie, et il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Le gouvernement totalitaire ne peut tolérer la moindre liberté d'action pour les travailleurs, le moindre affaiblissement de son emprise sur eux.

La résolution se livre à des spéculations douteuses sur les forces centrifuges qui sont en train de briser le monolithisme du groupe dirigeant et d'engendrer des différenciations au sein du parti et de ses milieux dirigeants. Elle dit que le monolithisme de type bonapartiste a été détruit sans retour possible sous la pression des autres secteurs de la bureaucratie et des masses. L'épuration de Béria est citée comme preuve de cette désunion croissante.

Il n'y a pas de doute que la mort de Staline a bouleversé la stabilité du régime, a mis en mouvement un faisceau de forces centrifuges, et a provoqué une crise qui demande encore à être surmontée. Le transfert du pouvoir, dans un régime tyrannique, est toujours une spéculation

délicate, comportant des risques . Ayant perdu l'homme qui lui tenait lieu de centre, la bureaucratie dans son ensemble est forcée d'en chercher et d'en créer un autre et de s'assembler autour de lui comme autour de son point d'appui principal pour la sauvegarde de ses privilèges et le règlement de ses conflits internes. Elle est la principale raison de l'élévation de Malenkov et de l'élimination rapide de Béria.

La résolution fait grand cas de l'hétérogénéité des intérêts entre les diverses couches de la bureaucratie comme base matérielle de sa différenciation croissante et de ses conflits. Elle se réfère en outre à la couche supérieure de la bureaucratie, composée de gens d'âge avancé, que le texte suppose plus intéressés à conserver leurs privilèges qu'à les accroître. C'est oublier que même au sommet la bureaucratie renouvelle constamment son personnel, et qu'à tous les niveaux, son appétit de privilèges croît en mangeant, surtout dans un pays qui est loin d'avoir atteint des standards de vie du monde occidental.

La bureaucratie, en tant que couche sociale, est stratifiée suivant leurs conditions de vie, la participation au pouvoir, l'ampleur des privilèges ... etc. qui engendrent des jalousies, des rivalités et des luttes de clique de toute sorte. Mais en tant que seule couche dirigeante et privilégiée, elle est unie contre la masse de la population, par le lien des intérêts matériels. C'est la seule force armée et organisée de l'URSS et du glacis.

La caste bureaucratique ne peut tolérer des divisions politiques profondes, durables, au sein des cercles dirigeants, ni une fissure que les masses pourraient mettre à profit dans son appareil de répression. Elle les cache et se hâte de les colmater aussi vite que possible. Comme elle n'a aucun moyen constitutionnel ou démocratique de résoudre ses conflits internes, elle recourt à la méthode des épurations. L'épuration est une arme dirigée de tout en haut contre la bureaucratie elle-même autant que contre le peuple. C'est un mécanisme indispensable du régime bonapartiste.

La méthode des épurations sera-t-elle de plus en plus abandonnée, avec la liquidation des procédés staliniens, comme la résolution l'infère ? Mise à part une vague référence à la modification du rapport de forces, la résolution n'en donne aucune preuve . En fait, c'est le contraire qui devrait être indiqué. Si les antagonismes s'approfondissent au sein de la bureaucratie, il semblerait que des épurations devraient être à l'ordre du jour pour les résoudre. Si l'opposition se développe dans le peuple, il semblerait que la caste dirigeante devait être obligée de recourir à ses méthodes éprouvées de répression. Trotsky a observé que "plus le cours du développement se fait contre elle, plus elle devient brutale à l'égard des éléments avancés de la population." ("La révolution trahie").

Il semble maintenant, d'après la résolution, que plus le développement se fait contre lui, plus le régime doit devenir modéré et conciliateur .

Affirmer qu'aucun secteur important de la bureaucratie ne se rangera du côté des masses contre ses propres intérêts matériels ne signifie pas que la bureaucratie, placée devant un soulèvement, ne manifesterait pas des divisions profondes. Une telle désorganisation, désintégration et démoralisation a pu être observée en Allemagne orientale. Mais le rôle d'une politique révolutionnaire est d'organiser, de mobiliser, et d'aider à diriger les masses dans leur lutte, et non d'attendre des ruptures au sein de la bureaucratie, et encore moins de miser dessus.

Dans tout ce qu'elle dit des événements depuis la mort de Staline, et du cours nouveau du régime de Malenkov, la résolution établit les prémisses politiques d'une nouvelle appréciation de la nature de la bureaucratie stalinienne, et de la sorte d'action que les travailleurs doivent entreprendre pour la renverser. Bien qu'elle n'exprime pas ouvertement ces révisions, elle ouvre la porte à d'autres pour le faire, comme nous le verrons plus loin.

b) Le Kremlin et les partis communistes

La résolution affirme que l'emprise rigide du Kremlin sur les partis communistes de masse s'affaiblit. Elle en donne trois raisons : la pression croissante que le mouvement des masses exerce sur ces partis, le relâchement de leurs liens avec Moscou; et l'incertitude qui règne quant à l'autorité et à la politique du Kremlin dans les derniers mois. Aucune preuve spécifique n'est citée à l'appui de cette spéculation, bien que le développement ne puisse être prévu d'avance dans les cas d'espèce. Cela a certainement été le cas avec les PC yougoslave et chinois. Mais il n'y a aucun signe apparent d'une telle éventualité quelque part ailleurs.

Pour soutenir ce point, la résolution cite l'incapacité du Kremlin à rétablir aucune Internationale depuis 1943. En fait, Moscou trouve que l'absence d'une Internationale est plus utile que nuisible. Elle préfère tenir les PC séparés et les contrôler par d'autres moyens.

Ce relâchement supposé du contrôle du Kremlin est associé avec "la pénétration dans ces organisations d'idées opposées aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin et un processus de modification des rapports bureaucratiques hiérarchisés établis antérieurement" (p.54). C'est ainsi que commence la désintégration du stalinisme. Aussi vagues que soient ces observations, elles semblent vouloir suggérer la perspective du développement de nouveaux courants idéologiques et de nouvelles relations d'organisation dans le cadre des PC qui, apparemment, continueront à l'intérieur jusqu'à ce que les PC réformés et rebelles deviennent assez forts et indépendants pour rejeter le carcan du Kremlin. N'est-ce pas là esquisser la perspective que de tels partis staliniens réformés échapperont au contrôle du Kremlin et s'engageront dans la voie de la révolution ?

Cette conclusion se trouve renforcée par l'affirmation que les partis communistes de masse sont forcés de radicaliser de plus en plus leur politique. Tel est le cours fondamental et inévitable de leur politique.

La résolution admet en rechignant "la possibilité pour des PC de masse d'opérer des tournants temporaires à droite dans des conditions précises, aussi longtemps que la pression des masses n'aura pas atteint son point culminant" (point 46, page 73). Ainsi, on fait dépendre en dernière analyse la direction de la politique de tels partis staliniens du degré de la pression des masses. Or, en 1929-33 quand celle-ci n'était pas encore assez énergique, le PC français suivait une ligne ultra-gauche. En 1936, quand le mouvement des masses atteignit son point culminant, le PC adopta une ligne de front populaire. En 1944-47, au sommet de la vague révolutionnaire engendrée par la guerre, les dirigeants staliniens désarmèrent les travailleurs et aidèrent De Gaulle à restaurer le régime capitaliste. En 1952, les travailleurs étant tombés dans la passivité grâce, dans une large mesure, aux précédents tournants de la politique stalinienne, le PC lança les travailleurs parisiens dans l'aventure des démonstrations anti-Ridgway. Enfin, en août 1953, pendant la grève générale, le PC resta passif et maintint sa politique de "front national", mélange d'opportunisme et de sectarisme, sans se radicaliser d'un iota.

Ainsi l'exemple de ce PC de masse montre que, bien loin de coordonner sa ligne avec le développement de la pression des masses, ce PC de masse alla en sens opposé. Les exigences diplomatiques du Kremlin prennent le dessus sur les revendications des masses. Cela ne signifie pas que les PC peuvent faire n'importe quoi à n'importe quel moment. Ils doivent eux aussi, comme les autres partis de masse, tenir compte de la radicalisation des masses, plus en paroles qu'en action. Mais la pression des masses, en elle-même et par elle-même, ne suffit pas à rapprocher les PC de la voie de la révolution.

La conception suivant laquelle un PC de masse prendra le chemin du pouvoir, pourvu seulement que les masses exercent une pression suffisante, cette conception est fautive. Elle déplace la responsabilité des défaites de la révolution de la direction aux masses, conformément au raisonnement suivant : si seulement la pression des masses avait été plus grande, le PC aurait pu être forcé de lutter pour le pouvoir. L'interaction entre les masses insurgées et la direction est ainsi réduite à la plus simple équation : un maximum de pression des masses égale une orientation révolutionnaire, même inadéquate, de la direction du PC.

En fait, la pression des travailleurs dans la grève générale française de 1953 fut assez formidable pour que débute l'offensive pour le pouvoir. Mais ce fut précisément devant la puissance du mouvement des masses et ses implications que la direction du PC, effrayée, se déroba et empêcha son organisation. Dans ce cas, extrêmement important, au lieu de radicaliser la politique stalinienne, l'accroissement de la pression des masses eut un effet différent. Il est manifeste que le rapport entre les deux facteurs n'est pas direct, mais dialectique.

La Yougoslavie et la Chine montrent que, dans certaines conditions exceptionnelles, la direction d'un parti stalinien, prise entre la menace d'extermination par la contre-révolution et une offensive révolutionnaire extrêmement puissante des masses, peuvent engager la lutte pour le pouvoir. Cela pourra se répéter ailleurs dans des conditions semblables, spécialement dans l'éventualité d'une nouvelle guerre mondiale.

Mais il serait hasardeux de généraliser trop largement et trop hâtivement ces exemples. Il faut se souvenir que, tandis que les yougoslaves marchaient au pouvoir, les PC dans d'autres pays, restaient subordonnés au Kremlin et facilitaient la tâche de la contre-révolution. Deux partis communistes, le PC yougoslave et le PC chinois, réagirent d'une certaine façon à l'épreuve ; les autres d'une façon directement opposée.

Les conditions spécifiques qui forcèrent les PC yougoslave et chinois à entrer dans la voie de la révolution doivent être analysées et comprises. Ces deux partis avaient été en conflit avec les régimes existant et travaillé dans l'illégalité pendant de longues années. Tous deux avaient

sélectionné, éprouvé et endurci leurs directions et leurs cadres, et organisé leurs forces au cours de guerres civiles prolongées. Le PC chinois disposait depuis de longues années de forces armées à lui, avant d'entreprendre la lutte pour le pouvoir. Les régimes capitalistes de ces pays étaient extrêmement faibles, et l'impérialisme incapable d'intervenir avec la moindre efficacité.

En tout cas, comme le déclare le Manifeste du 3ème congrès mondial :

"La transformation que les partis staliniens pourraient subir au cours de crises révolutionnaires portées à une suprême exacerbation pourrait obliger l'avant-garde léniniste à opérer une réorganisation tactique à leur égard. Mais tout cela ne dispense nullement le prolétariat de la tâche de construire une nouvelle direction révolutionnaire. Ce qui est aujourd'hui à l'ordre du jour, ce n'est pas l'esquisse d'une lutte pour le pouvoir dans des conditions exceptionnelles, dans tel ou tel pays isolé, mais le renversement effectif et au plus vite de l'impérialisme dans tous les pays. Pour mener à bien cette tâche, le stalinisme reste l'obstacle numéro 1 au sein du mouvement ouvrier international." (Quatrième Internationale, vol.9, n°8-10 page 7)

c) Le Kremlin et les pays du glacis

L'exposé des contradictions inhérentes à l'expansion d'après-guerre de la domination stalinienne aux pays du glacis ; la résistance des PC indigènes, qui ont acquis leurs propres intérêts d'Etat et leur propre base matérielle, aux exigences du Kremlin ; le conflit entre le régime et les paysans, le conflit entre le régime et les ouvriers sont en général décrits correctement .

Il faut toutefois relever trois divergences principales :

1°) La question nationale

Tout d'abord, la résolution ne traite en aucune manière de la question nationale, bien que ce soit l'une des questions les plus explosives de la zone contrôlée par le Kremlin. Une résistance acharnée des Ukrainiens et des autres minorités contre la russification automatique existent depuis longtemps. L'extension du domaine de Moscou, ses méthodes de pillage, de commandements d'en haut et de russification, n'ont pas provoqué des sentiments nationaux moins intenses dans le glacis.

La révolution politique contre le despotisme de Moscou ne peut être envisagée sans tenir compte du mouvement d'indépendance nationale dans ces régions. Cette revendication sera l'une des armes les plus efficaces contre le Kremlin. La Yougoslavie a déjà montré quel puissant facteur de rébellion peut être l'orgueil national.

Le programme de la révolution politique doit donc inclure les mots d'ordre d'une Pologne, d'un Tchécoslovaquie, d'une Hongrie ... etc. libre et indépendante, de même que nous luttons pour une Ukraine socialiste indépendante. Dans l'Allemagne de l'Est, qui fut séparée en accord avec les trois Grands, ce mot d'ordre prend la forme suivante : réunification de l'Allemagne sur une base socialiste. L'unité du peuple allemand, et par-dessus tout de sa classe ouvrière, est indispensable à la promotion de la révolution européenne.

Bien que ce mot d'ordre eût été mis en avant par les manifestants eux-mêmes et fût imposé par toute la situation, il était absent de la déclaration du SI sur les événements d'Europe Orientale.

L'omission de ce mot d'ordre, aussi bien dans la résolution que dans la déclaration du SI demande une explication . Le bloc actuel d'Etats anti-capitalistes, sous la direction du Kremlin, doit-il être considéré comme une entité solide et intouchable, que minerait le mot d'ordre d'indépendance ? Ou ce mot d'ordre mine-t-il l'emprise du Kremlin, et aide-t-il à unifier les forces révolutionnaires, accroissant leur capacité de lutte contre l'impérialisme ?

Cette omission est particulièrement frappante par le contraste qu'elle fait avec l'inclusion de ce mot d'ordre dans le manifeste du 3ème congrès mondial : "Vive l'indépendance des républiques socialistes de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Hongrie, de Roumanie, et d'Ukraine ! A bas la dictature stalinienne !

2°) Les événements d'Allemagne orientale

En second lieu, au lieu des hypothèses douteuses que la résolution avance sur les diverses variantes du développement, les perspectives révolutionnaires pour les pays du glacis devraient être basées sur les événements concrets dont il faut tirer et appliquer les leçons. Cela signifie que, pour traiter la question du renversement de l'autocratie du Kremlin et de la désintégration du stalinisme, il faut prendre le soulèvement d'Allemagne orientale comme point de départ.

Ce soulèvement a démontré dans la vie comment la révolution politique contre le stalinisme commence et se développe. Une appréciation correcte des événements d'Allemagne orientale a la plus grande importance pour notre mouvement, car ils donnent l'occasion de confronter notre programme avec les événements, et de voir dans quelle mesure il a été vérifié, et sur quels points il demande à être corrigé et amplifié. D'importantes divergences d'appréciation sont également significatives.

En bref, qu'a révélé le soulèvement d'Allemagne Orientale ?

- 1) Il a montré que la classe ouvrière était la force initiale et décisive pour entraîner le peuple en révolte.
- 2) Il a dévoilé la puissance et les possibilités colossales du mouvement ouvrier, qui réunissait tous les courants de l'opinion ouvrière dans une protestation massive. C'était virtuellement la classe ouvrière tout entière qui s'opposait au régime et à toutes ses agences, à commencer par le SED.
- 3) Le gouvernement impopulaire était suspendu en l'air, sans aucun appui dans le peuple. Ses principaux appuis, le parti, la police et les sommets bureaucratiques s'émiettaient et s'effondraient sous le choc du soulèvement.
- 4) Les travailleurs avancés rompirent dans l'action avec le parti du gouvernement, le SED.
- 5) Ils firent preuve de leur détermination, non de réformer le régime, mais de le renverser. Cette répudiation et ce rejet étaient implicites dans la revendication d'un "gouvernement des métallurgistes", l'ensemble des autres mots d'ordre étaient incompatibles avec le maintien de la dictature.
- 6) La grève générale politique de masse, déclenchée à partir des revendications économiques, immédiates et dirigée contre le gouvernement, devint le moyen de mobiliser les masses et de les dresser contre le régime.
- 7) Le programme trotskyste de la nécessité de la révolution politique par un soulèvement des masses contre le stalinisme a trouvé sa justification ; les travailleurs insurgés l'ont fait leur dans l'action.
- 8) Les masses, sans armes et sans appui, devaient échouer. Elles sentirent la nécessité de la formation d'une direction révolutionnaire et d'un parti pour organiser les prochaines étapes et les lier aux combats des travailleurs de l'Ouest et des pays du glacie.
- 9) Les événements ont mis en lumière la nature extrêmement contre-révolutionnaire du stalinisme :
 - a) Il a fallu une série de mesures répressives, mêlées de concessions mineures, pour sauver et étayer le régime battu en brèche. L'action des forces armées et de la police contre les éléments les plus militants et les plus conscients fut nécessaire pour soumettre les insurgés.
 - b) Les troupes soviétiques d'occupation sauvèrent le régime et refoulèrent la révolution
 - c) Les staliniens lancèrent une infâme campagne de calomnie contre les travailleurs qu'ils traitèrent de "fascistes".
 - d) Le SED entreprit l'épuration de ceux de ses membres qui s'étaient montrés faibles et conciliateurs.

Mettons en regard de ce qui précède les aspects soulignés dans la résolution du SI écrite après les événements d'Allemagne orientale. La résolution fait ressortir trois points :

- a) Des conditions économiques spéciales ont transformé la résistance des masses en révolte ouverte (en fait ces conditions économiques ont amené le déclenchement d'une révolution qui avait des causes plus profondes).
- b) Cette révolte a eu pour effet d'accentuer le "cours nouveau" qui comporte une amélioration des conditions économiques pour toutes les couches de la population et une amélioration de l'atmosphère d'extrême tension qui régnait dans les organisations de masse.
- c) Ce cours nouveau est destiné à renforcer l'emprise des partis staliniens les rendant plus souples, moins rigides.

Ce sont là, pour l'essentiel, toutes les leçons tirées par la résolution du soulèvement d'Allemagne Orientale !

3°) L'entrisme dans les PC des pays du glacie

En troisième lieu, la résolution recommande l'application d'une tactique entriste envers les PC des pays du glacie. Dans ces pays, "nos forces chercheront à réaliser leurs tâches, qui sont en général similaires à celles que nous avons en URSS par une tactique entriste dans les PC, tout

en restant prêts à s'unir rapidement à toute autre organisation de masse qui pourrait apparaître au début de la montée" (point 37, page 69)

La question se pose naturellement de savoir pourquoi la résolution ne fait pas de proposition entriste spécifique pour le PC de l'URSS puisque les tâches sont "en général similaires". Cela devient encore plus troublant quand on nous donne, comme l'une des raisons de l'entrisme dans les pays du glacis, le fait que "plus l'éclatement de la montée révolutionnaire retardera, plus s'éveillera à la vie politique la jeune génération qui n'a connu d'autre forme d'organisation politique que celle du PC, et plus celui-ci deviendra le forum naturel dans lequel se développera la direction pour la nouvelle montée révolutionnaire" (idem)

Plusieurs jeunes générations se sont déjà éveillées à la vie politique en Union soviétique sans connaître d'autre parti que le PC. Si c'est là un critère décisif, la tactique entriste devrait y être appliquée plus que n'importe où ailleurs. Pourquoi la résolution ne la recommande-t-elle pas ? Pourquoi une contradiction aussi criante ?

Il est vrai que le chemin est préparé pour marcher dans cette voie par étapes. En citant le programme de transition, la résolution abandonne les conclusions programmatiques clairement rappelées plus haut. Elle y substitue l'affirmation vague que "les conditions se préparent pour la reconstitution et l'essor du parti bolchevik-léniniste" (point 21, page 63). Il n'y a pas de référence explicite à l'entrée, mais elle n'est pas exclue.

En outre, la résolution conseille, pour les pays du glacis, une tactique entriste motivée de manière à s'appliquer avec une grande force à l'URSS. Une telle proposition d'entrisme est fondamentalement différente de toute autre adoptée par notre mouvement dans le passé.

Jusqu'à maintenant, le mouvement trotskyste a pratiqué trois types d'entrée. La première concernant des partis réformistes ou centristes qui, sous la pression des événements donnaient naissance à une tendance notable évoluant vers la gauche. Un groupement ou un parti trotskyste peut temporairement abandonner son indépendance organisationnelle pour entrer dans un tel mouvement, et y promouvoir la cristallisation d'une tendance révolutionnaire et augmenter ainsi ses propres forces.

La taille du parti dans lequel on entre n'est pas une considération décisive pour une entrée de cette sorte, qui n'est qu'un détour temporaire dans la voie de la construction du parti révolutionnaire. Ce détour sert le double but de rassembler des forces, et si possible, d'écarter un rival centriste sur l'arène de la lutte de classe. L'entrée des trotskystes américains dans le Parti socialiste en 1936 fut de cette sorte.

Le second type d'entrisme concerne des partis qui jouissent de l'appui de la classe ouvrière dans son ensemble, comme le Labour Party anglais. Les trotskystes entrent dans un tel mouvement parce que la vie politique et le développement des éléments décisifs de la classe s'y concentrent. Fondant leur activité sur la contradiction entre les aspirations socialistes de la classe ouvrière et la bureaucratie, de mentalité capitaliste, du parti, les trotskystes expriment les intérêts fondamentaux de la base, lui donnent une direction et une expression programmatique, et rassemblent les forces pour le parti révolutionnaire à une étape ultérieure de la lutte pour le socialisme.

Le troisième type d'entrisme a été développé depuis le 3ème congrès mondial. Il représente essentiellement une extension du deuxième type d'entrisme aux partis staliniens jouissant d'une base de masse dans les pays capitalistes, tels que la France ou l'Italie, ou menant une guerre civile pour le pouvoir comme en Indochine.

Ici, les trotskystes fondent leur action sur les contradictions entre la tendance des masses à la prise du pouvoir et à un changement social fondamental, et la politique des bureaucraties des PC au service du Kremlin, afin de diriger le mouvement dans des voies révolutionnaires.

Du fait du caractère monolithique et du régime bureaucratique de ces partis, qui ne permettent pas à des tendances oppositionnelles de fonctionner, cet entrisme se heurte à de grandes difficultés et à de grandes complications et doit être d'une sorte spéciale. Cette tactique en reste au stade expérimental et doit être soigneusement éprouvée à chaque étape pour estimer les résultats.

La proposition d'entrisme si légèrement introduite dans la résolution pour les pays du glacis est d'un type absolument différent. Elle signifie l'entrée dans un parti qui tient le pouvoir d'Etat et est le direct et principal agresseur des masses travailleuses. L'antagonisme fondamental dans ces pays, comme en Union soviétique, est entre la bureaucratie organisée et armée, gouvernant à travers le PC et la classe ouvrière inorganisée et désarmée. Entrer dans le PC ce n'est pas obtenir

un contact plus étroit avec les meilleurs éléments de la classe ouvrière, c'est s'identifier avec la bureaucratie aux yeux des travailleurs les plus militants. Un membre du parti est forcé de devenir un instrument d'oppression dans la friction quotidienne entre le régime bureaucratique et la classe ouvrière.

Un travailleur révolutionnaire devrait chercher, d'une manière aussi prudente que possible, à se lier avec les travailleurs mécontents repoussés par le PC.

La résolution ne part pas des antagonismes existant entre les travailleurs et le régime stalinien, et de l'effet révolutionnaire que le développement de ces antagonismes est destiné à avoir, pour proposer des formes organisationnelles qui permettent de s'y préparer. Au contraire, elle se base sur cette conception statique que les travailleurs staliniens continueront à rester dans les PC, tandis que les sociaux-démocrates resteront dans la social-démocratie. Ou sur cette conception conservatrice d'après laquelle la jeunesse se précipitera dans le seul parti qu'elle voit à sa disposition, la vague révolutionnaire qui, d'après la résolution, s'étend de pays à pays et de continent à continent, engloutira tout, sauf évidemment les partis traditionnels. Elle engloutira le stalinisme, mais laissera les PC intacts. Un des effets de puissants soulèvements révolutionnaires est de rompre les liens des travailleurs avec les organisations traditionnelles, de faire voler en éclats les anciens partis, et de faire sortir de l'obscurité les éléments révolutionnaires.

Le soulèvement d'Allemagne Orientale n'a ni renforcé le SED ni rapproché de lui les travailleurs. Il a creusé un abîme infranchissable entre les travailleurs avancés insurgés et le SED. Il a préparé les conditions pour la création d'une nouvelle direction et la formation d'un nouveau parti qui seul pourrait garantir la victoire dans les prochaines étapes.

Il est faux de prescrire une politique d'entrée en général. Toute proposition d'entrée pour un pays quelconque doit être justifiée par une analyse et une appréciation concrète du complexe spécifique de circonstances dans un pays donné (le parti dans lequel on entre, ses relations avec la classe ouvrière, les forces trotskystes disponibles, les possibilités réelles ... etc.)

Or la résolution motive ses propositions générales d'entrée par une conception conciliatrice, à savoir que la direction de l'insurrection des travailleurs dans le glacié sortira nécessairement des PC.

Cette conception de la formation, à partir des partis de la bureaucratie dirigeante, de la direction du mouvement qui renversera le régime, détourne les travailleurs de ne se fier qu'à leurs propres forces, et de former leurs propres instruments de combat. Comme l'entrée est une question de tactique et non de principe, un groupe trotskyste pourrait entrer dans un PC donné du glacié pour tirer parti d'une crise sérieuse qui s'y développerait. Mais une telle décision serait prise à partir d'une conjoncture spécifique favorable pour une telle intervention, et non d'illusions sur les caractéristiques générales de ces partis.

Une tactique entriste peut être décidée à l'égard des PC yougoslave et chinois, qui ont dirigé des révolutions. Jusqu'à ce jour, leurs directions doivent s'appuyer dans une certaine mesure sur les masses et faire appel à leur action autonome pour réaliser certaines des tâches, incomplètement résolues, de la révolution. La couche bureaucratique n'est pas encore pétrifiée, et n'est pas regardée par les travailleurs comme un instrument de domination étrangère. Ils croient encore que les PC peuvent être les véhicules de leurs aspirations révolutionnaires.

Il doit être noté que le manifeste du 3ème congrès mondial appelait explicitement à la formation de nouveaux partis en URSS et dans les "démocraties populaires".

"En même temps, la IV^e Internationale appuie résolument tous les mouvements prolétaires d'opposition contre la dictature policière de la bureaucratie soviétique et lutte pour la constitution de nouveaux partis bolcheviks-léninistes dans ces pays, qui se trouveront à la tête de la révolution politique nécessaire pour libérer le développement socialiste de sa carapace bureaucratique."

Il n'y a aucun appel de cette espèce dans la présente résolution.

V - COMMENT LA LIGNE EST APPLIQUEE

Les récents écrits de Pablo et de Clarke sur le soulèvement d'Allemagne orientale et les événements d'URSS depuis la mort de Staline montre comment la ligne de la résolution est appliquée, comment elle déforme la situation réelle, désarme la Quatrième Internationale et risque de désorienter ses rangs.

a) Pablo et Clarke sur le soulèvement d'Allemagne Orientale

En tant que première révolte prolétarienne pour le renversement de la bureaucratie stalinienne et de ses agents, le soulèvement de l'Allemagne orientale possède une signification immense pour la classe ouvrière mondiale tout entière. Que fait et que propose la déclaration publiée par le SI pendant ce gigantesque mouvement de masses ?

1°) Au lieu d'exposer et de dénoncer le Kremlin et les dirigeants staliniens d'Allemagne orientale comme des ennemis mortels des travailleurs et des dirigeants de la contre-révolution, la déclaration du SI fait ressortir leurs concessions et assure qu'elles se poursuivront. "Ils y ont été contraints pour éviter le risque de s'aliéner le soutien des masses pour toujours et d'explosions plus fortes. Ils ne pourront pas s'arrêter à mi-chemin ... Ils seront obligés de faire de nouvelles concessions". Cela revient à dire aux travailleurs qu'ils peuvent escompter des concessions toujours plus grandes de leurs oppresseurs et non qu'elles seront limitées au minimum et abolies si les travailleurs n'exercent pas la pression la plus forte et ne vont pas jusqu'au bout.

2°) Au lieu d'avertir que l'appareil stalinien prendra des mesures répressives et ne reculera devant rien pour défendre sa dictature, la déclaration du SI promet une attitude générale et de plus en plus marquée des staliniens de conciliation à l'égard des masses.

3°) Il n'y a pas d'appel clair pour le renversement de la bureaucratie stalinienne par l'organisation, le renforcement, et le succès de l'insurrection.

4°) Au lieu d'un programme spécifiquement adapté aux conditions et besoins des travailleurs d'Allemagne orientale, un programme général de révolution politique en URSS et dans les "démocraties populaires" est mis en avant.

5°) Ce programme comporte le mot d'ordre d'une "véritable démocratisation des partis communistes", comme si ces organes de régime policier pouvaient et devaient être transformés en véhicules des actions et des aspirations révolutionnaires des masses. Au moment précis où ils rompent dans l'action avec ce parti, on conseille aux travailleurs staliniens de chercher à le réformer.

6°) Par voie de conséquence, puisque ce programme est présenté comme s'appliquant aussi bien à l'Union soviétique, le mot d'ordre de la démocratisation du parti communiste devrait être à l'ordre du jour pour le PC de l'Union soviétique également. C'est là une rupture directe avec la position qui est la nôtre appelant à la formation d'un parti trotskyste dans l'Union soviétique.

7°) D'autre part, alors qu'il y a dans la déclaration la revendication de la légalisation des autres partis de la classe ouvrière, il n'y a aucun appel pour la formation d'un nouveau parti révolutionnaire autour du programme trotskyste.

8°) Il n'y a pas d'appel pour le retrait des troupes soviétiques d'occupation, ces troupes qui ont fusillé les travailleurs et constitué l'ultime recours du régime chancelant.

9°) Bien que les manifestants eux-mêmes l'aient revendiqué, il n'y a pas de mot d'ordre pour la réunification de l'Allemagne sur une base socialiste. Le désir de l'unité est concentré au contraire sur la solidarité du bloc de l'Union soviétique et des "démocraties populaires". La résolution conclut en appelant "la renaissance socialiste de l'Union soviétique des "démocraties populaires" et du mouvement ouvrier international". Les travailleurs allemands n'aimeraient-ils pas eux aussi entendre un tel mot d'ordre pour leur propre pays divisé ?

10°) Alors que les staliniens traitaient calomnieusement les travailleurs d' "agents fascistes", la déclaration fait observer cavalièrement : "Les dirigeants soviétiques et ceux des diverses "démocraties populaires" et des PC ne pourront plus longtemps falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements."

Où se trouve, dans une telle ligne, l'esprit de lutte irréconciliable pour abattre un ennemi puissant et perfide ? Elle n'est pas destinée à concentrer l'attention des masses sur la nécessité d'une nouvelle direction révolutionnaire. Au moment même où les travailleurs sont en révolte, elle est imprégnée d'une attitude conciliatrice à l'égard de la bureaucratie.

L'article de Clarke sur les événements d'Allemagne orientale dans le numéro de mars-avril de "Fourth International" manifeste des tendances également conciliatrices. Il minimise l'intervention contre-révolutionnaire du Kremlin et du régime à son service. Il note soigneusement la conduite modérée des troupes d'occupation, mais oublie de souligner la fonction contre-révolutionnaire qu'elles ont remplie en sauvant le régime et en bloquant la lutte des travailleurs pour le pouvoir. Il ne met pas en avant la nécessité inéluctable pour le soulèvement des masses de se débarrasser de la bureaucratie stalinienne. Et il n'affirme pas davantage la nécessité d'un parti révolutionnaire, afin de conduire un tel soulèvement des masses à la victoire.

Il fait beaucoup de cas des divisions au sein de la bureaucratie, bien qu'aucune conclusion définie ne soit tirée de leur développement. Il est clair que la bureaucratie du SED fut prise de panique et que les divergences s'y exprimèrent sur la meilleure manière de venir à bout de la situation ; il est également clair que le mouvement rencontra de la sympathie et un soutien parmi certains éléments inférieurs de la bureaucratie. Ceci arrive dans chaque soulèvement révolutionnaire, et il serait faux de nier ou d'ignorer de tels développements .

Mais la question est la suivante : quelle place et quelle signification ont-ils dans le processus de la révolution ? Ils ne sont pas et ne peuvent pas être le facteur décisif, la ligne centrale de lutte. Le SI, en se préoccupant de ces aspects subordonnés de la lutte , tend à déplacer l'axe de la stratégie révolutionnaire de la mobilisation des travailleurs comme force de classe indépendante, s'appuyant sur leurs propres forces et sur leurs propres organes, vers la confiance en des éléments pris dans la bureaucratie pour jouer le rôle dirigeant. L'attention excessive donnée aux différenciations et scissions dans la bureaucratie, l'embellissement de leurs concessions, la négligence à mettre l' accent sur leur rôle répressif et contre-révolutionnaire, ne peuvent être expliqués que par des illusions en ce que, sous la pression d'en bas, une section de la direction stalinienne dirigerait le mouvement pour la liquidation du stalinisme, au moins à ses premiers stades .

C'est là une nette rupture avec la conception trotskyste traditionnelle du rôle décisif du mouvement de masse indépendant sous sa propre direction révolutionnaire.

b) Pablo et Clarke sur les développements post-staliniens

L'article de Pablo sur "le cours nouveau des post-staliniens" dans le numéro de mars de "Fourth International" développe des idées analogues. Il exagère grossièrement l'ampleur et la signification des concessions de Malenkov. Il dit que, outre les mesures qui produisent une amélioration des conditions de travail, il y a également une extension des "droits démocratiques des masses" avec moins de discipline de travail et un rythme moins rapide de production pour les travailleurs que sous la dictature.

Il n'indique aucune limite aux concessions . Au contraire, la bureaucratie aura à les accélérer et à les étendre. "En réalité, les événements les obligeront, comme cela a été démontré en Allemagne orientale , et particulièrement en Tchécoslovaquie à accélérer et à étendre les concessions, pour éviter que les masses impatientes des autres pays du glacis et de l'URSS elle-même ne prennent la voie de l'action".

Cela conduit à la liquidation de l'héritage stalinien tout entier. "La dynamique de leurs concessions conduit en réalité à la liquidation de l'héritage stalinien tout entier en URSS elle-même, aussi bien que dans ses rapports avec les pays satellites, avec la Chine et avec les partis communistes. Il ne sera pas facile de revenir en arrière ... Une fois que les concessions s'élargiront, la marche vers une liquidation réelle du régime stalinien menace de devenir irrésistible."

Il pose ensuite la question : "Quelle forme prendra-t-elle (la marche vers une liquidation réelle du régime stalinien) ? Prendra-t-elle la forme d'une crise aiguë et de violentes luttes inter-bureaucratiques entre les éléments qui combattent pour le statu quo, sinon pour le retour en arrière, et les éléments de plus en plus nombreux entraînés par la puissante pression des masses ?"

Pablo ne répond pas à la question, mais le seul fait de la poser de cette façon tendancieuse sous-entend la réponse .

Dans son article de "Fourth International" de janvier-février, Clarke introduit l'autre variante. Il écrit : "le processus prendra-t-il la forme d'un soulèvement violent contre le régime en URSS ? Ou bien la base de la bureaucratie sera-t-elle graduellement minée par des concessions faites aux masses et le partage du pouvoir - comme ce fut le cas lors de la révolution bourgeoise anglaise dans le développement de longue durée des rapports politiques entre la bourgeoisie ascendante et la noblesse déclinante - ? Ou enfin l'évolution sera-t-elle une combinaison de ces deux formes ? Nous ne pouvons le prévoir aujourd'hui ."

La nécessité inéluctable d'un soulèvement des masses contre la bureaucratie du Kremlin n'est pour lui qu'une des diverses variantes du développement possible de la "révolution politique". Ce n'est pas tout. Il y oppose ensuite la variante diamétralement opposée d'une réforme progressive de la bureaucratie. Ce sont là deux variantes mutuellement exclusives de "révolution politique". L'une insiste sur l'expropriation politique des dirigeants bureaucratiques par les masses soviétiques, l'autre, comme Clarke le dit, envisage le "partage des pouvoirs".

L'idée avancée par Clarke que la bureaucratie du Kremlin est capable de "partager le pouvoir" avec les peuples soviétiques constitue un défi à la fois au programme de révolution politique pour l'Union soviétique, ainsi qu'à la conception trotskyste de la nature et du rôle de cette

caste parasitaire. Cette idée s'oppose à la réalité.

La bureaucratie a besoin de son appareil totalitaire de terreur et de répression, précisément parce qu'elle ne peut partager le pouvoir qui lui est nécessaire pour maintenir ses privilèges, son revenu et sa domination illimitée. Son régime policier agit pour opprimer les masses, les maintenir dans l'état d'expropriation politique et les priver de la moindre chance d'intervenir dans la vie politique. Il ne laisse aux masses d'autre alternative que de prendre la voie indiquée par le Programme de transition.

Clarke ne dit pas par quels moyens les despotes du Kremlin "partageront le pouvoir" avec les masses. Au moyen de quelles institutions existantes de gouvernement et de parti les bureaucrates peuvent-ils partager le pouvoir ? Au moyen du parti complètement bureaucratisé ? Au moyen de la police secrète et de l'armée ? Les masses ne retrouveront la possibilité de dire leur mot dans le pays que par la résurrection de leurs propres organisations de masse qui signifient non le "partage du pouvoir" avec la clique du Kremlin, mais le début du soulèvement politique contre celle-ci.

Pablo et Clarke voient tous deux dans le soulèvement allemand et les développements post-staliniens le début d'un conflit qui va en s'aggravant contre l'aile conservatrice et l'aile qui va vers la gauche au sein de la bureaucratie, conflit qui tend à la séparer en deux fractions opposées. Dans la lutte, les éléments réformistes font appel aux masses et s'appuient sur elles; les masses, à leur tour, cela est implicite, doivent les appuyer et les accepter comme direction. Cela est considéré comme le début du chemin de la régénération socialiste que l'on peut déjà discerner dans le "cours nouveau".

De cette manière, l'axe du développement de la révolution politique se trouve éloigné de l'action autonome des masses, et l'accent est mis sur les luttes à l'intérieur de la bureaucratie. Par là, la conception trotskyste selon laquelle l'extension de la révolution mondiale incitera les travailleurs russes à se soulever de leur côté et à renverser la bureaucratie stalinienne cède la place à une conception différente. La modification de la situation internationale et intérieure, jointes à l'accroissement de la pression des masses, déchaînent des forces au sein de la bureaucratie elle-même qui oeuvrent à la liquidation du stalinisme. Les transformations viennent d'en haut, comme une conséquence de la pression exercée d'en bas par les masses.

La classe ouvrière est ainsi transformée en un "pressure-groupe" (I) et les trotskystes en un "pressure-grouping" (I) agissant dans le même sens pour pousser à gauche un secteur de la bureaucratie vers la révolution. De cette manière, on transforme la bureaucratie en force motrice auxiliaire de la révolution, alors qu'elle y est un obstacle et qu'elle la trahit.

c) Où conduisent de telles conclusions ?

De telles conclusions sur la modification des caractéristiques de la dictature du Kremlin, et sur la dissolution du stalinisme mondial ont une logique qui doit être développée jusqu'au bout. Si les processus objectifs se développent si vite et si loin, une réorientation convenable doit être accomplie par l'avant-garde révolutionnaire si elle doit être à la tête des événements. Un tournant général devrait être fait vers les partis communistes et dans les partis communistes pour y aider la désintégration déjà en cours à un rythme accéléré et tirer entièrement parti de la transformation et du proche effondrement du stalinisme.

La conclusion de l'article de Pablo sur "le cours nouveau des post-staliniens" envisage une telle perspective pour un avenir immédiat. Pablo écrit : "Ce qui est clair maintenant, c'est que le déclin du stalinisme sous la forme de l'étreinte de fer de la bureaucratie soviétique sur les masses soviétiques, les pays du glacis et les partis communistes s'accélère et que la rénovation de la démocratie socialiste dans tous ces pays comme en Chine, aussi bien que la renaissance du mouvement ouvrier international sont maintenant à l'ordre du jour". Comment cela va-t-il s'accomplir ? "Dans les prochaines années, la jonction des idées et des forces de la IV^e Internationale avec les éléments révolutionnaires organisés ou influencés jusqu'à maintenant par le stalinisme réalisera en partie le premier stade de cette rénovation".

N'est-ce pas là le premier signal d'une entrée générale dans le mouvement stalinien ?

Les récents écrits des camarades Pablo et Clarke vont au-delà des positions développées dans la résolution "Montée et déclin du stalinisme". Mais ce qu'il faut souligner, c'est que la résolution contient ou du moins indique les prémisses politiques de leurs conclusions les plus extrêmes. Ces prémisses ne sont pas toujours clairement et entièrement exprimées. Mais elles y sont.

Des tendances conciliatrices à l'égard du stalinisme ont commencé récemment à se manifester dans plusieurs organisations trotskystes. Une résolution sur le stalinisme doit tenir compte de ces développements dangereux et mettre en garde contre certaines ambiguïtés qui les alimentent. Par exemple, la question de la révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin est maintenant discutée. Comment la résolution traite-elle ces problèmes ?

En citant le programme de transition à propos de la révolution politique en URSS, la résolution omet de citer la phrase suivante : "Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IV^e Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection".

Ces déclarations catégoriques ne permettent qu'une seule interprétation. Néanmoins elles sont remplacées dans le texte de la résolution par ces deux affirmations plus vagues :

"Les conditions se préparent pour la reconstitution et l'essor du parti bolchevik-léniniste en URSS" (point 21, page 63)

Et plus loin : **"La tâche de briser la dictature et les privilèges de la bureaucratie, la tâche d'une nouvelle révolution politique en URSS reste plus brûlante que jamais."**

Cela aurait pu rester sans être remarqué ni critiqué si une tentative n'avait pas déjà été faite, par Clarke notamment, pour substituer de nouvelles conceptions de la révolution politique aux positions traditionnelles. Les ambiguïtés de la résolution conduisent elles-mêmes à de telles révisions là où les formules claires et sans équivoque du Programme transitoire les interdisent.

Il est indispensable de faire régner sur toutes ces questions une clarté et une précision complète, afin d'armer le mouvement pour une intervention révolutionnaire effective dans la crise montante du stalinisme mondial.

(I) "Pressure-group", sans équivalent en français, désigne les organismes qui exercent une pression sur le congrès et l'administration pour satisfaire des intérêts déterminés.

LA VERITE n°583

LES ORIGINES DE LA CRISE DE 1952-1953

un document : la lettre ouverte
du comité national du SWP
« Aux trotskystes du monde entier »

Chers camarades,

« Au 25^e anniversaire de la fondation du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, le plénum du comité national du Socialist Workers Party envoie son salut révolutionnaire aux trotskystes du monde entier.

Bien que le Socialist Workers Party, du fait des lois antidémocratiques instaurées par les démocrates et les républicains, ne soit plus affilié à la Quatrième Internationale — le parti mondial de la révolution socialiste fondé par Léon Trotsky pour poursuivre l'application du programme qu'ont trahi les sociaux-

démocrates de la Deuxième Internationale et les staliniens de la Troisième Internationale —, nous sommes intéressés à la prospérité de l'organisation mondiale créée sous la direction de notre leader martyr.

Comme cela est bien connu, il y a vingt-cinq ans, les pionniers du trotskysme américain portèrent le programme de Trotsky, rejeté par le Kremlin, devant l'opinion publique mondiale. Cet acte fut décisif pour rompre l'isolement imposé par la bureaucratie stalinienne à Trotsky et jeter les fondements de la Quatrième Internationale. Parti peu après en exil, Trotsky commença avec la direction du SWP une collaboration étroite et confiante qui dura jusqu'au jour de sa mort.

Cette collaboration comporta des efforts en commun pour organiser des partis révolutionnaires dans nombre de pays, efforts qui culminèrent, comme vous le savez, avec la fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Le Programme de transition, qui reste la pierre de touche du programme actuel du mouvement trotskyste mondial, fut écrit par Trotsky en collaboration étroite avec les dirigeants du SWP et fut à sa demande présenté par eux à la Conférence de fondation qui l'adopta.

La nature étroite et totale de la collaboration entre Trotsky et la direction du SWP peut être appréciée à la lumière de la lutte menée en 1939-1940 pour la défense des principes trotskystes contre l'opposition petite-bourgeoise dirigée par Burnham et Shachtman. Cette lutte a profondément influencé la construction de la Quatrième Internationale depuis treize ans.

Après l'assassinat de Trotsky par un agent de la police secrète de Staline, le SWP joua un rôle dirigeant dans la défense et la propagation de sa doctrine. Nous primes la direction, non par suite d'un choix délibéré de notre part, mais par nécessité — la Deuxième Guerre mondiale avait mis dans l'illégalité les trotskystes de nombre de pays, notamment dans l'Europe sous la coupe des nazis. Ensemble, avec des trotskystes d'Amérique latine, du Canada, d'Angleterre, de Ceylan, de l'Inde, d'Australie et d'ailleurs, nous fîmes ce que nous pûmes pour déployer la bannière du trotskysme au cours des années difficiles de la guerre.

A la fin de la guerre, nous nous sommes réjouis de voir, en Europe, des trotskystes, sortis de l'illégalité, entreprendre la reconstitution organisationnelle de la Quatrième Internationale. Comme des lois réactionnaires nous interdisaient d'appartenir à la Quatrième Internationale, nous avons mis tous nos espoirs dans l'apparition d'une direction apte à continuer les grandes traditions léguées à notre mouvement par Léon Trotsky. Nous fûmes d'avis que la nouvelle et jeune direction de la Quatrième Internationale en Europe avait droit à notre confiance et à notre soutien total. Et nous estimâmes que notre ligne était justifiée lorsque ces camarades corrigèrent d'eux-mêmes certaines erreurs sérieuses.

Néanmoins, nous devons admettre aujourd'hui que l'exemption de toute critique sévère, que nous et d'autres avions accordée à cette direction, contribua à ouvrir la voie à la consolidation dans la direction de la Quatrième Internationale d'une fraction incontrôlée, secrète et personnelle, qui a abandonné le programme de base du trotskysme.

Cette fraction, centrée autour de Pablo, œuvre aujourd'hui délibérément pour disloquer, scissionner, et briser les cadres du trotskysme créés par l'histoire dans les divers pays, et pour liquider la Quatrième Internationale.

Le programme du trotskysme (*)

Pour exposer avec précision ce qui est en jeu, nous rappellerons les principes fondamentaux sur lesquels est basé le mouvement trotskyste mondial :

1) L'agonie du système capitaliste menace la civilisation de destruction, par des crises de plus en plus graves, des guerres mondiales et des manifestations de barbarie comme le fascisme. Le développement des armes atomiques souligne aujourd'hui le danger de la façon la plus sévère.

(*) Les intertitres sont des rédacteurs du texte du SWP.

2) la chute dans l'abîme ne peut être évitée qu'en remplaçant le capitalisme par l'économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale, et en entrant ainsi dans la voie du progrès dans laquelle s'était engagé le capitalisme à ses débuts.

3) cette œuvre ne peut être accomplie que sous la direction de la classe ouvrière, seule classe réellement révolutionnaire de la société. Mais la classe ouvrière elle-même doit faire face à une crise de direction, bien que le rapport des forces sociales dans le monde n'ait jamais été aussi propice qu'aujourd'hui à la marche des travailleurs vers le pouvoir.

4) pour s'organiser afin de mener à bien cette tâche historique, la classe ouvrière de chaque pays doit construire un parti révolutionnaire sur le modèle qu'a développé Lénine; c'est-à-dire un parti de combat, apte à combiner dialectiquement la démocratie et le centralisme — la démocratie dans l'élaboration des décisions, le centralisme dans leur exécution; une direction contrôlée par la base, une base apte à marcher au feu avec discipline.

5) le principal obstacle dans cette voie est constitué par le stalinisme, qui n'attire les travailleurs, en exploitant le prestige de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, que pour les rejeter ensuite, une fois qu'il a trahi leur confiance dans les rangs de la social-démocratie, dans l'apathie ou dans les illusions à l'égard du capitalisme. Le prix de ces trahisons, ce sont les travailleurs qui le paient, sous la forme de l'affermissement de forces monarchistes ou fascistes, et de l'explosion de nouvelles guerres fomentées par le capitalisme. Dès le début, la Quatrième Internationale définit comme l'une de ses tâches principales le renversement révolutionnaire du stalinisme, à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS.

6) la nécessité, pour beaucoup de sections de la Quatrième Internationale et de partis ou de groupes qui sympathisent avec son programme, d'adopter une tactique souple, rend d'autant plus indispensable pour eux qu'ils savent comment combattre l'impérialisme et ses agences petites-bourgeoises (comme les formations nationalistes ou les bureaucraties syndicales) sans capituler devant le stalinisme; et, inversement, qu'ils sachent comment combattre le stalinisme (qui est en dernière analyse une agence petite-bourgeoise de l'impérialisme) sans capituler devant l'impérialisme.

Ces principes fondamentaux, établis par Léon Trotsky, conservent leur pleine validité dans la réalité toujours plus complexe et plus fluide du monde politique actuel. En fait, les situations révolutionnaires qui, comme Trotsky l'avait prévu, surgissent de toutes parts, ont maintenant rendu entièrement concret ce qui pouvait autrefois apparaître comme des abstractions tant soit peu éloignées, non intimement liées à la réalité de l'époque. La vérité est que ces principes acquièrent aujourd'hui une force croissante, à la fois dans l'analyse politique et dans la détermination des actions politiques.

Le révisionnisme de Pablo

Ces principes ont été abandonnés par Pablo. Au lieu de mettre l'accent sur la menace d'une nouvelle barbarie, il considère la marche au socialisme comme « irréversible »; pour lui, il ne croit pas que le socialisme sera instauré pendant la vie de notre génération ou des quelques générations à venir. Il a, au contraire, mis en avant le concept d'une vague de révolutions ne donnant naissance qu'à des Etats ouvriers « déformés », c'est-à-dire du type stalinien, et destinés à durer « des siècles ».

C'est là la preuve du plus profond pessimisme à l'égard des capacités de la classe ouvrière, pessimisme entièrement en accord avec les efforts qu'il a faits récemment pour ridiculiser la lutte pour la construction de partis révolutionnaires indépendants. Au lieu de s'en tenir au cours fondamental vers la construction, par tous les moyens tactiques convenables, de partis révolutionnaires indépendants, il considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est

apte à se modifier sous la pression des masses jusqu'à accepter les « idées » et le « programme » du trotskysme. Sous le prétexte de la souplesse nécessaire au cours de manoeuvres tactiques requises pour se rapprocher des travailleurs qui se trouvent dans les rangs stalinien dans des pays comme la France, il couvre maintenant les trahisons du stalinisme.

Ce cours a déjà conduit à de sérieuses défections dans les rangs trotskystes au profit du stalinisme. La scission pro-stalinienne dans le parti de Ceylon constitue un avertissement pour tous les trotskystes quant aux conséquences tragiques des illusions sur le stalinisme fomentées par le pabliste.

Nous soumettons dans un autre document le révisionnisme de Pablo à une analyse détaillée. Dans cette lettre, nous nous bornerons à certains textes récents qui démontrent, sur le terrain décisif de l'action, jusqu'où est allé Pablo dans la voie de la conciliation à l'égard du stalinisme, et quelle est la gravité du péril qui menace l'existence de la Quatrième Internationale.

À la mort de Staline, le Kremlin annonça une série de concessions en URSS, dont aucune n'avait un caractère politique. Au lieu de caractériser ces concessions comme n'étant rien d'autre qu'une manoeuvre visant à prolonger le règne de la bureaucratie usurpatrice et à permettre à un bureaucrate dirigeant de revêtir le manteau de Staline, la fraction pabliste estima que ces concessions étaient de bon aloi, et envisagea même la possibilité d'un « partage du pouvoir » entre la bureaucratie stalinienne et les travailleurs (Fourth International, janvier-février 1953, p. 13).

Le concept du « partage du pouvoir », affirmé brutalement par Clarke, un grand prêtre de la religion pabliste, fut sanctionné indirectement comme dogme par Pablo lui-même sous la forme d'une question sans réponse, mais dont le sens n'est pas douteux : la liquidation du régime stalinien prendra-t-elle la forme, demande Pablo, « de violentes luttes bureaucratiques entre les éléments qui veulent combattre pour le statu quo, sinon pour revenir en arrière, et les éléments de plus en plus nombreux qui sont entraînés par la pression des masses ? » (Fourth International, mars-avril 1953, p. 39).

Cette orientation donne au programme trotskyste de révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin un nouveau contenu : la position révisionniste suivant laquelle les « idées » et le « programme » du trotskysme impégeront graduellement la bureaucratie ou une section décisive de cette dernière, « renversant » ainsi, de cette façon impévue, le stalinisme.

Au mois de juin dernier, en Allemagne orientale, les travailleurs se sont dressés contre le gouvernement stalinien au cours de l'une des plus grandes manifestations de l'histoire de l'Allemagne. Ce fut là le premier soulèvement de masse contre le stalinisme, depuis qu'il a usurpé le pouvoir en URSS.

Comment réagit Pablo devant cet événement historique ?

Au lieu d'exprimer clairement les aspirations politiques révolutionnaires des insurgés d'Allemagne orientale, Pablo couvrit les satrapes staliniens contre-révolutionnaires qui mobilisaient les troupes russes pour écraser le soulèvement :

« (...) les dirigeants soviétiques et ceux des différentes « démocraties populaires » et des partis communistes ne pourront plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles pour ne pas risquer de s'aliéner à jamais le soutien des masses et provoquer des explosions encore plus fortes. Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin. Ils s'efforceront de doser les concessions pour éviter des explosions encore plus graves dans l'immédiat, et faire si possible une transition « à froid » de la situation actuelle à une situation plus supportable pour les masses. » (Déclaration du Secrétariat International de la Quatrième Internationale).

Au lieu de demander le retrait des troupes soviétiques — la seule force qui soutenait le gouvernement stalinien —, Pablo semait l'illusion que « des concessions encore plus amples et plus réelles » viendraient des gauliers du Kremlin. Moscou aurait-elle pu espérer recevoir un plus grand secours au moment même où elle s'employait à une falsification monstrueuse de la signification

profonde de ces événements, en présentant les travailleurs révoltés comme des « fascistes » et des « agents de l'impérialisme américain », et où elle déchâinait contre eux la répression sauvage ?

La grève générale en France

Au mois d'août dernier, se déroula en France la plus grande grève générale de l'histoire de ce pays. Déclenchée par les travailleurs eux-mêmes, contre la volonté de leurs directions officielles, elle fournit l'une des occasions les plus favorables de l'histoire du mouvement ouvrier pour le développement d'une lutte réelle pour le pouvoir. Après les ouvriers, les paysans français intervinrent à leur tour par des manifestations qui exprimèrent leur profond mécontentement du gouvernement capitaliste.

Les dirigeants officiels, sociaux-démocrates et staliniens, trahirent le mouvement, faisant les efforts les plus grands pour le freiner et détourner le péril menaçant pour le capitalisme français. Dans l'histoire des trahisons, il serait difficile d'en trouver une plus abominable, si on la mesure aux possibilités qui s'ouvraient.

Comment la fraction de Pablo réagit-elle devant cet événement colossal ?

Ils baptisèrent les agissements sociaux-démocrates du vocable de « trahison — mais pour de mauvaises raisons ». Leur trahison, disent-ils, consiste à négocier avec le gouvernement derrière le dos des staliniens. Or, cette trahison n'était que secondaire, et dérivait de leur crime principal : leur refus de s'engager dans la voie de la prise du pouvoir.

Quant aux staliniens, les pablistes convirent leur trahison. La critique la plus sévère qu'ils trouvèrent possible de formuler quant au cours contre-révolutionnaire des staliniens, ce fut de les accuser de n'avoir « pas eu de politique ».

C'était un mensonge. Les staliniens ne « manquaient » pas d'avoir une politique. Leur politique consistait à maintenir le statu quo, conformément aux exigences de la politique extérieure du Kremlin et par conséquent à étayer le capitalisme français chancelant.

Mais ce n'est pas tout. Même pour l'éducation intérieure des trotskystes français, Pablo se refusa à caractériser le rôle des staliniens comme une trahison. Il nota « le rôle de frein joué, à un degré ou à un autre, par la direction des organisations traditionnelles » — une trahison devient un « frein » ! — « mais aussi leur aptitude — spécialement celle de la direction stalinienne — à céder à la pression des masses quand cette pression devient puissante comme ce fut le cas pendant ces grèves » (Note politique n° 1).

On pourrait supposer que c'est là faire preuve d'une dose suffisante de capacité de conciliation à l'égard du stalinisme, de la part d'un dirigeant qui a abandonné le trotskysme, mais qui cherche encore à rester sous le couvert de la Quatrième Internationale. Pourtant, Pablo est allé encore plus loin.

Un tract infâme

Un tract de ses partisans, distribué aux usines Renault à Paris, déclare que, dans la grève générale, la direction stalinienne de la CGT (la principale confédération syndicale française) « a eu raison de ne pas introduire des mots d'ordre revendicatifs autres que ceux voulus par les travailleurs », cela en présence du fait que les travailleurs, par leurs actes, revendiquaient un gouvernement ouvrier et paysan !

Dénoncer officiellement des militants trotskystes aux stalinien, et chercher à justifier aux yeux des travailleurs l'abominable trahison stalinienne ! Le mouvement trotskyste mondial a-t-il jamais entendu parler jusqu'à présent d'un pareil scandale ?

Il convient de noter que la dénonciation pabliste de ces camarades aux stalinien faisait suite au verdict d'un tribunal ouvrier acquittant les trotskystes de l'usine Renault des calomnies répandues contre eux par les stalinien.

Les pablistes américains

Le test de ces événements mondiaux suffit, à notre avis, pour indiquer l'étendue des conciliations du pabliste envers le stalinisme. Mais nous aimerions soumettre à l'examen du mouvement trotskyste mondial un certain nombre de faits supplémentaires.

Depuis plus d'un an et demi, le Socialist Workers Party s'est engagé dans la lutte contre une tendance révisionniste, dirigée par Cochran et Clarke. La lutte avec cette tendance a été l'une des plus dures de l'histoire de notre parti. Au fond, elle touche aux mêmes questions fondamentales qui nous ont séparés du groupe Burnham-Shachtman et du groupe Morrow-Goldman au début et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est une autre tentative pour réviser et abandonner notre programme de base. La perspective de la révolution américaine, le caractère et le rôle du parti révolutionnaire, ses méthodes d'organisation et les perspectives du mouvement trotskyste mondial sont inclus dans cela.

Pendant l'après-guerre, une puissante bureaucratie s'est constituée dans le mouvement ouvrier américain. Cette bureaucratie s'appuie sur une large couche d'ouvriers privilégiés conservateurs, qui ont été « adoucis » par les conditions de prospérité de la guerre. Cette nouvelle couche privilégiée a été constituée dans une large mesure de membres des secteurs de la classe ouvrière qui avaient été précédemment les plus engagés, ceux de la génération qui a fondé le CIO.

La sécurité et la stabilité relatives de leurs conditions de vie ont temporairement paralysé l'initiative et l'ardeur combattive de ces travailleurs, qui étaient auparavant en première ligne dans toutes les actions militantes de classe.

Le « cochranisme » est la manifestation de la pression de cette nouvelle aristocratie ouvrière, avec son idéologie petite-bourgeoise, sur l'avant-garde prolétarienne. L'état d'esprit et les tendances de cette couche de travailleurs, passive et relativement satisfaite, joue comme un puissant mécanisme qui transmet à l'intérieur de notre propre mouvement des pressions étrangères. Le mot d'ordre des cochraniens : « A la ferraille, le vieux trotskysme ! », traduit cet état d'esprit.

La tendance cochraniens considère le formidable potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière américaine comme une perspective très lointaine. Elle dénonce l'analyse marxiste qui révèle les processus moléculaires qui, dans le prolétariat américain, créent de nouvelles unités combattantes, comme « sectaire ».

Quant à savoir s'il y a des tendances progressistes dans la classe ouvrière des Etats-Unis, elle ne les voit que dans les rangs ou à la périphérie du stalinisme et chez les policiers syndicalistes « évolués » — elle considère que le reste de la classe est si désespérément endormi que seul l'impact de la guerre atomique pourrait le réveiller.

En bref, sa position révèle le manque de confiance dans la perspective de la révolution américaine, le manque de confiance dans le rôle du parti révolutionnaire en général et du Socialist Workers Party en particulier.

Traits marquants du cochranisme

Toutes les sections du mouvement mondial le savent bien, elles l'ont appris par leurs propres et difficiles expériences, il existe des pressions bien plus grandes que celles provenant de la prospérité née de la guerre et de la vague de réaction qui ont

Distinguant arbitrairement les syndicats dirigés par les stalinien du Parti communiste — est-ce là la preuve d'un mode de pensée absolument mécanique, ou d'une volonté délibérée de couvrir les stalinien ? —, les pablistes déclarent, en ce qui concerne la grève et ses perspectives : « Ce point ne concernait le syndicat que secondairement. La critique à porter sur ce point ne s'adresse pas à la CGT, qui est une organisation syndicale, qui doit avant tout agir comme telle, mais aux partis dont le rôle était de montrer la signification politique profonde de ces mouvements et ses conséquences. » (Tract « Aux organisations ouvrières et aux ouvriers de Renault », daté du 3 septembre 1953. Signé par Frank, Mestre et Privas).

Nous constatons dans ces déclarations l'abandon complet de tout ce que Trotsky nous a enseigné sur le rôle et les responsabilités des syndicats à l'époque de l'agonie du capitalisme.

Puis un tract pabliste « critique » le Parti communiste français pour son « absence de ligne », pour s'être placé lui-même « au niveau du mouvement syndical au lieu d'expliquer aux travailleurs que cette grève était une étape importante (!) dans la crise de la société française, le prélude (!) à de grandes luttes de classe, où se trouverait posé le problème du pouvoir ouvrier pour sortir le pays de la gabegie capitaliste et ouvrir la voie au socialisme ».

Si les travailleurs de chez Renault devaient en croire les pablistes, tout ce dont les perfides bureaucraties stalinien françaises seraient coupables, ce serait d'une trace de syndicalisme, et non d'une trahison délibérée de la plus grande grève générale de l'histoire de France.

L'approbation donnée par Pablo à la politique de la direction de la CGT semble à peine croyable, pourtant c'est là un fait qui saute aux yeux. Lors de la plus grande grève générale jamais vue en France, Pablo proclame froidement « correcte » une version française de la politique bourgeoise de Gompers : maintenir les syndicats hors de la politique. Et cela en 1953 !

S'il est incorrect pour la direction de la CGT de mettre en avant des mots d'ordre politiques correspondant aux nécessités objectives, y compris la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, alors pourquoi le Socialist Workers Party réclame-t-il que les Gompers actuels du mouvement syndical américain organisent un Labour Party, un Labour Party qui aurait pour but de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan aux Etats-Unis ?

Le blanc-seing donné par Pablo apparaît sous une lumière encore plus étrange lorsque nous nous souvenons que la direction de la CGT se trouve être elle-même hautement politique. Au moindre geste du Kremlin, elle est prête à lancer les travailleurs dans n'importe quelle aventure politique. Rappelez-vous, par exemple, son rôle dans les événements qui commencèrent avec les manifestations anti-Ridgway l'année dernière. Ces espèces staliniennes de syndicalistes n'hésitèrent pas à lancer l'ordre de grève pour protester contre l'arrestation du dirigeant du PCF, Duclos.

Le fait est que la direction de la CGT a révélé une fois de plus son caractère hautement politique dans la grève générale. Avec toute l'habileté acquise au cours d'années de perfidie et de double jeu, ils essayèrent délibérément de décapiter les travailleurs, d'étouffer leur initiative, d'empêcher leurs mots d'ordre politiques de percer. La direction syndicale stalinienne a trahi consciemment. Et c'est ce cours de trahison que Pablo appelle « correct » !

Mais le tableau n'est pas encore complet. L'un des principaux objectifs du tract pabliste est de dénoncer les trotskystes français qui se conduisirent à la régie Renault durant la grève en révolutionnaires authentiques. Le tract en désigne deux par leurs noms comme ayant « été exclus de la Quatrième Internationale et de sa section française depuis plus d'un an ». Il constate que « ce groupe a été exclu pour des raisons d'indiscipline, et l'orientation qu'il a suivie, notamment au cours du dernier mouvement de grève, est opposée à celle que défend effectivement le PCI (section française de la Quatrième Internationale) ». Le « groupe » dont il s'agit est en fait la majorité de la section française de la Quatrième Internationale, qui a été arbitrairement et injustement exclue par Pablo.

pesé sur nous aux Etats-Unis. Mais le facteur qui soutient les cadres, dans les conditions les plus difficiles, c'est la certitude brillante de la justesse théorique de notre mouvement, la conscience du fait qu'ils sont les moyens vivants pour faire progresser la mission historique de la classe ouvrière, la compréhension du fait que, à un degré ou à un autre, le destin de l'humanité dépend de ce qu'ils font, la ferme certitude que, quelles que soient les circonstances du moment, la ligne centrale du développement historique exige la création de partis de combat léninistes qui résoudront la crise de l'humanité par la victoire de la révolution socialiste.

Le « cochranisme » substitue le scepticisme, les improvisations théoriques et la spéculation journalistique à cette perspective trotskyste mondiale. C'est cela qui interdit toute possibilité de conciliation dans la lutte à l'intérieur du SWP, de la même façon qu'aucune conciliation n'était possible en 1939-1940 dans la lutte contre l'opposition petite-bourgeoise.

Au cours de ce combat, les « cochransistes » ont fait mourir des traits suivants :

1) manque de respect pour la tradition du parti et sa mission historique. Les « cochransistes » ne perdent jamais une occasion de dénigrer, de railler et de faire preuve de mépris pour la tradition du trotskysme américain, vieille de vingt-cinq ans.

2) une tendance à remplacer la politique marxiste sur la base des principes par des combinaisons sans principes contre le « régime » du parti. De la sorte, la fraction cochransiste est composée d'un bloc d'éléments divers. Un groupe concentré principalement à New York préconise une sorte de tactique « entriste » dans le mouvement stalinien américain.

Un autre groupe, composé d'éléments syndicaux devenus observateurs, concentré surtout à Détroit, ne voit pas grand-chose à gagner en se tournant vers les staliens. Il base sa perspective révisionniste sur la surévaluation de la stabilité et de la capacité à durer de la nouvelle bureaucratie ouvrière. Son également attirés vers le « cochranisme » des individus fatigués, qui ne sont plus capables de supporter la pression des conditions actuellement défavorables et qui cherchent une rationalisation plausible pour ne plus avoir d'activité. Le ciment de ce bloc sans principes est l'hostilité commune au trotskysme orthodoxe.

3) une tendance à écarter le parti de ce qui doit être notre champ de bataille principal en Amérique, les ouvriers des industries de production massive, qui n'ont pas encore de conscience politique. En fait, les « cochransistes » ont laissé tomber le programme de mots d'ordre et revendications transitoires que le SWP utilise comme pont vers ces travailleurs, et ont prétendu que la majorité, en continuant sur cette ligne, s'adaptait à l'arrêtation des travailleurs.

4) la conviction qu'il n'existe aucune possibilité que la classe ouvrière se dressent en opposition radicale à l'impérialisme américain avant la troisième guerre mondiale.

5) une grossière théorisation expérimentale avec le stalinisme « de gauche », qui se réduit à la croyance extravagante que les staliens « ne peuvent plus trahir », que le stalinisme a un côté révolutionnaire qui permet aux staliens de conduire une révolution aux Etats-Unis, dans le cours de laquelle ils absorberaient les « idées » trotskystes de telle sorte que la révolution finirait par se « corriger elle-même ».

6) adaptation au stalinisme devant de nouveaux événements. Ils soutiennent et défendent la conciliation avec les staliens qu'on trouve dans l'interprétation donnée par Pablo de la chute de Béria et des purges qui s'ensuivirent en URSS. Ils reprennent tous les arguments pablistes qui couvrent le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme dans le grand soulèvement des ouvriers allemands de l'Est et dans la grève générale française. Ils interprètent même le tournant du stalinisme américain vers le parti démocratique comme une simple « oscillation à droite » dans un « tournant à gauche ».

7) mépris pour les traditions du léninisme dans les questions d'organisation. Pendant un temps, ils ont tenté d'instaurer un « double pouvoir » dans le parti. Quand ils ont été dévoués par l'écrasante majorité du parti, au plénum de mai 1953, ils ont accepté par écrit de se soumettre à la loi de la majorité et à la ligne politique déterminée par le plénum. En suite de quoi ils ont rompu leurs engagements, recommencé leur sabotage fractionnel des activités du parti, de façon plus fébrile et plus hystérique que jamais ...

Le « cochranisme », dont nous avons indiqué ci-dessus les traits essentiels, n'a jamais été plus qu'une faible minorité dans le parti. Jamais il n'aurait représenté plus qu'une expression faible et écoeuvante de pessimisme, s'il n'avait reçu, derrière le dos de la direction du parti, l'aide et l'encouragement de Pablo.

L'encouragement et l'appui secrets de Pablo ont été révélés peu après notre plénum de mai, et, depuis lors, Pablo a ouvertement collaboré avec la fraction révisionniste dans notre parti et l'a inspirée dans sa campagne de sabotage des finances du parti et ses préparatifs de scission.

Finalement, la fraction Pablo-Cochran a fait culminer ce cours déloyal en organisant le boycott à New York de la célébration du 25^e anniversaire de la fondation du parti qui coïncidait avec un rassemblement à l'occasion d'élections municipales à New York.

Tous ceux qui ont pris part à cette action traître et antiparti ont, à l'évidence, consommé la scission qu'ils avaient préparée de longue date, et ont perdu tout droit d'appartenir à notre parti.

En prenant formellement acte de ce fait, le 25^e plénum anniversaire du SWP a suspendu les membres du comité national qui avaient organisé ce boycott et a déclaré que tous les membres de la fraction Pablo-Cochran qui avaient participé à cette action traître de briseurs de grève ou qui refuseraient de la désavouer se placeraient par là même à l'extérieur du SWP.

Des méthodes inspirées du Kominintern

La duplicité dont fit preuve Pablo, faisant bonne figure à la direction du SWP tout en collaborant secrètement avec la minorité révisionniste, est étrangère à la tradition du trotskysme. La tradition à laquelle elle se rattache, c'est celle du stalinisme. De tels procédés, utilisés par le Kremlin, servent à corrompre l'Internationale communiste. Beaucoup d'entre nous en ont fait l'expérience personnelle pendant la période 1923-1928.

Il y a maintenant des preuves décisives que ces procédés ne constituent pas chez Pablo une erreur isolée, mais plutôt un système.

C'est ainsi qu'un dirigeant éminent d'une section européenne de la Quatrième Internationale recevait récemment une lettre de Pablo lui enjoignant « de défendre jusqu'au Quatrième Congrès mondial la ligne de la majorité et la discipline de l'Internationale ». L'ultimatum était accompagné de menaces de représailles, si Pablo n'était pas obéi.

La « majorité » dont parle Pablo n'est que la modeste étiquette dont il se décore, lui-même et la petite minorité hypnotisée par ses vues révisionnistes. La nouvelle ligne de Pablo s'oppose violemment au programme de base du trotskysme. Elle commence seulement à être discutée dans de nombreux secteurs du mouvement trotskyste mondial. N'ayant pas reçu l'appui d'une seule organisation trotskyste, elle ne constitue pas la ligne officielle de la Quatrième Internationale.

Les premiers rapports que nous avons reçus attestent de l'indignation que soulève cette tentative d'imposer ses vues révisionnistes à l'organisation mondiale sans attendre une discussion ou un vote. Nous avons déjà assez d'informations pour affirmer que la Quatrième Internationale rejettera sûrement la ligne de Pablo à une écrasante majorité.

Que Pablo exige d'un dirigeant d'une section de la Quatrième Internationale qu'il s'abstienne de critiquer sa politique révisionniste, c'est déjà assez grave. Mais Pablo ne s'en est pas tenu là. Tandis qu'il essayait de tromper ce dirigeant, et de l'empêcher de participer à une discussion libre dans laquelle la base aurait pu profiter de son expérience, de ses connaissances et de sa perspicacité, Pablo intervenait dans son organisation pour s'efforcer d'y cristalliser une fraction minoritaire révisionniste susceptible de faire la guerre à la direction de la section.

Ce procédé dérive en ligne droite de la naufragante tradition du Komintern dégénéré sous l'influence du stalinisme. Même s'il n'y avait pas d'autres questions en litige, il serait nécessaire de combattre le pablisme jusqu'au bout, pour sauver la Quatrième Internationale de la corruption interne.

Une telle tactique répond à des objectifs évidents. Elle fait partie des préparatifs d'un coup de force de la minorité pabliste. Mettant à profit le contrôle administratif exercé par Pablo, ils espèrent imposer sa ligne révisionniste à la Quatrième Internationale et répondre aux résistances, partout où elles se manifestent, par des scissions et des exclusions.

Ce cours organisationnel stalinien commença, cela est maintenant clair, avec l'abus brutal que fit Pablo de son contrôle administratif lors de sa campagne de destruction menée contre la majorité de la section française de la Quatrième Internationale, il y a plus d'un an et demi.

Par ordre du Secrétariat international, la majorité élue de la section française se vit interdire d'exercer ses droits, de diriger le travail politique et de propagande du parti. Au lieu de quoi, le bureau politique et la presse du parti furent placés sous le contrôle de la minorité, au moyen du procédé, digne du Komintern, d'un « comité paritaire ».

A l'époque, nous désapprouvâmes profondément cette action arbitraire au moyen de laquelle une minorité était arbitrairement transformée en majorité. Aussitôt que nous fûmes informés, nous communiquâmes notre protestation à Pablo. Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons commis une erreur en n'entretenant pas une action plus énergique. Nous pensions que les divergences entre Pablo et la section française étaient d'ordre tactique, et cela nous conduisit aux côtés de Pablo, malgré nos réserves sur ses procédés d'organisation, lorsque, après des mois d'une violente lutte fractionnelle, la majorité fut exclue.

Mais les divergences étaient, dans leur fond, de nature programmatique. Le fait est que les camarades français de la majorité virent plus clairement que nous ce qui était en train de se produire. Le VIII^e Congrès de leur parti déclara qu'« (...) un grave danger menace l'avenir et l'existence même de la Quatrième Internationale ... Des conceptions révisionnistes, nées de la couardise et de l'impressionnisme petit-bourgeois, sont apparues au sein de sa direction. La faiblesse encore grande de l'Internationale, l'étroitesse même de son appareil international coupé de la vie des sections ont facilité momentanément l'instauration d'un système de gouvernement personnel puisant sa raison d'être et ses méthodes antidémocratiques dans la révision du programme trotskyste et dans l'abandon de la méthode marxiste. » (La Vérité, 18 septembre 1952).

Toute la situation française doit être réexaminée à la lumière des développements ultérieurs. Le rôle que la majorité de la section française a joué dans la récente grève générale a démontré de la façon la plus décisive qu'ils savent comment défendre les principes fondamentaux du trotskisme. La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les majoritaires français rassemblés autour du journal « La Vérité » sont les véritables trotskystes de France, et le SWP les reconnaît ouvertement comme tels.

Particulièrement révoltante est la manière calomniatrice dont Pablo a dépeint la position politique de la section chinoise de la Quatrième Internationale. Pablo les a dépeints comme « sectaires » et « déserteurs de la révolution ». Contrairement à l'impression délibérément répandue par la fraction pabliste, les trotskystes chinois ont agi comme d'authentiques représentants révolutionnaires du prolétariat chinois. Sans qu'il y ait faute de leur part, le régime de Mao les a choisis comme victimes, à la manière dont Staline désignait au bourreau toute la

génération des bolcheviks de Lénine en URSS, à l'exemple des Noske et Scheidemann d'Allemagne qui désignaient aux assassins les Luxemburg et les Liebknecht de la révolution de 1918. Mais la ligne conciliatrice de Pablo face au stalinisme l'a conduit inexorablement à peindre en rose le régime de Mao, tout en peignant sous de sombres couleurs l'attitude ferme, principielle, de nos camarades chinois.

Ce qu'il faut faire

En résumé : l'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskisme est si profond qu'aucun compromis n'est possible ni politiquement, ni organisationnellement. La fraction Pablo a démontré sa volonté de ne pas permettre que des décisions démocratiques reflètent réellement l'opinion de la majorité soient prises. Ils exigent une soumission complète à leur politique criminelle. Ils sont déterminés à expulser tous les trotskystes de la Quatrième Internationale ou à les museler et les ligoter.

Leur plan consistait à injecter graduellement des conciliations pro-staliniennes, tout en se débarrassant non moins graduellement de ceux qui se rendent compte de ce qui arrive et élèvent des objections. Telle est l'explication de l'étrange ambiguïté de bien des formulations et des échappatoires diplomatiques pablistes.

Jusqu'à présent, la fraction pabliste a remporté certains succès grâce à ses manœuvres sans principes et machiavéliques. Mais le point de transformation qualitative a été atteint. Les questions politiques en jeu ont fait irruption à travers les manœuvres, et la lutte est maintenant une épreuve de force.

Si nous pouvons donner un avis aux sections de la Quatrième Internationale, nous qui sommes par force hors de ses rangs, nous pensons que l'heure est venue d'agir, et d'agir de façon décisive. L'heure est venue pour la majorité trotskyste de la Quatrième Internationale d'affirmer sa volonté contre l'usurpation d'autorité de Pablo.

Elle doit en outre sauvegarder l'administration des affaires de la Quatrième Internationale en relevant Pablo et ses agents de leurs postes, et en les remplaçant par des cadres qui ont prouvé dans l'action qu'ils savent comment défendre le trotskisme et maintenir le mouvement dans une voie politique et organisationnelle correcte. »

Avec nos fraternels saluts trotskystes,

Le plénum du comité national du SWP

RESOLUTION CONSTITUTIVE DU COMITE INTERNATIONAL DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE

Le 23 novembre 1953, les sections anglaise, française, néo-zélandaise, suisse de la Quatrième Internationale ont décidé ce qui suit:

1.- Nous affirmons notre solidarité avec la ligne fondamentale de l'appel du Comité national du Socialist Workers Party aux trotskystes du monde entier, et, particulièrement avec la définition qui s'y trouve des bases programmatiques du trotskysme:

"a) L'agonie du système capitaliste menace la civilisation de destruction, par des crises de plus en plus graves, des guerres mondiales et des manifestations de barbarie comme le fascisme. Le développement des armes atomiques souligne aujourd'hui le danger de la façon la plus sévère.

b) La chute dans l'abîme ne peut être évitée qu'en remplaçant le capitalisme par l'économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale et en rentrant ainsi dans la voie du progrès dans laquelle s'était engagé le capitalisme à ses débuts.

c) Cette œuvre ne peut être accomplie que sous la direction de la classe ouvrière, seule classe réellement révolutionnaire de la société. Mais la classe ouvrière elle-même doit faire face à une crise de direction, bien que le rapport des forces sociales dans le monde n'ait jamais été aussi propice qu'aujourd'hui à la marche des travailleurs vers le pouvoir.

d) Pour s'organiser afin de mener à bien cette tâche historique, la classe ouvrière de chaque pays doit construire un parti révolutionnaire sur le modèle qu'a développé Lénine; c'est-à-dire un parti de combat, apte à combiner dialectiquement la démocratie et le centralisme - la démocratie dans l'élaboration des décisions, le centralisme dans leur exécution. Une direction contrôlée par la base, une base apte à marcher au feu avec discipline.

e) Le principal obstacle dans cette voie est constitué par le stalinisme qui n'attire les travailleurs, en exploitant le prestige de la Révolution russe d'Octobre 1917, que pour les rejeter ensuite, une fois qu'il a trahi leur confiance, dans l'apathie ou dans les illusions à l'égard du capitalisme. Le prix de ces trahisons, ce sont les travailleurs qui le paient, sous la forme de l'affermissement des forces monarchistes ou fascistes et de l'explosion de nouvelles guerres fomentées par le capitalisme. Dès le début, la Quatrième internationale a défini comme l'une de ses tâches principales le renversement révolutionnaire du stalinisme, à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS.

f) La nécessité pour beaucoup de sections de la Quatrième Internationale, et de partis ou de groupes qui sympathisent avec son programme, d'adopter une tactique souple, rend d'autant plus indispensable pour eux qu'ils sachent comment combattre l'impérialisme et ses agences petites-bourgeoises (comme les formations nationalistes ou les bureaucraties syndicales) sans capituler devant le stalinisme; et inversement, qu'ils sachent comment combattre le stalinisme (qui est en dernière analyse une agence petite-bourgeoise de l'impérialisme) sans capituler devant l'impérialisme.

Ces principes fondamentaux, établis par Léon Trotsky, conservent leur pleine validité dans la réalité toujours plus complexe et plus fluide du monde politique actuel. En fait, les situations révolutionnaires qui, comme Trotsky l'avait prévu, surgissent de toutes parts, ont maintenant rendu entièrement concret ce qui pouvait autrefois apparaître comme des abstractions tant soit peu éloignées, non intimement liées à la réalité de l'époque. La vérité est que ces principes acquièrent aujourd'hui une force croissante à la fois dans l'analyse politique et dans la détermination des actions politiques."

2.- Nous considérons comme déchu de ses pouvoirs le Secrétariat International des usurpateurs pablistes, qui consacre son activité à la révision du trotskysme, à la liquidation de l'Internationale et à la destruction de ses cadres.

3.- Représentant l'immense majorité des forces trotskystes de l'Internationale, nous décidons de constituer un COMITE INTERNATIONAL DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE.

4.- Nous appelons toutes les directions de sections de la Quatrième Internationale à se mettre en rapport avec la direction représentative du programme trotskyste et de la majorité des forces de la Quatrième Internationale. Chaque cadre responsable, chaque militant trotskyste, soucieux de l'unité de l'Internationale et de l'avenir de sa section nationale, doit prendre clairement et rapidement position entre le centre révisionniste et liquidateur des usurpateurs pablistes et le Comité international de la Quatrième Internationale.

A Paris, le 23 novembre 1953

Pour la section anglaise: BURNS

Pour la section française: BLEIBTREU

Pour la section néo-zélandaise: SMITH

Pour la section suisse: JACQUES

Adresser toute correspondance destinée au Comité international à l'adresse suivante:
Gérard BLOCH, 56, avenue Mozart - Paris (16°) (France)

**A TOUTES LES SECTIONS DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE
A TOUTES LES ORGANISATIONS, GROUPES ET MILITANTS TROTSKYSTES**

Le 8 décembre 1953

Camarade,

Le 23 novembre, une Conférence de la section anglaise, de la section française, de la section néo-zélandaise et de la section suisse de la Quatrième Internationale adoptait la résolution ci-jointe. Depuis cette date, la clique pabliste a multiplié les manifestations d'une dégénérescence accélérée.

AUX ETATS-UNIS, le groupe minoritaire pabliste, dirigé par COCHRAN, s'est empressé de faire alliance contre les trotskystes avec le groupe de renégats du trotskysme que dirige SHACHTMAN, hostile à la défense de l'Union soviétique contre l'impérialisme, qui rompit pour cette raison en 1940 avec Trotsky et le Socialist Workers Party, et ne constitue plus aujourd'hui qu'une tendance social-démocrate de gauche dans le camp impérialiste. Pour sa première manifestation publique, le groupe scissionniste de COCHRAN, inspiré par Pablo, a distribué un tract à un meeting shactmaniste; après quoi, Shactman a publié dans son journal "Labor Action", en l'accompagnant de commentaires sarcastiques, une lettre de COCHRAN, dans laquelle ce dernier dénonçait les méthodes dictatoriales de CANNON et attaquait la conception léniniste du Parti révolutionnaire que défend et qu'incarne aux Etats-Unis le Socialist Workers Party. SHACHTMAN a beau jeu de souligner qu'il répète les mêmes choses depuis 13 ans.

EN ANGLETERRE, la minorité pabliste fait bloc avec les centristes contre l'aile révolutionnaire au sein du Labor Party. Ne reculant pas devant le pire opportunisme pour s'aligner sur les tendances parlementaires des centristes, ils viennent de mettre en avant le mot d'ordre d'une pétition pour chasser le gouvernement tory ! Cela, au moment même où la puissante grève des métallurgistes ouvre la perspective de nouveaux grands combats de classe pour les travailleurs de ce pays.

Ainsi, il n'a fallu que quelques jours aux pablistes, libérés des entraves de l'organisation trotskyste, pour développer, conformément à leur logique propre, leurs tendances à la capitulation devant l'appareil bureaucratique le plus puissant, qui se trouve être l'appareil réformiste dans ces deux derniers pays; tendance qui se concilie parfaitement, au moins pour un temps, avec leur pro-stalinisme.

EN FRANCE, cependant, l'organe du groupe pabliste consacre presque entièrement son dernier numéro à des attaques effrénées contre la majorité trotskyste de l'Internationale, allant jusqu'à nommer "Pacte atlantique" l'accord politique total qui existe, face à la clique pabliste, entre trotskystes d'Europe et d'Amérique. Le même journal écrit dans son éditorial, à propos du débat au Parlement français sur l'armée européenne: "Au moment où nous écrivons, le vote n'est pas encore acquis; mais même si la bourgeoisie l'emportait, ses difficultés seraient loin d'être pour autant aplanies..."

Ainsi, pour les pablistes, les adversaires de la CED, parmi lesquels DALADIER, DE GAULLE, et en fait le chef du gouvernement LANIEL lui-même, ne sont pas dans le camp de la bourgeoisie ! Ainsi, aux yeux de ces gens, en stricte conformité avec les thèses stalinienne, le camp de la bourgeoisie s'identifie au camp des adversaires de la politique extérieure du Kremlin. Dans le même journal, abandonnant toute précaution, PABLO dénonce les "schémas et la tactique de 1938", c'est-à-dire le Programme transitoire de la Quatrième internationale, élaboré par Léon Trotsky.

Mais le même journal se garde bien de dire un seul mot de la scission provoquée au sein du parti trotskyste de CEYLAN par la minorité stalinienne; ainsi les membres d'une section de l'Internationale, dénoncent publiquement le trotskysme, passent à l'ennemi stalinien et PABLO n'a rien à dire !

Dans le même temps, la clique PABLO traite avec un mépris jamais atteint jusqu'à ce jour les statuts de l'Internationale. Depuis longtemps déjà, un organisme dépourvu de toute existence statutaire, le "Bureau du SI", - sorte de divinité en trois personnes, PABLO, GERMAIN et FRANK - abusait des pouvoirs du Secrétariat international. Maintenant, c'est ce même "Bureau du SI" qui s'arroge le droit de reconnaître la minorité anglaise et la minorité néo-zélandaise comme "sections officielles de l'Internationale", alors que le droit de reconnaître un groupe comme section est explicitement réservé par les statuts au seul Comité exécutif international, entre deux congrès mondiaux. Et le même "Bureau du SI" prononce l'"exclusion de l'Internationale", les uns après les autres, de chacun des membres du CEI qui manifeste son hostilité contre PABLO; celui-ci s'assure ainsi une "majorité" automatique au sein d'un CEI-croupion.

Les efforts désespérés de la clique pablite pour poursuivre son œuvre de destruction de l'Internationale, ses tentatives de sabotage du travail de masse des sections qui la rejettent, se briseront contre la ferme volonté de la majorité trotskyste de l'Internationale de défendre son programme et son organisation. Ils ne feront que souligner l'urgente nécessité des tâches entreprises par le Comité international de la Quatrième Internationale: rassembler sur le programme trotskyste les trotskystes du monde entier, réarmer politiquement le mouvement trotskyste mondial, après trois ans de confusion, de révisionnisme et de désarmement politique systématique. Toutes les sections de l'Internationale doivent prendre rapidement leur place au sein du Comité international; tous les militants trotskystes doivent lui apporter leur appui.

Le Comité international de la Quatrième Internationale

(Réponse du Comité Exécutif de la IVè Internationale à la lettre du Comité National du Socialist Workers Partis aux trotskystes du monde entier)

=====

La lettre ouverte du Comité National du SWP, publiée dans le Militant du 16 novembre 1953, est la manifestation la plus honteuse d'une politique sans principe qui se soit jamais produite dans l'histoire du mouvement trotskyste. Elle révèle l'existence d'un terrible mal qui s'est emparé d'une partie des cadres trotskystes aux Etats-Unis et la rapidité non moins terrifiante avec laquelle ce mal a progressé. Il est nécessaire d'arracher aux auteurs de la lettre ouverte la prétention à se couvrir d'une argumentation politique. Il est nécessaire d'exposer leur but réel : provoquer une scission sans principe dans la IVè Internationale. Il est nécessaire de révéler la triste dégénérescence de méthode et de politique qui caractérise l'effort pour atteindre un tel but criminel.

"LA MINORITE PABLISTE"

La lettre ouverte choisit le camarade Pablo, secrétaire de l'Internationale, comme objectif principal de ses attaques. Elle désigne avec mépris la direction de la IVè Internationale du terme "Pablo et ses agents". Elle les accuse de constituer une "fraction personnelle secrète". Elle traite la direction internationale de "minorité pabliste" qui, par mauvaise foi et pour de mauvaises intentions, prétend représenter la majorité du mouvement et "prépare un mauvais coup" pour imposer sa ligne "par des scissions et des expulsions".

Quels sont les faits ? La ligne politique de la IVè Internationale, les résolutions politiques adoptées par la direction de la IVè Internationale, ne sont ni le produit de Pablo ni d'un prétendu "pablisme", mais l'oeuvre des organismes dirigeants régulièrement élus, de la direction collective de notre mouvement mondial. L'actuel Secrétariat International est composé, outre du camarade Pablo, de représentants des quatre plus importantes sections d'Europe. Il a été élu par un vote unanime du Comité Exécutif International, lui-même composé de membres de toutes les sections importantes de l'Internationale. Le Comité Exécutif International, à son tour, avait été élu au 3è Congrès Mondial par les représentants de 27 sections de l'Internationale, y compris les représentants du groupe Bleibtreu, le nouvel allié en Europe des auteurs de la Lettre ouverte. Ce que cette Lettre ouverte appelle la "minorité pabliste", c'est donc la direction officielle, collective de la IVè Internationale, représentante autorisée de l'ensemble de l'organisation internationale.

Les documents préparatoires au 4è Congrès Mondial, qui ont soudainement révélé à la majorité du Comité National du SWP l'existence d'un "danger révisionniste" dans le mouvement trotskyste, ont été rédigés collectivement par le Secrétariat International, approuvés - sous liberté d'amendements mineurs - par l'unanimité de ce Secrétariat, et ont reçu l'approbation écrite de la majorité des membres du Comité Exécutif International. Dans la mesure où il s'agit de documents publics, ils ont été publiés dans l'organe du CEI "Quatrième Internationale", de même qu'ils avaient été publiés avant le 2è et le 3è Congrès Mondial de notre Internationale de tels documents, de même qu'ils l'avaient été avant la Conférence de fondation de notre mouvement en 1938, comme c'était l'habitude de l'Internationale Communiste du temps de Lénine.

L'accusation cynique maintenant lancée contre la direction collective, universellement reconnue de la IVè Internationale, qu'elle ne représente qu'une "petite minorité" qui aurait usurpé ses fonctions, se retourne au fond contre ses auteurs. Elle révèle clairement l'attitude sans principe organisationnel de la part de la majorité de la direction du SWP envers le mouvement trotskyste mondial. Celle-ci n'a au fond qu'un immense mépris pour la IVè Internationale, ses sections dans 35 pays, ses Congrès, ses organismes de direction démocratiquement élus. Pour elle, tout cela ne représente qu'une poignée d'individus, une "petite minorité". Le véritable mouvement trotskyste orthodoxe pour elle, c'est seulement la direction du SWP elle-même et quelques "hommes-clés" disséminés de par le monde. Aussi longtemps que le mouvement mondial, ses cadres et ses organismes dirigeants approuvent les actions des dirigeants du SWP, on peut collaborer avec eux et leur accorder généreusement une "liberté de toute critique violente". Mais du moment qu'on craint que des divergences puissent se déclarer, ils excluent l'ensemble du mouvement du corps des fidèles, établissant que par définition il ne peut s'agir que de "liquidateurs" et de "capitulards" devant le stalinisme".

Mais l'incohérence invraisemblable des accusations de la Lettre ouverte suffit à démasquer ses auteurs comme de vulgaires calomniateurs. Voilà que la majorité du Comité National du SWP ne craint pas de révéler au monde que la direction élue de la IVè Internationale "travaille consciemment et délibérément... à liquider la IVè Internationale".

Il ne s'agit donc pas de conséquences objectives d'une politique qu'on considère fautive. Non, il s'agit de projets conscients et délibérés. Tout lecteur de la Lettre conclura que la direction de la IVè Internationale est accusée d'être composée d'agents staliniens, accusation fréquemment lancée par la presse impérialiste lorsque notre mouvement se déclara sans réserve pour le soutien du peuple coréen et de la révolution chinoise pendant la guerre de Corée. Mais les dirigeants du SWP ont découvert en l'espace de quelques semaines que, depuis des années, ils appuyaient et approuvaient les actions d'agents staliniens, qu'ils avaient rempli leur presse et leurs bulletins des écrits de ces mêmes agents. Ces mêmes esprits lucides écrivent dans la même Lettre que pour consolider la direction de la IVè Internationale - qu'on accuse maintenant de vouloir sciemment détruire notre mouvement - ils se sont abstenus de toute critique envers elle. Peut-on imaginer plus lamentable faillite dans le jugement ? Ceci ne ressemble-t-il pas étrangement à l'affirmation stalinienne que Lénine s'est seulement entouré pendant des années d'agents et d'espions ennemis comme collaborateurs intimes ?

Les méthodes inqualifiables utilisées par les auteurs de la Lettre ouverte prennent un aspect encore plus inquiétant quand on compare leur écrit présent avec leurs écrits d'un passé tout récent. A l'occasion de son 60è anniversaire, Cannon envoya une lettre de félicitation aux membres du Secrétariat International exprimant son admiration pour le "Splendid job" qu'ils étaient en train de réaliser. En juillet 1952, le Comité politique du Socialist Workers Party adopta à l'unanimité une résolution sur le 3è Congrès Mondial, qui débutait de la façon suivante :

"Le 15^e Congrès National du SWP salue l'oeuvre du 3^e Congrès Mondial comme une importante réalisation du trotskysme international dans le domaine de l'analyse de la stratégie et de la tactique trotskystes."

En février 1953, un secrétaire du SWP écrit au camarade Pablo : "Nous ne faisons en aucune façon de la diplomatie quand nous disons que nous sommes tout à fait d'accord avec la ligne du 3^e Congrès. Dans la lutte qui se développera, nous développerons cette ligne."

Le 6 avril 1953, un autre secrétaire du SWP décrit au camarade Pablo une entrevue avec Cannon dans les termes suivants : "Il n'a pas de divergence avec la ligne du Congrès ou avec n'importe quel document postérieur. Il croit qu'ils ont marqué un grand pas en avant en réadaptant notre pensée à la réalité modifiée du monde d'après-guerre. Nous nous sommes efforcés ici d'assimiler ces idées et de les appliquer aux conditions spécifiques".

Et même, le 4 juin 1953, dans une lettre envoyée à son représentant en Europe, lui donnant des instructions pour l'organisation d'une fraction secrète dans le mouvement trotskyste international, Cannon réaffirme son accord fondamental avec la ligne du 3^e Congrès Mondial ! Que dire d'un dirigeant révolutionnaire incapable pendant des années de distinguer "la liquidation consciente et délibérée" de notre mouvement, d'un "grand pas en avant" du même mouvement ? Comment peut-on croire au caractère politique de la brusque volte-face des auteurs de la Lettre, quand on se voit confronté avec ces citations ?

"REVISIONNISME"

La lettre ouverte accuse le "minorité pabliste", c'est-à-dire la direction normalement élue de la IV^e Internationale, du crime de "révision du programme trotskyste". On demande des preuves de cette accusation. Des preuves ? Quelqu'un oserait-il mettre en doute la justesse du jugement de Cannon ?

Heureusement le mouvement trotskyste possède une autre tradition. Dans une longue et dure école du combat, il a appris à ne croire personne sur parole, à n'attacher aucune importance aux commérages ou aux témoignages de tierces personnes, à analyser soigneusement les écrits, à séparer rigoureusement la vérité des demi-vérités et des mensonges. Cette saine tradition de méfiance instinctive et d'esprit critique qui domine notre mouvement ne servira pas le prestige de Cannon dans les organisations trotskystes du monde, confrontées avec les accusations calomnieuses brusquement lancées contre la direction de la IV^e Internationale.

La direction de la IV^e Internationale a-t-elle "révisé" le programme trotskyste sur la question de l'URSS et du stalinisme ? Quel mensonge honteux ! Ce programme caractérise l'Union Soviétique comme un Etat ouvrier dégénéré, la bureaucratie soviétique comme une caste privilégiée ayant exproprié politiquement le prolétariat, la nature de cette caste étant double et contradictoire avec un bilan global contre-révolutionnaire de ses actions. Il aboutit d'une part à la nécessité de défendre inconditionnellement l'URSS contre l'impérialisme, d'autre part à la nécessité de renverser la dictature bureaucratique par une révolution politique afin d'assurer le triomphe de la démocratie soviétique en URSS. Aucun document émanant de la direction internationale ou d'un de ses membres ne change une virgule à ces conceptions programmatiques sur la question de l'URSS. Elles ont été soulignées, réaffirmées, renforcées par des preuves tirées d'événements récents dans chaque résolution élaborée par le Secrétariat International ou le Comité Exécutif International depuis leur reconstitution en 1946, et encore dernièrement dans le projet de résolution préparatoire au 4^e Congrès Mondial "Montée et déclin du stalinisme". Le Militant et Fourth International ont eux-mêmes publié jusqu'à dans les derniers mois de nombreux articles émanant des membres du S.I. pour renforcer et défendre ces conceptions trotskystes orthodoxes sur la question de l'URSS. Il n'existe pas de trace d'une preuve de contraire.

La direction de la IV^e Internationale aurait "révisé" le programme trotskyste de la révolution politique en URSS ? Quel mensonge honteux ! Le projet de résolution "Montée et déclin du stalinisme" (publié dans le numéro de novembre de Quatrième Internationale) répète en de nombreux endroits que seule une révolution politique victorieuse en URSS, seul le soulèvement des masses soviétiques suivant l'exemple des masses de l'Allemagne orientale, ouvrira la voie de la régénération socialiste en URSS. Il salue les événements qui se sont produits depuis un an et demi comme preuves que les masses soviétiques se réveillent, commencent à regrouper lentement leurs forces et s'engageront sur la voie de la révolution politique. Il met explicitement en garde le mouvement trotskyste contre toute illusion que la régénération socialiste de l'URSS aurait déjà commencé. La revue Quatrième Internationale publiée dans son numéro de novembre 1953 une polémique d'un membre du S.I. contre l'écrivain Deutscher précisément sur cette question. Le S.I. est intervenu de la façon la plus énergique dans la discussion au sein de la section cinghalaise pour combattre de pareilles idées. Et maintenant les auteurs de la Lettre ouverte prétendent, sans preuve aucune, attribuer à la direction internationale des idées si clairement combattues par elle !

La direction de la IV^e Internationale aurait refusé "d'exprimer les aspirations politiques révolutionnaires des travailleurs insurgés d'Allemagne orientale" et d'appeler au retrait des troupes d'occupation d'Allemagne. Quel mensonge honteux ! La déclaration du Secrétariat International sur les événements d'Allemagne orientale, destinée non pas à l'agitation des ouvriers allemands lors des événements mais à l'explication correcte de ces derniers pour l'usage de l'opinion prolétarienne mondiale, et publiée dans le Militant comme dans toute la presse trotskyste internationale, caractérisa ces événements comme le début d'une révolution politique, et formula un programme précis de revendications révolutionnaires qui se sont avérées correspondre en tout point avec les revendications avancées par les travailleurs insurgés eux-mêmes. Quant au mot d'ordre proprement dit du "retrait des troupes soviétiques" lors des événements, il y a lieu de faire deux remarques : a) Les ouvriers allemands, par esprit tactique et à juste titre l'ont écarté de leur agitation pour ne pas avoir à combattre dès le début à la fois les bureaucrates staliniens allemands et les troupes soviétiques ; b) La propagande pour ce mot d'ordre toujours valable, doit se faire toujours dans le cadre du mot d'ordre plus général "retrait de toutes les troupes d'occupation d'Allemagne".

C'est à ces deux conditions que les trotskystes, les trotskystes américains en particulier, pouvaient manifester leur volonté d'aider effectivement les ouvriers allemands sans faciliter le jeu de l'impérialisme.

L'analyse des événements d'Allemagne orientale publiée par l'organe officiel du Comité Exécutif International "Quatrième Internationale" appelle explicitement au retrait de toutes les troupes d'occupation d'Allemagne. La presse trotskyste mondiale fut remplie d'articles saluant le début de la révolution politique contre la bureaucratie en Allemagne orientale, stigmatisant la répression contre-révolutionnaire de la part de la bureaucratie soviétique et de ses agents allemands - articles rédigés par les membres du Secrétariat International, "la minorité pabliste révisionniste". Les "capitulards devant le stalinisme" de la direction de la IV^e Internationale ne bavardèrent pas seulement sur la révolution politique. Ils s'efforcèrent de construire une organisation révolutionnaire clandestine en Allemagne orientale même.

"CAMOUFLAGE"

Tous ces faits sont bien connus des dirigeants majoritaires du SWP et de leurs alliés en Europe. Tout homme d'intelligence normale les découvrira d'ailleurs par la lecture de n'importe quel organe trotskyste public. Les auteurs de la Lettre ouverte eux-mêmes n'osent pas le nier. Mais ils tiennent en réserve un argument spécial pour désarmer quiconque opposerait ces faits à leurs accusations sans fondement. Ils écrivent que les "pablistes" projettent "d'injecter leur conciliation envers le stalinisme par petites doses... Voilà l'explication de l'ambiguïté étrange de beaucoup de formules pablistes et de leur manque de clarté diplomatique". Voilà tout. Cela suffit, semble-t-il. Cannon du moins semble d'avis que cela suffit à provoquer la désintégration de la IV^e Internationale. Nous pensons que cela suffit à révéler les méthodes terribles auxquelles Cannon doit avoir recours maintenant.

Des preuves ? Des documents ? Des discours ? Des résolutions ? Une analyse ? Des actes ? L'activité courante ?

Qui s'intéresse à tout cela ? Pour les prophètes de la Vérité Révélée, une phrase picorée ci ou là et brutalement changée de sens, suffit amplement à caractériser la politique et la direction d'une organisation comme la IV^e Internationale. Pour eux n'existe pas de secret. Ils pénètrent dans le fond du cœur des dirigeants de la IV^e Internationale et y découvrent que ce sont effectivement des révisionnistes et des liquidateurs criminels.

Mais cette méthode d'accusation réveille en chacun de nous des échos qu'on ne peut manquer de reconnaître. Quels sont donc ces sages qui prétendaient, avant Cannon, que toute l'activité, que tous les écrits d'un groupe ou d'une personne ne représentent rien d'autre que du camouflage de ses intentions réelles. Le pauvre Harry Truman, qui peut être fier d'une carrière bien remplie de services rendus à sa classe impérialiste, et entrera dans l'histoire comme l'homme qui chercha à arrêter la montée de la révolution coloniale en déclenchant la guerre de Corée, cet ancien président des Etats-Unis ne vient-il pas d'être accusé à son tour de "capitulation devant le stalinisme" parce qu'il a osé exprimer son désaccord sur une question secondaire avec le sénateur Joseph Mc Carthy ? Et n'y eût-il pas un autre Joseph, plus sinistre encore, qui expliqua confidentiellement à ses adhérents que toute l'activité révolutionnaire de Trotsky, tous ses écrits, tous ses efforts pour combattre l'impérialisme et défendre l'URSS n'étaient qu'un grossier "camouflage" de ses intentions criminelles réelles révélées dans une seule phrase, naturellement déformée : "Il est nécessaire d'éliminer Staline" ?

La révolution mondiale, la vérité suprême de notre époque, n'a besoin ni de mensonges ni de calomnies pour se défendre, disait Trotsky. Pourquoi les dirigeants majoritaires du SWP ont-ils tout à coup recours à la technique la plus méprisable de la chasse aux sorcières à la Mc Carthy et Staline contre la IV^e Internationale ? Pourquoi les seules armes dont ils disposent sont-elles des armes de mensonge et de calomnie ? Ce fait ne suffit-il pas à condamner toute la politique de cette direction comme une politique sans principes, tout le cours sur lequel ils se sont embarqués comme un cours vers le suicide politique ?

"LIQUIDATEURS"

La Lettre ouverte accuse la direction de la IV^e Internationale de vouloir "sciemment et délibérément" liquider l'organisation trotskyste mondiale. Pour une accusation d'une exceptionnelle gravité comme celle-ci, deux seules preuves sont offertes dans cette Lettre : On prétend que la direction de la IV^e Internationale aurait "calomnieusement défiguré" les positions politiques de la section chinoise de la IV^e Internationale, niant que celle-ci constitue "les véritables représentants du prolétariat chinois", et allant jusqu'à blanchir le meurtre des trotskystes chinois par le régime de Mao. On prétend par ailleurs qu'au cours de la dernière grève générale en France d'août 1953, la section française de la IV^e Internationale serait devenue "co-responsable" d'une véritable trahison de la révolution commise par les stalinien et aurait couronné cette co-responsabilité en "dénonçant officiellement des militants trotskystes aux stalinien s".

La tentative ignoble de mobiliser des trotskystes chinois morts pour la IV^e Internationale, dans le but de désagréger cette même organisation, représente un nouveau record de bassesse de la part des auteurs de la Lettre. Leur mépris pour la vérité n'est égalé que par leur mépris du public trotskyste auquel ils s'adressent et dont ils escomptent une absence totale de mémoire et d'intelligence politique.

En vérité, le Secrétariat International et le Comité Exécutif International ont publié deux protestations publiques véhémentes contre la répression dont nos camarades ont été victimes de la part du régime de Mao. Ces protestations ont été publiées dans toute la presse trotskyste internationale, y compris dans le Militant. Mais nous avons appris de Trotsky à ne jamais identifier une révolution avec sa direction, ni une direction qui étouffe sciemment la révolution avec une direction qui l'accomplit partiellement avec mille erreurs et hésitations. Quiconque ne comprend pas ces différences devrait s'abstenir de faire de la politique révolutionnaire. Il est malheureusement un fait, reconnu par de nombreux cadres et dirigeants de notre section chinoise elle-même - comme en témoignent de nombreux bulletins intérieurs publiés par le SI - que la direction de cette section, loin d'avoir toujours fait preuve "d'une ferme attitude de principe", a commis des erreurs d'envergure catastrophique. Même après le début de l'offensive décisive des armées de Mao-Tsé-Tung, elle a continué à défendre le mot d'ordre du rétablissement de la paix et de la convocation d'une Assemblée Constituante, confondant le flux de la révolution avec son reflux. Mêm après la proclamation de la République populaire de Chine, elle a hésité pendant deux ans avant de reconnaître que Mao-Tsé-Tung n'était pas en train de répéter 1927, c'est-à-dire de rétablir le pouvoir bourgeois, mais était bien en train de liquider ce pouvoir. Jusqu'à une date récente elle a défendu le point de vue que le PC chinois est un parti paysan.

Toutes ces erreurs ne justifient en rien, faut-il le dire, la répression dirigée contre nos camarades, qui ont loyalement contribué à la lutte pour renforcer la République populaire de Chine, combattre les capitalistes et infliger une défaite à l'impérialisme en Corée. Mais cette répression à son tour ne peut guère nous empêcher de critiquer ce qui était faux et de combattre pour une ligne politique juste. La défense de nos camarades chinois ne peut se faire adéquatement si l'on adopte une analyse fautive de la réalité chinoise et si aujourd'hui encore on ferme les yeux sur l'importance gigantesque de la Révolution chinoise.

La direction majoritaire du SWP qui, dans un autre domaine ridiculise le S.I. comme atteint de "romantisme révolutionnaire" parce qu'il salue l'énorme extension du mouvement révolutionnaire des masses dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux, découvre subitement, sur l'information de son ami Bleibtreu, qu'une Révolution a été trahie cet été en France. Pour ne pas avoir dénoncé cette trahison, commise naturellement par les stalinien, la direction de la IV^e Internationale à son tour a "trahi".

En réalité la grève générale de 4 millions d'ouvriers et d'employés des services publics en France n'était ni le début d'une révolution ni même, comme le prétend la Lettre, la grève générale la plus importante de l'histoire française. Contrairement à 1936 et à 1944, il y eut peu d'occupation d'usines, peu ou pas de revendications politiques, peu ou pas de constitution spontanée d'organes d'auto-représentation des travailleurs, peu ou pas de participation du secteur décisif du prolétariat : les métallos. Ceci n'est pas étonnant. La grève générale d'août 1953 fut le premier mouvement revendicatif de grande envergure en France depuis la défaite de la grève des mineurs en 1948. La scission syndicale et l'absence d'unité d'action ouvrière étaient considérées par tous les trotskystes français de 1948 à 1953 comme la cause essentielle du reflux ouvrier. Tous les trotskystes, y compris ceux qui allaient rompre avec Bleibtreu, ont toujours considéré que la lutte pour l'unité d'action à tous les échelons représente le principal objectif à atteindre par le mouvement ouvrier français dans cette période. C'est d'ailleurs précisément parce que la CGT, à direction stalinienne, laissa aux syndicats non stalinien l'initiative et la direction de la grève d'août 1953 qu'elle leur enleva tout prétexte pour ne pas appuyer ce mouvement. Cette tactique fut parfaitement correcte à l'étape initiale de la riposte ouvrière. Il était parfaitement correct qu'à cette étape, afin de ne pas gêner le front unique établi dans l'action, la CCT n'avance aucune revendication politique qui aurait tout de suite risqué de briser cette unité. Nous avons critiqué le parti stalinien parce qu'il ne doubla pas cette action en faveur du Front Unique syndical d'une action en faveur du Front Unique politique avec le Parti Socialiste. Nous l'avons critiqué parce qu'il ne souleva pas la question gouvernementale, parce qu'il ne se battait pas pour le gouvernement communiste-socialiste. Nous avons insisté sur le fait que seule la lutte pour un objectif gouvernemental pouvait généraliser la grève. Mais attaquer le PC parce qu'il "n'a pas pris le pouvoir" et ne l'a pas fait à dessein "afin de restaurer le capitalisme sur le point de s'effondrer", c'est remplacer la politique par le délire. Confondre, toujours sur la base d'informations fantaisistes dont le groupe Bleibtreu semble avoir le monopole absolu, le début d'une offensive ouvrière avec sa fin, le réveil des masses avec une lutte décisive pour le pouvoir, la tâche de rétablir le front unique ouvrier avec celle d'organiser l'insurrection armée - voilà une triste preuve de désorientation politique. Voilà ce que révèle l'accusation selon laquelle la IV^e Internationale serait atteinte de "gomperisme", c'est-à-dire de l'interdiction pour les syndicats de faire de la politique...

Quant à l'accusation d'avoir "officiellement dénoncé des militants trotskystes aux stalinien", elle est absolument incompréhensible. La section française de la IV^e Internationale a déclaré publiquement aux ouvriers de chez Renault que deux militants qui ont quitté ses rangs et qui continuent à s'afficher comme représentants de notre mouvement, n'ont pas le droit de parler au nom de la IV^e Internationale et ne suivent plus la ligne politique de l'organisation trotskyste. En quoi est-ce une "dénonciation" ? Ces militants avaient toujours agi au nom du trotskysme. La direction majoritaire du SWP pense-t-elle que les stalinien les attaqueront davantage parce que nous avons révélé qu'ils ne sont plus trotskystes ? Ou peut-être la "dénonciation" signifie-t-elle tout simplement que ces militants auront plus de difficulté à se faire accepter comme trotskystes par les ouvriers ? Des militants qui rompent la discipline de notre mouvement, le quittent, répandent publiquement des positions politiques fausses ou fantaisistes et risquent de nous ridiculiser et de nous discréditer, ces militants-là méritent parfaitement que chaque ouvrier sache qu'ils ne parlent qu'en leur propre nom et non pas au nom de la IV^e Internationale !

Ce qui se cache en réalité derrière l'accusation selon laquelle le S.I. voudrait "liquider" la IV^e Internationale, apparaît clairement dans le passage de la Lettre où il est question de la polémique du S.I. contre la "lutte pour construire des partis révolutionnaires socialistes indépendants". C'est donc de la tactique d'entrisme partiel ou complet de nos organisations dans les partis de masses qu'il s'agit en réalité, tactique que, bien sûr, tous les sectaires ont continuellement appelée "liquidationnisme" depuis le jour où Trotsky et Lénine avant lui - la défendait pour la première fois. Comme tous les groupes sectaires, le groupe Bleibtreu prétend diriger effectivement des grèves générales avec un nombre insignifiant de militants. Nous nous reconnaissons pleinement coupables du péché de vouloir "liquider" des vanares ridicules de ce genre. L'expérience a montré depuis longtemps à tous les révolutionnaires sérieux que de telles tentatives infantiles d'auto-déception aboutissent en définition à la démoralisation et à la liquidation réelle d'une organisation. Le sort encore récent du groupe Haston en Grande Bretagne en est un exemple typique. L'expérience a également prouvé qu'il ne suffit guère de se proclamer "avant-garde prolétarienne" ou "nouvelle direction ouvrière" pour pouvoir en pratique jouer ce rôle.

Il faut encore que les masses se convainquent par leur propre expérience que nous sommes capables d'agir comme dirigeants. Le mérite de la direction actuelle de l'Internationale consiste précisément dans le fait qu'elle a cherché à établir, pour chaque pays, la tactique organisationnelle appropriée pour permettre à nos cadres de devenir de réels et non d'imaginaires dirigeants du mouvement de masse.

Pourquoi la direction majoritaire du SWP n'attaque-t-elle pas ouvertement l'application de la tactique entriste dans de nombreux pays, qu'elle vise en fait par ses accusations de "liquidationnisme" ? Pour la raison bien simple que cette tactique n'a pas été décidée au cours des derniers mois mais il y a deux ans, et que la direction du SWP l'a entièrement approuvée ! Elle l'a approuvée dans la lettre d'un secrétaire du SWP au camarade Pablo qui nous citons plus haut. Elle a été approuvée par Cannon lui-même dans une lettre adressée à Renard le 29 mai 1952. Dans cette lettre, parlant des documents du 3^e Congrès Mondial et du 10^e Plenum du Comité Exécutif International - documents dans lesquels l'application très large de la tactique entriste fut d'abord esquissée puis pleinement développée - Cannon écrit textuellement :

"C'est l'avis unanime des dirigeants du SWP que les auteurs de ces documents ont rendu un grand service au mouvement pour lequel ils méritent l'appréciation et le soutien des camarades, et non la méfiance et le dénigrement".

Cet avis donné hier à Renard, Cannon pourrait bien se le donner aujourd'hui à lui-même. Une politique qui, à de seules fins organisationnelles, condamne aujourd'hui comme révisionniste une tactique qu'elle portait hier aux nues sans qu'il y ait eu des changements quelconques de la situation objective, est le prototype d'une politique bauqueroutière sans principe.

POINT DE DEPART DES DIVERGENCES REELLES.

La manifestation de sectarisme stérile qui se cache en fait derrière l'accusation de liquidationnisme lancée contre la direction de la IV^e Internationale nous fournit le dénominateur commun des divergences politiques réelles que la direction majoritaire du SWP est en train de développer avec l'Internationale. Quand on gratte les insultes, les mensonges et les calomnies qui coulent si librement de la plume des dirigeants majoritaires du SWP, on reconnaît facilement que de véritables divergences sont en train de surgir et de se développer avec une rapidité étonnante.

C'est naturellement une calomnie de la Lettre ouverte quand elle accuse le Secrétariat International de présenter la thèse que la révolution mondiale a déjà triomphé et que pour cette raison la construction de la IV^e Internationale est devenue inutile. Les documents préparatoires au 4^e Congrès se prononcent avec une clarté complète sur cette question. Non seulement nous restons plus fermement convaincus que jamais que la construction de la IV^e Internationale et de nouveaux partis révolutionnaires de masse dans tous les pays est indispensable à la victoire de la révolution mondiale, nous insistons même sur le fait que dans des pays, comme la Yougoslavie et la Chine où la révolution a atteint une première victoire décisive, l'expérience a montré qu'il faut une direction et une politique trotskystes pour ne pas mettre en danger l'acquit de cette révolution et assurer sa fusion avec la révolution mondiale. Même avec une loupe on ne retrouvera pas une trace de "révisionnisme" dans cette analyse.

Mais en réalité il s'agit d'autre chose. Il ressort clairement du document de Morris Stein "Some remarks on the Rise and Decline of stalinisme", qui donne la base théorique des attaques politiques présentes du SWP contre le S.I., que les dirigeants majoritaires du SWP remettent en question la conception trotskyste traditionnelle des rapports dialectiques entre la montée spontanée d'un mouvement révolutionnaire de masse et la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire.

Le Programme de Transition de la IV^e Internationale part de la constatation que la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire. De là découle comme tâche, la construction de nouveaux partis révolutionnaires et d'une nouvelle internationale, la IV^e, en tant que tâche centrale de notre époque. Cela est vrai pour toute l'époque du capitalisme décadent, à partir de 1914, si l'on englobe dans cette tâche l'effort entrepris par Lénine et la III^e Internationale dirigée par lui, de construire de nouveaux partis révolutionnaires, effort qui échoua par suite de la dégénérescence stalinienne du Komintern. Mais seuls des sectaires invétérés concluront de cette analyse générale qu'aussi longtemps qu'il n'existera pas de nouvelle direction révolutionnaire aucun changement fondamental ne pourra se produire dans la situation mondiale d'ensemble. Au contraire, Trotsky a consacré 20 années de sa vie à démontrer que, dans le cadre général de l'époque d'agonie du capitalisme, des changements fondamentaux peuvent se produire par suite de l'irruption du mouvement autonome des masses. Naturellement, ce mouvement ne suffit pas par lui-même à assurer la victoire finale de la révolution ; pour cela une direction révolutionnaire adéquate est nécessaire. Mais il crée précisément les pré-conditions pour construire avec succès les partis révolutionnaires de masse.

L'appréciation des rapports de force globaux entre les classes représente "le point de départ fondamental de toute politique révolutionnaire", écrit Lénine. Dans des douzaines et des douzaines d'articles et de discours, Trotsky a expliqué que la cause fondamentale de la victoire du stalinisme en URSS et dans la III^e Internationale était l'évolution de ces rapports de forces d'une façon défavorable au prolétariat international et soviétique, c'est-à-dire le reflux de la révolution mondiale. Toute autre explication fondamentale de la dégénérescence de l'URSS et de l'I.C. remplacerait le matérialisme historique par des méthodes idéalistes futiles. Bien sûr, de 1923 à 1938 de nombreuses occasions se sont présentées dans de nombreux pays pour renverser cette tendance fondamentale de reflux de la révolution qui caractérisa tout cette période. Le mouvement trotskyste international a lutté de toutes ses forces pour que ces occasions ne soient pas à nouveau des occasions manquées. Mais au fur et à mesure que les années passaient, aucun trotskyste n'exprima le moindre doute sur cette tendance fondamentale de reflux de la révolution de la période 1923-43.

Lorsque la direction mondiale de la IV^e Internationale se reconstitua au lendemain de la 2^e guerre mondiale, elle dut d'abord répondre à cette question fondamentale avant de s'engager dans n'importe quelle activité politique sérieuse : Quelle est la dynamique d'ensemble des rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale ? Vivons-nous toujours dans une période de reflux de la révolution, comme à la veille de la 2^e guerre mondiale, ou bien une nouvelle période de montée, de flux révolutionnaire a-t-elle commencé ? Notre réponse, comme celle des dirigeants du SWP, fut claire et nette : la chute de Mussolini inaugure une nouvelle époque de montée révolutionnaire, dans laquelle les rapports de forces entre les classes évoluent fondamentalement de façon favorable au prolétariat, à l'échelle mondiale. Par manque de direction révolutionnaire, beaucoup de luttes peuvent se terminer dans tel ou tel pays par des reculs partiels. Mais la puissance du mouvement autonome des masses à l'échelle mondiale est telle, face à un capitalisme terriblement affaibli, qu'il faudrait toute une période historique avant qu'on puisse parler d'un nouveau reflux mondial de la révolution. Et lorsque en 1949 triompha la révolution chinoise, cette analyse fondamentale reçut un tel renforcement que toute idée d'une défaite décisive de la révolution mondiale s'identifiait en réalité avec la possibilité de plus en plus limitée d'une victoire complète de l'impérialisme dans la guerre.

Shachtman, Morrow, la direction d'émigrés du I.K.D. et partiellement Haston opposaient à cette analyse une thèse subjectiviste sectaire : "Comment peut-on parler d'une montée révolutionnaire, d'un progrès de la révolution mondiale, quand la IV^e Internationale en pratique est aussi faible ?" Hier, nous répondions, ensemble avec la direction du SWP, à ce bavardage confus que le mouvement spontané des masses a une logique à lui, déterminée fondamentalement dans sa phase initiale non par l'existence d'un parti révolutionnaire mais par les maux du capitalisme décadent. Aujourd'hui, malheureusement, les dirigeants majoritaires du SWP commencent à nous opposer les mêmes arguments non-marxistes.

Le 3ème congrès mondial part dans son analyse de l'estimation fondamentale des rapports de forces globaux entre les classes à l'échelle mondiale esquissée plus haut. La direction du SWP, hier encore d'accord avec cette analyse, commence aujourd'hui à la réviser. Elle n'y oppose pas de conceptions claires ; elle y oppose un jeu éclectique fait de réserves mentales, d'hésitations et de doutes. Peut-être la révolution est-elle trop forte pour permettre un compromis durable sur son cadavre entre impérialisme et bureaucratie ? Peut-être de tels compromis sont-ils après tout encore possibles ? Peut-être l'impérialisme trouvera-t-il quand même d'autres solutions ? Peut-être une "petite" crise provoquera-t-elle une montée révolutionnaire aux Etats-Unis qui empêchera la guerre ? Peut-être une "grande" crise précipitera-t-elle l'éclatement de la guerre ? Une lecture attentive du Militant au cours des derniers mois - notamment la série d'articles de Hansen sur la situation mondiale - révèle l'exposé pêle-mêle de toutes ces hypothèses. L'éclectisme le plus confus commence à remplacer la rigueur de l'analyse marxiste. C'est ce qui explique les véritables divergences dans l'interprétation des événements survenus en URSS depuis la mort de Staline.

"CAPITULATION DEVANT LE STALINISME"

Shachtman avait découvert bien avant la direction majoritaire du SWP et le groupe Bleibtreu notre prétendue "capitulation devant le stalinisme". Il l'avait découverte quand nous expliquions que le Kremlin ne pouvait maintenir à la longue son contrôle sur les pays du glacis sans y détruire le mode de production capitaliste et en faire des Etats ouvriers déformés. Il la découvrit quand nous avons analysé, malheureusement avec retard, la révolution prolétarienne qui avait triomphé en Yougoslavie. Il la découvrit finalement quand nous avons défini la guerre civile chinoise aboutissant à la victoire de Mao-Tsé-Toung comme une victoire décisive de la 3ème révolution chinoise.

En d'autres termes, pour Shachtman, notre "capitulation devant le stalinisme" consiste dans notre analyse marxiste de la réalité, à laquelle il oppose ... "sa position sur la question russe". Les sectaires de tout acabit ont toujours eu l'habitude de refuser de "reconnaître" les faits lorsque ceux-ci ne trouvaient pas place dans leurs schémas.

Hélas, la direction majoritaire du SWP applique aujourd'hui exactement la même méthode pour nous accuser à son tour de "capituler devant le stalinisme". Ce qui est en jeu - abstraction faite des calomnies - c'est notre analyse des événements survenus en URSS depuis la mort de Staline. Les faits prouvent qu'une pression, qu'un mécontentement croissant des masses a obligé les sommets bonapartistes de la bureaucratie à faire de grandes concessions économiques aux travailleurs et aux paysans, et à chercher au moins à créer l'impression que la toute-puissance et l'arbitraire de la police seront, à l'avenir, limités. Tous les observateurs sérieux dans le monde, de L'Economist de Londres au Monde de Paris, en passant par la Tribune de Bevan et la Borda de Kardelj, sont d'accord sur cette interprétation fondamentale. L'Economist notamment a publié dans ses numéros du 29 août, du 12 septembre et du 10 octobre, une série d'articles sur l'évolution de la politique de Malenkov, dans laquelle on retrouve de nombreuses formules dans le genre de : "les consommateurs n'acceptent plus des marchandises de mauvaise qualité", "la pression d'en bas obligera les planificateurs", etc., etc. Il est vrai que pour Mc Carthy L'Economist et Le Monde ont depuis longtemps "capitulé devant le stalinisme".

A notre avis, il faut avoir l'esprit complètement déformé par le soupçon, la peur, et la démoralisation pour découvrir une trace quelconque de "capitulation devant le stalinisme" dans le fait de reconnaître un changement fondamental des rapports de forces entre la bureaucratie soviétique et le prolétariat, changement favorable à celui-ci. Parallèle au changement du rapport des forces à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat, il oblige la bureaucratie à faire de réelles concessions aux masses. Tout trotskyste sérieux saluera au contraire ce fait comme un tournant important, sinon décisif, dans la situation mondiale. Il n'y trouvera pas la preuve que la bureaucratie a changé de nature. Il n'y trouvera pas une raison pour faire la paix avec Malenkov. Il n'y trouvera pas de raison pour créer des illusions quant à la possibilité d'auto-élimination de la bureaucratie, de régénération de l'Union soviétique par la voie de réformes. Au contraire : il saluera ce fait comme une preuve que sa classe, le prolétariat soviétique, est en train de se réveiller. Il en conclura que le même prolétariat qui aujourd'hui oblige Malenkov à lui faire des concessions sérieuses passera à l'action demain, quand il se sentira encore plus sûr de lui, et renversera la dictature bureaucratique. A peine l'encre de nos premiers projets d'analyse de ce qui se passait en URSS était-elle sèche que les événements d'Allemagne orientale vinrent offrir une confirmation éclatante à nos pronostics. C'était une raison de plus de se sentir confiant et fier de notre mouvement trotskyste, qui avait été le seul courant politique dans le monde à prédire une extension de la montée révolutionnaire aux pays dominés par la bureaucratie soviétique !

Mais des gens démoralisés, effrayés et désorientés par l'évolution brusque de la situation mondiale, sans confiance réelle dans le prolétariat mondial, dans les masses soviétiques et surtout dans le mouvement trotskyste international, craignent qu'"admettre" les concessions de Malenkov aux masses, c'est accroître le prestige de la bureaucratie et non la confiance dans la puissance du prolétariat ! Ils rationalisent leurs craintes en niant les faits. C'est ainsi que nous avons pu assister au triste spectacle offert par Le Militant affirmant sérieusement que rien n'a changé en Union soviétique depuis la mort de Staline, qu'on n'y a vu depuis lors que des "purges sanglantes" et des "concessions à la bureaucratie et aux paysans riches" ! La lettre elle-même ne résume-t-elle pas l'ensemble de l'évolution en URSS depuis un an par la seule formule "manœuvres pour renforcer davantage la bureaucratie usurpatrice, faisant partie des préparatifs pour transmettre à un bureaucrate dirigeant le manteau de Staline" ? La lutte des forces sociales, le réveil du prolétariat, l'appréciation des rapports de forces entre prolétariat et bureaucratie et de leur dynamique, tout cela a disparu de l'analyse, dorénavant remplacée par des imprécations hystériques. Voilà le prix à payer pour une politique empirique, sans principe.

L'affaire ne s'arrête cependant pas là. La direction majoritaire du SWP qui, lors de son congrès de juillet 1952, accepta intégralement l'estimation du 3è congrès mondial de la IV^e Internationale quant à la dynamique des rapports de forces entre les classes à l'échelle mondiale, est en train de réviser maintenant à pas de géant cette même estimation. Elle est en train d'adopter la thèse subjectiviste de démoralisation contenue dans le document de Stein, selon laquelle il n'y a pas de différence fondamentale entre la période présente et la période d'avant-guerre de reflux de la révolution, "parce que la IV^e Internationale est faible", "parce qu'il n'y a pas de direction révolutionnaire adéquate". La lettre ouverte va même jusqu'à reprocher à la direction de notre mouvement "de ne pas mettre l'accent (sic) sur le danger d'une nouvelle barbarie" ! Dans le cadre d'une telle perspective, il devient naturellement plausible de jouer avec la notion de restauration du capitalisme en URSS. La primeur de cette découverte revient incontestablement au groupe Bleibtreu qui, depuis longtemps, a remplacé la méthode d'analyse marxiste par l'utilisation d'informations secrètes sur l'empoisonnement de Staline, le rétablissement du capital en URSS et la présence d'agents staliniens à la tête de la IV^e Internationale. En fait si, comme avant la guerre, la révolution mondiale trébuche de défaite en défaite, la destruction de ce qui subsiste en URSS comme conquêtes d'octobre se trouve logiquement au bout de ce chemin. Mais si, on part de l'analyse correcte de la situation mondiale actuelle, qui n'est pas une situation de reflux mais de flux de la révolution mondiale, entrecoupée d'armistices et de reculs partiels ; si on admet que ce n'est pas la révolution mais le capitalisme mondial qui reflue et s'affaiblit foncièrement, tout en conservant d'immenses ressources et réserves, essentiellement aux Etats-Unis, alors tout aussi logiquement la perspective d'un danger réel de rétablissement du capitalisme en URSS semble sortir d'un cerveau malade. Nous pensons qu'il en est effectivement ainsi.

CE QUI A ETE EFFECTIVEMENT REVISE

Comprendre que nous vivons aujourd'hui une période fondamentalement différente de la période d'avant-guerre, une période de flux et non de reflux de la révolution, c'est comprendre qu'il est nécessaire pour notre mouvement de réviser effectivement quelque chose : non son programme, ses principes ou sa stratégie, mais son analyse et sa tactique. Celui qui considère comme "révisionniste" une modification d'analyse et de tactique lorsque les conditions

objectives ont changé, celui-là doit réapprendre ce qu'est la tactique révolutionnaire.

Lorsqu'il y eut des compromis de trahison entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme mondial, qui livrèrent à la défaite les révolutions espagnole et française en 1936, les révolutions grecque, française et italienne en 1944 - 45, nous avons été les premiers à dénoncer ces actes infâmes du Kremlin. Nous avons cependant ajouté tout de suite que la réussite de ces trahisons dépendait, en dernière analyse, non des intentions contre-révolutionnaires du Kremlin, mais de la faiblesse relative, des limites étroites dans lesquelles était encore enfermée la montée révolutionnaire. Si on croit que le Kremlin est capable de briser n'importe quelle montée révolutionnaire, ce n'est pas la peine de s'axer sur une victoire de la révolution mondiale.

Est-il possible pour un révolutionnaire sérieux de mettre en doute que le "coup de Prague" de février 1948 ne fut pas le produit d'un "compromis de trahison" entre le Kremlin et Wall Street mais bien d'un réflexe d'auto-défense de la bureaucratie contre l'impérialisme ? Est-il possible de mettre en doute que la prise du pouvoir par Mao-Tsé-Toung et l'alliance sino-soviétique qui en résulta ne signifient nullement que le Kremlin "impose la consolidation du capitalisme en Chine", mais au contraire que, face au danger impérialiste, la bureaucratie a été obligée de s'allier à la révolution chinoise, devenue trop puissante pour être simplement étranglée ou vendue de la façon dont furent étranglées les révolutions espagnole ou grecque ? Répéter mécaniquement à propos de la Chine ou de la Corée les accusations lancées dans le passé contre la politique stalinienne en Espagne ou en Grèce, ce n'est pas rester un "trotskyste orthodoxe", c'est apparaître sur la scène politique comme des mythomanes aveugles, et c'est renforcer l'emprise du stalinisme sur l'avant-garde ouvrière qu'on ne pourra jamais gagner à l'aide de contre-vérités évidentes.

C'est dans ce sens qu'une "révision" de l'analyse et de la tactique de notre mouvement s'imposait impérieusement dans le cadre de la "guerre froide" et de la préparation accélérée de la guerre mondiale contre-révolutionnaire de l'impérialisme contre les forces anti-impérialistes de toute nature. Sans cette "révision", il devenait impossible de combattre efficacement le stalinisme, et on risquait de voir se développer dans l'organisation de véritables tendances pro-staliniennes. Sans cette révision, notre mouvement risquait de s'ossifier sur des positions fausses et de se couper des masses révolutionnaires en action. L'analyse nouvelle de la situation mondiale effectuée par le 3è congrès mondial, faut-il le répéter, ne modifiait en rien notre jugement de la bureaucratie soviétique, ses intentions conservatrices et contre-révolutionnaires, son désir d'arriver à un *modus vivendi* durable avec l'impérialisme. Elle constatait seulement que la puissance de la montée révolutionnaire et le danger mortel menaçant l'impérialisme rendaient ces désirs inefficaces et irréalisables, du moins à l'échelle globale (ce qui n'exclut pas que les staliniens, dans tel ou tel pays isolé, à tel ou tel moment, réussissent malheureusement de véritables trahisons).

La direction majoritaire du SWP qui nous reproche aujourd'hui notre "révisionnisme" était à tel point consciente de la nécessité effective de réviser des analyses et des tactiques dépassées par les événements qu'elle adopta à son congrès de juillet 1952 une résolution stipulant notamment :

"Le 15è congrès national du SWP...considère correcte l'estimation faite dans les différentes thèses et résolutions (du 3è congrès mondial) : de la nature de la guerre qui vient, du rythme des préparatifs de guerre, de l'analyse des contradictions du Kremlin et des bureaucraties staliniennes nationales, de la caractérisation de la nature de classe et de l'évolution de la Yougoslavie et des Etats de l'Europe orientale, de la signification de la révolution chinoise, etc. La tactique développée par la résolution découle comme conclusion logique des prémisses politiques."

S'adressant à Renard, membre dirigeant de la tendance Bleibtreu, Cannon écrivait :

"Nous n'y voyons aucun révisionnisme (dans les documents du 3è CM et du 10è plenum du CEI). Tout ce que nous y trouvons, c'est une clarification de l'évolution d'après-guerre du stalinisme et une esquisse d'une nouvelle tactique pour le combattre plus efficacement. Nous considérons que ces documents sont complètement trotskystes. Ils diffèrent des documents antérieurs de notre mouvement, non dans les principes mais seulement dans la confrontation et l'analyse d'une réalité nouvelle et dans un ajustement tactique à cette réalité. C'est l'opinion unanime des dirigeants du SWP que les auteurs de ces documents ont rendu un grand service au mouvement pour lequel ils méritent l'appréciation et l'appui des camarades, et non la méfiance et le dénigrement."

Des résistances sectaires à un changement tactique découlant d'une modification de la situation objective se sont produites en de nombreuses occasions dans l'histoire du mouvement révolutionnaire, de notre mouvement en particulier. Polémiquant au début de 1940 contre Shachtman, Trotsky ridiculisait l'idée que la bureaucratie soviétique veuille partout et toujours "consolider le capitalisme".

"Shachtman s'accroche àprement au fait que le programme de Kussinen est formellement le programme de la "démocratie bourgeoise". Veut-il dire par là que le Kremlin est plus intéressé à l'établissement de la démocratie bourgeoise en Finlande qu'à introduire la Finlande dans le cadre de l'URSS ? Shachtman ne sait pas lui-même ce qu'il veut dire. En Espagne, dont Moscou ne préparait pas le rattachement à l'URSS, il était effectivement question de prouver la capacité du Kremlin à sauvegarder la démocratie bourgeoise contre la révolution prolétarienne. Cet objectif découlait des intérêts du Kremlin dans une situation internationale particulière. Aujourd'hui, la situation est différente..."

Sa polémique contre Shachtman, qui prétendait que n'importe quelle action du Kremlin était toujours contre-révolutionnaire, a connu un renouveau récent lorsque Hansen caractérisa le stalinisme comme étant "contre-révolutionnaire through and through" (entièrement et totalement contre-révolutionnaire) :

"L'armée rouge entra en Pologne uniquement comme "force contre-révolutionnaire" (prétend Shachtman) dans le but de supprimer le mouvement (des masses). Mais pourquoi les ouvriers et les paysans dans la Pologne occidentale conquise par Hitler n'organisèrent-ils pas une révolution ? Pourquoi ce sont principalement les révolutionnaires, les "démocrates" et les juifs qui durent s'enfuir de là, tandis qu'en Pologne orientale ce furent principalement les propriétaires fonciers et les capitalistes qui se sauvèrent ?"

Ce qui était impliqué alors dans cette polémique était l'incompréhension de la part de Shachtman du caractère double, contradictoire, de la bureaucratie soviétique, qui est non seulement contre-révolutionnaire par rapport au prolétariat international, mais encore dans sa grande majorité attachée au nouveau mode de production éminemment révolutionnaire de l'URSS dans le monde d'aujourd'hui. C'est de cette nature contradictoire de la bureaucratie que surgit la possibilité, la nécessité pour elle de modifier sa politique "quand la situation objective est différente". Trotsky expliquait à Shachtman que sa méthode était celle d'un "prétentieux superficiel qui refuse d'approfondir la logique interne dialectique des événements". Cannon, sur un ton plus gentil, adressa le même reproche à Renard en mai 1952. Nous-mêmes sommes obligés d'adresser aujourd'hui le même reproche à Cannon.

Ce n'est pas seulement notre conception trotskyste fondamentale sur la nature de la bureaucratie soviétique qui est en jeu ici. La révision effective de cette conception par nos opposants a des implications politiques dangereuses. On sait comment Shachtman évolua en l'espace de quelques mois de l'affirmation du caractère "uniquement et entièrement contre-révolutionnaire" du stalinisme à l'abandon de la défense de l'URSS et à sa position de 3è camp. La direction majoritaire du SWP jure qu'elle représente "le trotskysme orthodoxe". Mais

tous ces serments solennels ne l'ont pas empêchée au cours des derniers mois d'appuyer l'infâme action des "colis Eisenhower" à Berlin, destinée à seconder la campagne électorale d'Adenauer et à désagréger le front socialiste révolutionnaire de l'opposition anti-stalinienne en Allemagne orientale. Ces serments ne l'ont pas empêchée de passer complètement sous silence l'organisation par l'impérialisme américain du coup d'Etat en Iran qui a renversé Mossadegh, et de dénoncer seulement "la trahison stalinienne" dans cette affaire. Ce sont pour le moment de petits traits, mais des traits pleins de signification. Ils acquièrent toute leur signification du fait qu'ils se produisent dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, dominés par un climat d'hystérie anti-communiste. Ils obtiennent toute leur signification du fait qu'ils se sont produits au moment où cette direction se préparait à rompre avec le mouvement trotskyste international.

"METHODES KOMINTERNISTES"

La lettre ouverte accuse la direction de la IV^e Internationale d'utiliser des manœuvres bureaucratiques et des "méthodes kominternistes" dans le mouvement trotskyste, d'y "préparer des scissions et des exclusions". Cette accusation s'appuie sur l'étrange cas de "duplicité" de nos rapports avec la direction du SWP, que nous examinerons plus loin et la scission qui s'est produite l'an dernier dans la section française de l'Internationale. Dans cette section il y avait un groupe de camarades représentant à ce moment 55 % des effectifs de l'organisation, et qui était opposé à la ligne politique déterminée par le 3^e CM. La direction de l'Internationale a fait preuve d'une grande patience envers lui. Il n'a jamais mis en question le droit de la majorité internationale de voir sa ligne appliquée dans toutes les sections, droit impliqué par la structure de notre mouvement en tant que parti mondial. Il a toujours prétendu vouloir appliquer la ligne de l'Internationale. Les faits ont cependant montré qu'il n'avait aucun désir réel d'appliquer cette ligne et qu'il a, d'après les paroles de Cannon "joué avec les décisions du Congrès mondial". Ces manœuvres furent discutées au 3^e Congrès mondial, aux 10^e, 11^e, et 12^e plenum du Comité exécutif international. Lorsque toutes les tentatives de conciliation et de compromis furent épuisées, le CEI décida, à la quasi-unanimité des voix, de modifier la composition de la direction de la section française, remettant celle-ci à des camarades convaincus de la justesse de la ligne de l'Internationale. A la tendance Bleibtreu-Lambert furent offerts tous les droits d'une tendance internationale minoritaire. Elle préféra cependant ne pas reconnaître la décision du CEI, ne pas l'exécuter, mais scinder la section française et attaquer publiquement la IV^e Internationale. Même après d'inqualifiables actes d'indiscipline, l'Internationale offrit à cette tendance la réintégration dans le mouvement. Il ne fut jamais question de la sanctionner pour ses idées ou de lui interdire de défendre ses idées à l'intérieur du mouvement. Le groupe Bleibtreu-Lambert refusa à nouveau les propositions d'accord du CEI, et l'affaire fut classée. Voilà le récit des "crimes bureaucratiques" de la direction internationale.

Mais regardons maintenant ces démocrates vertueux qui nous reprochent aigrement nos "méthodes kominternistes". Le dernier plenum du Comité national du SWP expulsa plus de 35 % des membres de ce parti, dont les principales sections ouvrières de Detroit, Flint, Youngstown et Buffalo. Ces camarades n'avaient pas attaqué la ligne du parti ou défendu leurs opinions en public. Le prétexte de l'exclusion fut leur non participation à un meeting du parti. La raison réelle de leur exclusion, comme la lettre ouverte l'explique cyniquement, c'est qu'ils "appuient et défendent" l'analyse de l'Internationale sur les récents événements survenus en URSS. En d'autres termes, ces camarades sont exclus pour leurs idées et seulement pour leurs idées ! Ceci est confirmé par le fait qu'avant même l'incident de la réunion publique à New-York qui servit de prétexte à l'exclusion, la direction du SWP refusa de communiquer au SI et à la minorité américaine l'ordre du jour du plenum du Comité National.

Les quelques alliés européens de Cannon suivent fidèlement les traces de leur maître. Le groupe Bleibtreu a exclu un de ses plus anciens dirigeants, secrétaire du parti pendant la clandestinité sous l'occupation nazie, pour le "crime" d'avoir participé, en tant que dirigeant syndical élu, à une délégation des syndicats réformistes se rendant en URSS. Cela est appelé "infraction à la moralité prolétarienne" ! Le même groupe reproche au SI de ne pas avoir ordonné l'exclusion immédiate de la minorité de notre section cinghalaise au moment où celle-ci comptait 45 % des effectifs de ce parti. Burns, l'allié de Cannon en Angleterre, n'a pas hésité une minute pour exclure tous les membres du BP et du CC de sa section restés fidèles à l'Internationale, bien qu'il était en présence d'une pétition de plus de 60 % des membres s'opposant à toute mesure d'organisation et demandant la convocation d'une conférence nationale. Voilà les "principes d'organisation" de ces étranges avocats de la démocratie intérieure dans notre mouvement.

La direction de l'Internationale a toujours appliqué une méthode rigoureusement principielle à l'égard des personnes ou des tendances. Elle ne changera pas cette méthode sous le prétexte qu'il existe une crise dans le mouvement. Nous ne connaissons ni des "amis" ou des "ennemis" ; nous ne connaissons que des tendances qui ont politiquement raison ou tort, qui respectent ou violent les principes du centralisme démocratique. Comme notre mouvement n'a pas encore discuté les positions de la minorité du SWP sur les problèmes américains, le Comité exécutif international dans son ensemble ne peut exprimer un avis à ce sujet. Il s'acquittera très bientôt de cette tâche. De toute manière, il est d'ores et déjà profondément convaincu que les accusations de "capitulation devant le stalinisme", de "pessimisme", d'"idéologie petite-bourgeoise", de "s'éloigner du travail parmi les masses des ouvriers syndiqués", lancées par la lettre ouverte contre ces camarades, sont tout aussi fausses et calomnieuses que les accusations parallèles lancées contre la direction internationale. Il saisit l'occasion pour saluer le courage avec lequel ces camarades ont cherché à défendre dans des conditions très difficiles la politique de l'Internationale et l'intégrité de sa direction. Il se solidarise avec leur lutte contre la calomnie et la scission et les assure de tout son appui politique et moral. Jamais notre mouvement ne reconnaîtra des actes brutaux d'exclusion bureaucratique. Jamais nous ne déshonorerons notre tradition démocratique pour "avoir la paix" avec qui que ce soit !

L'ORIGINE DE LA CRISE

C'est cela et cela seul qui se trouve à l'origine de la crise actuelle dans les rapports entre la direction majoritaire du SWP et le mouvement trotskyste international. Il y a un passage révélateur à ce sujet dans la lettre ouverte où il est question de la "duplicité de Pablo en présentant un visage à la direction du SWP, tout en collaborant secrètement avec la tendance révisionniste Cochraniste". Cette accusation se trouve exprimée pour la première fois dans une lettre écrite le 4 juin 1953 par Cannon à un ami en Europe, Tom, dans laquelle le SI était accusé d'avoir "organisé" la lutte de tendances dans le SWP. Mais 15 jours auparavant, parlant devant une assemblée de sa tendance à New-York, le même Cannon affirmait qu'il n'y avait aucune preuve d'un appui politique accordé par le SI à la minorité américaine ...

La vérité, c'est qu'un tel appui n'a jamais existé ailleurs que dans les craintes et les soupçons de la direction majoritaire. La publication d'une correspondance démontrera que ces craintes et soupçons n'avaient aucun fondement. La direction internationale prit, en cette matière comme en toute autre, une attitude principielle. Elle déclara que, les divergences politiques ne lui apparaissant pas encore clairement, elle s'abstiendrait de toute intervention, sauf de conseiller la modération dans le ton et l'élimination de menaces organisationnelles. La direction anglaise unanime, Burns inclus, envoyait d'ailleurs une lettre exactement dans le même sens au SWP encore à la date du 26 mai. La majorité américaine s'efforça jusqu'au mois de mai 1953 d'orienter sa lutte de tendance de façon à apparaître comme étant soi-disant le meilleur interprète et défenseur de la politique de l'Internationale.

Le fait que des craintes et des soupçons de "duplicité", non confirmés par aucun fait, aient pu amener la direction majoritaire du SWP à déclencher une violente lutte fractionnelle contre la direction de l'Internationale et à rompre publiquement avec la IV^e Internationale, suffirait en lui-même à dévoiler le caractère sans principe de l'attitude de cette direction. Cannon, répondant à Renard en mai 1952, disait tout ce qu'il y a à dire à ce sujet :

"Je suis sûr que le mouvement international ne sanctionnera ni n'appuiera une lutte fractionnelle basée sur des soupçons d'intentions futures, qui ne peuvent être démontrées, ou même déduites, de propositions ou positions présentes formulées dans des documents. Personne ne peut rien apprendre de telles luttes, et le parti y perdra sûrement. Si vous, camarades de la majorité, insistiez sur une lutte contre le "révisionnisme" qui n'est pas évident à d'autres, vous ne pourriez que désorienter un nombre de camarades ouvriers dans le parti, que les isoler des autres cadres du mouvement international et les conduire dans une impasse."

Quelle excellente réponse de Cannon 1952 au Cannon 1953 !

Mais en réalité, ce "malentendu" apparent quant à l'attitude de la direction internationale dans la lutte intérieure du SWP a une base plus large, plus substantielle. La direction majoritaire du SWP pouvait douter que le SI l'appuierait dans toutes les entreprises qu'elle avait en vue contre la minorité. Cannon préparait depuis des mois l'exclusion bureaucratique de la minorité américaine. Il attendait une approbation par avance d'un tel acte ; il ne l'a pas reçue. C'est cela qu'il considère aujourd'hui comme de la "duplicité".

La direction internationale n'a jamais eu l'attitude ou l'intention d'approuver n'importe quelle action de Cannon ou d'une tendance quelconque dans le SWP. Elle a pris position dans chaque lutte de façon principielle. La lutte contre Shachtman était une lutte principielle, dans laquelle Trotsky et le mouvement international appuyèrent Cannon pour des raisons évidentes d'accord politique. La lutte contre Morrow-Goldman fut à nouveau une lutte politique, dans laquelle l'Internationale se trouva d'accord avec Cannon, bien qu'elle exprima son inquiétude devant la brutalité des mesures d'organisation qui conclurent cette lutte. Le cas de la minorité actuelle était différent. L'Internationale n'a jamais condamné ses positions politiques contre celles de la majorité, dans la mesure où il y avait des divergences politiques clairement exprimées. Escompter dans ces conditions que la direction internationale donne le champ libre à Cannon pour régler l'affaire organisationnellement "à sa façon", c'est considérer que l'Internationale est dirigée par une clique bureaucratique, non par une direction politique. Si Cannon a jamais eu cette illusion et cette conception de l'Internationale, il s'est lourdement trompé.

Mais admettons même pour un instant que la majorité américaine ait eu politiquement raison dans sa lutte contre la minorité. Admettons que le SI se soit trompé en n'approuvant pas complètement et par avance n'importe quelle action de la direction contre la minorité. S'il en était ainsi, la direction majoritaire du SWP, qui connaît fort bien la structure et les mœurs démocratiques de notre mouvement, avait maintes possibilités de s'adresser à celui-ci et d'y défendre sa cause, bien que la loi réactionnaire Voorhis ait obligé le SWP à se désaffilier de la IV^e Internationale. Pourquoi la direction du SWP n'a-t-elle pas agi ainsi, d'après les règles de fonctionnement normales de toute organisation révolutionnaire ? Pourquoi a-t-elle préféré s'adresser tout de suite au large public et trahir publiquement la cause du trotskysme international ? Ceci couronne dans une certaine mesure les actes non principiels de la majorité du SWP, car ceci foule au pied le principe suprême du trotskysme : l'internationalisme prolétarien.

Des marxistes ne jouent pas avec l'idée de l'Internationale révolutionnaire. Pour eux, la suite des Internationales n'est pas une suite numérique mais une suite d'époques historiques avec des tâches historiquement différentes de la classe ouvrière. Pour qu'une Internationale ait achevé sa fonction progressive, il faut des événements d'envergure colossale. La IV^e Internationale est le parti mondial de la révolution socialiste à l'époque de l'agonie du capitalisme et du stalinisme. A-t-elle achevé sa fonction historique ? A-t-elle "trahi" ? N'est-il pas de la dernière irresponsabilité d'attaquer sa direction et sa ligne publiquement, c'est à dire en fait de rompre avec le mouvement trotskyste mondial, sans se battre en son sein pour ses idées aussi longtemps qu'une telle "trahison" n'est pas clairement établie ? Trotsky ne désirait-il pas rester dans la III^e Internationale après la trahison de la grève générale britannique et celle de la révolution chinoise, après le début de la terrible dégénérescence en URSS même, et n'était-il pas prêt à observer strictement la discipline du mouvement à l'extérieur, à la seule condition qu'on lui permit de défendre ses idées à l'intérieur du mouvement ? Comment expliquer la soudaine et terrible irresponsabilité de la majorité du SWP sur la question de l'Internationale, sinon comme une violation brutale des principes de l'internationalisme prolétarien ?

La fidélité aux principes que nous exigeons des autres, nous l'appliquons nous-mêmes. Même après tout ce qui est arrivé, il y a place pour les canonistes dans notre mouvement, à condition qu'ils se soumettent à ses règles traditionnelles de fonctionnement. Nous ne voulons exclure personne qui est en accord avec notre programme général, ni obliger personne à se taire. Nous mettons les canonistes au défi de venir s'expliquer devant le forum des trotskystes du monde entier. Mais ceux-ci leur diront sans doute : "Commencez par montrer par des actes que vous êtes prêts à vous soumettre aux règles du centralisme démocratique; celui qui en réclame les droits doit en appliquer strictement les devoirs".

CE QUE LA CRISE A REVELE

L'ensemble de cette attitude sans principe démontre que la majorité de la direction du SWP a été profondément atteinte par la dégénérescence. La dégénérescence dans les méthodes d'organisation fait pendant à la dégénérescence politique. Le mal, contenu pendant une certaine période, a brusquement éclaté et progresse rapidement. Comment l'expliquer de la part d'un groupe qui, pendant une longue période, a été incontestablement le principal porte-drapeau de notre mouvement international ?

Le SWP connut sa période de montée entre 1934 et 1946, dans une période où le mouvement ouvrier international reculait sous la marche progressive du fascisme et de la guerre, et où le mouvement ouvrier américain connaissait une période de lente radicalisation, culminant dans la lutte contre le no strike pledge au cours de la guerre et dans la vague de grèves d'après-guerre. Le reflux du mouvement ouvrier international fut accompagné par une désorganisation du mouvement trotskyste, avec Trotsky assassiné et des dizaines de cadres abattus par la contre-révolution. La lente radicalisation du mouvement ouvrier américain fut accompagnée d'un renforcement numérique et idéologique du SWP, s'enracinant davantage dans le mouvement des masses et combinant une activité de propagande trotskyste intelligente avec des activités de direction ouvrière générale sous de nombreuses formes. La fidélité du SWP aux principes du trotskysme, et avec son activité dans le mouvement de masse, en firent un exemple et un point de ralliement pour les révolutionnaires sérieux dans le monde entier.

Mais au cours des dernières années, la situation se modifia complètement, à ce sujet également. Au reflux international de la révolution internationale se substitua une montée révolutionnaire qui n'a cessé de s'élargir. A la radicalisation du mouvement ouvrier américain se substitua une période de reflux sous la pression croissante de la contre-révolution. A la période de désorientation et de désorganisation du mouvement trotskyste international succéda une période de regroupement et de progrès organisationnels et théoriques importants par suite de l'enracinement progressif de nos organisations dans le mouvement des masses. Au renforcement numérique et idéologique du SWP succéda une période de stagnation de l'organisation et son refoulement hors du mouvement de masse, non par sa faute mais par suite de la pression de la réaction dans les syndicats.

Dans ces conditions, la direction du SWP aurait dû comprendre les dangers très grands que cette situation nouvelle faisait courir à son organisation. Elle aurait dû comprendre que le climat de réaction et la stagnation du parti risquaient de démoraliser une partie de l'organisation. Des signes n'ont pas manqué indiquant qu'un tel danger était réel. Il fallait y réagir d'une part en resserrant les liens politiques avec le mouvement international, en s'inspirant davantage des progrès de la révolution internationale et du mouvement trotskyste international et d'autre part en examinant avec une attention extrême toutes les possibilités nouvelles pour s'insérer, à une échelle modeste bien sûr, dans le mouvement ouvrier réel des Etats-Unis d'aujourd'hui.

Hélas, une partie de la direction du SWP a eu une réaction opposée. Elle a cru pouvoir résister à la pression de la réaction et à la menace de démoralisation en mettant l'accent sur le passé du parti, sur la valeur acquise, sur sa tradition, sur la foi et la certitude dans sa victoire. Ce sont des moyens valables pour combattre la démoralisation lorsqu'ils s'appuient sur une progression réelle dans les faits. Mais dans une période de stagnation et de recul, ils risquaient d'ossifier les cadres du parti, de les détourner de la réalité, de leur cacher les dangers réels, de leur faire découvrir les sources des difficultés dans un "sabotage" de l'intérieur au lieu de reconnaître la base objective de celles-ci. C'est exactement ce qui est arrivé avec la majorité du SWP. Comme les "vieux bolcheviks" de 1923, ces "vieux trotskystes" succombent à la pression hostile du milieu parce qu'ils cherchent leur salut non dans l'analyse marxiste mais dans la tradition.

"Il y a eu plus d'un cas dans l'histoire, écrit Trotsky, ou plus précisément cela ne s'est jamais passé autrement dans l'histoire, où lors du passage du parti d'une période à une autre, des éléments qui jouèrent un rôle progressif dans le passé mais qui se montrèrent incapables de s'adapter à temps à de nouvelles tâches, se bloquèrent devant le danger et révélèrent, non leurs traits positifs, mais presque exclusivement leurs traits négatifs."

C'est exactement ce qui s'est passé actuellement avec la tendance Cannon. Si dans le passé Trotsky ou le mouvement international ont pu penser que telle ou telle action de Cannon fut trop brutale, ceci ne joua jamais qu'un rôle secondaire dans la lutte politique, parce que dans celle-ci Cannon défendait des positions principielles. Mais aujourd'hui, lorsqu'il va non à contre-courant de l'impérialisme mais à contre-courant de l'Internationale révolutionnaire, tous ces traits, présents en puissance dans le passé, éclatent et se manifestent avec une crudité extraordinaire. Qu'on compare le style calme, assuré, principiel, de "La lutte pour un parti prolétarien" aux calomnies hystériques de la Lettre ouverte et on voit tout de suite quel abîme sépare le Cannon d'antan que nous avons tous estimé avec le Cannon d'aujourd'hui qui est en train de devenir un ennemi du mouvement.

LE "COMITE DE LA IV^e INTERNATIONALE"

En même temps qu'elle préparait secrètement sa rupture politique publique avec l'Internationale, la majorité de la direction du SWP cherchait secrètement des alliés non seulement dans l'Internationale mais aussi autour de celle-ci. C'est pourquoi immédiatement après la Lettre ouverte apparaissait un document annonçant la création d'un "Comité de la IV^e Internationale".

Ce document tout comme la Lettre ouverte témoigne que la majorité de la direction du SWP avait renoncé par avance à toute tentative de faire triompher ses positions dans la discussion préparatoire au 4^e congrès mondial. Cannon a voulu organiser une fraction secrètement "sur une base militaire", non pour participer à une discussion, mais pour rompre avec le maximum d'éclat.

Dans ce "Comité", la base d'accord formel est constituée par les "principes du trotskysme orthodoxe", répétition pédante de vérités premières du Manifeste communiste sur le Capitalisme et le Socialisme, plus une prise de position sommaire, sectaire et mécanique envers la question du stalinisme ("en définitive agence petite-bourgeoise de l'impérialisme"), qui nie tout l'acquis de l'Internationale dans ce domaine et ne peut que désarmer de nouveau complètement notre mouvement. Par rapport à l'idée, à la structure et au fonctionnement de l'Internationale en tant que parti mondial centralisé, tous ces éléments et groupes du "Comité" se distinguent par une rébellion commune contre une telle conception de l'Internationale et lui opposent pratiquement celle d'une union fédérative, une sorte de Bureau de "liaisons et échanges idéologiques", laissant à chacun en fait pleine autonomie et liberté d'action.

Organisationnellement, la base de ce "Comité" permet ainsi à chacun de se comporter à sa façon dans son pays sur les problèmes les plus essentiels. Cannon et Burns s'affirmaient pour la tactique définie par l'Internationale pour les trotskystes de France, ils ont autrefois condamné Bleibtreu pour son opposition à cette orientation qu'il présentait comme une "capitulation devant le stalinisme". Aujourd'hui, ils font le silence sur cette tactique pour la France, mais dans leur accord avec lui contre la IV^e Internationale, ils soutiennent en fait son orientation "indépendante". Autre exemple : sur une question aussi importante que la révolution chinoise la déclaration du "Comité" est silencieuse. Car si la Lettre ouverte la présente comme tout aussi dégénérée que la révolution russe, le groupe Bleibtreu n'hésitait pas jusqu'à ce jour à présenter Mao-Tsé-Toung comme un des champions du communisme anti-stalinien.

Ce "Comité" n'agit pas comme une fraction qui veut gagner l'Internationale à une analyse, à des perspectives et à une tactique cohérentes opposées à celles que l'Internationale a suivies depuis le 3^e congrès mondial, mais comme un agglomérat qui esquivé les problèmes les plus essentiels pour s'unir dans un effort de dislocation de l'Internationale comme parti mondial centralisé.

Pour dissimuler le mieux possible la nature de cette opération, pour donner une justification "théorique" à ceux qu'ils désirent entraîner dans leur rupture avec l'Internationale, ils agitent l'épouvantail du "pablisme". Ils n'apportent rien d'original dans ce domaine car ils se sont contentés de reprendre le cheval de bataille de l'ex-fraction Johnson-Forest à la veille de sa rupture avec l'Internationale, et que Cannon dénonça le premier en affirmant qu'il n'y avait pas de "pablisme".

Mais moins les associés du "Comité" peuvent parler en termes politiques et plus ils se sentent contraints de donner un caractère personnel à leurs attaques. C'est ainsi que s'explique l'accumulation d'attaques les plus calomnieuses et les plus perfides contre le camarade Pablo qui s'est trouvé à la pointe du combat pour armer l'Internationale en face des problèmes de la situation actuelle.

LA IV^e INTERNATIONALE TRIOMPHERA !

La direction de l'Internationale est consciente du fait qu'elle a cherché par le maximum d'efforts à arrêter Cannon et la direction majoritaire du SWP sur la voie de la dégénérescence politique. Elle est prête à faire tout ce qui est encore possible aujourd'hui. Mais elle n'est pas prête à trahir nos principes politiques et nos principes d'organisation. Notre mouvement est né et s'est développé seulement grâce à son caractère hautement principiel. Face à toutes les manœuvres opportunistes et sans principe des réformistes et des staliniens, qui pavent la voie aux pires trahisons dans les faits des intérêts du prolétariat, notre mouvement n'a subsisté que parce qu'il incarne la pureté et la fermeté des principes et du régime intérieur. Il en sera ainsi également dans l'avenir.

La Lettre ouverte a cherché à provoquer la scission et la désintégration de la IV^e Internationale. Elle n'a réussi qu'à prouver la dégénérescence et le déclin de ses auteurs. Tout le mouvement international se dresse

pour défendre la tradition politique et organisationnelle du trotskysme. L'entreprise des scissionnistes échouera lamentablement. Le coup que Cannon nous porte est dur. Mais les succès que nous apporteront les progrès de la révolution internationale sont infiniment plus importants. C'est sur cette carte que nous misons, c'est sur cette carte que misèrent les fondateurs de notre mouvement. Après avoir passé par l'épreuve de Hitler et de Staline, la IV^e Internationale ne peut être ni détruite ni affaiblie sérieusement. S'enracinant dans le mouvement ouvrier réel de tous les pays, forte de son programme révolutionnaire sans pareil et d'une capacité d'élaboration politique confirmés par des faits d'envergure historique, elle abordera l'avenir de façon sereine et assurée, convaincue que la victoire de la révolution internationale coïncidera avec sa victoire propre.

Le 14^e plenum du CEI

(adoptée à l'unanimité)

Décembre 1953

Ce texte a été en plus signé par les membres du CEI et les cadres dirigeants suivants jusqu'ici consultés

Collins (Angleterre), Edo et Wilhelm (Allemagne), Pierre Frank, Jacques Privas, Michèle Mestre (France), Livio Maitan, Franco Villani (Italie), Emile et Pierre (Belgique), Ernesto (Espagne), Sal et Theo (Hollande), Ler et Saxe (Autriche), Posadas et Arroyo (Argentine), Serrano (Bolivie), Robert (Vietnam), Ortiz et Costa (Uruguay), Manuêlo et Marcelo (Brésil), E. Germain, M. Pablo

[The following text is extremely faint and largely illegible, appearing to be a continuation of the document or a separate page with bleed-through. It contains several paragraphs of text.]

PROJET DE REPONSE AU DOCUMENT DU "14^e PLENUM"

Il ne peut être question d'analyser en détail le document "A la défense de la 4^{ème} Internationale" qu'a publié la réunion de la fraction pabliste baptisée "14^{ème} Plenum du CEI", tissu de contre-vérités, d'affirmations contradictoires et de tentatives dérisoires de camouflage, dans le style habituel de son auteur E. Germain. Nous nous bornerons à en caractériser les traits principaux.

La méthode de l'auteur - ce Radek de la 4^{ème} Internationale - est maintenant, après trois ans d'épreuve, bien connue. Il en commença l'application au début de 1951, lorsqu'il proclama que ses "Dix thèses sur le stalinisme", écrites pour réfuter Pablo, ne faisaient que compléter les vues de ce dernier. La méthode consiste à juxtaposer les idées révisionnistes de Pablo avec des réaffirmations partielles du programme trotskyste. Le régime russe se démocratise - mais bien entendu il faudra (d'autant plus) une révolution politique. La bureaucratie stalinienne est naturellement contrerévolutionnaire - mais son action contre-révolutionnaire est totalement inefficace "du moins à l'échelle globale" -, et ainsi de suite de suite jusqu'à satiété.

"Tous les observateurs sérieux dans le monde, de L'Economist de Londres au Monde de Paris ..." écrit notre auteur, sont d'accord avec l'interprétation pabliste des événements russes, suivant laquelle la bureaucratie stalinienne, agissant sous la pression prédominante des masses, leur fait des concessions politiques et économiques essentielles, de nature à modifier ou neutraliser sa fonction réactionnaire. Le premier de ces "observateurs sérieux", notons-le, est Sir Winston Churchill, qui salua dans un discours célèbre les "événements heureux" dont l'URSS était le théâtre. La bureaucratie du Kremlin, prise entre la pression croissante des masses et la menace de la guerre impérialiste, est déchirée en tendances contradictoires, précisément parce qu'elle ne peut, en tant que caste, ni se rendre aux masses, ni passer dans le camp impérialiste. Menacée d'une crise agricole très grave, dont la source réside dans l'incapacité de la bureaucratie à mobiliser les masses pour trouver une solution socialiste, celle-ci est poussée par ses difficultés internes dans la voie des concessions à l'impérialisme, en échange d'un répit. C'est un répit également que cherchent les bourgeoisies française et anglaise, menacées par la crise économique et sociale et qui, si elles seront finalement contraintes de se ranger du côté de Washington dans la guerre, savent qu'elles ont comme le Kremlin tout à perdre dans cette guerre, et cherchent comme lui à gagner du temps. Aussi les observateurs de ces pays considèrent-ils comme particulièrement heureuses les nouvelles dispositions conciliantes du Kremlin. Plus encore, la bourgeoisie française a le plus grand besoin de l'appui du Kremlin, qui seul pouvait la sauver, et l'a sauvée, en août 53, contre les travailleurs de son pays. En échange, ses commentateurs ne demandent qu'à tresser des couronnes de fleurs à "Georgi Malenkov-le-bien-aimé", suivant l'expression du nouveau collaborateur du Monde, M. Shapiro.

"La bureaucratie fait des concessions aux masses" répètent sur tous les tons les pablistes, "des concessions sérieuses, importantes, de plus en plus de concessions ..." Quelles concessions, et à qui, peu leur importe. Qu'est devenue la réforme du Code pénal ? Où en est la libéralisation du régime promise par Malenkov - et par Pablo - ? A moins qu'elle ne s'exprime par le huis-clos du procès Beria, remplaçant les spectaculaires procès staliniens - comme l'écrit Deutscher, cet éminent théoricien pabliste, quand même un peu compromettant. Mais Malenkov fait des concessions - et très réelles - aux tendances individualistes bourgeoises dans l'agriculture, dont il s'efforce de découpler le poids politique et économique ; dans le même temps, il revient avec éclat, à travers une série d'épurations sanglantes, à la politique de russification de Staline ... Tout cela est mis par Germain dans le grand sac des concessions.

En ce qui concerne la "capacité de trahison" des staliniens, notre auteur s'efforce délibérément d'embrouiller la question. "Si on croit que le Kremlin est capable de briser n'importe quelle montée révolutionnaire, ce n'est pas la peine de s'axer sur une victoire de la révolution mondiale", écrit-il. Bien sûr. Et ce n'est pas nous qui avons jamais douté que "les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils" et que la révolution vaincra, malgré les efforts désespérés poursuivis par les appareils staliniens et réformistes "passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois" (Programme transitoire).

La politique du Kremlin n'était pas moins réactionnaire, lorsqu'il exigeait que Mao-Tsé-Toung se soumette à Chang Kai-Shek ou que Tito s'incline devant Mihailovic, que lors de la guerre d'Espagne. S'il a échoué dans le cas de la révolution chinoise et de la révolution yougoslave, ce n'est pas la volonté de livrer le mouvement des masses à l'impérialisme qui manque au Kremlin ; comme il l'a montré encore en livrant le Toudeh au régime Zahedi, fourrier de l'impérialisme américain, et en France en août 1953 en sauvant Laniel. Qu'il doive pourtant échouer finalement, personne n'en doute. La question n'est pas de savoir si la révolution vaincra malgré les appareils, mais dans quelles conditions et sous quelle direction le mouvement des masses, débordant et scindant les appareils traditionnels, pourra abattre le capitalisme.

Mais ce n'est pas une raison parce qu'une tentative de trahison stalinienne échoue, pour ne pas la dénoncer ; ce n'est pas faire preuve de "mythomanie" mais de conscience révolutionnaire que de "répéter à propos de la Chine ou de la Corée" les accusations lancées "dans le passé contre la politique stalinienne en Espagne et en Grèce" : la nature de la politique du Kremlin demeure inchangée, même lorsque ces trahisons échouent ; et c'est le devoir de l'avant-garde de mettre en garde les travailleurs contre cette politique précisément pour la faire échouer. Car, si le Kremlin développe une politique contre-révolutionnaire, la cause fondamentale en est, bien plus encore que la recherche de compromis avec l'impérialisme, que la bureaucratie est par nature mortellement menacée par de nouvelles victoires de la révolution prolétarienne.

A cette thèse trotskyste s'oppose la thèse pabliste bien connue (avec ses deux variantes) : "Le Kremlin, sous l'effet des nouvelles conditions objectives, de la marche inévitable de l'impérialisme vers la guerre, etc. - ancienne version - ou de la pression du mouvement des masses - nouvelle version - infléchit de plus en plus sa politique vers la gauche, et est contraint de mobiliser les masses contre le régime capitaliste. Les masses vaincraient sous la direction du Kremlin - ou encore sous la direction de partis staliniens dépassant le Kremlin dans cette course d'ensemble vers la gauche".

Mais qu'est donc devenu le "gauchissement" du stalinisme annoncé au dixième plenum du SI (mars 1952) et réaffirmé si souvent depuis ? Le présent texte préfère garder le silence sur ce point après la succession de tournants à droite imposés par le Kremlin recherchant un compromis avec les impérialismes secondaires ou certaines bourgeoisies nationales - après la politique du Front national uni en France, culminant dans la trahison stalinienne de la grève d'août après le soutien des staliniens indiens à la politique de Nehru, après le tournant des staliniens américains vers le parti démocrate, etc. etc. Le texte n'en dit pas un mot bien que ç'ait été là et que ce soit encore l'un des arguments essentiels des pablistes pour justifier leur grand tournant vers le Kremlin, et l'abandon de ce que Pablo appelle "les schémas et la tactique de 1938", c'est-à-dire le programme transitoire.

Il n'a rien à dire non plus de cette autre idée-force pabliste : le resserrement du stalinisme. Qu'est devenu le "resserrement" des cadres staliniens autour de leurs directions et des masses autour des partis staliniens ?

La crise du stalinisme est-elle toujours "centripète" suivant l'heureuse expression d'Ernest Germain ? De tout cela il n'est plus dit un mot ! Alors que les faits sont venus réfuter totalement les prévisions pablistes, et apporter de nouveaux éléments précieux pour l'analyse concrète de la crise du stalinisme : les soulèvements de Tchécoslovaquie et d'Allemagne orientale ont, notamment, suffisamment confirmé le caractère "centrifuge" de la crise du stalinisme ; en France d'autre part, la méfiance croissante que manifestent les cadres du parti stalinien à l'égard de leur direction, notamment depuis l'affaire Marty-Tillon, vient se recouper, depuis août 1953, avec le débordement dans l'action de l'appareil stalinien par les masses, de telle sorte que le problème de la construction du parti révolutionnaire dans ce pays commence à se poser en termes concrets. Mais ce problème ne sera pas résolu par "l'entrisme sui generis" préconisé par Pablo, car ce prétendu "tournant tactique" n'avait d'autre contenu réel, comme la pratique l'a démontré, que l'abandon de l'indépendance politique du trotskysme, du programme trotskyste, l'adaptation à la politique stalinienne. Il sera résolu au contraire.

Le développement de la crise du stalinisme confirme ainsi l'analyse faite dans les "10 Thèses". Il n'arrivera qu'exceptionnellement, comme en Chine ou en Yougoslavie, que les PC conquièrent effectivement le pouvoir, et cela est extrêmement improbable dans un pays industriellement avancé.

Hélas, l'auteur des 10 thèses - le camarade Germain - s'empressa de renier son propre travail, lorsque Pablo, qui le jugeait "inopportun" (!), le menaça, 6 mois avant le 3è congrès mondial, de l'éliminer du bureau du SI ! Aussi en est-il réduit aujourd'hui à défendre une perspective de la révolution mondiale qui passe par le "coup de Prague", par la destruction du capitalisme dans les territoires incorporés à l'URSS lors de la guerre de Finlande, par cette nouvelle version de la théorie anti-léniniste de la spontanéité qu'est "l'évolution irréversible du rapport de forces global entre les classes", etc., etc. ... par tout au monde, sauf par "la construction de partis révolutionnaires de masse, sections de la 4ème Internationale", que le programme transitoire, ce reliquat d'une époque périmée, définissait comme la tâche centrale de notre époque.

Mais le véritable développement historique est très différent de la métaphysique du "mouvement réel des masses", une abstraction particulièrement vicieuse des pablistes. L'histoire de notre temps est faite de la lutte des classes, et non de la lutte des blocs. Le capitalisme mondial ne sera pas abattu par la généralisation du "coup de Prague", par les "réflexes d'auto-défense" de la bureaucratie du Kremlin mais par l'action révolutionnaire des opprimés. C'est pour cette raison que la résolution du 7ème plenum du CEI, reprise par le 3ème congrès mondial, soulignait que toutes les mesures économiques progressives appliquées dans les pays du glacis pèsent d'un moindre poids dans la balance de l'histoire que l'oppression des masses travailleuses, la répression dirigée contre l'avant-garde prolétarienne par les régimes policiers instaurés par le Kremlin. Les soulèvements d'Allemagne orientale et de Tchécoslovaquie ont donné à cette thèse toute sa portée.

Quant à la révolution chinoise, elle ne sert d'argument passe-partout aux pablistes que parce qu'ils se sont refusés, déjà au 3ème congrès mondial et toujours depuis, à en faire une analyse sérieuse. Car la prise du pouvoir par le PC chinois ou par le PC yougoslave n'a pas été le résultat de la nature stalinienne de ce parti, mais de la négation de cette nature ; ne découle pas de leurs rapports spécifiques avec le Kremlin, mais de la destruction de ces rapports ; la révolution chinoise ou la révolution yougoslave ne sont pas, comme l'écrivait Pablo dans "Où allons-nous ?" "pas exactement une victoire du stalinisme" mais bien exactement une défaite du stalinisme ; elles n'ont pas eu pour conséquence une extension du contrôle du Kremlin sur la montée révolutionnaire des masses, mais un affaiblissement de ce contrôle.

Les pablistes se gargarisent à tout propos et hors de propos de la montée révolutionnaire mondiale, mais ils ont une tendance fâcheuse à la voir là où elle n'est pas, et à ne pas la voir là où elle est. Le 28 mai et le 4 juin 1952, les staliniens français s'efforcèrent de mobiliser les masses contre Ridgway, et dans la grève générale politique de protestation contre l'arrestation de J. Duclos. Ce fut un échec. Une dizaine de milliers de travailleurs d'avant-garde se battirent courageusement, mais les masses restèrent inactives. Pierre Frank annonça alors que "la révolution française avait commencé" et dénonça la "désertion" de la majorité française qui refusait de la reconnaître "parce qu'elle était dirigée par les staliniens".

Le mouvement d'août 1953 en France, au contraire, ce n'est ni la révolution, ni même la grève générale, d'après un dirigeant pabliste, Michèle Mestre. Pour l'auteur de "A la défense de la 4ème Internationale", c'est tout au plus "la grève générale", mais "il n'y eut pas d'occupation d'usines, peu ou pas de revendications politiques, peu ou pas de constitution spontanée d'organismes d'auto-représentation des travailleurs, peu ou pas de participation du secteur décisif du prolétariat : les métallurgistes". Aussi la politique de la CGT était-elle "parfaitement correcte". C'est là l'essentiel de l'argumentation par laquelle les dirigeants staliniens s'efforcent de justifier leur trahison d'août 53 devant leurs militants.

Il n'y eut pas d'organismes d'auto-représentation des travailleurs ? A Nantes, dans les mines du Nord, dans plusieurs autres villes de province, dans la région parisienne, la police se terrait ; l'appareil de répression se disloquait ; de hauts fonctionnaires refusaient d'exécuter les ordres du gouvernement ; les grévistes organisaient des manifestations spontanées de rue, par dizaines de milliers. A Nantes, une des plus grandes villes de France, le Comité central de grève agissait en organe de gouvernement. Seule l'obstruction stalinienne à la constitution d'un comité national de grève sauva le gouvernement bourgeois.

Seuls les travailleurs d'arrière-garde étaient engagés dans l'action ? Mais précisément la mobilisation de millions de travailleurs généralement passifs, est le signe peut-être le plus indiscutable d'une situation révolutionnaire. Les fonctionnaires, les postiers, les cheminots, qui continuèrent le travail en juin 1936, le cessèrent presque tous en août 1953. Il y eut 4 millions de grévistes, contre un million et demi en juin 36. Parmi les métallurgistes, plusieurs centaines de milliers, en province, cessèrent le travail presque dès le début. Et les métallurgistes de la région parisienne qui ne rentrèrent de congé que lorsque la grève durait déjà depuis plus d'une semaine, étaient tous prêts à entrer dans la grève générale. S'ils reprirent généralement le travail au bout de quelques jours, cela tient exclusivement à l'obstruction systématique des dirigeants staliniens.

Enfin, c'est bien le mensonge le plus cynique que d'affirmer qu'il n'y avait "peu ou pas de mots d'ordre politiques". La demande de convocation du Parlement en session extraordinaire, formulée par les sociaux-démocrates et reprise par les staliniens, stimulait la politisation du mouvement des masses ; le refus de cette proposition par tous les partis bourgeois, les ruses du gouvernement pour s'y opposer, aidèrent les grévistes à prendre conscience de ce qu'il fallait abattre le gouvernement : "A bas le gouvernement Laniel !" ; le mot d'ordre était dans la bouche de tous les grévistes. En s'y opposant, les staliniens sauvèrent le gouvernement ; à cet océan de trahison, les pablistes vinrent ajouter leur grain de sel. La direction stalinienne avait bien raison, d'après les pablistes, de trahir le mouvement ... car elle sauvegardait ainsi le front unique ! La formule pabliste du front unique est évidemment "marcher séparément pour être battus ensemble". En fait, par sa politique en août 53, la direction stalinienne faisait ses premiers pas dans une voie sur laquelle, depuis, elle a continué à progresser : celle d'un accord avec les dirigeants socialistes sur une même politique de collaboration avec la bourgeoisie. C'est cette unité-là dont elle sauvegardait la possibilité. Tant que le mouvement de grève déferla de toute sa puissance, les staliniens se gardèrent bien de dénoncer les réformistes. Le communiqué du Bureau politique du PCF paru le lendemain du jour où les dirigeants des syndicats réformistes et chrétiens trahirent la grève en appelant à la reprise du travail, ne dit pas un mot de cette trahison ! C'est plus tard seulement,

lorsque le mouvement commença à s'épuiser, que les risques d'un débordement des directions par les masses furent suffisamment réduits, que les staliniens rejetèrent sur la trahison réformiste la responsabilité de leur propre trahison.

Les leçons de la grève d'août sont nombreuses ; l'une d'elles concerne le pablisme et sa nature. Quand le Kremlin ordonne des manifestations pour ses besoins diplomatiques et que la classe ouvrière française ne suit pas ces ordres (28 mai - 4 juin 1952), les pablistes appellent cela la révolution. Quand la classe ouvrière française, sans demander l'avis du Kremlin, et contre sa volonté, se mobilise tout entière contre la bourgeoisie, les pablistes appellent cela un petit mouvement revendicatif.

Mais on ne trompe pas si aisément les militants formés à l'école de Trotsky. Il est hautement significatif qu'il ne se soit pas trouvé un seul trotskyste authentique, même parmi ceux qui hésitent encore sur beaucoup d'autres problèmes, pour entériner la trahison pabliste dans la grève d'août.

Les pablistes ironisent sur les trotskystes américains ; ces pauvres gens ignorent l'art de prédire l'avenir, en d'autres termes, ils sont sans perspectives. Ils ignorent quel jour débutera la guerre, et quel jour la crise économique aux USA ; ils pensent que la crise pourrait avoir certains effets sur le rythme de préparation à la guerre, comme sur les négociations entre Washington et Moscou ; ils vont jusqu'à envisager plusieurs variantes. C'est avouer qu'ils sont complètement désorientés.

Les pablistes, eux, prévoient ce qui arrivera, et même ce qui n'arrivera pas. Dès que commença la guerre de Corée, ils annoncèrent l'imminence de la 3ème guerre mondiale, de la guerre-révolution ou révolution-guerre, qui nous ouvrirait le paradis bureaucratique de siècles de transition. Un an, deux au plus, et ce serait la guerre mondiale, dont la guerre de Corée était le début. Ils annoncèrent également que les progrès mêmes de la montée révolutionnaire hâteraient l'entrée en guerre de l'impérialisme, et que l'impérialisme américain, menacé, ne manquerait pas de se lancer dans une guerre suicide. De toutes ces affirmations, les faits n'ont rien laissé subsister ; aussi aujourd'hui, Pablo est-il plus prudent ; il se borne à proclamer que la guerre se rapproche tous les jours, et "qu'elle devient possible à partir de 1954", affirmation dont on appréciera le caractère catégorique. Il paraît difficile de s'y opposer sans réserve ; on doit d'ailleurs reconnaître objectivement que la guerre est désormais impossible pour 1953 ...

Et voilà ce que ces gens appellent une perspective pour notre Internationale ! La réalité a montré, contrairement aux prévisions pablistes, que la montée révolutionnaire s'étendant à l'Europe occidentale a bouleversé les bases politiques et militaires de la domination américaine, et de ses préparatifs de guerre ; l'impérialisme américain doit aujourd'hui réviser toute sa politique. Ainsi la montée révolutionnaire n'a pas rapproché la guerre, mais l'a éloignée. D'autre part, l'impérialisme américain ne pouvait faire face à la crise menaçante qu'en passant de l'économie d'armements à l'économie de guerre proprement dite ; mais il devait pour cela imposer une réduction radicale du niveau de vie des travailleurs américains. De telles mesures sociales sont incompatibles avec l'équilibre politique actuel des Etats-Unis, fondé sur la collaboration du Big Business avec la bureaucratie syndicale ; pour les imposer, il faudrait détruire le mouvement ouvrier organisé, autrement dit instaurer un régime fasciste. L'impérialisme américain doit résoudre ces problèmes avant d'entrer en guerre. Ainsi la crise économique commençante menace de se transformer en crise sociale et politique, et de faire sortir les masses travailleuses américaines de leur passivité.

Mais la palette pabliste n'a que deux couleurs : le rose, pour le monde entier, où la révolution monte, irrésistible et irréversible, du moins là où les staliniens sont à la tête des masses, et le noir, pour les Etats-Unis où la réaction monte, pas moins irrésistible, non moins irréversible. Le prolétariat américain est rayé par les pablistes du "mouvement réel des masses", car il n'a pas la chance d'être dirigé par Moscou. Et les pablistes répudient aujourd'hui ouvertement les thèses adoptées en 1947 par le Socialist Workers Party sur la "révolution américaine qui vient" ; en août 1953, Pablo affirmait encore son accord avec ces thèses, mais la "Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier" du SWP leur a dessillé les yeux ; ils voient désormais dans ces thèses la source même de la "triste dégénérescence" du SWP qui a commis l'erreur "de vouloir résister à la pression de la réaction en mettant l'accent sur le passé du parti, sur la tradition, sur la foi et la certitude de la victoire", au lieu "de s'insérer (à une échelle modeste bien sûr) dans le mouvement ouvrier réel des Etats-Unis d'aujourd'hui". Les pablistes américains, eux, s'y insèrent résolument ; tournant le dos aux masses des travailleurs syndiqués, ils préparèrent leur entrée dans le stalinisant "American Labour Party", juste au moment où celui-ci allait disparaître ; ils fraternisèrent alors, sans la moindre modestie, avec Shachtman (le réel Shachtman des Etats-Unis d'aujourd'hui) contre les trotskystes.

Il est vrai que le SWP capitule devant Mac Carthy. Il camoufle habilement cette capitulation en lançant, par tous les moyens à sa disposition, une campagne contre le mac-carthysme, qui est la plus ample campagne de l'histoire du trotskysme américain. Les trotskystes du monde entier sont fiers de voir le SWP à la pointe du combat contre le fascisme. Mais ce camouflage ne trompe pas Pablo. Les vrais combattants contre Mac Carthy, ce sont les pablistes américains qui abandonnent la routine sectaire du travail de masse, de l'édition d'un organe de masse, la fatigante participation aux campagnes électorales, pour s'adresser au "mouvement ouvrier réel", dans une luxueuse revue pour intellectuels en retraite.

Ainsi, les faits comme l'analyse se chargent de lever l'équivoque dont s'enveloppent les pablistes, et de leur arracher le masque qu'un Germain s'acharne à peindre en couleurs trotskystes. Dans un récent numéro de leur revue "Arbeiterpolitik", les brandieriens s'expriment sans fard à ce sujet. En ce qui les concerne, disent-ils, ils ont toujours reconnu "le caractère contre-révolutionnaire du trotskysme" ; ils citent à l'appui de leurs affirmations le paragraphe du programme transitoire consacré à l'URSS et expliquent que, vouloir renverser la bureaucratie progressive, qui a sauvé l'URSS, en s'appuyant sur les masses réactionnaires, c'est être "objectivement" contre-révolutionnaires. Fidèles à leur infâme position de l'époque, ils précisent que le programme trotskyste justifie ainsi "objectivement" les accusations des procès de Moscou.

Nous avons toujours compris cela, répètent ces gens, mais aujourd'hui, même dans la prétendue "4ème Internationale", certains le comprennent. Et ils citent avec beaucoup d'éloges le passage de l'article de Pablo de "La Vérité des travailleurs" de décembre 1953, dans lequel ce dernier proclame la nécessité de rompre avec les vieilleseries de 1938, avec le programme transitoire. Voilà qui est bien, disent nos staliniophiles, mais pourquoi Pablo se prétend-il encore trotskyste ? Pourquoi ne dit-il pas tout ce qu'il pense, et qu'il faut rompre avec le trotskysme contre-révolutionnaire, et qu'il faut reconnaître le rôle progressif du Kremlin en URSS ? Pour que le tableau soit complet, nos gens ne manquent pas de voir la main de Mac Carthy derrière la "Lettre ouverte du SWP".

Eh bien, ces apologistes du NKVD n'ont pas tort ; et les aveugles, même les aveugles volontaires, ne doivent pas se faire d'illusions ; les pablistes ne pourront plus longtemps maintenir l'équivoque et se présenter comme trotskystes ; ils devront se démasquer, puis quitter la scène sans gloire. Car l'histoire a une place pour l'Internationale trotskyste, la 4ème, mais elle n'a aucune place pour une clique internationale d'apologistes "trotskystes" du Kremlin.

PABLO ET LE CENTRALISME DEMOCRATIQUE

Le document adopté, en réponse à la "Lettre ouverte" du SWP par la réunion de la fraction pabliste baptisée "14è plenum", contient une série d'affirmations mensongères concernant l'histoire de l'Internationale pendant ces trois dernières années; il n'est ni possible, ni nécessaire, de les réfuter toutes. Pourtant, eu égard du fait que certains trotskystes authentiques croient encore pouvoir mener une discussion démocratique dans le cadre organisationnel créé par Pablo, il faut remarquer ce qui suit :

1°) Déjà huit mois avant le 3ème congrès mondial, l'observateur du SWP en Europe, exprimant l'opinion de Pablo, écrivait qu'il serait sans doute nécessaire pour appliquer la "nouvelle orientation" d'exclure Germain et Frank du SI, et d'éliminer la majorité française. Au même moment, Germain, qui n'avait pas encore trouvé son chemin de Damas, avertissait les dirigeants français que Pablo recherchait une occasion pour détruire la section française, coupable, dès la discussion sur le glacis, de faire preuve de trop d' "indépendance" .

2°) Le 20 janvier 1952, Pablo plaça le CC de la section française devant l'ultimatum suivant : appliquer immédiatement et sans discussion .

RESOLUTION D'ORIENTATION SUR LE TRAVAIL INTERNATIONAL

Février 1954

La présente résolution, adoptée par le BP du 2 février, est une résolution intérieure au BP, destinée à servir de base à la discussion dans le BP sur ces questions. Le BP aura ultérieurement à élaborer un projet définitif pour le soumettre au Comité central qui doit discuter ces problèmes les 8 et 9 mai dans le cadre de la préparation du 9ème congrès du parti.

Le BP décide de soumettre cette résolution au Comité international, de manière à pouvoir tenir compte de l'opinion des membres du CI dans la suite de la discussion.

1. - La "Lettre ouverte" du SWP et la formation du Comité international de la 4ème Internationale ont inauguré une phase nouvelle dans la lutte contre le révisionisme, obligeant toutes les sections à se placer devant le problème du pablisme, de son contenu idéologique et des ravages organisationnels qu'il a provoqués, et plaçant les pablistes sur la défensive. Là où elles se sont libérées des entraves de l'organisation trotskyste, en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, les fractions pablistes dévoilent de plus en plus leur orientation propre de capitulation devant les appareils bureaucratiques. Le SI, lui, est tenu à maintenir l'équivoque jusqu'au bout, à s'efforcer de maintenir jusqu'au bout le climat de confusion politique qui lui est indispensable. Aussi est-il obligé d'abandonner toute défense politique systématique, d'employer des arguments disparates, tout en mettant au premier plan les questions d'organisation, disciplinaires ... etc. En même temps qu'ils se hâtent d'exclure tous leurs adversaires pour éviter la confrontation politique du pablisme avec le trotskysme, ils se montrent prêts une fois de plus à conclure n'importe quel compromis politique (propositions de Germain à Breitman) qui leur permettrait de se maintenir dans leurs postes.

2.- L'offensive du Comité international se situe naturellement au contraire sur le terrain de la défense des principes et du programme trotskyste. Le développement systématique et persévérant de cette offensive politique permettra seul de vaincre les hésitations des sections qui, ne réalisant pas la situation organisationnelle, idéologique et politique, que Pablo a réussi en 3 ans de manipulations bureaucratiques à créer dans le SI et le CEI, espèrent encore pouvoir vaincre le révisionisme dans les cadres du "congrès mondial sui generis" de Pablo (Ceylan) ; il permettra seul de dissiper la confusion politique dans laquelle se trouvent encore de nombreuses sections (Italie, Allemagne, Bolivie).

Le développement de cette offensive politique devra inévitablement conduire à démasquer la méthode caractéristique du pablisme, qui consiste à juxtaposer dans chacun de ses documents, sans craindre des contradictions flagrantes, une ligne trotskyste et une ligne révisionniste. Et à dissiper l'équivoque des thèses du 3ème congrès mondial, qui sert encore à retenir dans l'orbite du SI la liste des sections comme la section bolivienne.

3.- La défense du programme trotskyste est inséparable de son illustration, la validité du programme et des principes trotskystes consistant en ce que ce programme et ces principes sont seuls susceptibles d'armer les révolutionnaires en face des problèmes actuels. Le SI et le CEI croupion ont démissionné de leur poste de direction politique du mouvement trotskyste mondial, en définissant une position prostalinienne ou plus encore en cessant de définir une quelconque position, face aux grands événements actuels (procès Beria, conférence à 5, grève générale d'août 53 en France, montée du fascisme aux Etats-Unis ... etc.). Le Comité international qui, comme il l'a justement constaté, est devenu la seule direction représentative du mouvement trotskyste mondial, doit assumer cette tâche, en définissant la position trotskyste, non seulement de façon négative par la réfutation des positions pablistes, mais de façon positive par rapport au déroulement des événements. C'est seulement dans la mesure où il accomplira cette tâche, rendue extrêmement difficile par trois ans de désarmement politique systématique de l'Internationale, qu'il pourra ranimer la vie politique dans l'Internationale, réaliser les conditions d'une préparation démocratique du 4ème congrès mondial, et par là-même éliminer complètement le pablisme.

Dans ce même cadre le CI doit ouvrir la discussion sur tous les problèmes sur lesquels le travail d'une analyse trotskyste reste à faire : Chine, URSS, après Staline, ... etc.

4.- La tactique à suivre est parfaitement claire et découle de la nature des forces opposées : aucun compromis n'est possible avec le pablisme, idéologie étrangère au trotskysme. Un accord organisationnel n'est possible qu'avec ceux qui se situent sur la base commune du programme trotskyste. C'est ce qui définit notre attitude à l'égard des "propositions Germain" (cf la réponse Breitman). C'est sur ces mêmes raisons que nous avons fondé la "légalité insurrectionnelle" du CI et que nous ne reconnaissons aucun des organismes manipulés par Pablo (SI, CEI, congrès mondial). Nous devons développer cette position à chaque occasion, devant l'Internationale, en particulier par l'intervention d'une délégation au prétendu congrès mondial de Pablo, qui devra dénoncer pour les sections honnêtes qui risquent de s'y fourvoyer le caractère de cette réunion.

5.- Les conditions matérielles dans lesquelles le Comité International doit entreprendre la reconstruction de la direction internationale sont extrêmement difficiles. L'Internationale tout entière avait fait les plus grands sacrifices depuis 1944 pour permettre l'édification de la direction actuelle, à partir de la spécialisation d'un certain nombre de camarades dans le travail international. Mais ces derniers, dont la sélection avait été très artificielle, en se détachant de l'activité des sections qui pendant la même période s'engageaient de plus en plus dans le travail de masse, se sont par là-même exposés à céder à la pression des forces hostiles au mouvement. La nouvelle direction doit être reconstruite non par la spécialisation de quelques camarades, mais par une participation de plus en plus active de toutes les sections à la vie politique de l'Internationale ; c'est seulement par une vie politique intense de l'Internationale tout entière, et non par aucune mesure d'ordre statutaire, (même si de telles mesures sont nécessaires), que le danger d'une nouvelle dégénérescence de la direction internationale peut être écarté. Plus les sections s'enracinent dans les masses de leurs propres pays, plus elles ressentent le besoin de participer, pour les besoins mêmes de leur travail de masse, à la vie politique de l'Internationale. Les membres de la direction internationale ne doivent plus être suspendus en l'air, sans responsabilité réelle devant le mouvement et devant les masses ; ils ne doivent plus être sélectionnés suivant des critères artificiels (disponibilité, sélection dans la lutte de tendance ... etc.) ; ils ne doivent plus être des "émigrés professionnels", mais doivent être les représentants effectifs de leurs sections, l'expression de l'activité trotskyste dans les masses et non seulement des idées trotskystes. La spécialisation inévitable doit être rigoureusement limitée à son aspect technique. La décentralisation dans l'accomplissement des tâches politiques doit renforcer le lien de la direction internationale avec l'activité des sections.

6.- Les problèmes immédiats posés par l'activité du comité international ne sont pas moins difficiles. Sans prétendre apporter des solutions, le BP attire l'attention du Comité International sur l'importance qu'il y aurait à pouvoir répondre de façon quotidienne aux problèmes posés par la lutte contre le pablisme et la définition permanente d'une politique trotskyste ; et dans ce but, de constituer un organe exécutif du comité, organe permanent, ou du moins susceptible de se réunir plus fréquemment dans l'intervalle des réunions du comité, pour exécuter les décisions et préparer politiquement les réunions plénières. Le BP attire également l'attention du comité international, sur l'importance d'une revue, instrument beaucoup plus efficace qu'un bulletin pour mener la lutte contre le pablisme et représenter devant l'opinion publique révolutionnaire la doctrine vivante du

trotskyisme. Le BP n'ignore pas que la solution de ces problèmes est d'abord d'ordre financier. Le BP apprécie hautement la solidarité qu'a déjà manifestée le Comité international à l'égard de la section française, ainsi que la décision de lui accorder une subvention permanente, mais pour contribuer dans la mesure de ses moyens à résoudre les difficultés financières du Comité international, il décide de renoncer, sauf circonstances exceptionnelles, à toute subvention autre que le remboursement des dépenses faites pour le compte du Comité international, et d'envisager la possibilité de verser une cotisation d'ici quelques mois.

7.- Bien que le BP ait décidé, eu égard au niveau très élevé atteint par les phalanges régulières des militants, de renoncer à tout appel à un sacrifice supplémentaire, il fait exception pour la campagne de solidarité avec la révolution bolivienne décidée par le Comité international ; il décide d'ouvrir dès maintenant cette campagne dans le parti pour lui donner toute son ampleur en mars. Des listes de souscription seront éditées et des quotas fixés par cellule. Le BP croit pouvoir engager le parti pour une somme globale minima de 100.000 F. les membres présents du BP s'inscrivent pour 20.000 F

SCISSON POUR DIVERGENCES SUR L'URSS
Le fin de la soi-disant IV^e internationale

En dehors de la "grande politique", il y a lieu de signaler certains événements qui, à vrai dire, n'étaient pas le monde mais qui ne sont pas sans intérêt pour des communistes opposés. Déjà, l'an passé, il y a eu une scission chez les trotskystes français, puis dans leur parti de l'élan et maintenant la rupture s'effectue dans tous les groupes, après que la majorité des trotskystes américains ait mis à la porte sa minorité et rompu avec la direction de l'international. Un "Comité de la IV^e internationale" a été formé, qui a déposé l'ancienne direction (Germann, Frank, Padoa).

Le qui nous intéresse n'est pas le lavage de linge sale lavable en petites circonstances, mais le contenu politique de l'affaire. Et, même pour un observateur extérieur, cette crise n'a rien de surprenant. Elle découle de la question de l'attitude vis-à-vis de l'URSS et de la nature de celle-ci, question sur laquelle les trotskystes ont peine depuis leur apparition et à laquelle ils n'ont jamais pu donner une réponse unanime. La base de cette division permanente tient à la formation du trotskysme, qui dès l'origine n'a été que le prolongement international de la fraction de Trotsky dans le PC de l'URSS.

Battu à mort par Staline sur le terrain russe, Trotsky dut par la force des choses transporter le centre de gravité de son activité à l'étranger, où fut fondée en 1938 la prétendue IV^e internationale. Cependant les parties dont le développement et l'activité auraient dû être la condition préalable à leur réunion, Trotsky pensait qu'il suffisait de fonder l'international pour que les partis suivent. Le fait que la III^e internationale avait à la veille de la guerre pratiquement cessé d'exister venait corroborer son désir de voir la IV^e internationale combler ce vide.

Le qu'il ne voyait pas, et qui était pourtant décisif, c'étaient les données historiques du regroupement des puissances dans la deuxième guerre mondiale. Le fait que l'URSS était forcée de mener la guerre en commun avec des partenaires bourgeois-impérialistes n'empêchait en réalité pas l'action révolutionnaire et la victoire révolutionnaire et la victoire communiste isolés, y mettant la force et l'indépendance suffisantes. Mais il empêchait par contre le regroupement révolutionnaire international de tous les courants et partis communistes, car une nouvelle internationale sans l'Union soviétique, la plus grande puissance du camp socialiste, est absolument exclue. Les besoins immédiats de la défense du territoire soviétique durant la deuxième guerre mondiale ont empêché la participation active du PC de l'URSS à une politique révolutionnaire internationale et il était normal qu'il l'empêchât.

La IV^e internationale fondée par Trotsky resta donc une vue de l'esprit, pour cette raison d'abord qu'elle coïncidait avec une période où la collaboration internationale des classes ouvrières n'était pas possible. Un aspect encore plus important de cette initiative - plus important parce que son effet débordait le cadre de la période de la deuxième guerre mondiale - était constitué par le caractère ouvertement contre-révolutionnaire du programme trotskyste en ce qui concerne l'URSS. Son "programme de transition" consistait aux "révolutionnaires" russes, à l'époque où le Parti russe était engagé dans une lutte à mort pour l'industrialisation et la collectivisation, rendue nécessaire par la guerre-massacrice à l'époque où il devait briser la résistance réactionnaire de larges masses, et en fait d'une majorité de la population arriérée de la Russie, son programme donc consistait les pertes suivantes : lutte pour l'indépendance des syndicats et des comités d'usines". Dans le cadre de la "démocratie soviétique", maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassés des soviets

PABLO A LES AMIS QU'IL MERITE

Article paru dans la revue brandlérienne "Arbeiterpolitik" du 5 janvier 1954

**La fin de la soi-disant IV° Internationale:
SCISSON POUR DIVERGENCES SUR L'URSS**

En dehors de la "grande politique", il y a lieu de signaler certains événements qui, à vrai dire, n'ébranlent pas le monde mais qui ne sont pas sans intérêt pour des communistes oppositionnels. Déjà, l'an passé, il y a eu une scission chez les trotskystes français, puis dans leur parti de Ceylan et maintenant la rupture s'effectue dans tous les groupes, après que la majorité des trotskystes américains ait mis à la porte sa minorité et rompu avec la direction de l'Internationale. Un "Comité de la IV° Internationale" a été formé, qui a déposé l'ancienne direction (Germain, Frank, Pablo).

Ce qui nous intéresse n'est pas le lavage de linge sale inévitable en pareilles circonstances, mais le contenu politique de l'affaire. Et, même pour un observateur extérieur, cette crise n'a rien de surprenant. Elle découle de la question de l'attitude vis-à-vis de l'URSS et de la nature de celle-ci, question sur laquelle les trotskystes ont peiné depuis leur apparition et à laquelle ils n'ont jamais pu donner une réponse unanime. La base de cette division permanente tient à la formation du trotskysme, qui dès l'origine n'a été que le prolongement international de la fraction de Trotsky dans le PC de l'URSS.

Battu à mort par Staline sur le terrain russe, Trotsky dut par la force des choses transporter le centre de gravité de son activité à l'étranger, où fut fondée en 1938 la prétendue IV° Internationale. Manquaient les partis dont le développement et l'activité auraient dû être la condition préalable à leur réunion. Trotsky pensait qu'il suffisait de fonder l'Internationale pour que les partis suivent. Le fait que la III° Internationale avait à la veille de la guerre pratiquement cessé d'exister venait corroborer son désir de voir la IV° Internationale combler ce vide.

Ce qu'il ne voyait pas, et qui était pourtant décisif, c'étaient les données historiques du regroupement des puissances dans la Deuxième Guerre mondiale. Le fait que l'URSS était forcée de mener la guerre en commun avec des partenaires bourgeois-impérialistes n'empêchait en réalité pas l'action révolutionnaire et la victoire révolutionnaire de partis communistes isolés, y mettant la force et l'indépendance suffisantes. Mais il empêchait par contre le regroupement révolutionnaire international de tous les courants et partis communistes, car une nouvelle Internationale sans l'Union soviétique, la plus grande puissance du camp socialiste, est absolument exclue. Les besoins immédiats de la défense du territoire soviétique durant la Deuxième Guerre mondiale ont empêché la participation active du PC de l'URSS à une politique révolutionnaire internationale et il était normal qu'ils l'empêchent.

La IV° Internationale fondée par Trotsky resta donc une vue de l'esprit, pour cette raison d'abord qu'elle coïncidait avec une période où la collaboration internationale des classes ouvrières n'était pas possible. Un aspect encore plus important de cette initiative - plus important parce que son effet déborde le cadre de la période de la Deuxième Guerre mondiale - était constitué par le caractère ouvertement contre-révolutionnaire du programme trotskyste en ce qui concerne l'URSS. Son "Programme de transition" destiné aux "révolutionnaires" russes, à l'époque où le Parti russe était engagé dans une lutte à mort pour l'industrialisation et la collectivisation, rendue nécessaire par la guerre menaçante, à l'époque où il devait briser la résistance réactionnaire de larges masses, et en fait d'une majorité de la population arriérée de la Russie, son programme donc contenait les perles suivantes: "Lutte pour l'indépendance des syndicats et des comités d'usines". Dans le cadre de la "démocratie soviétique", "maintenant la bureaucratie et la nouvelle aristocratie doivent être chassés des soviets".

Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans, des soldats rouges. La démocratisation des soviets est inconcevable sans la légalisation des partis soviétiques. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes, par leurs libres suffrages montreront quels partis sont soviétiques. - Révision de l'économie planifiée de haut en bas, en ayant en vue les intérêts des producteurs et des consommateurs !... Réorganisation des kolkhozes en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !" "Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie... Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer la marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IV^e Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection!"

Ceci, c'est, en habit "soviétique", le programme de la contre-révolution, du renversement du PC de l'URSS, de l'élimination de la bureaucratie qui a organisé la défense du pays et de l'économie, qui exerce la dictature du prolétariat. Il ne faut pas oublier que parmi la population politiquement économiquement et culturellement arriérée de l'URSS, il n'existait pas une majorité pour soutenir consciemment, avant la guerre, l'effort d'édification particulièrement lourd de sacrifices. **C'est pourquoi** les discours sur les "suffrages libres", la "réorganisation des kolkhozes" et l'expulsion de la bureaucratie hors des Soviets et son renversement constituent le programme de la contre-révolution, indépendamment des intentions de son auteur. Là est le noyau objectif de l'accusation lancée par le PC de l'URSS contre Trotsky d'être un agent impérialiste. Et ceci est valable aussi longtemps qu'il n'y aura pas dans la classe ouvrière russe une majorité capable de mener à bien, à la manière socialiste de l'autodétermination, les tâches de la bureaucratie.

A quel point Trotsky pouvait être aveuglé, une de ses dernières déclarations, reproduite dans le numéro de décembre 1945 de "New International", le montre bien: "Si une révolution socialiste victorieuse ne suit pas immédiatement la guerre, alors il fera assez peu de différence que le régime de Staline ait remporté la victoire militaire ou subi une défaite militaire. L'impérialisme balaiera le régime fondé par la Révolution d'Octobre. Quant aux conditions sociales internes de l'URSS, elles conduiront et même doivent conduire à une contre-révolution bourgeoise bonapartiste, et aucune victoire militaire ne peut sauver l'héritage de la révolution. La base sociale de l'URSS doit être anéantie non seulement en cas de défaite mais aussi en cas de victoire."

Il est clair que de telles prophéties ne font que rendre ridicule leur auteur. Mais plus que ce verbiage d'un homme qui contemple, empli d'amertume, les ruines de son grand passé, c'est la nouvelle situation mondiale d'après-guerre qui a influencé ses successeurs. Sans le dire ouvertement et en continuant à proclamer l'infailibilité de leur dirigeant respecté, en pratique ils ont petit à petit mis au rancart les bourdes les plus grossières, de leur héritage anti-soviétique en particulier. Ils se sont orientés de préférence vers les tâches immédiates de leur sphère d'action et quant à la question de l'URSS, ont souligné en premier lieu la nécessité de la défendre contre l'impérialisme américain. Il est clair qu'un tel comportement, dans la mesure où il restait basé sur la théorie trotskyste, devait être un phénomène hybride. On résolut partiellement la difficulté par la recette commode qui consiste à laisser l'épineuse question de l'attitude vis-à-vis de l'URSS, en dépit de résolutions kilométriques et de commentaires indigestes, dans l'équivoque de considérations parfaitement nébuleuses, pour éviter d'invoquer les esprits du passé. Cela va bien jusqu'au jour où la situation réelle exige de la clarté. Déjà, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, les trotskystes avaient scissionné sur la question de l'URSS. Et maintenant, la division du monde en deux camps clairement et fondamentalement opposés vient d'avoir les mêmes conséquences. Quiconque a suivi ces dernières années la volumineuse littérature trotskyste sait que leur unité n'a été maintenue que grâce aux variations les plus considérables de positions sur l'URSS, coexistant plus ou moins pacifiquement dans leurs organes. La direction était dans les mains d'hommes qui du passé avaient tiré au moins cet enseignement, qu'une rupture avec l'héritage théorique spécifiquement trotskyste quant à l'URSS était nécessaire. Leur tête la plus capable, Pablo, écrit maintenant contre les "vieux trotskystes" qui ont scissionné leur Internationale: "En 1938, lors de la proclamation de la IV^e Internationale... nos perspectives paraissaient être celles d'une défaite et destruction décisive du stalinisme à travers la guerre qui s'annonçait proche et d'un ralliement direct des masses à nos noyaux, agissant comme un pôle d'attraction indépendant et de l'extérieur. Tout cet ensemble de prévisions et de tactique correct à l'époque fut bouleversé de fond en comble par le cours différent de l'Histoire. L'URSS est sortie victorieuse de la Guerre et toute une constellation d'autres Etats anti-capitalistes a surgi... En réalité, ils (les "vieux trotskystes" scionnistes) restent vraiment des "orthodoxes", fidèles aux schémas et à la tactique de 1938... indépendamment des faits et des événements colossaux

survenus depuis. Ces organisations et mouvements sont tout simplement pour eux réformistes et contre-révolutionnaires "d'un bout à l'autre". Il faut soit les ignorer complètement quand ils sont petits, soit les démolir de l'extérieur quand ils sont relativement importants."

Ces enseignements sont parfaitement corrects, mais absolument incompatibles avec les leçons de Trotsky qui devaient donner à la prétendue IV^e Internationale sa raison d'être. Ces trotskystes qui maintenant fondent la contre-Internationale ont également inscrit sur leur drapeau l'enseignement du vieux maître, selon lequel "une de leurs tâches les plus importantes est le renversement révolutionnaire du stalinisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS." Inutile de dire qu'il y a des gens de cette espèce en Chine aussi, présentés par les pablistes comme des "déserteurs de la révolution", par les autres comme des "victimes de Mao", "persécutés de la même manière que toute la génération des vieux bolcheviques l'a été par Staline".

Et ce n'est pas non plus un hasard que le retour au "trotskysme orthodoxe" est effectué précisément par les Américains. Au pays de Mac Carthy, la question de la défense de l'URSS se pose avec une telle acuité qu'elle ne permet aucune équivoque. Et les enseignements contre-révolutionnaires de Trotsky ne conviennent pas mal au goût des cercles antisoviétiques provenant de la classe ouvrière. Les éléments trotskystes jusque-là dirigeants qui faisaient preuve d'une certaine capacité de développement sont pratiquement mis au rancart. Les Américains ont vraisemblablement fourni jusqu'ici la majeure partie des fonds et l'appel pressant des anciens dirigeants à collecter de l'argent souligne particulièrement ce fait.

Le sort des trotskystes confirme ce que nous avons expérimenté en Allemagne avec l'UAP. Avec des vœux pieux seulement on ne construit pas un Parti, encore moins une Internationale. Sans clarté et unité de conception sur les questions essentielles et fondamentales, l'existence d'un groupe n'est pas même concevable.